Atlas francophone
de l'économie de l'environnement

2019

MAVA
FONDATION POUR LA NATURE

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
IFDD

Atlas francophone
de l'économie de l'environnement

2019

MAVA
FONDATION POUR LA NATURE

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
IFDD

COMITÉ ÉDITORIAL

Direction de la publication
Jean-Pierre Ndoutoum, Directeur

Auteur
Jeremy Tamanini

Coordination
E. Lionelle Ngo-Samnick, Spécialiste de programme, IFDD
Hakim Bejaoui, Expert, IFDD

Analyse et collecte des données
Agnes Magnusson
Philip McNally
Victor Milla

Collaboration à l'édition
Claire Schiettecatte, Experte, IFDD
Louis-Noël Jail, Chargé de communication, IFDD
Marilyne Laurendeau, Assistante de communication, IFDD
Bibiane Kukosama, Assistante de programme, IFDD
Billal Tabaichount, Attaché de programme, IFDD

Traduction
Marike Michel, Traduco

Révision linguistique
Louis Courteau, trad. a.

Conception graphique
Marquis Interscript

Il convient de citer le présent ouvrage comme suit :
Institut de la Francophonie pour le développement durable, 2019, *Atlas francophone de l'économie de l'environnement* [Sous la direction de Tamanini, J. et E.L. Ngo-Samnick]. IFDD, Québec, Canada, 224 p.

Cet atlas francophone de l'économie de l'environnement a été rendu possible grâce au généreux soutien de la **Fondation Mava**. L'Institut de la Francophonie pour le développement durable tient à remercier toute l'équipe de la Fondation Mava, en particulier Charlotte Karibuhoye Said et Eve Cabo pour leur précieux accompagnement du projet portant sur la « Maîtrise des outils de gestion de l'environnement pour le développement ».

ISBN version imprimée : 978-2-89481-288-4
ISBN version électronique : 978-2-89481-289-1

Clause de non-responsabilité
Le contenu et les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou les politiques de l'OIF ou de leurs États membres. Les termes utilisés dans cette publication et la présentation des données qui y figurent ne sont en aucune façon l'expression de l'opinion de l'OIF sur le statut juridique d'un pays, d'un territoire ou de ses autorités, ni sur la délimitation de ses frontières ou limites.

© Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) 2019
56, rue Saint-Pierre, 3e étage
Québec (Québec), Canada, G1K 4A1
Téléphone : 418 692-5727
Télécopie : 418 692-5644
ifdd@francophonie.org – www.ifdd.francophonie.org

PRÉFACE
de Mme Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie

Conjuguer croissance économique et préservation de l'environnement : tel est le défi auquel tous les gouvernements doivent apporter des réponses concrètes.

Les menaces qui pèsent sur les écosystèmes sont connues : surexploitation des ressources, perte de la biodiversité, érosion des sols, augmentation des températures… Le « jour du dépassement », ce moment où l'humanité épuise l'ensemble des ressources que la nature peut lui offrir, arrive plus tôt d'année en année. Dans ce contexte, la gestion rationnelle des ressources naturelles est indispensable pour une économie durable.

En réaffirmant, à l'occasion de la signature de l'accord de Paris, leur engagement à lutter contre le changement climatique, les États et gouvernements ont choisi de réduire progressivement leurs émissions de gaz à effet de serre et donc, de mettre en œuvre des mesures pour améliorer la performance environnementale de leurs économies.

En 2009, le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi soulignait déjà l'insuffisance des instruments classiques de mesure du bien-être que nous devons préserver pour les générations futures. De nouveaux outils sont donc nécessaires pour orienter les choix et permettre de prendre les décisions adéquates.

Avec l'intime conviction que sans gestion rationnelle de l'environnement, il ne peut y avoir de croissance durable et inclusive, notre Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) et la Fondation MAVA ont conjugué leurs efforts en vue d'élaborer cet *Atlas francophone de l'économie de l'environnement*.

Travail unique à partir de la collecte des données de performance environnementale dans tous les États et gouvernements membres de la Francophonie, cet ouvrage a pour vocation d'appuyer ceux-ci dans leurs propres évaluations, en mettant en lumière les domaines à améliorer pour rendre leurs politiques environnementales plus efficaces.

Au nom de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), je tiens à exprimer ma reconnaissance à la Fondation Mava, à Dual Citizen, et à tous les experts qui ont contribué à cet *Atlas* pour en faire un ouvrage de référence sur la performance environnementale. Faire partager les forces et les avancées dans ce domaine, tout comme les marges d'amélioration : c'est le rôle de ce précieux outil destiné à aider tous nos États et gouvernements à concilier gestion attentive et durable de l'environnement et accélération de leur développement économique.

Bonne lecture !

Louise MUSHIKIWABO
Secrétaire générale de la Francophonie

AVANT-PROPOS
de Mme Lynda Mansson, Directrice générale de la Fondation Mava

Ces dernières décennies ont été marquées par la croissante prise de conscience de la part des États, des organisations de conservation, de la recherche et de l'ensemble des partenaires financiers et techniques, de l'importance des écosystèmes naturels et de la biodiversité en général dans l'économie des pays. Les discussions sur une transition vers l'économie verte ont nourri les débats à plusieurs niveaux de décision et d'action.

Au sein de la MAVA, nous nous sommes engagés résolument à contribuer à ce mouvement collectif avec l'ensemble de nos partenaires, et de promouvoir significativement la mise en place de mécanismes et de stratégies dans le domaine de l'économie verte. La MAVA a développé un vaste programme sur l'Economie durable axé sur trois piliers : la valorisation du capital naturel, la finance verte et l'exploitation efficace des ressources. Il s'agit pour nous d'intégrer la valorisation économique du capital naturel dans les plans de développement nationaux, mais aussi de soutenir la transition vers une économie verte afin de réduire les impacts négatifs des activités économiques sur les populations et la nature. D'autres questions sont aussi prises en compte notamment les infrastructures durables et leurs avantages pour les planificateurs des projets et investisseurs, les investissements publics et privés en faveur de la reconstitution des stocks halieutiques et la transition vers une activité de pêche durable, les marchés et investissements financiers dans le capital naturel, l'évaluation des risques financiers liés aux facteurs environnementaux…

Ces axes stratégiques cadrent bien avec les problématiques traitées dans cet Atlas francophone de l'économie de l'environnement, dont nous nous réjouissons de la publication. Nous sommes heureux d'avoir accompagné cet important travail de collecte et de capitalisation des efforts et performances environnementales réalisés par les pays francophones, dont certains bénéficient également d'autres appuis de la MAVA. Nous sommes convaincus que les lecteurs et les partenaires impliqués de part et d'autre sur ces questions tireront un réel bénéfice des connaissances, des expériences et des leçons apprises présentées dans cet Atlas de l'Economie de l'environnement.

Lynda Mansson
Directrice Générale de la Fondation MAVA

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE
de Mme Louise Mushikiwabo,
Secrétaire générale de la Francophonie III

AVANT-PROPOS
de Mme Lynda Mansson,
Directrice générale de la Fondation Mava IV

1 RÉSUMÉ 1

2 INTRODUCTION 3

2.1 L'indice mondial de l'économie verte 3

2.2 Interprétation des résultats 3

3 RÉSULTATS GLOBAUX DE LA FRANCOPHONIE 5

4 ANALYSE RÉGIONALE DE LA FRANCOPHONIE 7

4.1 Pays africains de la Francophonie 10

Cabo-Verde 14

Maurice 16

Maroc 18

Rwanda 20

Égypte 22

Gabon 24

Madagascar 26

Cameroun 28

Burkina Faso 30

Seychelles 32

Guinée 34

République démocratique du Congo 36

Ghana 38

Côte d'Ivoire 40

Djibouti 42

République Centrafricaine 44

Sénégal 46

Mozambique 48

Mali 50

Tunisie 52

Guinée équatoriale 54

Tchad 56

Niger 58

Comores 60

Sao Tomé-et-Principe 62

Burundi 64

Mauritanie 66

Togo ... 68
Congo ... 70
Guinée-Bissau ... 72
Bénin ... 74
Gambie ... 76

4.2 Pays européens de la Francophonie ... 80
Suisse ... 84
Autriche ... 86
France ... 88
Monaco ... 90
Belgique ... 92
Grèce ... 94
Hongrie ... 96
Andorre ... 98
Albanie ... 100
Luxembourg ... 102
Lituanie ... 104
Géorgie ... 106
Slovénie ... 108
Croatie ... 110
République Tchèque ... 112
Roumanie ... 114
Estonie ... 116
Lettonie ... 118
Slovaquie ... 120
Chypre ... 122
Arménie ... 124
Ex-République yougoslave de Macédoine ... 126
Pologne ... 128
Monténégro ... 130
Bulgarie ... 132
Serbie ... 134
Moldavie ... 136
Ukraine ... 138
Bosnie-Herzégovine ... 140
Fédération Wallonie-Bruxelles ... 142
Irlande ... 143
Kosovo ... 144
Malte ... 145

4.3 Pays américains de la francophonie ... 148
Costa Rica ... 152
Canada ... 154
Uruguay ... 156
Mexique ... 158
Dominique ... 160
Argentine ... 162
République dominicaine ... 164
Sainte-Lucie ... 166
Haïti ... 168
Canada/Nouveau-Brunswick ... 170
Canada/Ontario ... 171
Canada/Québec ... 172
État de la Louisiane ... 173

4.4 Pays de l'asie-pacifique et du moyen-orient de la francophonie ... 176
Corée du Sud ... 180
Thaïlande ... 182
Émirats arabes unis ... 184
Cambodge ... 186
Vietnam ... 188
Qatar ... 190

Laos 192
Vanuatu 194
Liban 196
Nouvelle-Calédonie 198

5 CONCLUSION 199

ANNEXE A SOURCES DE L'INDICE DE PERFORMANCE 200
Leadership et changement climatique 200
Secteurs de l'efficacité énergétique 201
Marchés et investissements 202
Environnement 203

ANNEXE B ENQUÊTE DE PERCEPTION 206
Conception de l'enquête 206
Biais de l'enquête 207
Diffusion de l'enquête 207
Personnes interrogées dans le cadre de l'enquête 208
Pondération des résultats de l'enquête 208
Extension des résultats de l'enquête de perception du GGEI 208

ANNEXE C MÉTHODOLOGIE 209
Cadre théorique 209
Sélection de données 210
Estimation des données manquantes 210
Normalisation, pondération et agrégation 211

CRÉDITS PHOTOS 212

1 RÉSUMÉ

Cet *Atlas francophone de l'économie de l'environnement* constitue, à ce jour, l'une des études les plus complètes de la performance des États et gouvernements membres de la Francophonie dans l'économie mondiale verte. Le changement climatique, le développement durable, la croissance des marchés verts et l'environnement figurent parmi les priorités mondiales les plus urgentes à l'heure actuelle. L'*Atlas* offre aux acteurs de la Francophonie un nouvel outil pour comprendre leurs points forts et leurs faiblesses dans ces domaines, et pour progresser davantage vers l'amélioration du bien-être économique, environnemental et social de leur pays.

Il se fonde sur des données recueillies par l'intermédiaire de l'Indice mondial de l'économie verte (*Global Green Economy Index*™ – GGEI), la principale mesure mondiale de la performance de 130 pays dans le domaine de l'économie verte. Une analyse fondée sur des données comme celle qui est présentée ici permet d'évaluer les pays d'une communauté telle que la Francophonie au moyen d'un cadre commun. Cette stratégie enrichit le dialogue mené à l'échelon national sur la croissance économique verte, et fait ressortir les possibilités de mise en commun des connaissances et de transfert de technologies entre les pays membres de la Francophonie. Les principaux points à retenir de l'*Atlas* sont :

- Les 78 États et gouvernements membres de la Francophonie analysées en 2018 obtiennent des résultats similaires à la moyenne mondiale du GGEI s'agissant des indicateurs principaux comme les émissions par unité de PIB et la part du renouvelable dans la production d'électricité, mais les pays de la Francophonie obtiennent de bien meilleurs résultats pour l'indicateur sur les émissions par habitant.
- En revanche, ils obtiennent des résultats très insatisfaisants dans l'enquête de perception menée auprès d'experts internationaux. Bien que les États et gouvernements membres de la Francophonie représentent 60 % des pays étudiés dans l'édition 2018 du GGEI, ils n'ont reçu que 26 % des réponses apportées par les experts lors de l'enquête de perception du GGEI.
- Les économies des pays de l'Afrique membres de la Francophonie enregistrent généralement des valeurs bien plus faibles (meilleures) en matière d'émissions par unité de PIB et d'émissions par habitant. Toutefois, cette situation pourrait se détériorer au fur et à mesure de l'accélération du développement économique. Les responsables politiques de ces pays doivent maintenir ces faibles niveaux d'émissions tout en améliorant significativement l'accès de leur population à l'énergie.
- Les pays de l'Afrique membres de la Francophonie comptent parmi les pays de la Francophonie ayant les résultats les plus bas en matière d'environnement. Les pouvoirs publics devraient attirer l'attention de la communauté internationale sur des questions telles que la qualité de l'air, l'eau et l'assainissement, la pêche et l'aquaculture, et les forêts, par l'intermédiaire d'initiatives comme les objectifs de développement durable (ODD), et sensibiliser à l'approche du développement fondée sur l'économie verte.
- La majeure partie des pays de l'Europe membres de la Francophonie réduisent l'intensité des émissions de leur économie, mais pas assez rapidement pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. L'amélioration de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs sera essentielle pour accélérer le rythme des progrès réalisés.
- Dans les pays de l'Europe membres de la Francophonie, les résultats sont variables, les points forts relatifs au marché dans des domaines comme l'innovation verte et la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable se limitant à quelques pays seulement. Les résultats globaux mesurés par le GGEI dans ces pays devraient être améliorés par un transfert technologique accru des innovations, conjointement à l'intégration des efforts en matière de responsabilité des entreprises liée au développement durable, vérifiée par l'analyse.
- Le Canada se situe au bas du classement des pays des Amériques membres de la Francophonie et du reste du monde pour ce qui est de ses résultats liés au changement climatique, en raison de l'intensité élevée des émissions de son économie. Les engagements inégaux pris par les provinces en matière de réduction des émissions et l'absence d'une approche nationale cohérente continuent d'entraver les progrès.
- Dans la plupart des économies insulaires situées dans les Amériques et membres de la Francophonie, la part du renouvelable dans la production d'électricité est minime. La hausse de la part du renouvelable améliorerait la résilience face aux catastrophes naturelles amplifiées par les effets du changement climatique, ainsi que la sécurité énergétique.
- Nombre de pays d'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient membres de la Francophonie, affichant des taux de croissance du PIB parmi les plus élevés au monde, se situent au bas du classement du GGEI dans des domaines comme la qualité de l'air et les forêts, qui sont essentiels au bien-être économique, environnemental et social.
- Dans la plupart des pays de ces deux régions possédant d'importantes réserves de combustibles fossiles, la part du renouvelable dans la production d'électricité est quasiment inexistante.

2

INTRODUCTION

2.1 L'indice mondial de l'économie verte

L'Indice mondial de l'économie verte (*Global Green Economy Index*™ – GGEI) mesure la performance économique verte de 130 pays et la façon dont les experts évaluent cette performance. L'indice de performance du GGEI se fonde sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour mesurer les résultats de chaque pays dans quatre grandes dimensions : leadership et changement climatique, secteurs de l'efficacité énergétique, marchés et investissements, environnement. Les résultats de cet indice présentés dans le présent rapport s'appuient sur les données disponibles publiées les plus récentes. Une documentation complète sur la conception de la mesure et les sources de données de ces quatre dimensions figure à l'annexe A. Pour compléter cet indice de performance, l'enquête de perception du GGEI recueille les évaluations effectuées par des professionnels sur ces quatre mêmes dimensions. L'enquête de perception utilisée pour cet Atlas a été réalisée du 23 avril au 2 juillet 2018. Les personnes interrogées ont été réparties en quatre groupes distincts, en fonction des quatre grandes dimensions du GGEI. Il a été nécessaire de procéder de la sorte, car le GGEI aborde une diversité de domaines, et une personne interrogée peut être spécialiste de l'environnement sans avoir les mêmes connaissances des investissements verts ou du changement climatique. Une documentation complète de l'approche et des techniques d'enquête est présentée à l'annexe B. Des informations supplémentaires sur l'approche méthodologique du GGEI figurent à l'annexe C.

Ces données du GGEI sont le fondement de l'***Atlas francophone de l'économie de l'environnement***, une évaluation complète de la performance économique verte des États et gouvernements membres de la Francophonie. Aux fins de l'élaboration de l'*Atlas*, les plus récentes données internationales du GGEI ont été adaptées pour 78 pays des 88 États et gouvernements membres de la Francophonie. Les indices mondiaux comme le GGEI, qui utilisent un éventail d'indicateurs pour en tirer un score composite général, ont en effet recours à un processus de collecte de données standardisé. Il est nécessaire que, pour chaque pays concerné, des données relatives aux vingt domaines constituant le CGEI soient accessibles. Or, au moment de la rédaction de cet ouvrage, ces données à l'échelle nationale n'étaient disponibles que pour 78 des 88 États et gouvernements membres de la Francophonie. Dix d'entre eux n'ont donc pu être inclus dans la collecte initiale et l'analyse de données. Il s'agit des États et gouvernements membres suivants : Canada/Nouveau-Brunswick, Canada/Ontario, Canada/Québec, Fédération Wallonie-Bruxelles, Gambie, Irlande, Kosovo, Malte, France/Nouvelle-Calédonie et Louisiane[1]. Un effort tout particulier a cependant permis d'intégrer dans cet *Atlas* tous les profils avec la possibilité d'analyser leur performance économique verte grâce à un cadre similaire à celui utilisé pour les 78 autres pays.

Il en résulte une version adaptée du GGEI qui permet de comparer les résultats de ces 78 pays dans les quatre dimensions de l'indice, ainsi que dans les domaines sous-jacents qui les composent. Dans l'*Atlas*, les membres et observateurs de la Francophonie sont classés dans quatre régions : les pays de l'Afrique membres de la Francophonie (région Afrique-Francophonie), les pays de l'Europe membres de la Francophonie (région Europe-Francophonie), les pays des Amériques membres de la Francophonie (région Amériques-Francophonie), les pays d'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient membres de la Francophonie (région Asie-Pacifique/Moyen-Orient–Francophonie). Dans chaque région, l'*Atlas* présente une vue d'ensemble de la performance dans les quatre dimensions du GGEI, ainsi qu'un profil par pays qui fournit des informations détaillées sur les résultats du pays, les domaines prioritaires pour progresser et les principaux indicateurs du GGEI. Ces sections contiennent également les profils des dix membres et observateurs de la Francophonie pour lesquels aucune donnée n'a pu être recueillie lors de l'établissement du GGEI.

2.2 Interprétation des résultats

Les indices du type du GGEI sont utiles pour comparer la performance des pays et les progrès qu'ils réalisent dans un cadre commun d'analyse. L'économie verte – à l'instar d'autres domaines traités par des indices comme la compétitivité, le développement humain et l'innovation – est très complexe. Cette économie portant sur des thèmes économiques, environnementaux et sociaux et sur la façon dont ils interagissent dans une économie donnée, elle est encore plus susceptible de faire l'objet d'interprétations variées et même contradictoires. À titre d'exemple, dans un pays, certaines parties prenantes peuvent particulièrement s'intéresser à accroître les énergies renouvelables et les innovations vertes, mais manifester moins d'intérêt pour la performance environnementale globale de leur pays. En outre, les spécialistes de l'environnement qui étudient des questions comme la préservation des sols et de la biodiversité pourraient ne pas s'intéresser de la même façon aux dimensions

1. Pour les cas spécifiques des États comme l'Irlande et Malte, ils sont devenus membres de la Francophonie après la période de collecte des données analysées.

sectorielles ou du marché de l'économie verte. En tant qu'approche intégrée destinée à comprendre les économies et le type de croissance que ces dernières génèrent, l'économie verte tient compte de l'ensemble de ces domaines et favorise un débat mieux éclairé de leurs interdépendances ou de leur capacité à se renforcer mutuellement, positivement ou négativement.

Outre la possibilité de comparer les pays dans un domaine multidimensionnel comme celui de l'économie verte, les indices offrent souvent de bons outils de communication. Comme ils permettent toujours d'obtenir un indicateur composite qui aboutit à un classement, les meilleurs et les moins bons apparaissent clairement. Ces résultats sont attrayants pour de nombreux lecteurs, car ils rendent plus accessibles des domaines complexes et fournissent des renseignements concrets sur les raisons qui expliquent le classement. Les médias utilisent également cette information et citent fréquemment les indices comme celui du GGEI avant de développer un tableau plus nuancé sur un sujet. Les pouvoirs publics s'appuient souvent sur les bonnes performances obtenues dans un indice pour attirer l'investissement étranger et le capital humain vers leurs marchés. Les entreprises font de même en recourant à des indices où elles sont classées comme étant un lieu de travail agréable pour attirer les travailleurs et retenir les employés existants.

Toutefois, il importe de préciser clairement que les indices en général, et le GGEI en particulier, doivent toujours être considérés comme le point de départ d'une analyse plus détaillée de la performance de l'économie verte dans un pays, et non comme un résultat final. Cela signifie que les indices sont fondés sur des décisions relatives aux thèmes, au choix des données et à leur pondération qui ont des répercussions importantes sur les résultats (voir l'annexe C pour de plus amples détails sur la façon dont le GGEI aborde ces questions). En outre, tous les indices doivent faire des compromis liés aux données afin de prendre en compte un éventail de pays ample et diversifié. Cela signifie que les ensembles de données retenus pour élaborer un indice international peuvent ne pas être les meilleurs disponibles pour chaque pays inclus dans l'indice. Toutefois, ils sont parfois choisis comme la meilleure option au vu de la couverture de pays souhaitée. Dans l'*Atlas*, nous nous sommes efforcés de souligner ces cas lorsqu'ils se sont présentés et d'indiquer la façon dont d'autres ensembles de données peuvent être envisagés pour élaborer une perspective plus en profondeur et plus localisée.

Voici quelques autres lignes directrices pour interpréter les résultats de l'***Atlas de l'économie de l'environnement*** :

- Dans la plupart des dimensions, le GGEI utilise plusieurs indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour établir la mesure. Certains collègues considèrent qu'il s'agit d'une approche non traditionnelle, mais nous l'utilisons, car elle permet une évaluation plus complète de l'économie verte, tout en montrant plus clairement comment les parties prenantes peuvent améliorer leur performance nationale. Ces indicateurs qualitatifs se trouvent notamment dans les domaines du GGEI suivants : notre évaluation des chefs d'État et de leur engagement en faveur de l'économie verte ; notre classement de la mesure dans laquelle le développement durable est intégré dans les entités nationales chargées du tourisme ; un classement semblable de la mesure dans laquelle les investissements verts occupent une place importante dans les entités de promotion des investissements.
- La performance des pays mesurée par des indices comme le GGEI peut être définie de deux façons principales. La première méthode consiste à classer les pays selon la distance à laquelle ils se trouvent d'une cible donnée. C'est par exemple le cas du changement climatique, chaque pays ayant un objectif différent de réduction des émissions à atteindre. Les pays les plus proches de leur objectif seraient les mieux classés, tandis que les pays les plus éloignés de leur objectif se situeraient au bas du classement. La seconde méthode employée dans le GGEI est le classement relatif des pays. Cette approche consiste à construire un indicateur composite qui regroupe une variété de domaines sous-jacents (vingt dans le cas du GGEI) et qui montre comment les pays se classent les uns *par rapport* aux autres. Les pays obtenant la meilleure valeur de l'indicateur composite sont les mieux classés, tandis que les pays qui obtiennent la valeur la plus faible sont les moins bien classés. Un bon classement obtenu par un pays donné ne signifie pas que le pays n'ait pas d'améliorations notables à réaliser pour harmoniser ses résultats en matière d'économie verte avec les objectifs internationaux comme les ODD et les objectifs de réduction des émissions. Au contraire, cela signifie que le pays est bien classé comparativement aux autres pays présents dans l'analyse, soit, en l'occurrence, le bassin de 78 États et gouvernements membres de la Francophonie.
- La collecte de données pour l'*Atlas francophone de l'économie de l'environnement* a été effectuée d'avril à juillet 2018. Pour chacun des vingt domaines constituant le GGEI (voir l'annexe A), l'indice a recueilli les ensembles de données disponibles les plus récents. Cet indice se basant sur plusieurs sources de données pour produire une évaluation complète de la performance de l'économie verte au niveau national, on note certaines lacunes dans les dates de publication des données référencées. Par exemple, les données nationales de l'Agence internationale de l'énergie utilisées comme référence pour déterminer les émissions par unité de PIB de la dimension Leadership et changement climatique sont de 2015, bien qu'elles soient intégrées dans cet Atlas. Ce décalage résulte du fait que les données de 2015 sont les données disponibles les plus récentes, compte tenu du temps nécessaire pour établir une mesure d'une telle complexité. Cet état de fait signifie qu'il faut interpréter avec prudence les résultats présentés dans l'*Atlas francophone de l'économie de l'environnement* avant de faire l'hypothèse qu'il existe un lien entre un indicateur donné (par exemple, les émissions par unité de PIB) et une politique publique qui y est associée. Par exemple, les données sur les émissions par unité de PIB présentées dans le GGEI ne permettent pas de déduire la réussite ou la défaillance des mesures mises en œuvre par un pays en vue d'atteindre les objectifs climatiques établis lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques de décembre 2015.

3

RÉSULTATS GLOBAUX DE LA FRANCOPHONIE

La Francophonie présente une grande diversité – sur le plan de la géographie, du climat, du niveau de revenu et des engagements en faveur de la croissance économique verte – qui se reflète dans les résultats présentés dans l'*Atlas francophone de l'économie de l'environnement*. Certains des pays ayant obtenu les meilleurs résultats (la Suisse, l'Autriche, la France) se trouvent dans la région Europe-Francophonie, mais c'est aussi le cas de pays ayant obtenu des résultats parmi les moins bons (la Serbie, la Moldavie, l'Ukraine). Certains des pays les mieux classés dans le domaine du changement climatique (la République démocratique du Congo, le Tchad, le Mali) se situent dans la région Afrique-Francophonie, mais ces mêmes pays enregistrent certains des résultats les plus faibles de la Francophonie dans le domaine de la performance environnementale. Enfin, de nombreux pays faisant état de résultats probants s'agissant de l'innovation en matière de produits et services durables (la Corée du Sud, le Canada) affichent des résultats très faibles concernant l'intégration des énergies renouvelables dans l'économie (la Corée du Sud) ou de très mauvaises performances liées au changement climatique (le Canada).

Comme ces résultats le montrent, l'*Atlas francophone de l'économie de l'environnement* ne donnera pas de réponses simples sur la meilleure orientation à prendre par ces pays de la Francophonie en vue d'adopter une trajectoire de croissance plus verte. L'approche de l'économie verte est multidimensionnelle ; elle fait parfois ressortir des conclusions contraires à l'intuition initiale. À ce jour, aucun pays n'a réussi à parfaire la structure optimale pour faire progresser, de manière simultanée et efficiente, la croissance économique, la protection de l'environnement et le bien-être social. À ce moment de l'histoire, c'est un des défis majeurs autour desquels l'*Atlas* est structuré afin de fournir certains éclairages sur des pistes de progrès.

Face à la grande diversité mise au jour par les données détaillées de la performance entre des pays situés dans une même zone géographique de la Francophonie, l'analyse qui sous-tend l'*Atlas francophone de l'économie de l'environnement* a montré que sur certains indicateurs principaux de l'économie verte, la moyenne des résultats des pays de la Francophonie reflète en substance la moyenne du GGEI[2] pour les indicateurs de performance suivants :

Tableau 1. Résultats du GGEI mondial et du GGEI de la Francophonie

Domaines du GGEI	GGEI 2018 mondial (moyenne)	GGEI 2018 de la Francophonie (moyenne)
Émissions par habitant (émissions de CO_2 par habitant, en tonnes)	4,75	3,83
Émissions par unité de PIB (émissions de CO_2 par unité de PIB, en parité de pouvoir d'achat [PPA], en kilogrammes)	0,21	0,20
Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité	33,66 %	33,60 %

Pour ce qui est de l'indicateur des émissions par habitant, la moyenne des pays de la Francophonie est nettement inférieure à celle de l'ensemble des pays faisant l'objet d'un suivi par le GGEI. Toutefois, les deux indicateurs présentés au tableau 1 sont pratiquement identiques à la moyenne de l'ensemble des pays suivis par le GGEI. D'une part, ce résultat n'est pas surprenant, compte tenu de la diversité des membres et observateurs de la Francophonie. De l'autre, il s'agit d'une conclusion pertinente pour confirmer que la situation de ces pays n'est pas fondamentalement différente de la moyenne globale.

2. En 2018, le GGEI mondial a suivi l'évolution de 130 pays, tandis que l'analyse et le classement des pays de la Francophonie comprennent 78 de ces 130 pays.

Outre les données qualitatives utilisées pour mesurer certains des domaines présents dans l'indice de performance du GGEI (voir l'annexe A), le GGEI se distingue également des indices mondiaux comparables par la réalisation d'une enquête auprès d'experts. Cette enquête a consisté à interroger des experts du monde entier travaillant dans des domaines pertinents des quatre dimensions du GGEI sur leur avis concernant les pays obtenant les meilleurs résultats dans un domaine donné. Cette évaluation montre souvent que les perceptions diffèrent de la réalité, entraînant parfois des répercussions importantes. Il est fréquent que les petits marchés offrant d'importants débouchés aux investissements verts ne soient pas reconnus comme tels par les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI. *A contrario*, les sondés peuvent attribuer à certains pays des mesures en faveur du climat qui ne sont pas confirmées par les données sur la performance. À une époque où l'action est souvent motivée par les perceptions plutôt que par les faits, le GGEI contribue à faciliter une compréhension unique de la façon dont ces dynamiques évoluent dans le contexte de l'économie verte.

Concernant les pays de la Francophonie, les résultats de l'enquête de perception du GGEI montrent un manque évident d'efficacité de nombreux États et gouvernements membres de la Francophonie à communiquer sur les mérites pouvant être attribués à leur pays en matière d'écologie. **Bien que les États et gouvernements membres de la Francophonie représentent 60 % des pays étudiés dans l'édition 2018 du GGEI, ils n'ont reçu que 26 % des réponses apportées par les experts lors de l'enquête de perception du GGEI.**

Tableau 2 : Réponses obtenues dans le cadre du GGEI mondial et du GGEI de la Francophonie

Dimension du GGEI	Réponses obtenues dans le cadre du GGEI mondial	Réponses obtenues pour la Francophonie	Proportion des réponses obtenues pour la Francophonie
Leadership et changement climatique	651	181	28 %
Secteurs de l'efficacité énergétique	1 115	282	25 %
Marchés et investissements	642	130	20 %
Environnement	955	276	29 %

Ce résultat indique que les États et gouvernements membres de la Francophonie devraient mieux communiquer sur leur force d'initiative en ce qui concerne le changement climatique, la décarbonisation des secteurs, les perspectives du marché vert et les efforts déployés pour protéger l'environnement. Les 26 % de réponses obtenues dans le cadre du GGEI qui attribuent à un pays de la Francophonie de bons résultats dans l'une des quatre dimensions du GGEI sont relativement concentrées sur quelques pays seulement, plus particulièrement la Suisse, la France, le Costa Rica et le Canada. La majeure partie des pays de la Francophonie n'ont reçu la reconnaissance des experts ayant participé à l'enquête de perception du GGEI sur aucun des vingt domaines ayant fait l'objet de questions[3]. La plupart des États et gouvernements membres de la Francophonie ont une occasion nette d'améliorer leur réputation en matière d'écologie afin de mieux communiquer sur leur leadership en matière de changement climatique, de débouchés commerciaux et de performance environnementale.

3. La répartition géographique des experts interrogés dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI de 2018 était la suivante : région Afrique-Francophonie (15 %), région Europe-Francophonie (24 %), région Amériques-Francophonie (38 %), région Asie-Pacifique/Moyen-Orient–Francophonie (23 %). L'enquête a été proposée en anglais, en français et en espagnol.

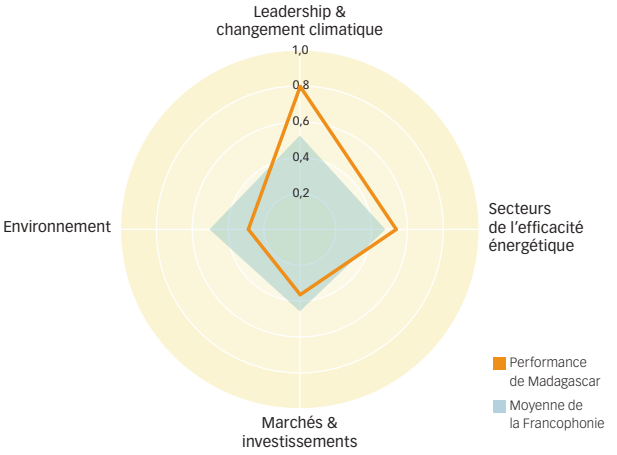
ANALYSE RÉGIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Les prochaines sections de l'*Atlas francophone de l'économie de l'environnement* présentent une analyse plus approfondie des résultats en matière de performance pour chacune des quatre grandes régions de la Francophonie. **La majorité des données et des analyses mettent l'accent sur les résultats des pays dans les quatre dimensions du GGEI.** Toutefois, dans les cas où le GGEI mettait en évidence une idée à laquelle, selon les experts interrogés, il est possible de donner suite, cette dernière a été ajoutée à l'analyse. Au début de chaque section régionale, les pays de la Francophonie sont classés en fonction du quintile associé à leur performance générale. Comme il a déjà été mentionné, ces classements sont une mesure relative ; un pays se classant dans le quintile supérieur peut encore avoir beaucoup de travail à faire pour réorienter son économie vers un modèle de croissance plus vert.

- Dans l'*Atlas*, un code de couleurs est utilisé pour indiquer cinq quintiles de performance, comme suit : premier quintile (rangs 1-16), ■ ; deuxième quintile (rangs 17-31), ■ ; troisième quintile (rangs 32-48), ■ ; quatrième quintile (rangs 49-63), ■ ; cinquième quintile (rangs 64-78), ■.
- Pour chaque profil de pays, le résultat de performance et la perception de la GGEI sont présentés. Le centile fait référence au score du pays par rapport aux autres pays de la Francophonie (un centile de 0,6100 implique que le pays a de meilleures performances que 61 % des pays de la Francophonie). Le classement fait référence au rang du pays par rapport aux 78 pays de la Francophonie couverts par le GGEI :

Performance	Perception
0,4964	0,3932
34/78	**44**/78

- Sont également présentés les résultats du GGEI du pays et la moyenne des États et gouvernements membres de la Francophonie :



- Sont enfin présentés les résultats de performance du pays sur les 20 sujets qui définissent le GGEI. Le centile correspond au score du pays par rapport aux autres pays de la francophonie (un centile de 0,6100 signifie que le pays affiche une performance supérieure à celle de 61 % des pays de la Francophonie). Le classement fait référence au rang du pays par rapport aux 78 pays de la Francophonie couverts par le GGEI :

Leadership et changement climatique

Lutte contre le changement climatique

Émissions de CO_2, par habitant
0,7575 ■ **8**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8273 ■ **9**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

AFRIQUE

4.1 Pays africains de la Francophonie

Le GGEI a recueilli des données concernant 31 pays africains de la Francophonie. Le principal point à retenir de cette analyse est que **les pays africains de la Francophonie tendent à avoir des niveaux d'émissions plus faibles que la moyenne dans leurs économies, une part plus importante du renouvelable dans la production d'électricité et une performance environnementale très préoccupante, par rapport à l'ensemble des pays de la Francophonie.** Plus particulièrement :

- Un pays de l'Afrique-Francophonie figure dans le premier quintile de la Francophonie pour sa performance dans le cadre du GGEI. Cabo Verde, le pays africain de cette catégorie, obtient de bons résultats en raison d'un fort engagement envers l'accroissement des énergies renouvelables et de la mise en œuvre d'un programme « énergie durable pour tous ».
- Cinq pays de l'Afrique-Francophonie se classent dans le deuxième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays comprennent des économies de petite taille faisant preuve d'un engagement envers la croissance économique verte (Maurice et le Rwanda) ou des économies de grande taille dont les engagements envers le climat sont reconnus à l'échelle internationale (le Maroc).
- Huit pays de l'Afrique-Francophonie se situent dans le troisième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays ont des économies dont l'intensité carbone est relativement faible, mais ils n'ont pas encore connu d'améliorations significatives en matière d'efficacité énergétique dans leurs principaux secteurs.
- Sept pays de l'Afrique-Francophonie se trouvent dans le quatrième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays ont des économies dont l'intensité carbone est plus élevée que la moyenne des pays africains de la Francophonie et dont les résultats environnementaux sont généralement médiocres.
- Dix pays de l'Afrique-Francophonie figurent dans le dernier quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays n'obtiennent de bons résultats dans aucune des quatre dimensions du GGEI et doivent réaliser des progrès urgents en matière de performance environnementale.

	Classement	Pays
1er quintile	1-16	Cabo Verde
2e quintile	17-31	Maurice, Maroc, Rwanda, Égypte, Gabon
3e quintile	32-48	Madagascar, Cameroun, Burkina Faso, Seychelles, Guinée, République démocratique du Congo, Ghana, Côte d'Ivoire
4e quintile	49-63	Djibouti, République centrafricaine, Sénégal, Mozambique, Mali, Tunisie, Guinée équatoriale
5e quintile	64-78	Tchad, Niger, Comores, Sao Tomé-et-Principe, Burundi, Mauritanie, Togo, Congo, Guinée-Bissau, Bénin

Leadership et changement climatique

Alors qu'un seul pays de l'Afrique-Francophonie se classe dans le premier quintile du GGEI, les résultats concernant la dimension Leadership et changement climatique du GGEI brossent un tableau bien différent. Lorsque l'on examine la performance de la Francophonie en matière de changement climatique, tous les pays du premier quintile sont situés en Afrique. Ces résultats probants s'expliquent par le fait que le niveau d'émissions de ces économies est faible, selon les trois indicateurs : émissions par habitant, émissions par unité de PIB et émissions par unité d'énergie primaire. Le GGEI définit la performance en matière de changement climatique au moyen d'un indicateur composite fondé sur ces trois mesures, afin de prendre en compte la relation existante entre émissions, populations, activité économique et énergie dans le temps. Même si de nombreux pays africains de la Francophonie figurent en bonne position dans ce domaine, ces mêmes pays sont extrêmement vulnérables au changement climatique et ont besoin d'un soutien permanent en matière de mesures d'atténuation et d'adaptation.

L'intensité des émissions constitue un indicateur essentiel pour suivre l'évolution de l'économie verte sur le long terme : les pays qui arrivent à accroître leur PIB tout en réduisant leur niveau général d'émissions sont des pays ayant réussi à « découpler » les émissions de la croissance économique. **Découpler la croissance des émissions de celle du PIB dans les pays africains de la Francophonie est relativement complexe, compte tenu des difficultés liées à l'électrification et à l'accès à l'énergie.** Dans de nombreux pays faisant l'objet d'un suivi par le GGEI, l'accès de la population à l'électricité se situe à l'un des niveaux les plus bas de la Francophonie. Cette situation explique en partie pourquoi l'intensité des émissions de nombreux pays africains de la Francophonie est si basse. Le tableau 3 présente les résultats des cinq premiers pays africains de la Francophonie en matière de performance liée au changement climatique, leurs émissions par habitant et le pourcentage de leur population disposant d'un accès à l'électricité.

Tableau 3. Performance en matière de changement climatique et accès à l'électricité

Pays	Résultat du GGEI 2018 (émissions de CO_2 par habitant, en tonnes)	Accès à l'électricité* (pourcentage de la population)
République démocratique du Congo	0,04	17,15 %
Tchad	0,05	8,83 %
Mali	0,08	35,07 %
Rwanda	0,07	29,37 %
Burundi	0,04	7,59 %

* Ces données ne figurent pas dans le cadre de mesure du GGEI ; elles ont été consultées sur le site de la Banque mondiale, à l'adresse suivante : <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.ZS>.

Si la plupart des pays francophones d'Afrique de l'Ouest enregistrent une faible intensité générale des émissions, le Bénin et le Sénégal font exception et devraient mettre l'accent sur l'amélioration de leur performance en matière de changement climatique. Il en va de même pour les pays francophones en Afrique du Nord, notamment le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, où le GGEI a montré que ces performances étaient moins bonnes. Le GGEI a également permis de mettre en avant que les chefs d'État de nombreux pays africains de la Francophonie ont recours à leur plateforme d'action publique pour défendre des trajectoires de croissance plus vertes, et que les pays de cette région participent de manière constructive aux réunions d'instances internationales sur le changement climatique et le développement durable. Toutefois, ces efforts de plaidoyer ne se traduisent pas toujours par des améliorations concrètes de la performance, mesurée par le GGEI, et n'ont pas non plus abouti à une reconnaissance importante de ces efforts dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI.

Secteurs de l'efficacité énergétique

Une autre raison pour laquelle la performance de la région Afrique-Francophonie en matière de changement climatique est relativement forte est la part élevée du renouvelable dans la production d'électricité du continent. Environ la moitié des pays du premier quintile pour leur performance dans le domaine de l'énergie se trouve dans la région Afrique-Francophonie. Quelques pays (la République démocratique du Congo et le Mozambique, par exemple) produisent presque 100 % de leur électricité à partir de sources renouvelables. En revanche, **de nombreux pays enregistrant des résultats médiocres en matière de changement climatique ont également de mauvais résultats dans le domaine de l'énergie :** le Bénin, le Sénégal, le Maroc, la Tunisie et l'Égypte se classent tous dans le dernier quintile ou en sont proches. Le développement des énergies renouvelables et la performance en matière de changement climatique sont clairement associés, et les engagements nationaux visant à donner une plus grande place aux énergies renouvelables dans l'économie sont une stratégie en vue de faire progresser les résultats futurs du GGEI.

L'énergie n'est pas le seul domaine examiné dans la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique du GGEI : la construction, les transports et l'efficacité de l'utilisation des ressources sont également des domaines essentiels pour la croissance verte et l'amélioration des performances en matière de changement climatique. Certains pays de l'Afrique-Francophonie, notamment Djibouti, le Burundi, le Mozambique, le Sénégal et le Bénin, commencent à intégrer avec succès la certification durable dans leur secteur de la construction[1]. S'agissant des transports, le Gabon, la Côte d'Ivoire, Maurice, le Cameroun et la République démocratique du Congo figurent parmi les dix premiers pays de la Francophonie.

L'analyse du GGEI révèle l'existence de nombreuses lacunes dans la collecte de données, ce qui complique l'analyse de la performance de la région Afrique-Francophonie. **La collecte et la notification de données liées à ces différents domaines du GGEI sont essentielles** pour améliorer la sensibilisation et la performance au fil du temps. Compte tenu de la nature interdépendante de l'économie verte, il faut que les décideurs puissent accéder aux données relatives à la performance sans difficulté afin de déterminer où et quand les actions des pouvoirs publics sont les plus justifiées. Le tableau 4 recense les sources de données du GGEI pour les domaines du transport et de l'efficacité de l'utilisation des ressources, de même que les pays africains de la Francophonie où ces données sont manquantes.

Enfin, s'agissant du domaine du tourisme, trois pays de l'Afrique-Francophonie ont obtenu des résultats particulièrement probants : Maurice, les Seychelles et le Rwanda[2]. Outre les quatre autres domaines de la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique, le GGEI s'appuie sur une approche qualitative pour évaluer le niveau de promotion du tourisme durable. Cette approche consiste à examiner le principal site Internet de promotion du tourisme géré par les autorités nationales, puis à évaluer la mesure dans laquelle le tourisme durable fait l'objet d'une mise en valeur et d'une promotion, ainsi que l'intégration des mécanismes de certification.

1. Le programme de certification LEED, utilisé comme référence par le GGEI, fournit une mesure globale de la superficie en mètres carrés certifiée, mais d'autres programmes de certification plus localisés pourraient être mieux adaptés au marché africain.
2. Les sites Internet sur le tourisme associés aux pays africains de la Francophonie obtenant les meilleurs résultats sont : <http://www.tourism-mauritius.mu/fr> (Maurice), <http://www.rwandatourism.com> (Rwanda), et https://www.seychelles.travel/fr> (Seychelles).

Tableau 4. Données manquantes sur les domaines liés aux Secteurs de l'efficacité énergétique du GGEI

Domaines du GGEI	Sources des données	Pays africains de la Francophonie pour lesquels des données sont manquantes
Transports	Agence internationale de l'énergie*	Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Comores, Djibouti, Égypte, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Tchad
Efficacité de l'utilisation des ressources	Waste Atlas**	Cabo Verde, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Mozambique, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo

* International Energy Agency, *CO_2 Emissions from Fuel Combustion : Highlights*, Paris, IEA Publications, 2017, <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/CO2EmissionsfromFuelCombustionHighlights2017.pdf>, consulté le 6 janvier 2019.

** D-Waste, Waste Atlas, <http://www.atlas.d-waste.com>, consulté le 6 janvier 2019.

Marchés et investissements

La croissance économique verte dans la région Afrique-Francophonie nécessitera des investissements dans différents secteurs. Les autorités publiques et les organismes qu'elles gèrent peuvent contribuer à améliorer l'attrait présenté par leur pays pour l'investissement vert en fournissant des renseignements et un appui aux investisseurs internationaux qui envisagent de mener à bien des opérations ou des projets dans le pays. À l'instar du domaine du tourisme, le GGEI adopte une approche novatrice de la mesure des efforts déployés pour promouvoir et faciliter les investissements verts, en notant le principal site Internet de promotion des investissements de chaque pays en fonction des cinq facteurs présentés au tableau 5.

Maurice et le Maroc sont deux pays africains de la Francophonie qui ont réalisé des efforts constructifs dans ce domaine. Leurs sites Internet sur la promotion des investissements placent les investissements verts en bonne position et présentent les différentes composantes du soutien aux investisseurs potentiels[3]. En théorie, ces efforts se traduiront par une amélioration du volume des investissements dans les projets d'énergies renouvelables et autres types d'investissements verts. Dans le cadre du GGEI, ce domaine est également examiné dans la dimension Marchés et investissements, et il a été constaté que peu de pays africains de la Francophonie obtenaient de bons résultats, ce qui tend à prouver qu'il est nécessaire de mieux coordonner ces efforts de promotion des investissements verts avec les projets connexes. Ces efforts

Tableau 5. Facteurs du GGEI examinés dans le cadre de la promotion et de la facilitation des investissements verts

Facteurs	Description	Importance
Orientation écologique	Dans quelle mesure l'économie verte et les débouchés commerciaux qu'elle présente figurent-ils de façon visible sur le site Internet du principal organisme de promotion de l'investissement du pays ?	Le classement des secteurs et des possibilités d'investissement renseigne les marchés sur les priorités nationales. En mettant en avant les débouchés commerciaux à caractère écologique, les pays envoient le signal qu'ils se consacrent à les développer.
Présentation des initiatives nationales connexes	Quels renseignements sont fournis sur les initiatives nationales en place ou prévues pour encourager l'investissement vert et pour soutenir les investisseurs et entrepreneurs internationaux ?	Ce contexte montre une fois de plus que les pays sont déterminés à poursuivre une croissance économique verte et à soutenir les entreprises qui la favorisent. Il peut également apporter des moyens concrets aux entrepreneurs qui envisageraient la création de coentreprises sur le marché.
Données fournies sur le marché	Existe-t-il des données nationales faciles d'accès et clairement présentées qui aident les investisseurs et les entreprises à bien comprendre les caractéristiques du marché ?	Les investisseurs ont besoin de données pour évaluer les investissements. Le fait d'afficher clairement des données pertinentes démontre la transparence et la volonté d'appuyer les investisseurs avec des outils concrets lorsque ceux-ci évaluent leurs options.
Sensibilisation fondée sur les médias interactifs et sociaux	L'organisme de promotion de l'investissement a-t-il une connaissance assez approfondie des outils de communication numérique et sociale pour s'en servir avec succès pour diffuser des renseignements utiles ?	Lorsqu'elles sont abordées de manière stratégique, les plateformes numériques et sociales permettent de communiquer et d'échanger des renseignements entre les pays de manière innovante et utile. Les organismes qui utilisent ces outils correctement peuvent accroître leur attractivité et se positionner comme cible d'investissement vert.
Contact personnel	Des personnes ont-elles été désignées comme contact pour certains segments du marché, de sorte que les investisseurs et les entrepreneurs sérieux puissent s'adresser à elles pour échanger des informations et des connaissances de manière plus détaillée ?	Malgré la place occupée par le numérique de nos jours, le contact direct reste très important. L'établissement de liens entre les individus et les différents segments du marché vert donne aux investisseurs l'assurance de pouvoir parler à une personne pour aborder des questions plus délicates.

3. On peut consulter le site d'Invest Mauritius à l'adresse <http://www.investmauritius.com> et celui d'Invest in Morocco à <http://www.invest.gov.ma/?Id=1&lang=fr>.

peuvent influencer positivement les investisseurs et les opérations : le Maroc s'est placé en tête des pays de la Francophonie dans l'enquête du GGEI auprès des investisseurs en tant que marché ayant le climat le plus propice aux investissements dans les énergies renouvelables. Il ressort de ce résultat que les efforts constants de promotion et de facilitation des investissements verts ont influencé positivement la perception des investisseurs quant aux possibilités qui s'offrent à eux.

Les deux autres domaines de cette dimension du GGEI – l'innovation verte et la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable – sont au stade embryonnaire dans la région Afrique-Francophonie. L'Égypte est le seul pays du continent où le GGEI a décelé des signes d'innovation, sous la forme de brevets déposés pour des produits et services durables. En matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, l'Égypte et le Gabon sont les deux seuls pays africains de la Francophonie où l'établissement du GGEI a permis de montrer que les grandes entreprises intégraient le développement durable dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement. **Compte tenu de l'empreinte carbone importante d'un nombre élevé des plus grandes entreprises de la région Afrique-Francophonie, la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable présente une perspective de croissance concrète pour tous les pays du continent.** Les dirigeants de l'administration publique et du secteur privé de ces pays devraient commencer à s'engager dans l'initiative *Science-Based Targets* et le *Carbon Disclosure Project*, les deux sources de référence utilisées dans le cadre du GGEI pour évaluer ce domaine[4].

Environnement

La dimension Environnement du GGEI fait état de résultats préoccupants pour la région Afrique-Francophonie. Dans de nombreux pays, c'est la dimension qui enregistre les résultats les plus faibles. Les économies nationales de cette région sont plus tributaires des ressources naturelles que celles des trois autres régions de la Francophonie. Par conséquent, ces pays sont confrontés aux plus grandes pertes économiques causées par les fluctuations des températures et des précipitations, la désertification, la déforestation, l'accès à l'eau et les autres domaines environnementaux. Toutefois, comme en témoigne la dimension Leadership et changement climatique, la contribution des pays africains de la Francophonie aux émissions mondiales est relativement faible, ce qui implique que les efforts visant à atténuer ces émissions à l'avenir, bien qu'importants, ne permettront pas de remédier pleinement aux incidences économiques, environnementales et sociales négatives auxquelles de nombreux pays sont confrontés dans la région Afrique-Francophonie.

4. Pour un complément d'information sur l'initiative Science-Based Targets, voir <https://sciencebasedtargets.org> ; pour le Carbon Disclosure Project, voir <https://www.cdp.net/fr>.

Tableau 6. Domaines environnementaux du GGEI et ODD connexes

Domaines environnementaux du GGEI	Pays africains de la Francophonie figurant dans le dernier quintile du GGEI	ODD pertinents
Qualité de l'air	Gabon, Bénin, Cameroun, Togo, République centrafricaine, Rwanda, Burundi, Congo, République démocratique du Congo	**ODD 3** (Bonne santé et bien-être)
Eau et assainissement	Guinée, Congo, République démocratique du Congo, Guinée-Bissau, Comores, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin, Madagascar, Mali, Niger, Burundi, Tchad, République centrafricaine	**ODD 6** (Eau propre et assainissement)
Pêche et aquaculture	Égypte, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Niger, Tchad, Mali, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Burundi	**ODD 14** (Vie aquatique)
Forêts	Mali, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar	**ODD 15** (Vie terrestre)

La croissance verte et le développement durable dans les pays africains de la Francophonie tireront parti de l'établissement d'un lien entre ces thèmes préoccupants liés à la performance environnementale et les ODD. Comme il ressort du tableau ci-dessus, de nombreux pays africains de la Francophonie se classent systématiquement dans le dernier quintile dans des domaines qui sont clairement liés au bien-être économique, environnemental et social, comme la qualité de l'air, l'eau et l'assainissement, la pêche et l'aquaculture, ainsi que les forêts. L'une des stratégies des dirigeants des pays africains de la Francophonie pour attirer l'attention mondiale et les ressources financières vers ces questions environnementales est de s'engager à réaliser les ODD pertinents.

Priorités établies par le GGEI pour la région Afrique-Francophonie

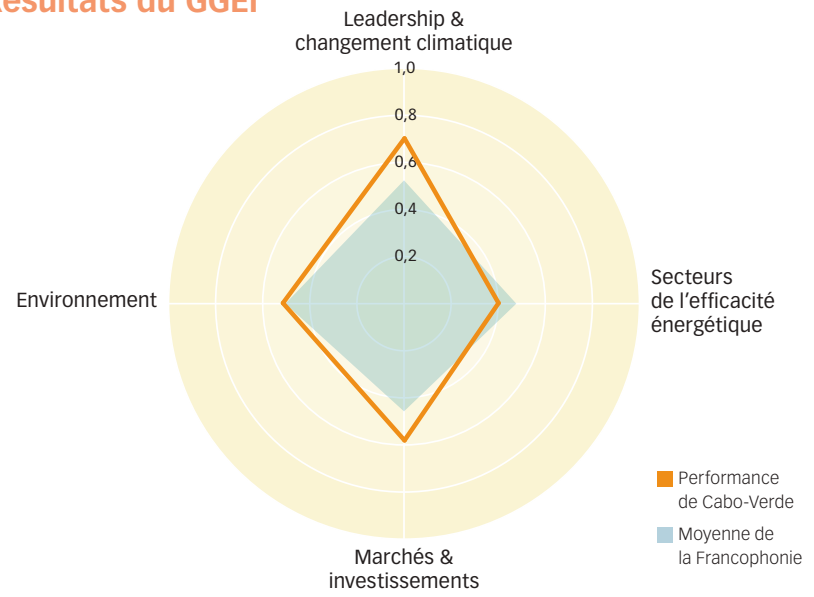
- Maintenir une faible intensité des émissions tout en élargissant considérablement l'accès à l'énergie dans les populations.
- Introduire les meilleures pratiques en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable dans les industries et les entreprises africaines à forte intensité d'émissions.
- Coordonner l'engagement en faveur des questions environnementales urgentes par le biais d'initiatives mondiales connexes telles que les ODD.

CABO-VERDE

0,5495
16/78

0,3866
53/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Cabo-Verde a enregistré des résultats impressionnants et occupe la 16e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Se points forts concernent la dimension Leadership et changement climatique, tandis que **Secteurs de l'efficacité énergétique est celle dans laquelle il est le plus susceptible de progresser**.

Atouts du Cabo-Verde

De nombreuses expériences positives en matière de respect de l'environnement voient le jour au Cabo-Verde : l'accès à l'énergie continue d'augmenter ; un engagement ambitieux d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2025 a été pris dans le cadre du programme « Énergie durable pour tous » ; et **un large éventail de sources d'énergies renouvelables sera développé, notamment les énergies éolienne, solaire, géothermique et marine**. Compte tenu de ces atouts et de cette ambition, il est surprenant que les efforts du Cabo-Verde n'aient pas été davantage reconnus dans l'enquête de perception du GGEI. À l'avenir, les dirigeants politiques et d'entreprises du Cabo-Verde devraient s'efforcer de faire connaître leurs engagements clairs envers une croissance économique respectueuse de l'environnement, afin que les publics internationaux soient mieux sensibilisés aux plans mis en place dans le pays et aux perspectives existantes.

Possibilités d'amélioration

La dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** est celle qui offre les plus grandes possibilités de progression. Si le Cabo-Verde atteint son objectif relatif aux énergies renouvelables à l'horizon 2025, l'impact sera positif. Dans le cadre du GGEI, les données sur les émissions du Cabo-Verde dans le secteur des transports ou du recyclage des déchets n'ont pas pu être recueillies, et rien n'indique que des pratiques de construction durables aient été adoptées dans le secteur du bâtiment. **Il est essentiel que les capacités institutionnelles en matière de collecte de données soient renforcées afin que tous les aspects de l'économie du Cabo Verde fassent l'objet d'un suivi et soient améliorés**. Compte tenu de sa contribution élevée au PIB du Cabo Verde, le tourisme est un autre secteur qui devrait être plus étroitement lié à la durabilité et à la croissance verte. À titre d'exemple, la communication numérique pourrait mieux refléter la stratégie nationale de développement durable et les mécanismes de certification qui établissent la liste des hôtels et des voyagistes adhérant aux critères de durabilité. Ces efforts pourraient également faire progresser la sensibilisation aux initiatives vertes mises en place par le Cabo Verde, sur le plan international, et donner de meilleurs résultats à l'avenir pour ce qui est de l'enquête de perception du GGEI.

Des possibilités supplémentaires de progresser sont également observées dans la dimension **Marchés et investissements**. Le Cabo-Verde réussit à créer un climat favorable à l'investissement dans les énergies renouvelables. Le GGEI a relevé une capacité installée additionnelle en énergies renouvelables non négligeable, le Cabo-Verde étant l'un des pays de la Francophonie obtenant les meilleurs résultats dans ce domaine. **À l'appui de ce constat, les pouvoirs publics semblent donner priorité aux investissements verts dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour promouvoir l'investissement**. Renforcer ces initiatives contribuera à sensibiliser la communauté internationale des investisseurs aux possibilités liées aux énergies

renouvelables au Cabo-Verde, ainsi qu'aux produits et services verts afférents. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait être un facteur d'amélioration majeur. Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. Pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le Cabo-Verde devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Améliorer la performance environnementale

Les résultats du Cabo Verde peuvent progresser dans la dimension **Environnement**, bien que le pays occupe une meilleure place qu'un grand nombre de pays comparables en Afrique de l'Ouest. Hormis Pêche et aquaculture (21e) et Forêts (9e), le pays devra progresser dans tous les domaines du GGEI liés à l'environnement. **Le Cabo-Verde affiche des résultats parmi les plus faibles des pays de la Francophonie dans Biodiversité et habitat (77e)** et n'occupe que la 48e position dans Eau et assainissement et la 55e dans Agriculture, des domaines directement liés à la santé publique et à l'économie.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **9**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **51**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **12**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7077 **28**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6612 **28**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **55**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2970 **44**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **21**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **36**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **43**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,8689 **7**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **26**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **33**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,7413 **18**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2742 **55**/78

Qualité de l'air
IPE
0,5910 **30**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7496 **31**/78

Eau et assainissement
IPE
0,3934 **48**/78

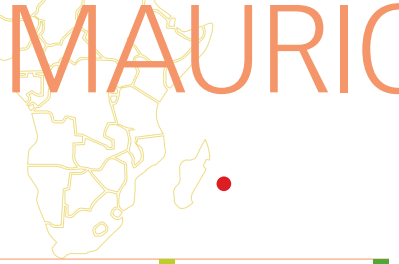
Biodiversité et habitat
IPE
0,0091 **77**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6969 **21**/78

Forêts
IPE
0,8994 **9**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

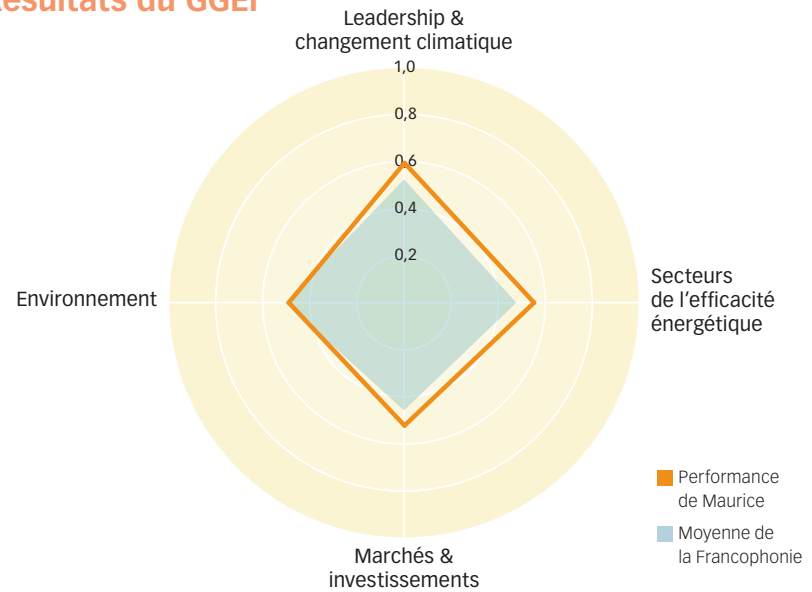
MAURICE



0,5392
18/78

0,5144
11/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, Maurice occupe la 18e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats sont relativement cohérents dans les quatre dimensions du GGEI**. Les efforts devront donc être ciblés sur des domaines spécifiques afin d'assurer une progression.

Leadership et changement climatique

Contrairement à de nombreux pays de la Francophonie en Afrique, **l'intensité carbone de l'économie n'est pas si faible**. De fait, les résultats des deux principaux indicateurs du changement climatique (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) se sont dégradés depuis le début du suivi par le GGEI. Les responsables politiques doivent mettre l'accent sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire ces émissions, compte tenu de l'objectif ambitieux que s'est fixée Maurice en la matière à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques.

Autres dimensions du GGEI

Outre la réduction des émissions, des progrès sont nécessaires dans d'autres domaines du GGEI. L'établissement de cet indice a permis de montrer à la fois des points forts et des faiblesses dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Il est positif de constater que Maurice est **l'un des pays francophones les mieux classés quant à la promotion du tourisme durable et aux résultats environnementaux du secteur des transports**. Parmi les points négatifs, les bâtiments respectant des critères écologiquement viables restent très rares et le niveau de recyclage des déchets est toujours bas. Pour améliorer ses prochains résultats dans le cadre du GGEI, le pays devra faire des progrès dans ces deux domaines et augmenter la part du renouvelable dans la production d'électricité.

Les résultats sont similaires dans la dimension **Marchés et investissements**. Maurice arrive en haut du classement portant sur l'intensité des efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts. Ces efforts portent leurs fruits : **de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables ont clairement été observés depuis quelques années**. Néanmoins, les initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable n'ont pas encore concrètement pris forme. Pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les résultats sont également inégaux dans la dimension **Environnement**. Le pays figure **au bas des classements de la Francophonie** dans les domaines Agriculture (75e) et Biodiversité et habitat (70e), tandis qu'il est très bien classé dans Qualité de l'air (15e). Il se place dans la tranche médiane pour les autres domaines, qui pourraient également bénéficier de certaines améliorations. De médiocres résultats environnementaux entraînent des conséquences négatives importantes sur les plans économique et social au fil du temps. Pour y remédier, les autorités mauriciennes doivent mettre l'accent sur de nouvelles approches dans l'élaboration de leurs politiques.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **24**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **27**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **37**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5516 **43**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6216 **32**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3666 **42**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,3320 **42**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9907 **4**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,8340 **7**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2275 **66**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3752 **42**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **56**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **59**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9894 **3**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0637 **75**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8585 **15**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,6682 **39**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6531 **30**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0604 **70**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5681 **40**/78

Forêts
IPE
0,5693 **33**/78

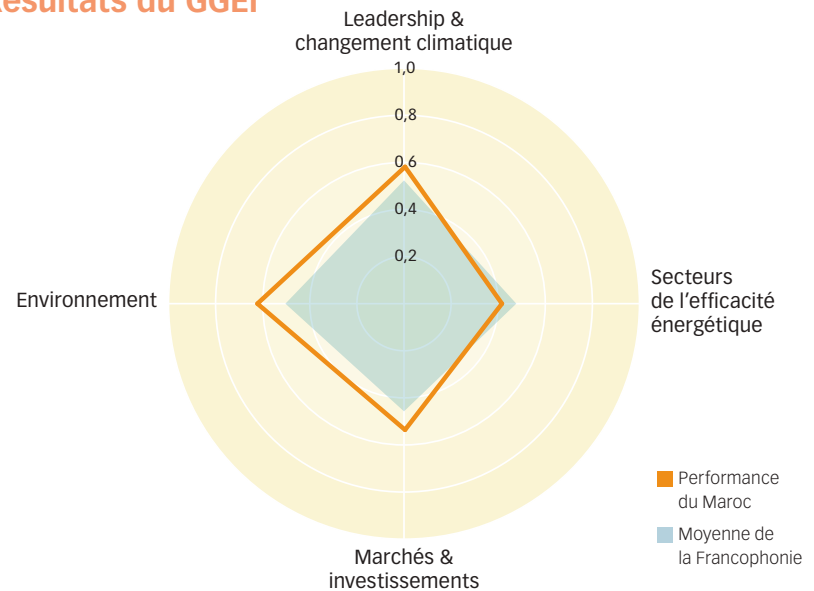
CENTILE **CLASSEMENT**

MAROC

0,5388
19/78

0,5965
7/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Maroc occupe la 19e place dans le classement général des pays de la Francophonie. En ce qui concerne l'enquête de perception du GGEI, il est également classé parmi les meilleurs pays de la Francophonie, arrivant à la septième place. **Pour améliorer ses prochains résultats dans le cadre du GGEI, le Maroc devra traduire sa réputation croissante en matière d'écologie par des progrès concrets, en particulier dans les domaines du changement climatique et des énergies renouvelables**.

Leadership et changement climatique

L'économie marocaine se caractérise par une intensité carbone de l'économie modérée et une faible part du renouvelable dans la production d'électricité. Les responsables politiques ont, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pris des engagements parmi les plus forts au monde en faveur de la réduction des émissions du pays, dans l'objectif de respecter la limite de 1,5 °C de réchauffement. L'enquête du GGEI sur la perception des experts confirme clairement ces efforts. **Il convient toutefois de commencer à transformer ces engagements (illustrés récemment par l'exhaustivité des contributions prévues déterminées au niveau national [CPDN] définies par le Maroc à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques) en une amélioration concrète des résultats**. Le Maroc occupe actuellement la 54e place dans le classement de la Francophonie sur le changement climatique. Depuis le premier suivi du pays par le GGEI, le niveau des émissions par habitant s'est légèrement dégradé, tandis que celui des émissions par unité de PIB s'est quelque peu amélioré. Pour tenir ses ambitieux engagements internationaux, le Maroc devra se pencher sur ces deux indicateurs essentiels en matière de changement climatique.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats du Maroc dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** dressent un tableau mitigé de la situation. S'agissant du secteur de la construction et du degré d'intégration de pratiques durables et efficaces sur le plan énergétique, l'établissement du GGEI a permis de montrer que des avancées avaient été réalisées par le pays, qui se situe à la 43e place du classement correspondant. Certains signes montrent également que la communication et les plateformes des autorités consacrées à la promotion du tourisme commencent à attirer l'attention des visiteurs potentiels sur la dimension durable de ce secteur. Le niveau de recyclage des déchets s'améliore et **le Maroc est à la 27e place dans le domaine Transports, qui pèse largement dans ses résultats globaux en matière de changement climatique**. En revanche, le pays affiche l'une des plus faibles parts du renouvelable dans la production d'électricité parmi les pays de la Francophonie et n'arrive qu'à la 52e place.

Des conclusions analogues se dégagent de la dimension **Marchés et investissements**. D'après les travaux d'établissement du GGEI, les autorités ont mené d'importants efforts pour promouvoir les investissements verts, et le Maroc arrive à la huitième place parmi les pays francophones dans ce domaine. **Ces efforts doivent toutefois donner lieu à une rapide augmentation des nouvelles installations d'énergie renouvelable, car le pays n'est qu'à la 31e place du classement sur les conditions relatives à ce type d'investissements**. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

De nombreux constats peuvent également être établis à propos de la dimension Environnement. Les résultats les plus probants concernent les domaines Qualité de l'air et Biodiversité et habitat, le pays occupant respectivement les 20e et 23e places de ces classements. D'autres indicateurs font état d'une situation plus préoccupante, comme Agriculture (41e), Eau et assainissement (47e) et Pêche et aquaculture (39e). Le Maroc doit placer ces domaines environnementaux au centre de ses prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans le cadre du GGEI, il devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **27**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **29**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **41**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6630 **32**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,4549 **52**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3642 **43**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2441 **52**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **46**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5922 **27**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,4998 **33**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4505 **31**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **61**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **63**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9706 **8**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4379 **41**/78

Qualité de l'air
IPE
0,7946 **20**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7754 **27**/78

Eau et assainissement
IPE
0,4134 **47**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7764 **23**/78

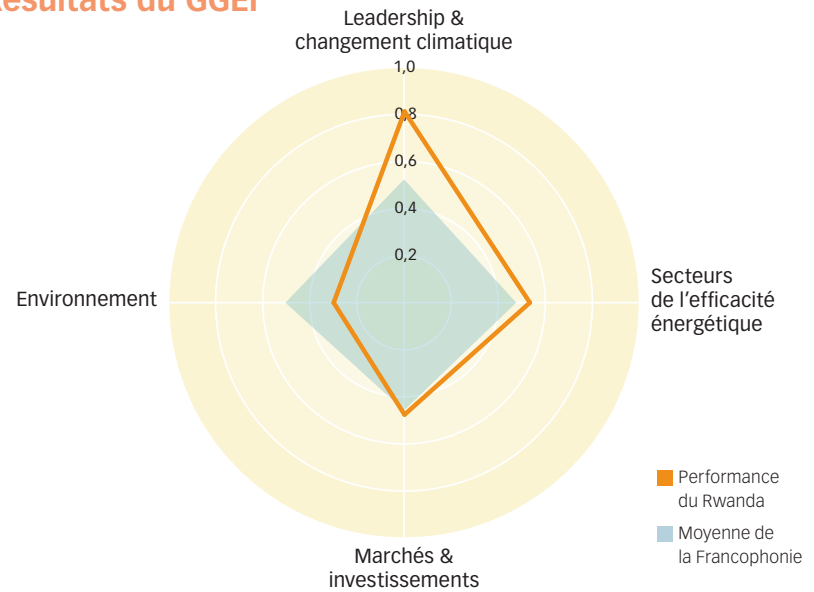
Pêche et aquaculture
IPE
0,5706 **39**/78

Forêts
IPE
0,6193 **26**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

RWANDA

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Rwanda occupe la 22e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses points forts concernent la dimension **Leadership et changement climatique**, tandis qu'il doit progresser dans les trois autres, en particulier Secteurs de l'efficacité énergétique et Environnement.

Leadership et changement climatique

Le Rwanda est l'un des pays de la Francophonie les mieux classés dans le domaine du changement climatique, figurant à la quatrième place. Ses résultats sont également probants en ce qui concerne les activités du chef d'État et des médias et les actions prises dans le cadre de réunions d'instances internationales. La dimension Leadership et changement climatique constitue ainsi **le point fort du pays**. Une tendance se révèle toutefois préoccupante : **l'intensité des émissions de son économie a légèrement augmenté depuis le premier suivi par le GGEI**. Les deux principaux indicateurs du changement climatique (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) sont à surveiller. Si le Rwanda veut atteindre les objectifs ambitieux qu'il s'est fixés en matière de réduction des émissions lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, il sera indispensable d'inverser cette tendance à la hausse des émissions.

Autres dimensions du GGEI

Outre la réduction des émissions, des progrès peuvent être réalisés dans d'autres dimensions du GGEI. En ce qui concerne **Secteurs de l'efficacité énergétique**, la part du renouvelable dans la production d'électricité est honorable et le Rwanda arrive à la 29e place de ce classement parmi les pays de la Francophonie. **Ce pourcentage n'a toutefois pas augmenté depuis le premier suivi par le GGEI.** Des améliorations doivent également être apportées dans les secteurs de la construction et des transports : les pratiques écologiquement viables ne sont pas encore répandues, et aucune donnée n'a pu être collectée sur les émissions imputables aux transports. La collecte de données sur les secteurs aussi polluants que celui des transports doit être améliorée. Il est positif de constater que le Rwanda est **l'un des pays francophones les mieux classés dans la promotion du tourisme durable**, arrivant à la huitième place.

Dans la dimension **Marchés et investissements**, les efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts montrent quelques signes encourageants : le pays occupe la 21e place de ce classement et **ses résultats sont parmi les meilleurs de la Francophonie en Afrique**. Ces efforts commencent à avoir des effets positifs sur les conditions d'investissement dans les énergies renouvelables, et leur poursuite devrait contribuer à l'augmentation de la part du renouvelable. Les dirigeants rwandais devraient inciter davantage les grandes entreprises du pays à mener des efforts en matière de responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs activités, ce qui pourrait aussi avoir des effets positifs sur les résultats globaux dans le cadre du GGEI.

Performance environnementale

Les résultats liés à l'environnement sont faibles et nécessitent d'importants progrès. **Le Rwanda figure au bas des classements de la Francophonie dans de nombreux domaines** : Qualité de l'air (74e), Traitement des eaux usées (77e), Eau et assainissement (60e), Biodiversité et habitat (54e) et Forêts (48e). Pêche et aquaculture est le seul domaine dans lequel le pays est mieux classé, soit à la 24e place de la Francophonie. Depuis que le Rwanda est suivi dans le cadre du GGEI, les indicateurs environnementaux font état de résultats médiocres.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **30**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **34**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **45**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7608 **5**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,9131 **3**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **73**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,5704 **29**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9259 **8**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **48**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **58**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4382 **33**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **66**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **66**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,7413 **21**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4777 **36**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0533 **74**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **77**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1341 **60**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,3443 **54**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6853 **24**/78

Forêts
IPE
0,3427 **48**/78

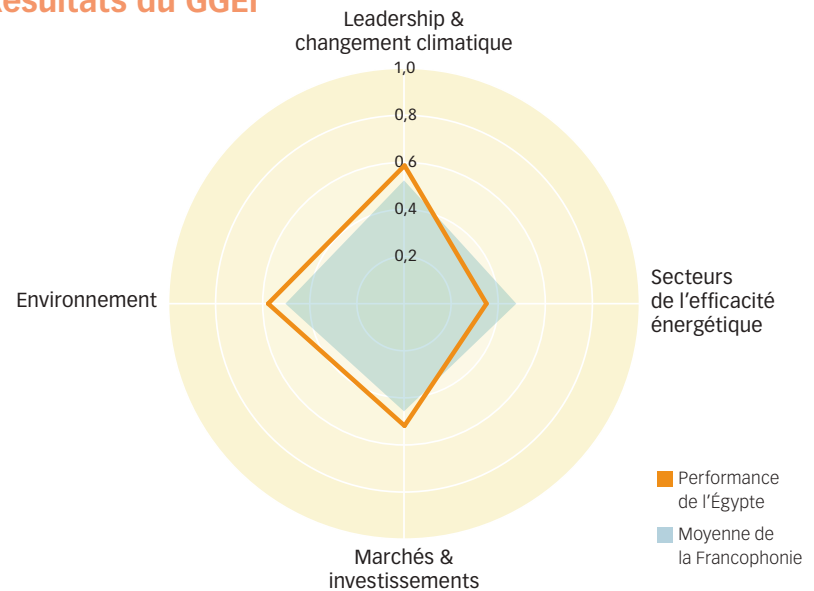
CENTILE **CLASSEMENT**

ÉGYPTE

0,5080
28/78

0,4246
26/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, l'Égypte occupe la 28e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats se situent dans la moyenne en ce qui concerne les quatre dimensions du GGEI.** Un examen plus approfondi permet toutefois de dégager des points forts et des faiblesses et de déterminer les domaines dans lesquels des progrès notables peuvent être accomplis.

Leadership et changement climatique

L'économie égyptienne se caractérise par une intensité carbone modérée et une faible part du renouvelable dans la production d'électricité. Les responsables politiques ont, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pris certains engagements en faveur de la croissance économique verte. Ces efforts se traduisent par des résultats probants dans les domaines du GGEI concernant le chef d'État, les médias et les actions prises dans le cadre de réunions internationales. **Ces engagements (illustrés récemment par la grande exhaustivité des CPDN définies par l'Égypte à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques) doivent toutefois commencer à se transformer en améliorations concrètes.** L'Égypte occupe actuellement la 52e place dans le classement des pays de la Francophonie en matière de changement climatique. Pour tenir ses engagements internationaux et améliorer ses futurs résultats dans le cadre du GGEI, elle devra impérativement prendre en compte les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB).

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de l'Égypte dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** dressent un tableau mitigé de la situation. S'agissant du secteur de la construction et du degré d'intégration de pratiques durables et efficaces sur le plan énergétique, l'établissement du GGEI a permis de montrer que des avancées ont été réalisées : ainsi, le pays occupe la 35e place de ce classement. Certains signes montrent également que dans leurs efforts de communication et sur leurs plateformes consacrées à la promotion du tourisme, les autorités commencent à attirer l'attention des visiteurs potentiels sur la dimension écologique de ce domaine. **En revanche, l'Égypte affiche l'une des plus faibles parts du renouvelable dans la production d'électricité et n'arrive qu'à la 60e place parmi les pays de la Francophonie.** Le niveau de recyclage des déchets est également très bas, ce qui semble indiquer que le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources n'est pas encore très développé. Il est à noter que l'établissement du GGEI n'a pas permis de recenser de données sur les émissions imputables au secteur des transports. Ce domaine ayant une grande influence sur les résultats globaux du pays en matière de changement climatique, il est nécessaire de collecter et de surveiller ces données dans l'avenir.

Des conclusions analogues se dégagent en ce qui concerne la dimension **Marchés et investissements**. Les travaux d'établissement du GGEI ont permis de montrer que les autorités avaient commencé à prendre des initiatives en faveur des investissements verts. Dans un contexte difficile pour les investissements dans les énergies renouvelables (l'Égypte se classe 56e dans le domaine et les taux de nouvelles installations d'énergie renouvelable sont modestes), les efforts pour informer les investisseurs étrangers sur ces possibilités devraient être poursuivis. **L'Égypte se démarque aussi de nombreux pays comparables par les efforts qu'elle a commencé à**

entreprendre en faveur de l'innovation verte et de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. L'établissement du GGEI a fait état de récentes activités ayant trait aux brevets verts, et l'analyse des plus grandes entreprises du pays donne à penser que celles-ci commencent à fixer leurs propres objectifs en matière de réduction des émissions et à agir pour diminuer l'empreinte écologique globale de leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement.

Performance environnementale

De nombreux constats peuvent également être établis sur la dimension **Environnement**. Les résultats les plus probants concernent les indicateurs Agriculture et Qualité de l'air, pour lesquels l'Égypte occupe respectivement les 21e et 10e places. **La situation du pays est plus préoccupante dans d'autres domaines comme Eau et assainissement (50e), Biodiversité et habitat (56e) et Pêche et aquaculture (66e).** L'Égypte doit placer ces domaines environnementaux au centre de ses prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **17**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **16**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **23**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6228 **39**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,4549 **51**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3838 **35**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2111 **60**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **42**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **41**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2418 **65**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3058 **56**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4217 **14**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **8**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **38**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7544 **21**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8928 **10**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7827 **26**/78

Eau et assainissement
IPE
0,2991 **50**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,3300 **56**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,1190 **66**/78

Forêts
IPE
0,8752 **10**/78

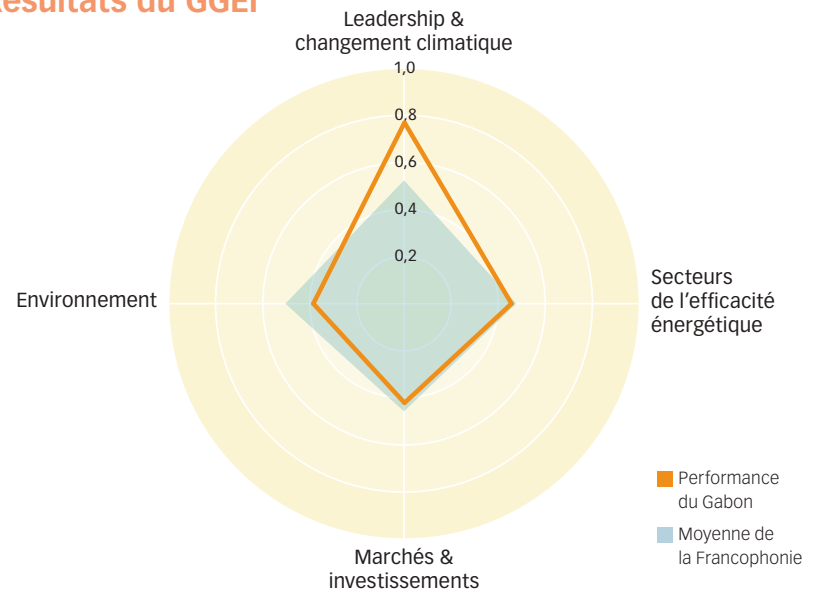
CENTILE **CLASSEMENT**

GABON

0,5078
29/78

0,3792
64/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Gabon occupe la 29e place dans le classement général des pays de la Francophonie et affiche des résultats parmi les meilleurs d'Afrique. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie gabonaise est relativement faible et la part du renouvelable dans la production d'électricité, modérée. Les responsables politiques ont pris de forts engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Ces efforts contribuent aux résultats probants du pays dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI. L'ambitieux engagement qu'a pris le Gabon dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat pour réduire ses émissions d'ici 2025 a été abondamment cité dans les médias. Au-delà de ces engagements internationaux, **de nombreux signes indiquent que les dirigeants du pays s'emploient à faire coïncider planification du développement et économie**, pour que la réduction des inégalités de revenus aille de pair avec la protection des ressources naturelles.

Autres dimensions du GGEI

L'engagement clair du pays en faveur de l'action des responsables politiques en matière de changement climatique et de croissance économique verte commence à avoir des répercussions sur les résultats des autres dimensions du GGEI. S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique, le Gabon arrive au premier rang des pays de la Francophonie dans le domaine des transports** (les émissions imputables à ce secteur sont ici pondérées par le PIB de chaque pays). Les dirigeants devraient déterminer clairement les causes de ces résultats remarquables et établir une stratégie pour les conserver dans l'avenir. Des améliorations sont encore possibles dans d'autres domaines : les autorités devraient mettre davantage l'accent sur la promotion du tourisme durable ; des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction devraient commencer à être adoptées afin de réduire l'empreinte écologique des nouveaux bâtiments ; le recyclage des déchets et le recensement de données y afférentes pourraient également se révéler utiles.

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés dans la dimension **Marchés et investissements**. Le Gabon est le seul pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans lequel les travaux d'établissement du GGEI ont permis d'observer des efforts visant à promouvoir le développement durable au sein des entreprises. Pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions. Malgré certains efforts visant à promouvoir les investissements verts, aucune nouvelle installation d'énergie renouvelable n'a été répertoriée au cours des cinq dernières années, en conséquence le Gabon doit renforcer les conditions propices à ces projets.

Performance environnementale

C'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. Le Gabon étant l'un des pays les plus fortement boisés d'Afrique, la priorité doit être accordée à la gestion durable des forêts et à une croissance qui n'entraîne pas de déforestation. **Le Gabon occupe actuellement la 16e place du classement des pays francophones dans le domaine Forêts.** La situation est certes meilleure que dans la plupart des pays voisins, mais il convient de veiller à l'application des réglementations relatives à la protection des forêts et de poursuivre les efforts de suivi afin de collecter des données cohérentes. Les résultats sont plus préoccupants dans le domaine Agriculture, le pays figurant au bas du classement de la Francophonie. Des améliorations sont également nécessaires en ce qui concerne les domaines Qualité de l'air, Eau et assainissement, et Biodiversité et habitat. Le Gabon a clairement commencé à intégrer la planification de l'utilisation des terres à ses plans de développement. Pour améliorer ses résultats, il devra étendre ses efforts à d'autres aspects environnementaux.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **18**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **19**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **25**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6434 **36**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8164 **10**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **62**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,5064 **32**/78

Tourisme
Méthode GGEI
Gabon **63**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,9406 **1**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **52**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **72**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **41**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,5485 **18**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **40**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1342 **67**/78

Qualité de l'air
IPE
0,1974 **66**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **69**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1920 **56**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7441 **27**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5913 **30**/78

Forêts
IPE
0,7824 **16**/78

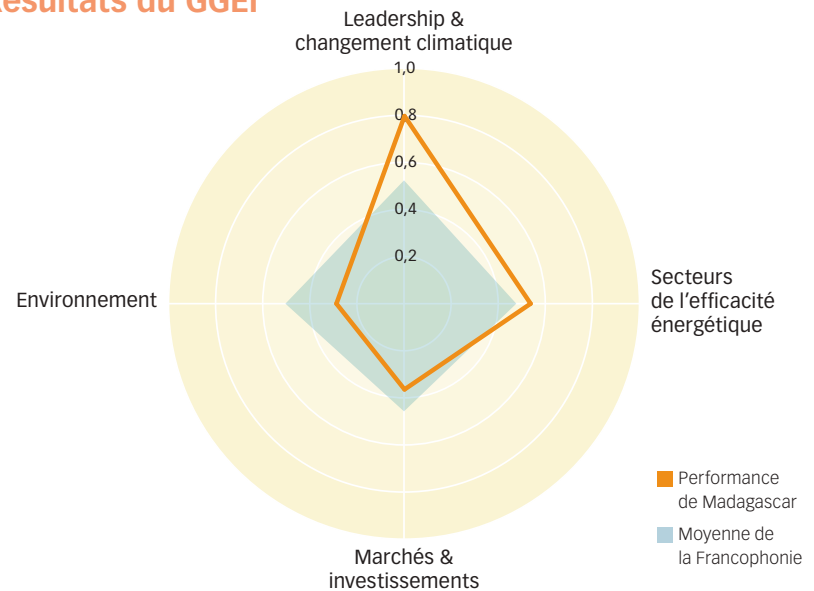
CENTILE **CLASSEMENT**

MADAGASCAR

0,4964
34/78

0,3932
44/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, Madagascar occupe la 34e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI, tandis que d'importants progrès restent possibles dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'économie malgache présente une intensité carbone relativement faible par rapport à celle de nombreux pays de la Francophonie, et la part du renouvelable dans la production d'électricité est élevée. **Néanmoins, l'économie est aussi très vulnérable aux modifications du régime pluviométrique et de l'intensité des cyclones entraînées par le changement climatique.** Le développement économique et la réduction de la pauvreté constituent des objectifs de développement prioritaires auxquels les dirigeants malgaches devraient continuer d'intégrer la planification de l'économie verte.

Autres dimensions du GGEI

Certains domaines sont à améliorer dans les autres dimensions du GGEI. S'agissant de **Secteurs de l'efficacité énergétique**, des signes d'une promotion cohérente du tourisme durable sont visibles. Les efforts dans ce domaine devraient être **étendus et intensifiés afin d'augmenter le nombre d'infrastructures touristiques recourant à des pratiques écologiquement viables**. Certains signes indiquent que de nouveaux bâtiments certifiés LEED ont été construits. Ces efforts sont encourageants et, comme pour le tourisme, il conviendrait de les multiplier pour que ces pratiques se généralisent sur l'île. Il n'existe pas de données mesurant les émissions imputables au secteur des transports ni de données sur le recyclage des déchets ; le pays devrait donc y remédier afin de pouvoir progresser dans ces domaines.

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés dans la dimension **Marchés et investissements.** L'établissement du GGEI permet de montrer qu'effectivement, les efforts visant à promouvoir les investissements mettent davantage l'accent sur la dimension écologique, mais ils pourraient être plus concluants puisque **le niveau de nouvelle puissance installée du renouvelable est assez bas**. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut constituer une grande source de progrès à Madagascar : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

La faune et la flore de l'île sont les plus exceptionnelles de toute l'Afrique, ce qui confère un haut degré de priorité au domaine Biodiversité et habitat. **La situation est préoccupante puisque Madagascar est l'un des pays les moins bien classés de la Francophonie quant à cet indicateur du GGEI, en occupant la 69e place.** Ses résultats sont également faibles dans les autres domaines de la dimension Environnement : le pays occupe la 50e place pour Qualité de l'air, la 73e pour Traitement des eaux usées et Eau et assainissement, et la 76e pour Forêts. **Le lien est évident entre les résultats médiocres des domaines Forêts et Biodiversité et habitat.** Chaque hectare détruit à cause de la déforestation a des conséquences négatives de plus grande ampleur sur Biodiversité et habitat que dans le reste de l'Afrique.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **22**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **26**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **34**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7575 **8**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8273 **9**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3759 **36**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,7399 **22**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,8397 **11**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **45**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **77**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3060 **55**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **53**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **56**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **42**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,6312 **28**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3757 **50**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **73**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0717 **73**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0925 **69**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6912 **23**/78

Forêts
IPE
0,0924 **76**/78

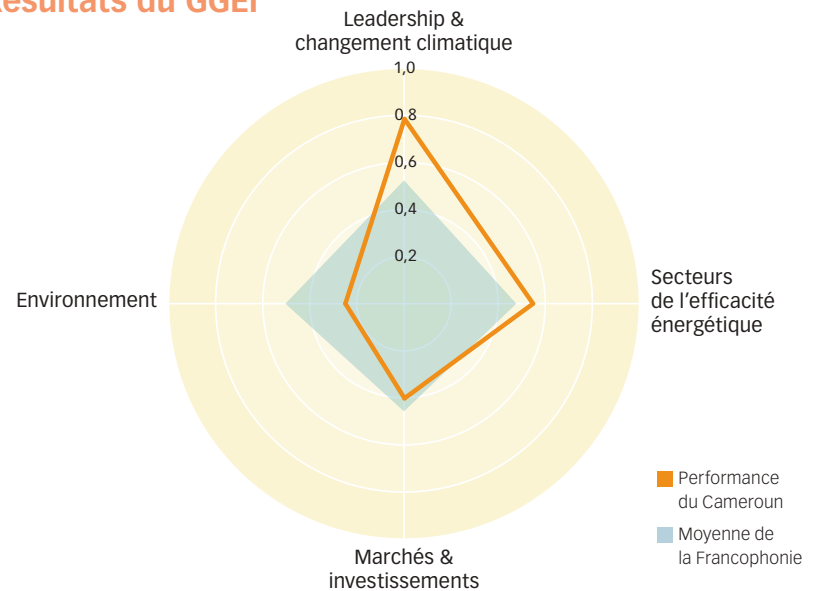
CENTILE **CLASSEMENT**

CAMEROUN

0,4957
35/78

0,3866
52/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Cameroun occupe la 35e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses points forts concernent la dimension **Leadership et changement climatique**, tandis qu'il doit continuer de progresser dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

Comme dans un grand nombre de pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'intensité carbone de l'économie du Cameroun est relativement faible et la part du renouvelable dans la production d'électricité est élevée, en particulier l'hydroélectricité. Le chef de l'État camerounais est associé à des activités de plaidoyer en faveur de la croissance verte, et l'économie verte du Cameroun fait l'objet d'une bonne couverture médiatique. Le Cameroun œuvrant à un meilleur accès à l'énergie pour sa population et à son objectif d'« émergence économique » à l'horizon 2035, **les responsables politiques devront attirer davantage d'investissements dans les énergies renouvelables**, pour suppléer la forte dépendance sur l'hydroélectricité, dont l'approvisionnement peut fluctuer durant la saison sèche.

Autres dimensions du GGEI

Dans l'avenir, les résultats du Cameroun ne pourront s'améliorer que si des progrès sont accomplis dans les trois autres dimensions du GGEI. Des avancées sont déjà visibles dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, l'indice ayant mis en évidence certains progrès relatifs à la promotion du tourisme durable et au taux de recyclage des déchets, qui excédait celui de la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. En outre, les **émissions du secteur des transports camerounais étaient parmi les plus basses** des pays de la Francophonie (ici pondérées par le PIB). Il est essentiel de maintenir ce taux à un niveau bas, en particulier parce que l'accès à l'énergie de la population camerounaise s'élargira dans les dix prochaines années. Il n'existe actuellement aucune donnée probante sur la construction de bâtiments écologiquement viables au Cameroun, un autre secteur de l'économie qui devrait être ciblé par les décideurs pour réduire les émissions et l'empreinte écologique de manière générale.

D'autres possibilités de progresser sont également observées dans la dimension **Marchés et investissements**. Le GGEI a mis en évidence que la capacité installée additionnelle en énergies renouvelables avait enregistré un volume limité, ce qui indique que les efforts doivent être ciblés sur l'amélioration du climat de ces investissements. À cette fin, les pouvoirs publics semblent donner la priorité aux investissements verts par l'intermédiaire des efforts qu'ils déploient pour promouvoir l'investissement. **Le renforcement de ces initiatives contribuera à sensibiliser la communauté internationale des investisseurs sur les occasions à saisir au Cameroun.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait être un facteur d'amélioration majeur. Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. Pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le Cameroun devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

À l'instar de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, c'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents au Cameroun. **Hormis Agriculture et Forêts, tous les indicateurs du GGEI liés à l'environnement font état de résultats médiocres**. Le Cameroun figure au bas du classement des pays de la Francophonie dans les domaines Traitement des eaux usées et Eau et assainissement, qui participent tous deux de la santé publique. La situation dans le domaine de la Qualité de l'air est également préoccupante, puisque le Cameroun obtient l'un des plus mauvais résultats des pays de la Francophonie.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **7**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **9**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **11**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7498 **14**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8381 **8**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **54**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9081 **13**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **37**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7940 **8**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,3202 **39**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2934 **64**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **25**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **32**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **24**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4547 **39**/78

Qualité de l'air
IPE
0,1828 **68**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **64**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1237 **63**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,1512 **64**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3054 **58**/78

Forêts
IPE
0,4712 **31**/78

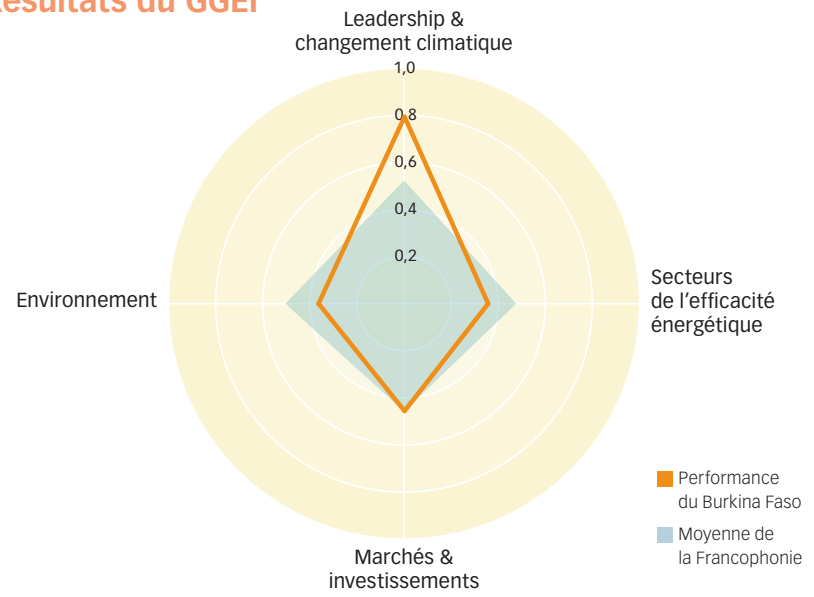
CENTILE **CLASSEMENT**

BURKINA FASO

0,4925
38/78

0,4143
31/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Burkina Faso occupe la 38e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses points forts concernent la dimension Leadership et changement climatique, tandis qu'il doit continuer de progresser dans les trois autres, en particulier Secteurs de l'efficacité énergétique et Environnement.

Leadership et changement climatique

L'analyse du GGEI 2018 montre que le Burkina Faso continue d'afficher des résultats probants dans la dimension **Leadership et changement climatique**. Comme pour un grand nombre de pays francophones d'Afrique de l'Ouest, cela tient au fait que l'intensité carbone de l'économie est relativement faible. Ce constat est renforcé par des **résultats tout aussi probants en ce qui concerne les activités de plaidoyer du chef d'État en faveur de la croissance verte**, par une couverture médiatique favorable de l'économie verte du Burkina Faso et par la participation active des autorités aux réunions d'instances internationales comme les Conférences des Parties (COP). Reconnaissant l'importance des ressources naturelles pour l'économie, les responsables politiques du pays ont par ailleurs commencé à intégrer l'économie verte dans les processus de planification de l'action publique.

Autres dimensions du GGEI

Dans l'avenir, les résultats du Burkina Faso ne pourront s'améliorer que si des progrès sont accomplis dans les trois autres dimensions du GGEI. Des avancées sont déjà visibles dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Les travaux d'établissement du GGEI ont permis de voir que des bâtiments écologiquement viables commençaient à être construits et qu'un système de recyclage des déchets avait été mis en place. Bien que **la part du renouvelable dans la production d'électricité soit actuellement plus faible que dans de nombreux pays comparables de l'Afrique de l'Ouest**, il semble que des investissements soient réalisés dans ce secteur. Pour que la situation s'améliore, il est également impératif de collecter des données plus détaillées, en particulier dans les secteurs responsables des émissions, comme celui des transports. Faute de données de l'Agence internationale de l'énergie sur les émissions imputables au secteur des transports au Burkina Faso, on s'est fondé sur une estimation de ces émissions pour établir le GGEI.

Des signes de progrès sont également observés dans la dimension **Marchés et investissements**. Par rapport aux éditions précédentes du GGEI, les conditions sont quelque peu plus favorables à l'investissement dans les énergies renouvelables. En outre, les autorités burkinabées mettent davantage l'accent sur la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir et à faciliter les investissements. **La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait être un facteur d'amélioration majeur**. Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. Pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le Burkina Faso devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

L'économie burkinabée étant fortement tributaire des ressources naturelles, c'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. Hormis Biodiversité et habitat et Forêts, **tous les indicateurs du GGEI liés à l'environnement font état de résultats médiocres**. Le Burkina Faso figure au bas du classement des pays de la Francophonie dans les domaines Traitement des eaux usées et Eau et assainissement, qui participent tous deux de la santé publique. La situation dans le domaine de l'agriculture est également préoccupante puisque le Burkina Faso se place désormais dans la tranche médiane des pays de la Francophonie. Le GGEI est fondé sur les indicateurs agricoles de l'Indice de performance environnementale (IPE), parmi lesquels figurent l'efficacité de l'utilisation de l'azote et le rendement des cultures. Comme une grande partie des engrais utilisés dans l'agriculture sont riches en azote et peuvent réduire la productivité du sol au fil du temps, cet équilibre devrait être surveillé de près au Burkina Faso.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **5**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **7**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **8**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7556 **10**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8110 **14**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3733 **37**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2241 **58**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **56**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **34**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,4257 **34**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3601 **43**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **22**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **29**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,7413 **17**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,3999 **45**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3930 **45**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **61**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0935 **71**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7347 **30**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,1048 **68**/78

Forêts
IPE
0,7595 **17**/78

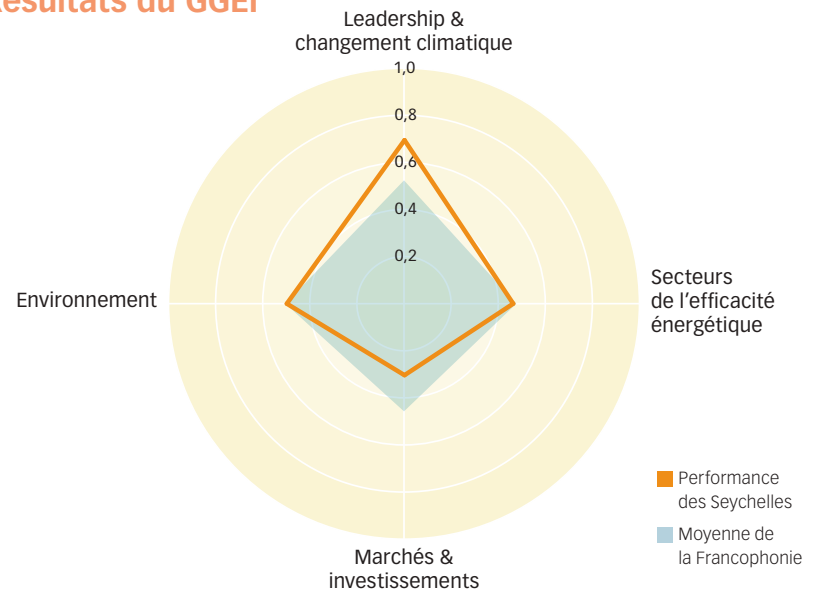
CENTILE **CLASSEMENT**

SEYCHELLES

0,4898
39/78

0,4261
25/78

Résultats du GGEI



Présentes pour la première fois dans le GGEI, les Seychelles occupent la 39e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Leurs résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Marchés et investissements.

Leadership et changement climatique

Les Seychelles se distinguent de nombreux pays de la Francophonie africains par le fait que **l'intensité carbone de leur économie n'est pas si faible**. Le pays occupe la 35e place dans le classement du changement climatique de la Francophonie. Cette position peut notamment s'expliquer par la faible part du renouvelable dans la production d'électricité, domaine dans lequel les Seychelles sont classées 66e parmi les pays francophones. Les indicateurs du GGEI sur les activités du chef d'État et des médias et sur la participation aux réunions d'instances internationales pour lutter contre le changement climatique font état de résultats assez probants, mais **l'intensité des émissions de l'ensemble de l'économie doit baisser** afin de montrer que ces engagements politiques se traduisent par des améliorations concrètes dans le domaine.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. L'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que les Seychelles auraient entrepris d'instaurer des pratiques de construction durable dans le secteur du bâtiment. Il n'a pas été possible de collecter de données sur le recyclage des déchets ni sur les émissions imputables au secteur des transports dans le pays. **La collecte de données sur ces domaines est essentielle au suivi et à l'amélioration des résultats au fil du temps.** Il est particulièrement important de surveiller les données sur le secteur des transports, qui est aussi largement responsable des émissions, car l'expansion de ce domaine pourrait faire baisser les résultats du pays en matière de changement climatique. En revanche, il est positif de constater que les autorités mettent fortement en avant la durabilité dans leurs efforts de promotion du tourisme, ce qui peut expliquer les résultats probants des Seychelles dans l'enquête de perception du GGEI, qui les place au 25e rang des pays de la Francophonie.

Plusieurs domaines de la dimension **Marchés et investissements** peuvent être améliorés. D'après les travaux d'établissement du GGEI, les efforts des autorités visant à promouvoir les investissements ne semblent pas accorder la priorité à la dimension écologique dans la communication auprès des donateurs et investisseurs étrangers. **Ces efforts sont importants, car ils permettent de faire connaître les possibilités d'investissement aux Seychelles sur les marchés mondiaux.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

C'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. Le pays affiche de bons résultats dans les domaines Qualité de l'air et Forêts et arrive aux 2e et 6e places respectivement de ce classement parmi les pays de la Francophonie. **En revanche, tous les autres indicateurs du GGEI font état de résultats médiocres.** Les Seychelles ont toutefois clairement commencé à intégrer la planification de l'utilisation des terres à leurs plans de développement. Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **32**/78

Médias
Méthode GGEI
0,9741 **2**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **50**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3817 **60**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,4721 **50**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **75**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1520 **66**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9907 **5**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **50**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **61**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3358 **47**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **71**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **71**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **75**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1540 **65**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8838 **12**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,2137 **58**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6192 **40**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,3485 **53**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3558 **52**/78

Forêts
IPE
0,9238 **6**/78

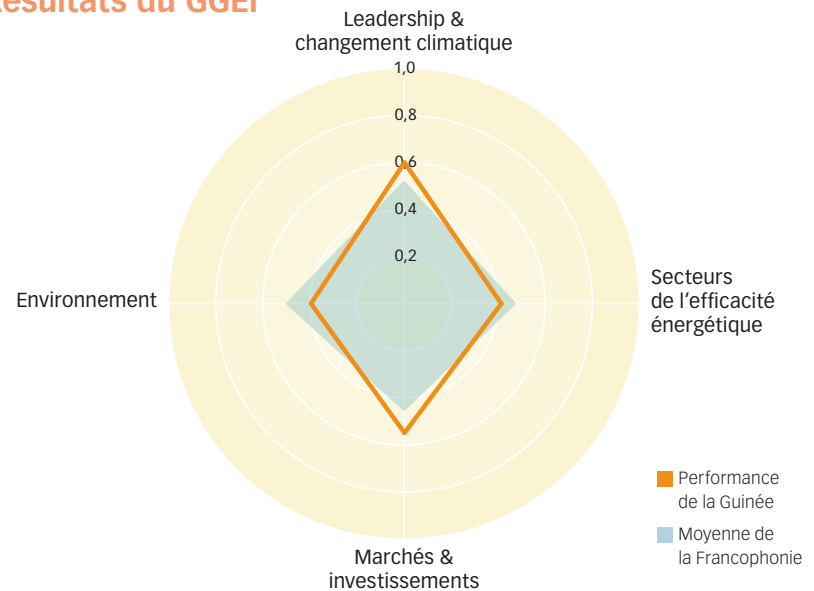
CENTILE **CLASSEMENT**

GUINÉE

0,4891
40/78

0,3792
66/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Guinée occupe la 40e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses points forts concernent les dimensions **Leadership et changement climatique** et **Marchés et investissements** du GGEI, tandis qu'elle doit continuer de progresser dans Secteurs de l'efficacité énergétique et Environnement.

Leadership et changement climatique

La Guinée présente une économie à faible intensité carbone comparativement aux autres pays de la Francophonie et occupe ainsi la dixième place dans le domaine du changement climatique. Elle devrait surveiller les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) afin de garantir la pérennité de ces résultats probants. Par ailleurs, le renouvelable représente une part modérée dans la production d'électricité; le pays se situe ainsi à la 23e place de la Francophonie dans le classement correspondant. Le maintien de cette part élevée du renouvelable devrait être considéré comme une priorité. Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. La Guinée devrait poursuivre ces efforts afin de conserver son rang élevé dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. L'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que la Guinée aurait entrepris d'instaurer des pratiques de construction durable dans le secteur du bâtiment. Il n'a pas été possible de collecter de données sur le recyclage des déchets ni sur les émissions imputables au secteur des transports. La collecte de ces données est essentielle au suivi et à l'amélioration des résultats au fil du temps. **Il est particulièrement important d'assurer un suivi des données sur le secteur des transports, qui est aussi largement responsable des émissions, car l'expansion de ce domaine pourrait faire baisser les résultats du pays en matière de changement climatique.** Par ailleurs, les efforts des autorités guinéennes visant à promouvoir le tourisme ne semblent pas donner la priorité à la dimension durable de ce secteur.

Des signes de progrès sont observés dans la dimension **Marchés et investissements**. Les travaux d'établissement du GGEI ont permis de montrer que les autorités commencent à promouvoir en priorité les investissements verts en informant davantage les donateurs et investisseurs étrangers sur ce domaine. Ces efforts semblent être concluants : **les conditions sont très favorables aux investissements dans les énergies renouvelables et le pays arrive à la sixième place du classement correspondant parmi les pays francophones**. La Guinée devrait continuer de coordonner ces efforts afin d'attirer les donateurs et investisseurs étrangers vers son secteur du renouvelable. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les progrès sont également urgents dans la dimension **Environnement**. **La situation est préoccupante dans trois domaines du GGEI : Qualité de l'air, Eau et assainissement et Forêts,** la Guinée figurant au bas de ces classements parmi les pays de la Francophonie. Ces domaines participent clairement du bien-être économique, environnemental et social. Les résultats légèrement meilleurs en ce qui concerne Biodiversité et habitat placent le pays au 33e rang. Ces domaines environnementaux doivent être au centre de ses prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans le cadre du GGEI, la Guinée devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **55**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **62**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **28**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7529 **13**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7691 **7**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **64**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,6843 **23**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **64**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **43**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **54**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,8796 **6**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **45**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **49**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **27**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4431 **40**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3699 **52**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,4434 **49**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1194 **65**/78

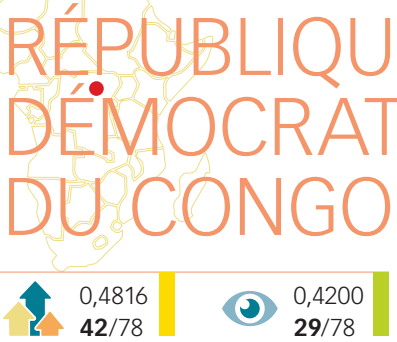
Biodiversité et habitat
IPE
0,6996 **33**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6120 **28**/78

Forêts
IPE
0,0924 **73**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

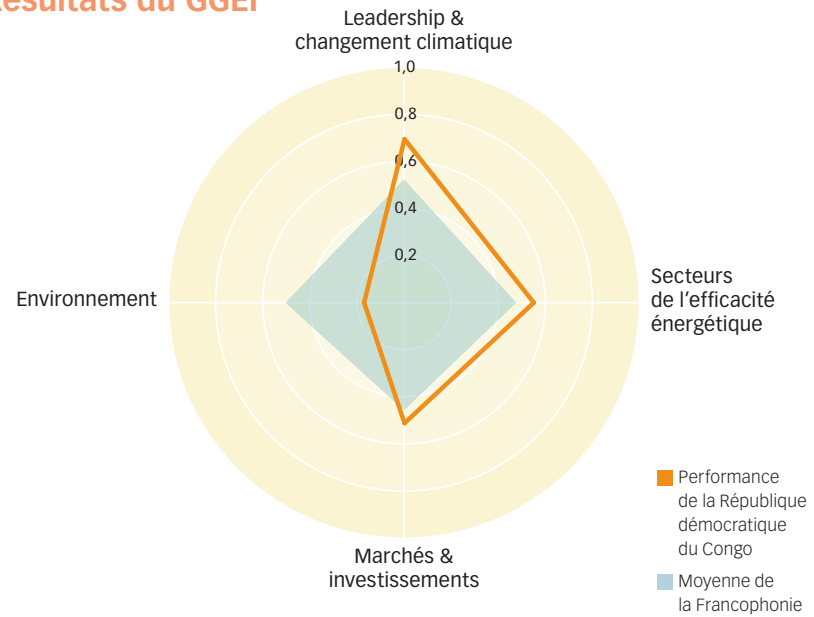
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



0,4816
42/78

0,4200
29/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la République démocratique du Congo occupe la 42e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats sont relativement bons dans toutes les dimensions du GGEI, sauf Environnement**, dans laquelle le pays figure au bas du classement de la Francophonie.

Leadership et changement climatique

La République démocratique du Congo affiche des résultats très probants dans le domaine du changement climatique et occupe le premier rang de ce classement. Le pays devrait surveiller les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) afin de garantir la pérennité de ces résultats. **En outre, les énergies renouvelables comptent pour une large part dans la production d'électricité du pays, qui se situe ainsi à la deuxième place du classement des pays francophones dans ce domaine.** Le maintien de cette part élevée du renouvelable devrait être considéré comme une priorité. Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Ces efforts devraient être multipliés afin de conserver ce rang élevé dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. Lors de l'établissement du GGEI, certains signes ont indiqué que des pratiques écologiquement viables commençaient à être instaurées dans le secteur de la construction. De même, certains efforts menés par les autorités dans le domaine du tourisme semblent donner la priorité à la durabilité. **La République démocratique du Congo affiche des résultats parmi les meilleurs de la Francophonie dans le secteur des transports (largement responsable des émissions) en arrivant à la neuvième place de ce classement.** Aucune donnée n'a pu être collectée sur le recyclage des déchets, ce qui donne à penser que le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources est peu développé. La collecte de données sur ces domaines est essentielle au suivi et à l'amélioration des résultats au fil du temps.

D'autres progrès peuvent être accomplis pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements, les autorités accordent une certaine priorité à la dimension écologique, et le pays arrive à la dixième place de ce classement parmi les pays francophones. Ces efforts semblent se concrétiser puisque les conditions paraissent de plus en plus favorables aux investissements dans les énergies renouvelables. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

C'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. La situation est particulièrement préoccupante s'agissant de trois domaines : Qualité de l'air, Traitement des eaux usées et Eau et assainissement, dans lesquels la République démocratique du Congo occupe respectivement les 78e, 67e et 67e places. Les liens sont évidents entre ces trois domaines et le bien-être économique, environnemental et social. Les résultats sont légèrement meilleurs d'après les indicateurs Agriculture, Biodiversité et habitat et Forêts, qui placent le pays aux 54e, 51e et 50e rangs parmi les pays francophones. Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **49**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **14**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **19**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7628 **1**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,9074 **4**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3546 **47**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9849 **2**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **40**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7784 **9**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **49**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4688 **29**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **35**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **42**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,8558 **10**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2830 **54**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0067 **78**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **67**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1023 **67**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,4242 **51**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0173 **77**/78

Forêts
IPE
0,2978 **50**/78

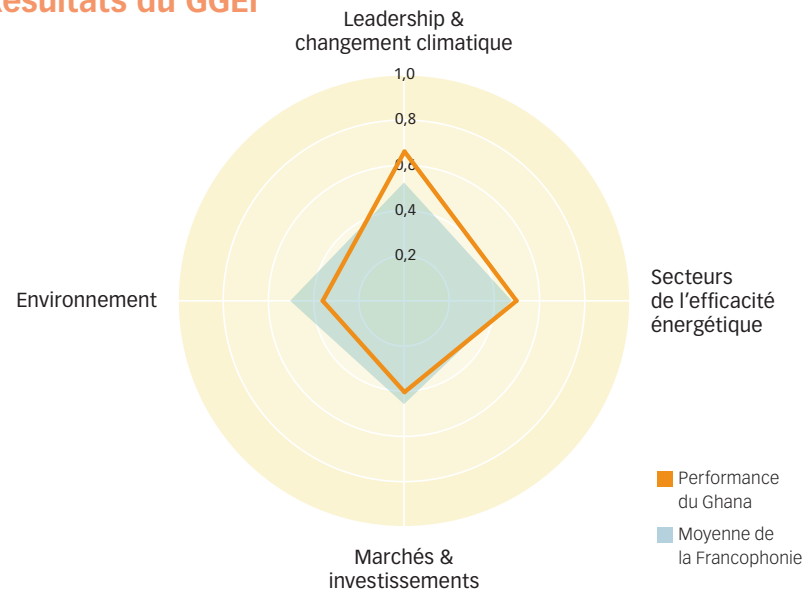
CENTILE **CLASSEMENT**

GHANA

0,4804
43/78

0,4855
15/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Ghana occupe la 43e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie ghanéenne est relativement faible par rapport à celle de nombreux pays francophones, mais elle est supérieure à celle de beaucoup de pays voisins en Afrique de l'Ouest. **Depuis que leur suivi a commencé dans le cadre du GGEI il y a cinq ans, les résultats du Ghana ont décliné** concernant les deux principaux indicateurs du changement climatique (émissions par habitant et émissions par unité de PIB). Cette tendance indique que si le pays s'est engagé sur le plan politique à promouvoir la planification de l'économie verte (ce qui a été confirmé par une forte participation sur le sujet auprès des organisations internationales), il n'est toutefois pas évident que ces efforts se traduisent par une amélioration des résultats en matière de changement climatique. Compte tenu de l'importance de cette dimension dans l'ensemble de ses résultats du GGEI, **c'est un domaine que le pays devrait surveiller dans l'avenir**.

Autres dimensions du GGEI

Dans les autres dimensions du GGEI, le pays présente à la fois des points forts et des faiblesses. S'agissant de **Secteurs de l'efficacité énergétique**, la part du renouvelable dans la production d'électricité est élevée et **il semble que des pratiques écologiquement viables commencent à s'établir dans le secteur de la construction**. En outre, les efforts du pays visant à promouvoir le tourisme durable commencent à prendre de l'ampleur. Ses résultats en matière de transports et d'efficacité de l'utilisation des ressources sont toutefois plus inquiétants, le Ghana étant l'un des pays membres de la Francophonie les moins bien classés en fonction des émissions imputables au secteur des transports (pondérées par le PIB), et il n'existe pas de recensement de données sur le recyclage des déchets ni sur l'efficacité de l'utilisation des ressources à l'échelon national.

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés dans la dimension **Marchés et investissements.** L'établissement du GGEI a permis de montrer que les efforts visant à promouvoir les investissements mettaient en effet davantage l'accent sur la dimension écologique, mais ils pourraient être plus concluants puisque la nouvelle puissance installée du renouvelable n'a que peu augmenté. **La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut constituer une grande source de progrès pour le Ghana :** pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, il devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Le Ghana doit améliorer l'ensemble de ses résultats dans la dimension **Environnement** du GGEI. Hormis Agriculture, Biodiversité et habitat et Pêche et aquaculture, **les indicateurs placent généralement le pays au bas des classements de la Francophonie, en particulier Qualité de l'air, Eau et assainissement et Forêts.** À la lecture des précédentes éditions du GGEI, il est difficile d'observer de nettes améliorations du Ghana dans les domaines environnementaux. Comme pour les résultats liés au changement climatique, les dirigeants devront axer leurs efforts sur une meilleure intégration de ces domaines à la planification du développement.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **20**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **60**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **27**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7345 **22**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7415 **22**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3702 **40**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,8455 **15**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **26**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4576 **55**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **53**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3013 **60**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **43**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **48**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **26**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4069 **44**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2112 **64**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,4705 **46**/78

Eau et assainissement
IPE
0,2324 **55**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,6093 **39**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5098 **43**/78

Forêts
IPE
0,0924 **72**/78

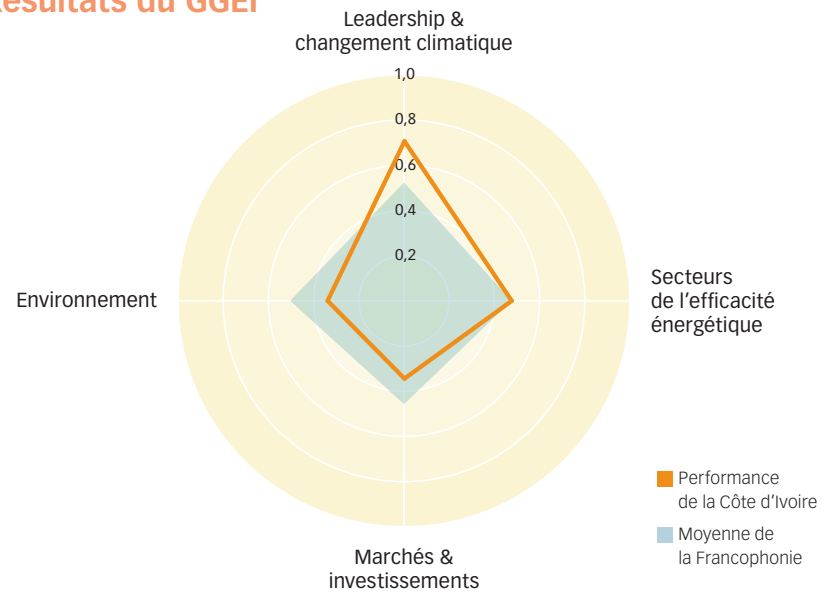
CENTILE **CLASSEMENT**

CÔTE D'IVOIRE

0,4662
47/78

0,4621
18/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Côte d'Ivoire occupe la 47e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie ivoirienne est relativement faible et la part du renouvelable dans la production d'électricité modérée. Les responsables politiques ont pris de forts engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Ces efforts contribuent aux résultats probants du pays dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI. La Côte d'Ivoire a récemment enregistré une forte croissance, mais la dégradation de l'environnement risque de freiner ces résultats. En ce sens, les autorités doivent commencer à réfléchir à **une meilleure gestion des ressources naturelles, dont dépendent la plupart des activités économiques**. Les dirigeants politiques devraient planifier un mode de développement garantissant que la gestion de ces ressources énergétiques existantes soit stratégique, tout en évitant l'augmentation de l'intensité des émissions et de l'empreinte écologique du pays.

Autres dimensions du GGEI

La Côte d'Ivoire affiche également des résultats positifs dans d'autres dimensions du GGEI. S'agissant des **Secteurs de l'efficacité énergétique**, l'établissement du GGEI a permis de montrer que des efforts étaient réalisés dans la **promotion du tourisme durable**. Les structures touristiques gérées par l'administration publique devraient intensifier leurs efforts dans ce domaine en renseignant clairement les visiteurs sur les pratiques durables à adopter dans leur découverte de la beauté naturelle du pays. Dans le secteur des transports, la Côte d'Ivoire enregistre l'un des meilleurs résultats des pays de la Francophonie en occupant la sixième place du classement. Le maintien de ces résultats probants est important, en particulier dans un contexte de croissance. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire pourrait améliorer ses prochains résultats du GGEI dans certains domaines : en ce qui concerne le bâtiment, des programmes visant à établir de meilleures pratiques en matière de construction durable devraient être mis en œuvre (l'indicateur GGEI est fondé sur la certification LEED, mais il existe des programmes mondiaux similaires, dont certains peuvent être mieux adaptés à l'économie ivoirienne). Le recyclage des déchets et le recensement de données y afférentes pourraient également se révéler utiles.

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés dans la dimension **Marchés et investissements**. Au cours des cinq dernières années, la Côte d'Ivoire a enregistré l'une des meilleures progressions du taux de puissance installée du renouvelable pondéré par le PIB en Afrique. Les projets dans ce domaine semblent ainsi bénéficier de conditions de plus en plus favorables aux investissements, et les efforts visant à promouvoir ceux-ci devraient cibler plus précisément la dimension écologique. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait constituer un autre facteur d'amélioration majeur dans le cadre du GGEI. Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. Pour améliorer ses résultats, la Côte d'Ivoire devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Comme pour de nombreux pays africains, c'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. L'agriculture joue un rôle déterminant dans l'économie ivoirienne, et les secteurs comme la production de cacao risquent de subir les conséquences négatives de l'érosion des côtes et de la dégradation des terres. La Côte d'Ivoire est **parmi les pays les plus mal classés de la Francophonie dans le domaine Agriculture (59e); des progrès urgents sont ainsi à réaliser.** Ses résultats sont même inférieurs dans les domaines Traitement des eaux usées, Eau et assainissement et Forêts. Compte tenu des liens évidents qui existent entre l'eau potable, l'économie et la santé publique, des améliorations sont nécessaires. La situation est meilleure dans le domaine Biodiversité et habitat, **un atout qui pourrait s'expliquer par les efforts visant à promouvoir le tourisme durable dans le pays**. Dans les pays comme la Côte d'Ivoire où les ressources naturelles sont d'une telle importance pour l'économie, la planification de l'économie verte devrait s'articuler autour de la préservation de la santé globale et de l'efficacité de ces secteurs d'importance cruciale.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **14**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **55**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **18**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7395 **18**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7415 **21**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **60**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,3760 **39**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **22**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,8430 **6**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **48**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4980 **21**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **32**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **39**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **64**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2388 **59**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2365 **61**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,3771 **51**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0995 **70**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7055 **32**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6324 **26**/78

Forêts
IPE
0,0924 **71**/78

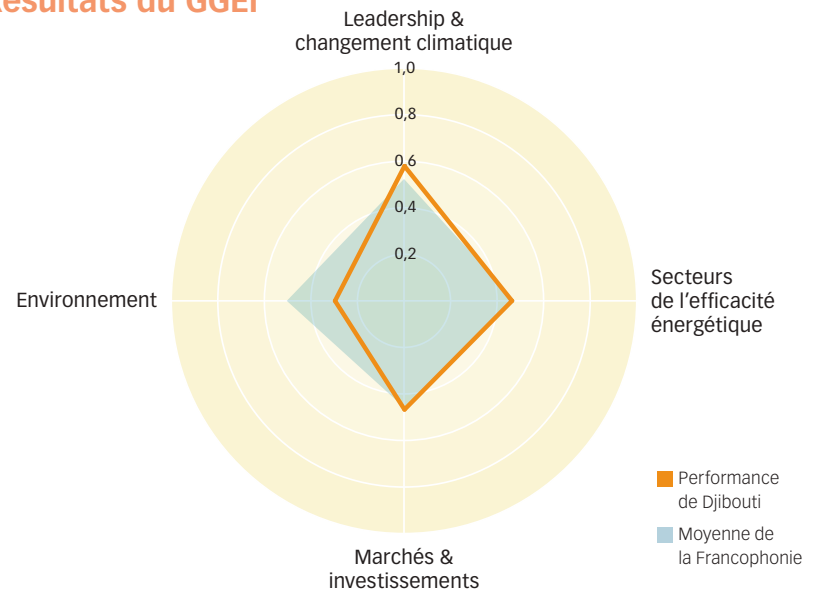
CENTILE **CLASSEMENT**

DJIBOUTI

0,4516
51/78

0,3792
61/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, Djibouti occupe la 51e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats les plus probants concernent la dimension Leadership et changement climatique du GGEI**, tandis que de sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie djiboutienne est relativement faible par rapport à celle de nombreux pays francophones, mais elle n'est pas aussi basse que celle de nombreux pays d'Afrique. Ce résultat s'explique notamment par la très faible part du renouvelable dans la production d'électricité, un domaine dans lequel Djibouti figure au bas du classement de la Francophonie, à la 74e place. Les responsables politiques ont, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pris certains engagements en faveur de la croissance économique verte, mais ces efforts doivent aboutir à une amélioration concrète des résultats. **Les deux principaux indicateurs du changement climatique (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) doivent être surveillés de près.**

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de Djibouti dans le cadre des prochaines éditions du GGEI ne pourront s'améliorer que si des progrès sont accomplis dans les autres dimensions. Diverses occasions sont à saisir dans les **Secteurs de l'efficacité énergétique**. D'après les travaux d'établissement du GGEI, des normes sont adoptées pour la construction de nouveaux bâtiments écologiquement viables et le pays arrive à la deuxième place du classement de la Francophonie dans ce domaine (l'indicateur du GGEI est fondé sur la certification LEED, mais il existe des programmes mondiaux similaires, dont certains peuvent être mieux adaptés à l'économie djiboutienne). Certains signes indiquent également que les autorités ont commencé à mettre en place des programmes afin de promouvoir le tourisme durable. Compte tenu du manque d'informations sur les émissions imputables au secteur des transports, la collecte de données dans ce domaine devrait être une priorité. Il en va de même pour l'efficacité de l'utilisation des ressources et le recyclage des déchets. **Si les autorités disposent d'une couverture élargie des données, elles seront plus à même d'évaluer les progrès en cours et de prendre les mesures appropriées dans l'avenir.**

D'autres occasions se présentent pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Au cours des travaux d'établissement du GGEI, des efforts visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts ont été observés. Ainsi, Djibouti occupe la 11e place de ce classement parmi les pays francophones. Pour le moment, ces efforts ne se transforment toutefois pas assez rapidement en de réels investissements dans le secteur des énergies renouvelables, ce qui place le pays au bas du classement correspondant de la Francophonie. **Le GGEI ne permet actuellement pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités**, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. Pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Préoccupations environnementales

Comme pour de nombreux pays africains, c'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. La situation est particulièrement préoccupante s'agissant de trois domaines : Traitement des eaux usées, Eau et assainissement et Biodiversité et habitat, dans lesquels Djibouti occupe respectivement les 68e, 57e et 75e places. Les résultats des indicateurs Agriculture (50e) et Pêche et aquaculture (56e) sont également inquiétants, tandis que ceux de Qualité de l'air sont légèrement meilleurs, le pays se situant au 31e rang de la Francophonie. Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, Djibouti devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **50**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **15**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **20**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7168 **27**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,3129 **61**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,9999 **2**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1360 **74**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **41**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **40**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **50**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **70**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **36**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **43**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,8558 **11**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,3470 **50**/78

Qualité de l'air
IPE
0,5673 **31**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **68**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1670 **57**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0236 **75**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3147 **56**/78

Forêts
IPE
0,6017 **27**/78

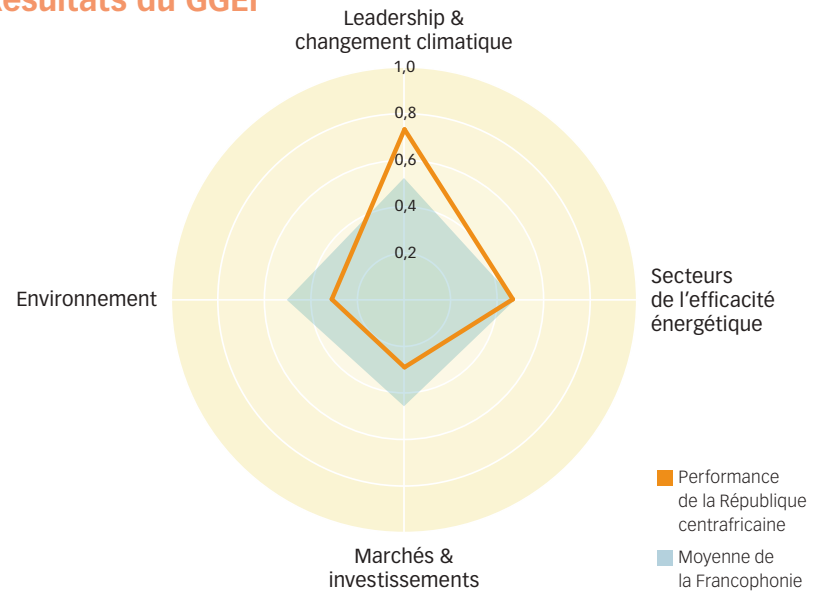
CENTILE **CLASSEMENT**

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

0,4500
53/78

0,3792
59/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la République centrafricaine occupe la 53e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. La République centrafricaine devra accomplir des progrès notables dans les trois autres dimensions, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie centrafricaine est relativement faible et la part du renouvelable dans la production d'électricité, en particulier hydraulique, est élevée. Les responsables politiques ont pris de forts engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Ces efforts contribuent aux bons résultats du pays dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI. L'amélioration de l'accès à l'énergie est un facteur essentiel à la croissance économique en République centrafricaine. Dans l'élaboration de leurs politiques, les dirigeants doivent **s'assurer que cette croissance n'augmentera ni l'intensité des émissions du pays ni son empreinte écologique**.

Autres dimensions du GGEI

Dans l'avenir, les résultats de la République centrafricaine ne pourront s'améliorer que si des progrès sont accomplis dans les autres dimensions du GGEI. Diverses occasions sont à saisir en ce qui concerne les **Secteurs de l'efficacité énergétique**. La part élevée du renouvelable dans la production d'électricité doit être maintenue et sa composition, diversifiée pour ne pas être limitée à l'énergie hydraulique. Dans le secteur du bâtiment, des programmes visant à établir de meilleures pratiques de construction durable devraient être mis en œuvre (l'indicateur GGEI est fondé sur la certification LEED, mais **il existe des programmes mondiaux similaires, dont certains peuvent être mieux adaptés à l'économie centrafricaine**). Compte tenu du manque d'informations sur les émissions imputables au secteur des transports, la collecte de données dans ce domaine devrait être une priorité. Il en va de même pour l'efficacité de l'utilisation des ressources et le recyclage des déchets. Si les autorités disposent d'une couverture élargie des données, elles seront plus à même d'évaluer les progrès en cours et de mettre en œuvre les mesures appropriées dans l'avenir.

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés dans la dimension **Marchés et investissements**. Le niveau de nouvelle puissance installée du renouvelable est resté très bas au cours des cinq dernières années. Des efforts devraient donc être engagés pour améliorer les conditions d'investissement dans ce domaine. Comme le bâtiment et les transports, la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait être un facteur d'amélioration majeur. Pour le moment, **le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités**, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. Pour améliorer ses résultats, la République centrafricaine devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Agriculture et Forêts

Comme pour de nombreux pays africains, c'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. La République centrafricaine occupe la 56e place du classement des pays de la Francophonie portant sur **l'agriculture, un résultat préoccupant puisque l'économie est largement tributaire de ce domaine**. Forêts est également un indicateur majeur et, bien que le pays affiche des résultats légèrement meilleurs, la situation reste inquiétante. Dans les pays comme la République centrafricaine où les ressources naturelles sont essentielles à l'ensemble de l'économie, la planification de l'économie verte devrait s'articuler autour de la préservation de la santé globale et de l'efficacité de ces secteurs d'importance cruciale.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **10**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **52**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **13**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7613 **4**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7915 **16**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **56**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9560 **9**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **59**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **37**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **44**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **68**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **27**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **34**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **60**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2730 **56**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0916 **71**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **65**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0554 **78**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7922 **22**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0473 **75**/78

Forêts
IPE
0,8582 **11**/78

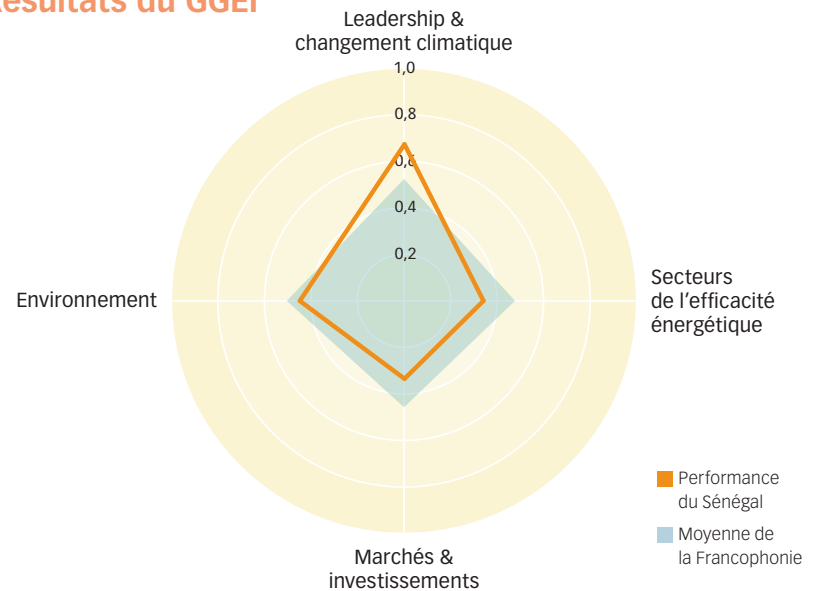
CENTILE **CLASSEMENT**

SÉNÉGAL

0,4492
54/78

0,3995
41/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Sénégal occupe la 54e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses points forts concernent la dimension **Leadership et changement climatique**, tandis qu'il doit continuer de progresser dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'économie sénégalaise n'affiche pas une intensité carbone si faible par rapport à celle de nombreux pays francophones d'Afrique de l'Ouest. Le pays se situe à la 37e place du classement de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. Depuis le premier suivi par le GGEI, les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) n'ont pas beaucoup évolué. Les indicateurs du GGEI sur les activités du chef d'État et des médias et sur la participation aux réunions d'instances internationales pour lutter contre le changement climatique font état de résultats assez probants, mais **l'intensité des émissions de l'ensemble de l'économie doit baisser** afin de montrer que ces engagements politiques se traduisent par des améliorations concrètes dans le domaine.

Autres dimensions du GGEI

Outre la réduction des émissions, des progrès peuvent être accomplis dans d'autres dimensions du GGEI. En ce qui concerne les **Secteurs de l'efficacité énergétique**, **la part du renouvelable dans la production d'électricité n'est actuellement pas élevée** et le Sénégal arrive à la 57e place de ce classement parmi les pays de la Francophonie. Une meilleure intégration du renouvelable dans l'économie devrait lui permettre d'améliorer ses résultats en matière de changement climatique. Des améliorations doivent également être apportées dans les secteurs de la construction et des transports : **les pratiques écologiquement viables ne sont pas encore répandues**, et les émissions imputables au secteur des transports sont assez élevées, compte tenu de la taille de l'économie. Des progrès dans ces deux domaines pourraient également contribuer à l'amélioration des résultats globaux liés au changement climatique. Le Sénégal devrait aussi mettre davantage l'accent sur la promotion du tourisme durable auprès de ses visiteurs et développer le recyclage des déchets.

Dans la dimension **Marchés et investissements**, certains résultats sont encourageants grâce au rôle croissant des énergies renouvelables dans l'économie. Le Sénégal occupe la 30e place dans le classement sur **l'attractivité en matière d'investissements dans les énergies renouvelables ; les efforts dans ce domaine commencent donc à porter leurs fruits.** D'autres indicateurs font toutefois état de résultats médiocres : les grandes entreprises du pays ne semblent pas intégrer la responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs activités, et la dimension écologique n'est pas assez mise en avant dans les efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements. Pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

L'attention doit également être portée sur les résultats de la dimension **Environnement**. **Le Sénégal figure au bas des classements Eau et assainissement (62e) et Forêts (60e) parmi les pays de la Francophonie.** La situation est également préoccupante dans les domaines Agriculture (49e) et Traitement des eaux usées (52e). Depuis que ces indicateurs sont couverts par le GGEI, ils font état de résultats médiocres et leur amélioration devrait constituer une priorité dans les prochaines planifications de l'action publique. Le pays est bien mieux classé dans les domaines Biodiversité et habitat et Pêche et aquaculture, en occupant respectivement les 17e et 12e places.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **31**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **36**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **48**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7388 **19**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5223 **44**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3948 **31**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2244 **57**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **48**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4500 **59**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **60**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4606 **30**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **69**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **69**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **73**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,3609 **49**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4351 **42**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,3580 **52**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1252 **62**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8185 **17**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,8335 **12**/78

Forêts
IPE
0,2172 **60**/78

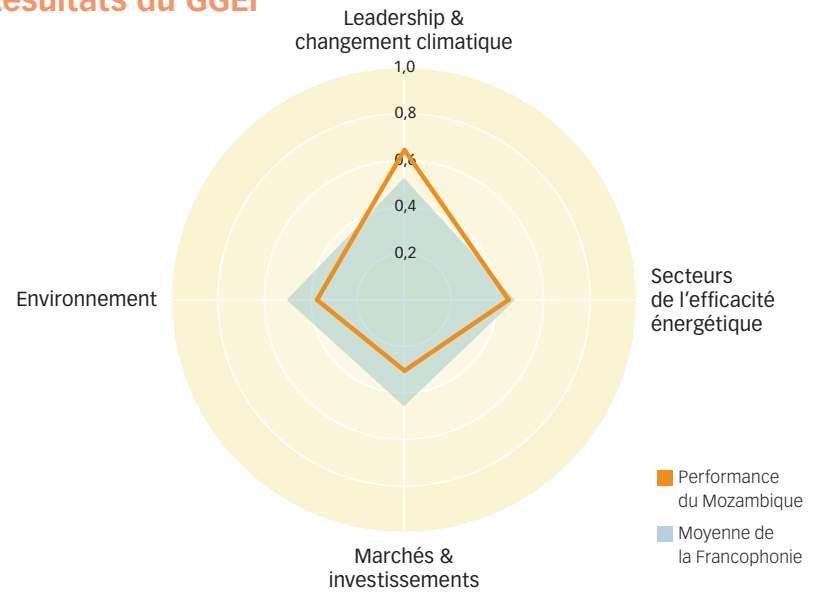
CENTILE **CLASSEMENT**

MOZAMBIQUE

0,4429
56/78

0,4229
28/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Mozambique occupe la 56e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

Le Mozambique affiche une intensité carbone de l'ensemble de son économie relativement faible par rapport à la plupart des pays couverts par le GGEI, et il est également bien classé parmi les pays de la Francophonie dans ce domaine. La part du renouvelable dans la production d'électricité est élevée, et il convient de soutenir les efforts en la matière pour que cette tendance persiste. Le défi auquel est confronté le Mozambique, et sur lequel les progrès restent limités, consiste à **trouver le moyen de répercuter sur les trois autres dimensions du GGEI ces points forts que représentent Leadership et changement climatique et la part du renouvelable**. Sa feuille de route pour l'économie verte et son plan d'action présentent quelques orientations sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Autres dimensions du GGEI

Comme il a été mentionné, le Mozambique affiche l'une des parts du renouvelable dans la production d'électricité les plus élevées, dans le classement général du GGEI comme dans celui de la Francophonie. Cependant, ses résultats dans d'autres domaines de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont moins positifs : les pratiques écologiquement viables ne semblent pas s'imposer dans le secteur de la construction ; la durabilité n'est pas autant mise en avant qu'elle pourrait l'être dans le domaine du tourisme ; les niveaux de recyclage et de l'efficacité de l'utilisation des ressources sont très bas ; **l'empreinte carbone du secteur des transports est assez élevée**, et cet indicateur préoccupant pourrait commencer à avoir des retombées négatives sur le niveau général d'intensité carbone de l'économie. Des conclusions analogues se dégagent en ce qui concerne la dimension **Marchés et investissements** : le Mozambique a réussi à attirer des investissements dans les énergies renouvelables au cours de ces cinq dernières années, mais les efforts des autorités ne semblent pas donner suffisamment la priorité aux investissements verts. De plus, aucun signe ne montre que les grandes entreprises installées dans le pays cherchent à intégrer des critères de développement durable dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement.

En matière d'**Environnement, les progrès urgents sont à réaliser dans les domaines Eau et assainissement et Forêts**. Dans ces deux domaines environnementaux, le Mozambique se situe dans le quartile inférieur des pays de la Francophonie. En dépit de ces points inquiétants, les efforts de préservation menés par le pays dans le domaine Biodiversité et habitat continuent de lui conférer des résultats assez probants. L'enquête réalisée auprès des experts dans le cadre du GGEI a montré que les atouts du pays en ce qui concerne Biodiversité et habitat bénéficiaient d'une certaine reconnaissance, et il conviendrait de les mettre en avant sur les plateformes touristiques et dans les canaux de communication comme les sites et les réseaux sociaux.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **67**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **30**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **42**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7546 **11**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6533 **29**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4230 **29**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9700 **4**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **73**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3670 **66**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **57**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3393 **46**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **62**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **64**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **69**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2990 **52**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3840 **46**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,3874 **50**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1429 **58**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8035 **21**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3872 **49**/78

Forêts
IPE
0,2294 **57**/78

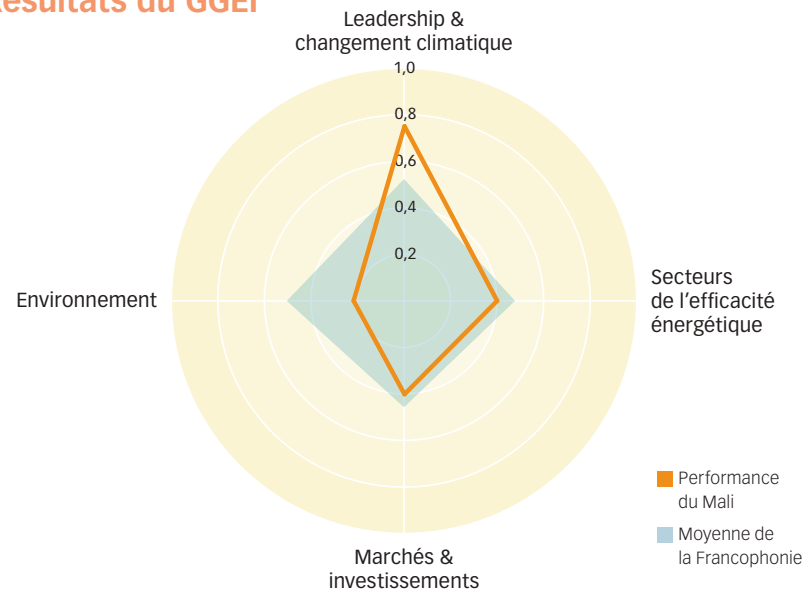
CENTILE **CLASSEMENT**

MALI

0,4420
57/78

0,3792
71/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Mali occupe la 57e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI, tandis que d'importants progrès restent possibles dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie est relativement faible par rapport à celle de nombreux pays de la Francophonie et la part du renouvelable dans la production d'électricité est modérée. Cependant, le Mali est **l'un des pays d'Afrique les plus vulnérables au changement climatique en raison de la désertification qui ne cesse d'entraîner des modifications dans les modes d'utilisation des terres et dans l'ensemble de l'économie.** Compte tenu de sa très faible contribution aux émissions mondiales, les efforts d'atténuation du changement climatique sont d'un degré de priorité moindre que ceux d'adaptation.

Autres dimensions du GGEI

Les dirigeants maliens doivent mettre l'accent sur l'amélioration des autres dimensions du GGEI. S'agissant des **Secteurs de l'efficacité énergétique**, l'établissement du GGEI n'a pas décelé de signes d'une promotion cohérente du tourisme durable ni d'une intégration de pratiques écologiquement viables dans la construction de nouveaux bâtiments. De même, aucune donnée mesurant les émissions imputables au secteur des transports ou le niveau de recyclage des déchets n'a pu être recueillie. **La planification de l'économie verte repose sur la collecte de données** afin d'établir un point de départ et d'assurer un suivi des progrès au fil du temps. L'investissement dans une meilleure collecte de données constituerait une première étape utile dans ce domaine.

Les résultats sont similaires dans la dimension **Marchés et investissements**. D'après les travaux d'établissement du GGEI, certains signes indiquent que le Mali s'attache à promouvoir les investissements verts. **Toutefois, ces efforts n'ont pas encore donné lieu à de réels investissements dans le secteur des énergies renouvelables.** Les dirigeants pourraient également prendre une mesure utile en améliorant les conditions relatives à ces investissements et la communication à leur sujet auprès des acteurs internationaux. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également constituer une grande source de progrès au Mali : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

La gestion de l'eau est un sujet de vive préoccupation. Le Mali figure au bas des classements des pays de la Francophonie en ce qui concerne Traitement des eaux usées (74e) et Eau et assainissement (74e) ; des progrès dans ces domaines auraient des conséquences positives sur la santé publique et sur l'ensemble de l'économie. Si ses résultats sont meilleurs dans les domaines Agriculture (37e) et Qualité de l'air (43e), le pays se situe toutefois au bas des classements Pêche et aquaculture et Forêts parmi les pays francophones.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **23**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **66**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **35**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7603 **6**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,9147 **2**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **67**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,6190 **25**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **70**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **46**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **56**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **74**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **54**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **57**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **29**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4608 **37**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4269 **43**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **74**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0659 **74**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,3169 **58**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0541 **74**/78

Forêts
IPE
0,1365 **67**/78

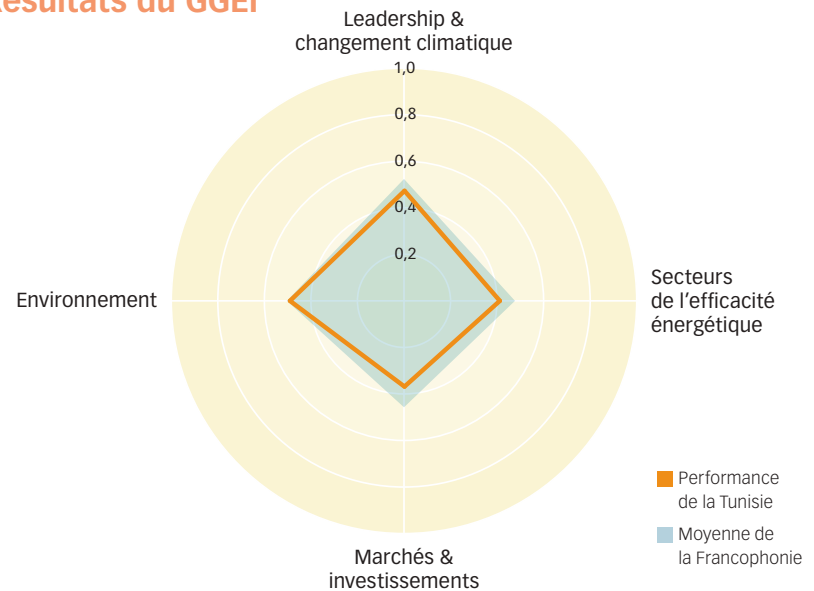
CENTILE **CLASSEMENT**

TUNISIE

0,4357
59/78

0,4895
13/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Tunisie occupe la 59e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Elle peut progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI**, et ses résultats les plus probants concernent Leadership et changement climatique et Environnement.

Leadership et changement climatique

L'économie tunisienne se caractérise par une intensité carbone modérée et une faible part du renouvelable dans la production d'électricité. Que ce soit à l'échelon national ou lors de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont pris des engagements pour lutter contre le changement climatique et pour établir des modèles de croissance économique verte à l'échelon national. **Ces engagements (illustrés récemment par les Contributions Prévues Déterminées au niveau National (CPDN ou INDC en anglais) définies par la Tunisie à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques) doivent toutefois commencer à se transformer en améliorations concrètes.** La Tunisie se situe actuellement à la 48e place du classement des pays de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. Il convient de baisser l'intensité des émissions mesurée par les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB).

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la Tunisie dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** dressent un tableau mitigé de la situation. S'agissant du secteur de la construction et du degré d'intégration de pratiques durables et efficaces sur le plan énergétique, l'établissement du GGEI a permis de montrer que des avancées avaient été réalisées par le pays, qui occupe la 44e place du classement correspondant. Certains signes montrent également que dans leurs efforts de communication et sur leurs plateformes consacrées à la promotion du tourisme, les autorités commencent à attirer l'attention des visiteurs potentiels sur la dimension durable de ce secteur. Le niveau de recyclage des déchets s'améliore et **la Tunisie se classe 20e dans le domaine Transports, qui pèse largement dans ses résultats globaux en matière de changement climatique**. En revanche, le pays affiche l'une des plus faibles parts du renouvelable dans la production d'électricité parmi les pays de la Francophonie et n'arrive qu'à la 65e place. Pour tenir les engagements qu'elle a pris à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, la Tunisie devra impérativement augmenter cette part du renouvelable.

Des conclusions analogues se dégagent dans la dimension **Marchés et investissements**. Les travaux d'établissement du GGEI ont permis de montrer que les autorités avaient commencé à prendre des initiatives pour promouvoir les investissements verts, et le pays arrive à la 44e place du classement de la Francophonie dans ce domaine. Néanmoins, ces efforts n'ont pas encore donné lieu à une rapide augmentation des taux de nouvelles installations d'énergie renouvelable, puisque la Tunisie ne se situe qu'à la 51e place du classement sur les conditions relatives à ces investissements. **La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.**

Performance environnementale

De nombreux constats peuvent également être établis à propos de la dimension **Environnement**. Les résultats les plus probants concernent les domaines **Qualité de l'air** et **Traitement des eaux usées**, dans lesquels la Tunisie occupe respectivement les 5e et 24e places. **D'autres indicateurs révèlent une situation plus préoccupante, comme Agriculture (64e), Biodiversité et habitat (66e) et Forêts (63e).** Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, la Tunisie devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **74**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **40**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **55**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6149 **41**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,4886 **49**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3470 **44**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1593 **65**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **31**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6770 **20**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,3202 **40**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3232 **51**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **74**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **74**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **44**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1840 **64**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9462 **5**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7967 **24**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6108 **41**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,1292 **66**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5905 **31**/78

Forêts
IPE
0,1867 **63**/78

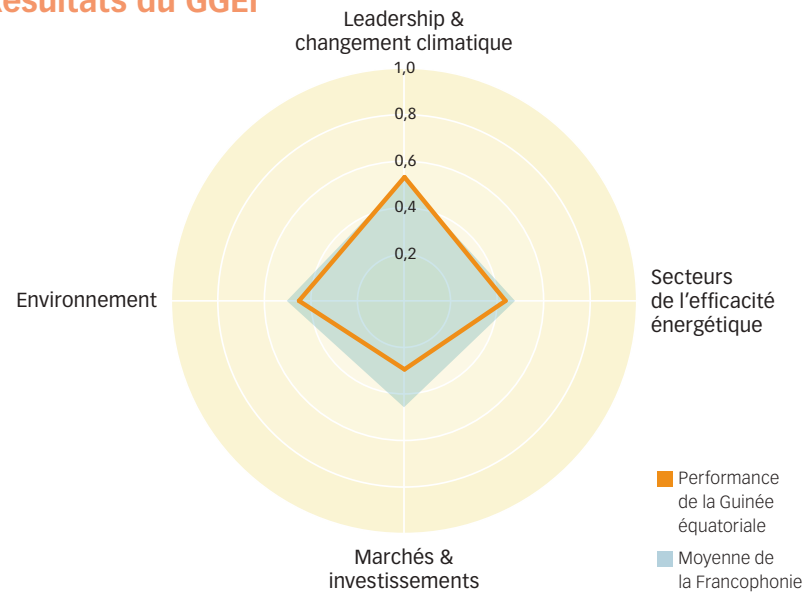
CENTILE **CLASSEMENT**

GUINÉE ÉQUATORIALE

0,4284
60/78

0,3792
63/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Guinée équatoriale occupe la 60e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats dans chacune des quatre dimensions du GGEI peuvent être améliorés.** Les plus probants concernent Leadership et changement climatique, tandis que la dimension Marchés et investissements nécessite le plus de progrès.

Leadership et changement climatique

La Guinée équatoriale présente une économie à faible intensité carbone comparativement aux autres pays de la Francophonie et occupe ainsi la 28e place dans le domaine du changement climatique. Elle devrait surveiller de près les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB), **en particulier les émissions par habitant, qui sont supérieures à celles de nombreux pays voisins.** Par ailleurs, le renouvelable représente une part modérée dans sa production d'électricité ; le pays se situe ainsi à la 24e place de la Francophonie dans le classement correspondant. L'augmentation de la part du renouvelable devrait être considérée comme une priorité. Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. La Guinée équatoriale devrait multiplier ces efforts afin de conserver son rang dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Lors de l'établissement du GGEI, peu de signes ont permis d'indiquer que le pays avait entrepris d'instaurer des pratiques de construction durable dans le secteur du bâtiment. Il n'a pas été possible de collecter de données sur le recyclage des déchets ni sur les émissions imputables au secteur des transports. **La collecte de données sur ces domaines est essentielle au suivi et à l'amélioration des résultats au fil du temps.** Il est particulièrement important d'assurer un suivi des données sur le secteur des transports, qui est aussi largement responsable des émissions, car l'expansion de ce domaine pourrait faire baisser les résultats du pays en matière de changement climatique. Par ailleurs, les efforts menés par les autorités équato-guinéennes dans le secteur du tourisme semblent peu donner la priorité à la durabilité de ce secteur.

Plusieurs domaines de la dimension **Marchés et investissements** peuvent également être améliorés. D'après les travaux d'établissement du GGEI, il ne semble pas que les autorités aient commencé à promouvoir en priorité les investissements verts, ce qu'elles pourraient faire en informant davantage les donateurs et investisseurs étrangers sur cette question. **De tels efforts sont importants, car ils permettent de faire connaître les possibilités d'investissement en Guinée équatoriale sur les marchés mondiaux.** Ils peuvent également contribuer à améliorer les conditions pour les investissements dans les énergies renouvelables, le pays occupant actuellement la 63e place du classement de la Francophonie quant à cet indicateur. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, la Guinée équatoriale devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Des progrès sont également urgents dans la dimension **Environnement**. **La situation est préoccupante dans trois domaines du GGEI : Agriculture, Qualité de l'air et Eau et assainissement**, la Guinée équatoriale arrivant au bas de ces classements parmi les pays de la Francophonie. Ces domaines participent clairement du bien-être économique, environnemental et social. Les résultats légèrement meilleurs en ce qui concerne Biodiversité et habitat placent le pays au 24e rang. Ces domaines environnementaux doivent être au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, la Guinée équatoriale devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **52**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **59**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **24**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,4319 **59**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6838 **27**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3533 **48**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,6437 **24**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **43**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **42**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **51**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2993 **63**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **39**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **46**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **66**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1858 **63**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2970 **58**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,4577 **47**/78

Eau et assainissement
IPE
0,2891 **51**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7671 **24**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,7489 **16**/78

Forêts
IPE
0,4278 **42**/78

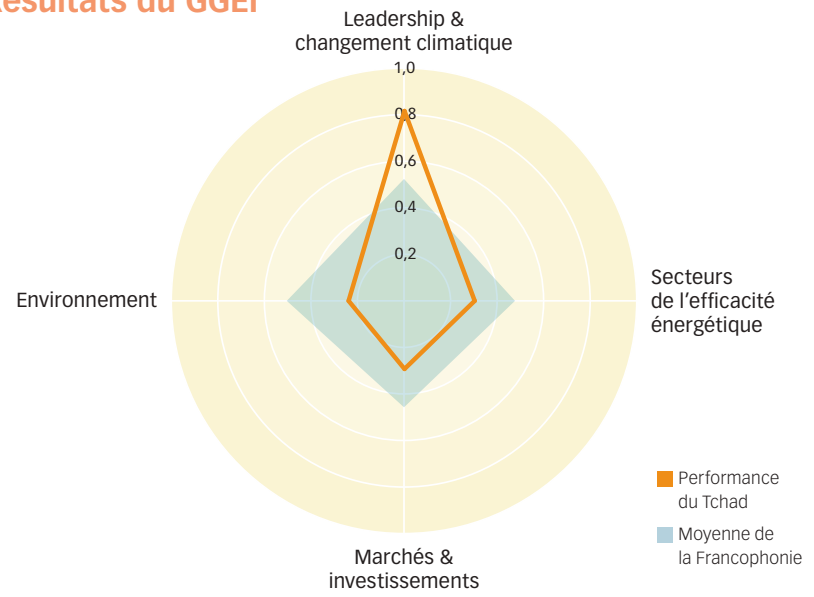
CENTILE **CLASSEMENT**

TCHAD

0,4125
65/78

0,3996
39/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Tchad occupe la 65e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie tchadienne est relativement faible, mais **contrairement à certains pays voisins, la part du renouvelable dans la production d'électricité est réduite**. La vulnérabilité de l'économie aux fluctuations de l'offre et des prix en est donc accrue. Les responsables politiques ont pris de forts engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Ces efforts contribuent aux bons résultats du pays dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI. L'amélioration de l'accès à l'énergie et la diversification des ressources pour réduire la dépendance au fioul lourd et au diesel sont indispensables à la croissance économique. Les dirigeants politiques devraient planifier un mode de développement garantissant que la gestion des ressources énergétiques existantes soit stratégique et que **le développement de nouveaux projets solaires et éoliens se poursuive**, tout en évitant l'augmentation de l'intensité des émissions et de l'empreinte écologique du pays.

Autres dimensions du GGEI

Dans l'avenir, les résultats du Tchad ne pourront s'améliorer que si des progrès sont accomplis dans les autres dimensions du GGEI. Diverses occasions sont à saisir dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. **Le développement des énergies renouvelables solaires et éoliennes devrait être une priorité.** Dans le secteur du bâtiment, des programmes visant à établir de meilleures pratiques en matière de construction durable devraient être mis en œuvre (l'indicateur GGEI est fondé sur la certification LEED, mais il existe des programmes mondiaux similaires, dont certains peuvent être mieux adaptés à l'économie tchadienne). Compte tenu du manque d'informations sur les émissions imputables au secteur des transports, la collecte de données dans ce domaine devrait être une priorité. Il en va de même pour l'efficacité de l'utilisation des ressources et le recyclage des déchets. Si les autorités disposent d'une couverture élargie des données, elles seront plus à même d'évaluer les progrès en cours et de prendre les mesures appropriées dans l'avenir.

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés dans la dimension **Marchés et investissements.** Le niveau de nouvelle puissance installée du renouvelable observé ces cinq dernières années est resté faible; des efforts devraient donc être menés pour améliorer les conditions d'investissement dans ce domaine. Comme le bâtiment et les transports, la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait être un facteur d'amélioration majeur. Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. **Pour améliorer ses résultats, le Tchad devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.**

Performance environnementale

Comme pour de nombreux pays africains, c'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. Le Tchad figure au bas des classements de la Francophonie dans les domaines Traitement des eaux usées et Eau et assainissement. Compte tenu des liens évidents qui existent entre l'eau potable, l'économie et la santé publique, ces résultats doivent être améliorés. La situation de l'agriculture est légèrement meilleure, mais elle reste inquiétante, d'autant plus que c'est un élément clé pour l'ensemble de l'économie tchadienne. Le pays est également parmi les plus mal classés de la Francophonie dans le domaine Forêts, qui subit en outre les conséquences négatives de la désertification. Dans les pays comme le Tchad où les ressources naturelles sont d'une telle importance pour l'ensemble de l'économie, la planification de l'économie verte devrait s'articuler autour de la préservation de la santé globale et de l'efficacité de ces secteurs d'importance cruciale.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **11**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **11**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **14**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7620 **3**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,9368 **2**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **57**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1360 **72**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **60**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **38**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **45**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2919 **65**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **28**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **35**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **61**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4092 **48**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3710 **51**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **66**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0566 **77**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5052 **49**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0592 **72**/78

Forêts
IPE
0,2105 **61**/78

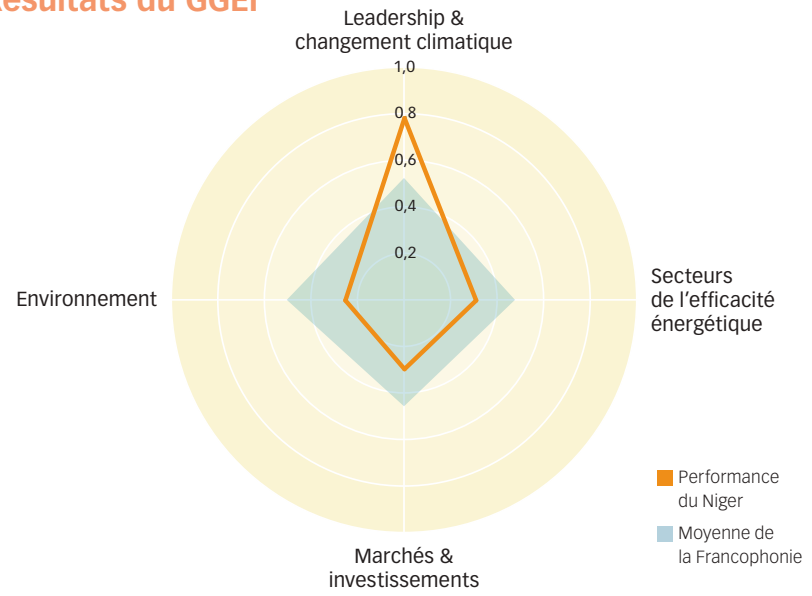
CENTILE **CLASSEMENT**

NIGER

0,4100
66/78

0,4117
33/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Niger occupe la 66e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses points forts concernent la dimension **Leadership et changement climatique**, tandis que des progrès urgents sont à réaliser dans les trois autres.

Leadership et changement climatique

Le Niger est l'un des pays de la Francophonie les mieux classés dans le domaine du changement climatique, arrivant à la 12e place. Ses résultats sont également probants en ce qui concerne les activités du chef d'État et des médias et les actions prises dans le cadre de réunions d'instances internationales ; la dimension Leadership et changement climatique du GGEI constitue ainsi **le point fort du pays**. Les dirigeants devraient surveiller de près l'intensité des émissions de l'économie afin de garantir la pérennité de ces résultats probants. Les deux principaux indicateurs du changement climatique (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) doivent faire l'objet d'un suivi constant.

Autres dimensions du GGEI

Outre le maintien d'un faible niveau général des émissions, des progrès sont nécessaires dans d'autres dimensions du GGEI. S'agissant des **Secteurs de l'efficacité énergétique**, le Niger affiche l'une des plus faibles parts du renouvelable dans la production d'électricité ; il n'arrive qu'à la 69e place parmi les pays de la Francophonie. **Le développement des énergies renouvelables devrait contribuer au maintien d'une faible intensité générale des émissions de l'économie.** La construction et le tourisme durables, qui sont peu développés, pourraient aider à améliorer les résultats du pays dans le cadre du GGEI s'ils étaient placés parmi les priorités. En revanche, l'établissement du GGEI a permis de voir qu'**un système de recyclage des déchets commençait à être mis en place** ; de plus, le Niger est 32e du classement sur les Transports et affiche des résultats assez probants, qui comptent parmi les meilleurs des pays africains de la Francophonie.

D'autres améliorations peuvent être apportées dans la dimension **Marchés et investissements**. Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les autorités s'emploient à promouvoir les investissements verts. **Les conditions pour attirer ces investissements en énergie renouvelable ne semblent pas s'améliorer, le Niger occupant la 58e place du classement de la Francophonie dans ce domaine.** Les dirigeants devraient également inciter davantage les grandes entreprises du pays à mener des efforts en matière de responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs activités, ce qui pourrait aussi avoir des effets positifs sur les résultats globaux dans le cadre du GGEI.

Performance environnementale

Les résultats liés à l'environnement sont faibles et nécessitent d'importants progrès. Le Niger figure au bas des classements de la Francophonie dans plusieurs domaines : Agriculture (61e), Traitement des eaux (76e), Eau et assainissement (75e), Pêche et aquaculture (71e) et Forêts (59e). **La situation est meilleure en ce qui concerne Biodiversité et habitat**, le pays occupant la 29e place de la Francophonie. De médiocres résultats environnementaux entraînent des conséquences négatives importantes sur les plans économique et social au fil du temps, comme le montrent les effets de la désertification sur l'économie du pays. Les dirigeants nigériens doivent mettre l'accent sur des approches concrètes dans l'élaboration de leurs politiques afin d'améliorer cette situation.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **28**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **31**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **43**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7593 **7**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7931 **15**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **72**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1402 **69**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **74**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5563 **32**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2876 **41**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3017 **58**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **63**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **65**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **70**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2336 **61**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3795 **47**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **76**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0649 **75**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7377 **29**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0710 **71**/78

Forêts
IPE
0,2219 **59**/78

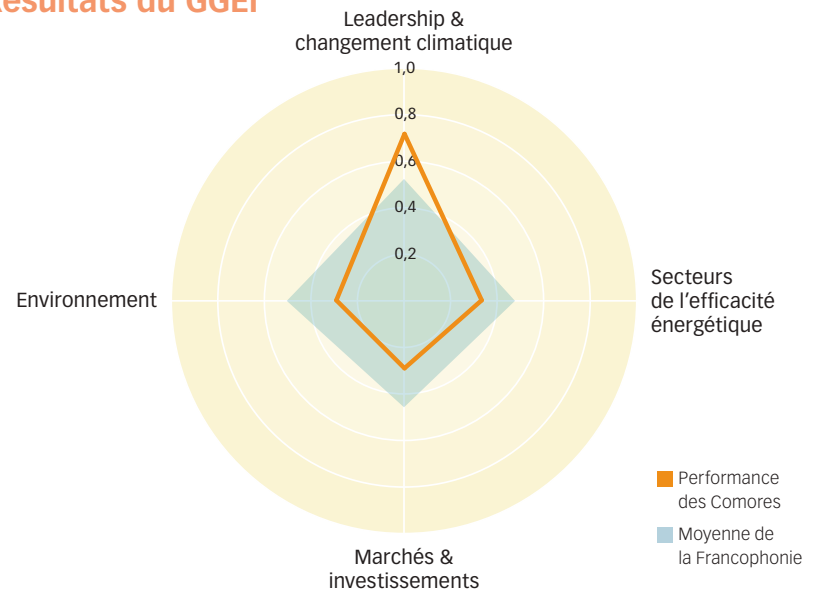
CENTILE **CLASSEMENT**

COMORES

0,4079
67/78

0,3792
60/78

Résultats du GGEI



Présentes pour la première fois dans le GGEI, les Comores occupent la 67e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Leurs résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

Les résultats probants des Comores dans la dimension Leadership et changement climatique sont principalement dus à l'intensité carbone relativement faible de leur économie. **Néanmoins, les énergies renouvelables sont absentes de la production d'électricité**, celle-ci reposant principalement sur les centrales au diesel. Compte tenu de leur situation insulaire quelque peu isolée, les Comores devraient donner la priorité au développement des énergies renouvelables afin de stabiliser l'approvisionnement énergétique. Les responsables politiques ont pris de forts engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Ces efforts contribuent aux bons résultats du pays dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI. Les dirigeants politiques devraient planifier un mode de développement garantissant que la gestion des ressources énergétiques existantes soit stratégique et que le développement de nouveaux projets d'énergie renouvelable se poursuive, tout en évitant l'augmentation de l'intensité des émissions et de l'empreinte écologique du pays.

Autres dimensions du GGEI

Dans l'avenir, les résultats des Comores ne pourront s'améliorer que si des progrès sont accomplis dans les autres dimensions du GGEI. Diverses occasions sont à saisir dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Dans le bâtiment, des programmes visant à établir de meilleures pratiques en matière de construction durable devraient être mis en œuvre (l'indicateur GGEI est fondé sur la certification LEED, mais il existe des programmes mondiaux similaires, dont certains peuvent être mieux adaptés à l'économie comorienne). Compte tenu du manque d'informations sur les émissions imputables au secteur des transports, la collecte de données dans ce domaine devrait être une priorité. Il en va de même pour l'efficacité de l'utilisation des ressources et le recyclage des déchets. **Si les autorités disposent d'une couverture élargie des données, elles seront plus à même d'évaluer les progrès en cours et de prendre les mesures appropriées dans l'avenir.**

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés dans la dimension **Marchés et investissements.** Le niveau de nouvelle puissance installée du renouvelable est resté très bas au cours des cinq dernières années. Des efforts devraient donc être engagés pour favoriser les conditions d'investissement dans le domaine. Outre le bâtiment et les transports, **la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait être un facteur d'amélioration majeur.** Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises du pays cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. Pour améliorer leurs résultats dans le cadre du GGEI, les Comores devraient recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Comme pour de nombreux pays africains, c'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. Les Comores occupent la 62e place du classement de la Francophonie dans le domaine de l'agriculture et la 34e dans celui de la pêche. L'économie étant largement tributaire de l'agriculture, ce résultat est préoccupant. La pêche est également un élément essentiel pour l'économie comorienne, et bien que le pays soit légèrement mieux placé dans ce classement, la situation reste inquiétante. Dans les pays comme les Comores où les ressources naturelles sont d'une telle importance pour l'économie, **la planification de l'économie verte devrait s'articuler autour de la préservation de la santé globale et de l'efficacité de ces secteurs d'importance cruciale.**

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **12**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **53**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **15**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7532 **12**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7088 **25**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **58**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1360 **73**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **38**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **39**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **46**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **69**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **29**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **36**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **62**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2105 **62**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4483 **38**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,2137 **56**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1022 **69**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,2285 **59**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5821 **34**/78

Forêts
IPE
0,2649 **53**/78

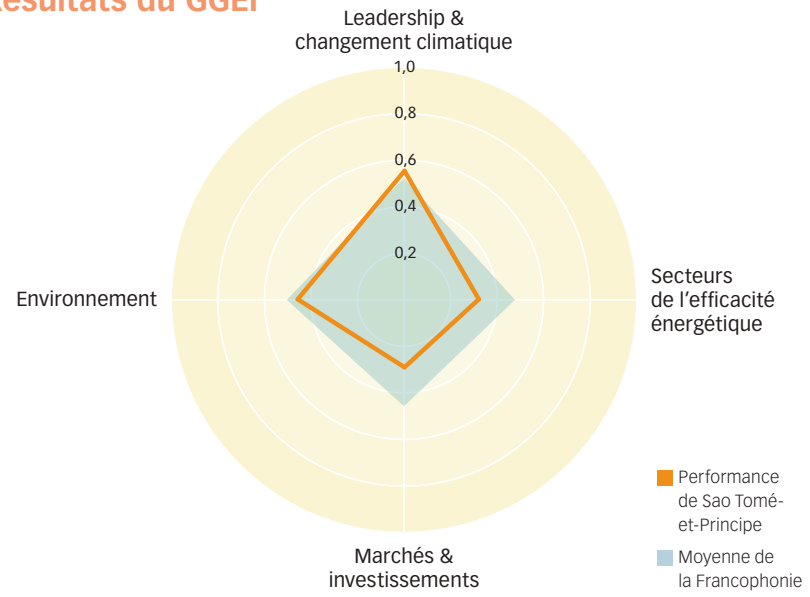
CENTILE **CLASSEMENT**

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

0,4055
68/78

0,3792
77/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, Sao Tomé-et-Principe occupe la 68e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. Des améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Marchés et investissements.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie est relativement faible, mais la part du renouvelable dans la production d'électricité est également réduite. Les responsables politiques ont pris certains engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Ces efforts contribuent aux résultats probants du pays dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI. L'engagement qu'a pris le pays dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat pour réduire ses émissions a été abondamment cité dans les médias. Au-delà de ces engagements internationaux, **de nombreux signes indiquent que les dirigeants du pays s'emploient à intégrer des considérations environnementales à leur planification du développement**, dans l'optique de promouvoir la croissance économique tout en préservant les ressources naturelles.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. L'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que Sao Tomé-et-Principe aurait commencé à instaurer des pratiques de construction durable dans le secteur du bâtiment. **Il n'a pas été possible de collecter des données sur le recyclage des déchets ni sur les émissions imputables au secteur des transports dans le pays.** La collecte de données sur ces domaines est essentielle au suivi et à l'amélioration des résultats au fil du temps. Il est particulièrement important d'assurer un suivi des données sur le secteur des transports, qui est aussi largement responsable des émissions, car l'expansion de ce domaine pourrait faire baisser les résultats du pays en matière de changement climatique. Par ailleurs, les efforts menés par les autorités dans le domaine du tourisme ne semblent pas donner la priorité à la durabilité.

Plusieurs domaines de la dimension **Marchés et investissements** peuvent être améliorés. D'après les travaux d'établissement du GGEI, il ne semble pas que les autorités de Sao Tomé-et-Principe aient commencé à promouvoir en priorité les investissements verts, ce qu'elles pourraient faire en informant davantage les donateurs et investisseurs étrangers sur ce domaine. **Ces efforts sont importants, car ils permettent de faire connaître les possibilités d'investissement sur les marchés mondiaux et de respecter les CPDN définies par le pays à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, Sao Tomé-et-Principe devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Diverses occasions peuvent également être saisies pour avancer dans la dimension **Environnement**. Le pays étant fortement boisé, la priorité doit être accordée à la gestion des forêts et à une croissance qui n'entraîne pas de déforestation. **Aucune donnée n'a pu être recueillie dans le domaine Forêts du GGEI, mais les observateurs se montrent de plus en plus inquiets face aux taux élevés de déforestation.** Il convient de veiller à l'application des réglementations relatives à la protection des forêts et de poursuivre les efforts de suivi afin de collecter des données cohérentes. Les résultats de l'indicateur Pêche et aquaculture sont probants (15e place), tandis que ceux de Biodiversité et habitat peuvent être améliorés, le pays occupant la 41e place de ce classement. La situation est plus préoccupante en ce qui concerne Agriculture, Traitement des eaux et Eau et assainissement, domaines dans lesquels Sao Tomé-et-Principe occupe respectivement les 68e, 57e et 52e places. Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **70**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **71**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **47**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7293 **24**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5060 **47**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **74**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2246 **56**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **77**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **49**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **59**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **75**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **68**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **68**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **72**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1279 **68**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4415 **41**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,2137 **57**/78

Eau et assainissement
IPE
0,2612 **52**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5647 **41**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,7729 **15**/78

Forêts
IPE
0,8303 **13**/78

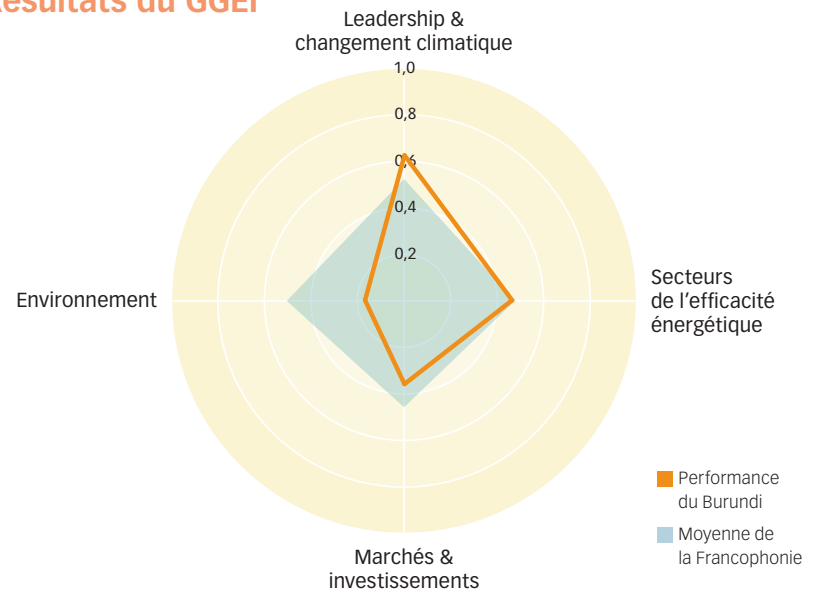
CENTILE **CLASSEMENT**

BURUNDI

0,4037
69/78

0,4131
32/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Burundi figure au bas du classement général des pays de la Francophonie, où il occupe la 69e place. Il affiche de bons résultats dans la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI, mais devra sensiblement progresser dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie est faible comparativement aux autres pays de la Francophonie; le Burundi se situe à la cinquième place dans le classement du changement climatique. Il conviendrait de surveiller les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) afin de garantir la pérennité de ces résultats probants. **En outre, les énergies renouvelables comptent pour une large part dans la production d'électricité du pays, qui est ainsi 11e parmi les pays francophones dans ce domaine.** Le maintien de cette part élevée du renouvelable devrait être considéré comme une priorité. Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Le Burundi devrait poursuivre ces efforts afin de conserver son rang élevé dans le classement de la dimension Leadership et changement climatique du GGEI.

Autres dimensions du GGEI

Le Burundi a des progrès urgents à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Il est positif de constater que le pays a entamé des efforts pour instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction et que ses résultats qui sont près de la moyenne dans le domaine Transports le placent au 35e rang des pays de la Francophonie. **Le Burundi doit surveiller ses émissions imputables au secteur des transports pour éviter qu'une augmentation de celles-ci ne provoque des effets négatifs sur ses résultats globaux en matière de changement climatique.** Par ailleurs, le domaine du tourisme soulève des inquiétudes, car les efforts menés par les autorités burundaises ne semblent pas donner la priorité à la durabilité de ce secteur. Aucun élément ne permet non plus d'indiquer l'existence d'un système de recyclage des déchets.

Des progrès supplémentaires peuvent être réalisés pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Cependant, ces efforts n'ont pas encore permis de créer les conditions indispensables aux investissements dans les énergies renouvelables** : le Burundi occupe actuellement la 67e place du classement des pays francophones dans ce domaine. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le Burundi devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Il est également urgent de réaliser des progrès dans la dimension **Environnement**. La plupart des indicateurs du GGEI font état de résultats préoccupants : le Burundi est dans le bas des classements Agriculture, Qualité de l'air, Traitement des eaux usées, Eau et assainissement et Forêts, des domaines qui participent clairement au bien-être économique, environnemental et social. La situation est légèrement meilleure pour ce qui est des Forêts, le pays occupant la 34e place. Le Burundi doit placer ces domaines environnementaux au centre de ses prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans les prochaines éditions du GGEI, il devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **46**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **50**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **9**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7626 **2**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8996 **6**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4459 **24**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9382 **11**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **57**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **35**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **73**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **67**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **23**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **30**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **34**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2596 **57**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0477 **75**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **62**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0586 **76**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,1999 **61**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0121 **78**/78

Forêts
IPE
0,5397 **34**/78

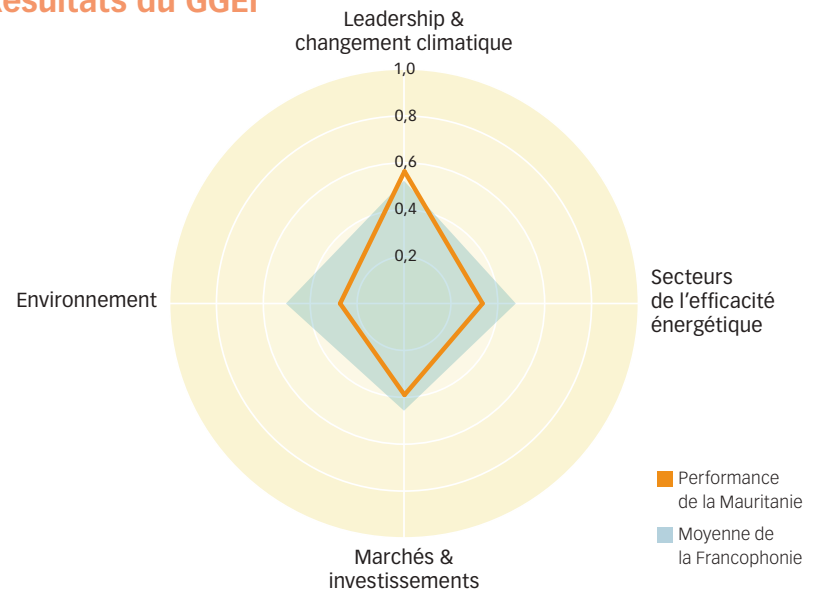
CENTILE **CLASSEMENT**

MAURITANIE

0,3902
72/78

0,3792
72/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Mauritanie figure au bas du classement général des pays de la Francophonie, où elle occupe la 72e place. Ses résultats sont relativement bons dans la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI, mais elle devra sensiblement progresser dans les trois autres, en particulier Secteurs de l'efficacité énergétique et Environnement.

Leadership et changement climatique

La Mauritanie présente une économie à faible intensité carbone comparativement aux autres pays de la Francophonie et occupe ainsi la 19e place dans le domaine du changement climatique. **En revanche, la part du renouvelable dans sa production d'électricité est presque nulle** ; elle figure donc au bas de ce classement parmi les pays francophones. Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays doit toutefois commencer à traduire ces efforts en actions concrètes en matière de décarbonisation de son économie.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Il est positif de constater que la Mauritanie semble avoir engagé des efforts dans le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources : une augmentation du taux de recyclage des déchets a été observée lors de l'établissement du GGEI, et le pays occupe la 36e place dans ce classement de la Francophonie. En revanche, parmi les points plus inquiétants, **aucun signe ne témoigne de l'instauration de pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction** ; les autorités ne semblent pas avoir mis en place de programme ni de plateforme de communication pour promouvoir le tourisme durable ; et aucune donnée mesurant les émissions imputables au secteur des transports n'a pu être recueillie. Les secteurs de la construction et des transports peuvent avoir un effet considérable sur l'ensemble des résultats liés au changement climatique. La collecte et le suivi des données y afférentes constituent ainsi une première étape pour s'assurer des avancées en cours dans ce domaine du GGEI.

D'autres progrès peuvent être accomplis dans la dimension **Marchés et investissements**. Les autorités ne semblent pas donner la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. Toutefois, certains signes indiquent que les conditions sont de plus en plus favorables aux investissements dans les énergies renouvelables. **La Mauritanie arrive à la 13e place de ce classement parmi les pays de la Francophonie, et bien que le taux de nouvelles installations soit relativement bas, cette tendance va dans la bonne direction.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les progrès sont également urgents dans la dimension **Environnement**. La situation est particulièrement préoccupante s'agissant de quatre domaines : Traitement des eaux usées, Eau et assainissement, Biodiversité et habitat et Pêche et aquaculture, dans lesquels la Mauritanie se classe respectivement 75e, 61e, 72e et 62e. Les liens sont évidents entre ces quatre domaines et le bien-être économique, environnemental et social. Les résultats sont légèrement meilleurs en ce qui concerne l'Agriculture (43e) et la Qualité de l'air (35e). Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, la Mauritanie devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **64**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **67**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **36**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7247 **26**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5811 **38**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **68**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1360 **76**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **71**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **47**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,4257 **36**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,6803 **13**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **55**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **58**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **68**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4081 **43**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4895 **35**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **75**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1321 **61**/78

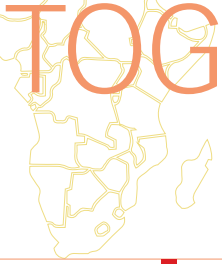
Biodiversité et habitat
IPE
0,0317 **72**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,2009 **62**/78

Forêts
IPE
0,5917 **29**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

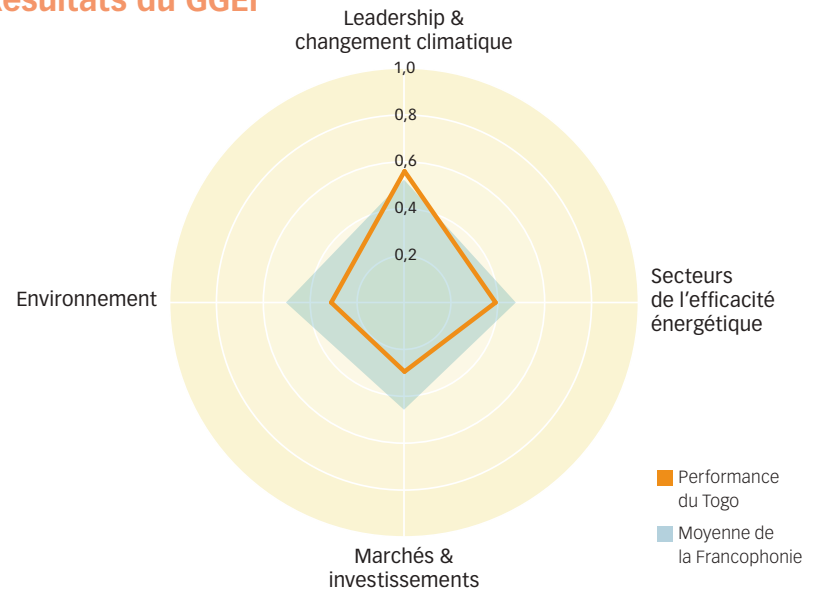
TOGO



0,3889
73/78

0,4069
36/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Togo occupe la 73e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats les plus probants concernent la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. De sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Leadership et changement climatique

Le Togo présente une économie à faible intensité carbone comparativement aux autres pays de la Francophonie et occupe ainsi la 20e place du classement du GGEI sur le changement climatique. **La part élevée du renouvelable dans la production d'électricité est l'un des facteurs déterminants de ces résultats probants**, et le pays figure à la huitième place de la Francophonie dans ce domaine. Au niveau national et lors de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont indiqué clairement que, même si la contribution du pays aux émissions mondiales est faible, celui-ci s'emploiera à la réduire et prendra des initiatives en matière d'adaptation au changement climatique pour faire évoluer les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de l'utilisation des terres. Pour maintenir ces résultats probants, il sera impératif de poursuivre ces efforts, mais aussi de réduire la vulnérabilité climatique de la population.

Autres dimensions du GGEI

Malgré les signaux favorables donnés par les dirigeants du pays, des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Il est positif de constater que le Togo commence à promouvoir le tourisme durable au moyen de plateformes de communication gérées par les pouvoirs publics. Parmi les points plus préoccupants, **aucun effort ne semble être mené pour instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction, et le Togo est l'un des pays de la Francophonie les plus mal classés dans le domaine Transports**, une situation qui, si elle persiste, pourrait faire baisser les résultats globaux du pays en matière de changement climatique. Aucune donnée n'a pu être collectée sur le recyclage des déchets, ce qui donne à penser que le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources est encore peu développé.

D'autres améliorations doivent être apportées dans la dimension **Marchés et investissements**. Les autorités ne semblent pas accorder la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Cette orientation doit être exploitée pour que les donateurs et investisseurs étrangers soient mieux informés quant aux possibilités d'investissements verts au Togo.** Une intensification des efforts dans le domaine pourrait également favoriser les conditions d'investissement dans les énergies renouvelables, domaine dans lequel le Togo occupe actuellement la 61e place parmi les pays de la Francophonie. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les progrès sont également urgents dans la dimension **Environnement**. La situation est particulièrement préoccupante s'agissant de trois domaines : Qualité de l'air, Traitement des eaux usées et Eau et assainissement, dans lesquels le Togo occupe respectivement les 69e, 78e et 64e places. Les liens évidents qui existent entre ces trois domaines et le bien-être économique, environnemental et social soulignent l'importance, pour les décideurs politiques, de remédier à ces faibles résultats. La situation est également inquiétante en ce qui concerne les domaines Agriculture (47e) et Biodiversité et habitat (50e), tandis qu'elle est légèrement meilleure dans le domaine de la pêche. Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans les prochaines éditions du GGEI, le Togo devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **73**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **75**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **54**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7498 **15**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5559 **39**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **77**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9624 **8**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **51**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,0034 **76**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **62**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3005 **61**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **73**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **73**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **77**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,3771 **47**/78

Qualité de l'air
IPE
0,1761 **69**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **78**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1202 **64**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,4358 **50**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6308 **27**/78

Forêts
IPE
0,3783 **45**/78

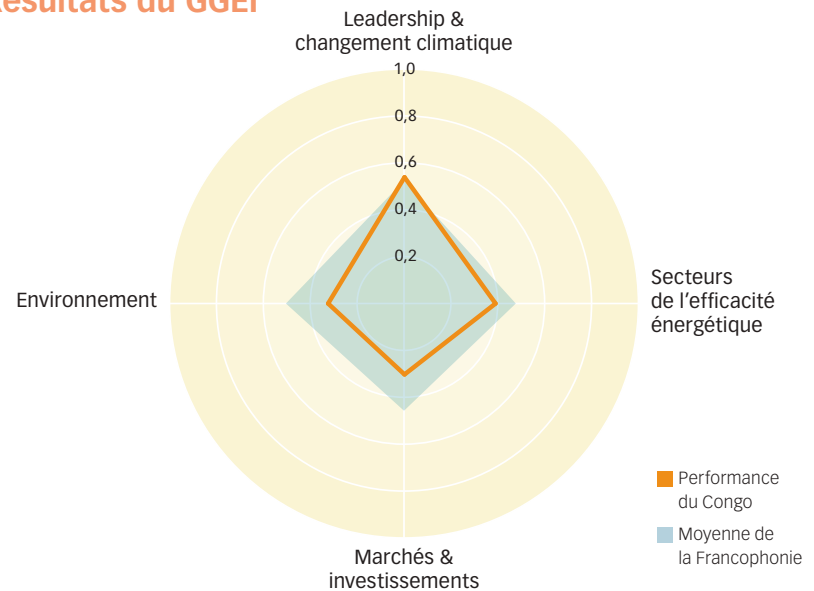
CENTILE **CLASSEMENT**

CONGO

0,3888
74/78

0,3860
56/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Congo figure au bas du classement général des pays de la Francophonie, où il occupe la 74e place. Ses résultats sont relativement modérés dans la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI, mais il devra sensiblement progresser dans les trois autres, en particulier Marchés et investissements et Environnement.

Leadership et changement climatique

La faible intensité carbone de son économie comparativement aux autres pays de la Francophonie place le Congo au 17e rang du classement sur le changement climatique. Le pays devrait surveiller les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) afin de garantir la pérennité de ces résultats probants. **En outre, les énergies renouvelables comptent pour une large part dans la production d'électricité du Congo, qui se situe ainsi à la 20e place du classement des pays francophones dans ce domaine.** Le maintien de cette part élevée du renouvelable devrait être considéré comme une priorité. Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Le Congo devrait poursuivre ces efforts afin de conserver son rang élevé dans le classement de la dimension Leadership et changement climatique du GGEI.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. L'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que le Congo aurait entrepris d'instaurer des pratiques de construction durable dans le secteur du bâtiment. **Occupant la 68e place, le Congo est l'un des pays les moins bien classés dans le secteur des transports, lequel est aussi largement responsable des émissions.** Si le Congo ne parvient pas à améliorer ces résultats ni à réduire l'empreinte écologique globale de ces deux secteurs, son classement dans le domaine du changement climatique pourrait se dégrader. Par ailleurs, les efforts menés par les autorités congolaises dans le domaine du tourisme ne semblent pas donner la priorité à la dimension durable. Aucune donnée n'a pu être collectée sur le recyclage des déchets au Congo, ce qui donne à penser que le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources y est peu couvert. Le recensement de données concernant ces domaines est essentiel au suivi et à l'amélioration des résultats au fil du temps.

Des progrès peuvent être réalisés pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Actuellement, les efforts des autorités visant à promouvoir les investissements ne semblent pas donner la priorité à l'aspect écologique. **En mettant davantage l'accent sur les possibilités d'investissement auprès des donateurs et des investisseurs étrangers, les dirigeants congolais pourraient commencer à observer une plus grande participation de ceux-ci.** Les conditions ne sont pas très favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, comme en témoigne le classement médiocre du Congo, qui arrive à la 48e place parmi les pays de la Francophonie. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les progrès sont également urgents dans la dimension **Environnement**. Les résultats sont particulièrement préoccupants dans trois domaines : Qualité de l'air, Traitement des eaux usées et Eau et assainissement, pour lesquels le Congo occupe respectivement les 76e, 55e et 66e places. Les liens sont évidents entre ces trois domaines et le bien-être économique, environnemental et social. Le pays affiche de meilleurs résultats dans les domaines Biodiversité et habitat et Forêts, classé respectivement 18e et 30e parmi les pays francophones. Il doit placer ces domaines environnementaux au centre de ses prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans le cadre du GGEI, le Congo devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,0041 **77**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **54**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **16**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7295 **23**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8164 **11**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **59**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,7549 **20**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **61**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3612 **68**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **47**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3319 **48**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **30**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **37**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **63**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,3055 **51**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0082 **76**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,2594 **55**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1038 **66**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8102 **18**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,2097 **61**/78

Forêts
IPE
0,5840 **30**/78

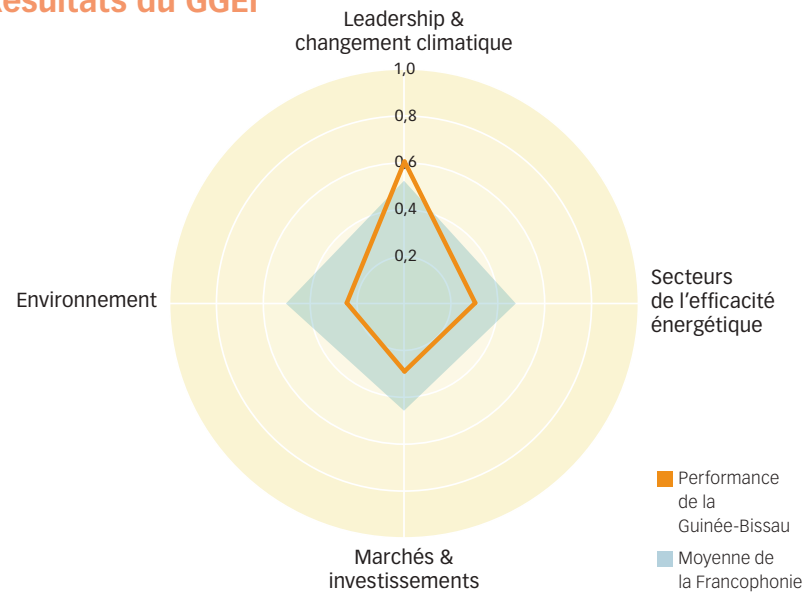
CENTILE **CLASSEMENT**

GUINÉE-BISSAU

0,3607
75/78

0,3792
67/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Guinée-Bissau occupe la 75e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats dans chacune des quatre dimensions du GGEI peuvent être améliorés.** Les plus probants concernent Leadership et changement climatique, tandis que d'importants progrès sont nécessaires dans les trois autres.

Leadership et changement climatique

La Guinée-Bissau présente une économie à faible intensité carbone comparativement aux autres pays de la Francophonie et occupe ainsi la neuvième place dans le domaine du changement climatique. Pour s'assurer du maintien de cette position, elle devrait surveiller de près les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB). **Malheureusement, les travaux d'établissement du GGEI n'ont pas permis de déceler la présence d'énergies renouvelables dans la production d'électricité du pays.** Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. La Guinée-Bissau devrait multiplier ces efforts afin de conserver son rang dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Lors de l'établissement du GGEI, peu de signes ont permis d'indiquer que le pays avait entrepris d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction. Il n'a pas été possible de collecter de données sur le recyclage des déchets ni sur les émissions imputables au secteur des transports. **La collecte de données sur ces domaines est essentielle au suivi et à l'amélioration des résultats au fil du temps.** Il est particulièrement important d'assurer un suivi des données sur le secteur des transports, qui est aussi largement responsable des émissions, car l'expansion de ce domaine pourrait faire baisser les résultats du pays en matière de changement climatique. Par ailleurs, les efforts menés par les autorités de la Guinée-Bissau pour promouvoir le tourisme semblent peu donner la priorité à la dimension durable de ce secteur.

Plusieurs domaines de la dimension **Marchés et investissements** peuvent être améliorés. D'après les travaux d'établissement du GGEI, il ne semble pas que les autorités aient commencé à promouvoir en priorité les investissements verts, ce qu'elles pourraient faire en informant davantage les donateurs et investisseurs étrangers sur ce domaine. Ces efforts sont importants, car ils permettent de faire connaître les possibilités d'investissement dans le pays sur les marchés mondiaux. **Ils peuvent également contribuer à améliorer les conditions pour les investissements dans les énergies renouvelables en Guinée-Bissau, qui occupe actuellement la 73e place de ce classement parmi les pays de la Francophonie.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les progrès sont également urgents dans la dimension **Environnement**. Les résultats sont inquiétants dans tous les domaines du GGEI, hormis Biodiversité et habitat, dans lequel la Guinée-Bissau arrive à la 28e place. Elle se situe au bas des classements de la Francophonie dans tous les autres domaines de cette dimension (Agriculture, Qualité de l'air, Traitement des eaux usées, Eau et assainissement, Pêche et aquaculture, Forêts). Ces domaines environnementaux participent clairement du bien-être économique, environnemental et social dans le pays et doivent être placés au centre de ses prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, la Guinée-Bissau devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **56**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **63**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **29**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7559 **9**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7871 **17**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **65**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1360 **75**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **65**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5464 **44**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2694 **55**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **73**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **46**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **50**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **67**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2575 **58**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3642 **53**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **70**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1023 **68**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7381 **28**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0998 **69**/78

Forêts
IPE
0,0924 **74**/78

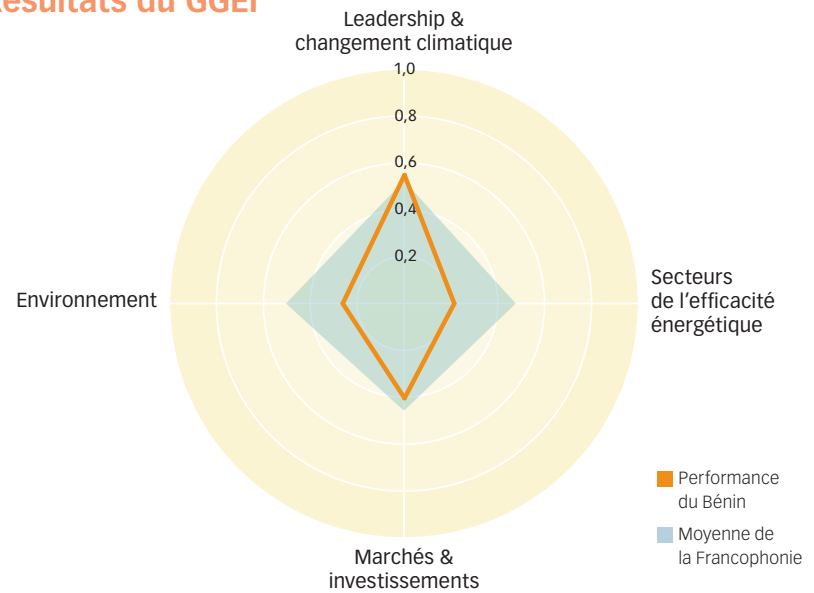
CENTILE **CLASSEMENT**

BÉNIN

0,3569
77/78

0,4069
35/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Bénin figure au bas du classement général des pays de la Francophonie, où il occupe la 77e place. Ses résultats sont relativement bons dans la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI, mais il devra sensiblement progresser dans les trois autres, en particulier Secteurs de l'efficacité énergétique et Environnement.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie béninoise est modérée comparativement aux autres pays francophones. Cela étant, les résultats du pays dans ce domaine sont inférieurs à ceux de nombreux pays africains. Cette situation est principalement due au niveau assez élevé des émissions par unité de PIB du Bénin, un problème amplifié par le fait que **la part du renouvelable dans sa production d'électricité est presque nulle**, ce qui explique ses mauvais résultats parmi les pays de la Francophonie dans cette dimension. Les responsables politiques ont pris **certains engagements en faveur de la croissance économique verte et des mesures à l'appui de celle-ci**, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales. Pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le Bénin doit toutefois commencer à traduire ces efforts en actions concrètes en matière de décarbonisation de son économie.

Autres dimensions du GGEI

Le Bénin a des progrès urgents à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Parmi les points positifs, le pays a entamé des efforts pour instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction et pour développer un tourisme durable au moyen de programmes et plateformes de communication gérés par les pouvoirs publics. En revanche, il est plus préoccupant de constater que **le Bénin est dernier du classement des pays de la Francophonie dans le domaine Transports** et qu'**il doit donc progresser à cet égard pour améliorer ses résultats globaux en matière de changement climatique.** De même, aucun élément ne permet d'établir qu'il existe un système de recyclage des déchets. Les faibles résultats dans ces domaines (ainsi que la part minime du renouvelable dans la production d'électricité) expliquent que le Bénin soit si mal classé dans la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique.

D'autres progrès peuvent être accomplis dans la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Cette orientation devrait être approfondie afin de favoriser les investissements dans les énergies renouvelables, car le Bénin occupe actuellement la 62e place du classement des pays francophones dans ce domaine.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le Bénin devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les progrès sont également urgents dans la dimension **Environnement**. La situation est particulièrement préoccupante s'agissant de trois domaines : Qualité de l'air, Eau et assainissement et Forêts, dans lesquels le Bénin occupe respectivement les 67e, 72e et 69e places. Les liens sont évidents entre ces trois indicateurs et le bien-être économique, environnemental et social. Les résultats sont également inquiétants en ce qui concerne Traitement des eaux usées (59e) et Pêche et aquaculture (55e), bien que ceux d'Agriculture et de Biodiversité et habitat soient légèrement meilleurs. Le Bénin doit placer ces domaines environnementaux au centre de ses prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, il devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **43**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **5**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **5**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7358 **20**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,3258 **58**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3887 **32**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1399 **70**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **35**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,0000 **78**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **70**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3001 **62**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **19**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **26**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **23**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4559 **38**/78

Qualité de l'air
IPE
0,1846 **67**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,1144 **59**/78

Eau et assainissement
IPE
0,0827 **72**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5576 **43**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3212 **55**/78

Forêts
IPE
0,1284 **69**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

GAMBIE

La Gambie a pris de forts engagements en faveur de la lutte contre les effets néfastes du changement climatique, **tant sur le plan de l'atténuation que sur celui de l'adaptation**. Les responsables politiques doivent axer leurs efforts sur la réalisation de ces objectifs tout en corrigeant la performance environnementale préoccupante du pays.

Atténuation du changement climatique

Les CPDN soumises par la Gambie à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques ont été largement saluées du fait qu'elles figurent parmi les plus ambitieuses, le pays ayant annoncé son intention de réduire ses émissions d'environ 44 % d'ici à 2025. Cette aspiration représente un premier pas positif dans l'organisation des dirigeants politiques, des chefs d'entreprises et de la population en général en vue d'améliorer les résultats globaux du pays en matière de changement climatique. Les deux principaux indicateurs de ce domaine du GGEI – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – devraient être surveillés de près afin de s'assurer que ces forts engagements pris au niveau mondial se concrétisent. En outre, la part du renouvelable dans la production d'électricité du pays est actuellement presque nulle. L'amélioration des conditions relatives aux investissements dans ce secteur et l'intensification des efforts des autorités visant à promouvoir ceux-ci devraient permettre d'atteindre une part de 10 % de renouvelable dans la production d'électricité en 2020, comme la Gambie s'y est engagée.

Adaptation au changement climatique

La Gambie est assez vulnérable au changement climatique et, compte tenu de sa petite superficie et de sa faible population, des efforts d'adaptation doivent venir appuyer ceux d'atténuation. **À cet égard, la collecte de données est l'une des démarches que le pays pourrait approfondir.** Le matériel de prévision météorologique de qualité supérieure permet aux agriculteurs de recevoir des informations plus à jour sur l'approche des tempêtes, dont il est de plus en plus difficile de prévoir la fréquence et l'intensité en raison du changement climatique. Des efforts en ce sens aideraient à protéger les récoltes des crues soudaines et à repérer les nouvelles tendances climatiques en vue de choisir les cultures et les systèmes d'exploitation agricole les mieux adaptés. Une meilleure collecte des données peut également contribuer à l'augmentation des rendements de la pêche grâce à la mise à jour des systèmes de prévision des tempêtes et des autres événements susceptibles de réduire la taille des captures.

Performance environnementale

Outre la réduction de ses émissions, la Gambie doit mettre l'accent sur divers aspects de sa performance environnementale qui doivent être améliorés. **Elle figure parmi les pays les plus mal classés dans la plupart des domaines de la dimension Environnement du GGEI.** Les indicateurs Agriculture, Qualité de l'air, Traitement des eaux usées, Eau et assainissement et Biodiversité et habitat affichent ainsi de modestes résultats qui placent le pays au bas de ces classements de la Francophonie. Du point de vue de l'économie verte, l'environnement, l'économie et le bien-être social sont par nature indissociables ; aussi, la dégradation de la qualité de l'air et de l'eau a des conséquences néfastes sur la santé publique, ce qui entraîne des retombées négatives en matière de productivité du travail humain et de production économique. L'agriculture représente un élément essentiel de l'économie gambienne ; la préservation de la qualité des sols et de la productivité des terres est donc indispensable pour garantir des perspectives économiques favorables dans le pays. Les CPDN définies par la Gambie lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques prévoyaient diverses démarches en ce sens, comme la proposition de remplacer les cultures de riz inondé par des cultures de riz sec, ou l'amélioration de la gestion des forêts par l'utilisation de cuisinières plus efficaces afin de réduire la surexploitation des ressources forestières.

EUROPE

4.2 Pays européens de la Francophonie

Le GGEI a recueilli des données concernant 29 pays européens de la Francophonie. Les principaux points à retenir de cette analyse sont que **les pays de la région Europe-Francophonie réduisent globalement l'intensité des émissions de leurs économies, mais pas assez rapidement ; ces pays affichent des progrès inégaux en matière de décarbonisation de leurs principaux secteurs de l'efficacité énergétique ; enfin, ils ne s'impliquent pas au même degré envers les initiatives de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable et l'innovation en matière de produits et services durables.** Plus particulièrement :

- Neuf pays de l'Europe-Francophonie figurent dans le premier quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. La Suisse, l'Autriche et la France obtiennent les résultats les plus probants de ce premier quintile.
- Huit pays de l'Europe-Francophonie se situent dans le deuxième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. De nombreuses économies européennes de plus petite taille de ce deuxième quintile enregistrent de mauvaises performances liées au changement climatique, mais une performance environnementale plus élevée.
- Trois pays de l'Europe-Francophonie sont classés dans le troisième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays font face à des difficultés pour ce qui est de l'intensité des émissions de leurs économies et affichent des progrès limités en matière de décarbonisation de leurs différents secteurs.
- Cinq pays de l'Europe-Francophonie se trouvent dans le quatrième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays enregistrent une intégration plus limitée des énergies renouvelables dans leur économie et affichent des progrès limités en matière de décarbonisation de leurs différents secteurs.
- Quatre pays de l'Europe-Francophonie figurent dans le dernier quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Dans ces pays, l'intensité des émissions est anormalement élevée et les progrès accomplis sont limités dans la plupart des domaines couverts par le GGEI.

	Classement	Pays
1er quintile	1-16	Suisse, Autriche, France, Monaco, Belgique, Grèce, Hongrie, Andorre, Albanie
2e quintile	17-31	Luxembourg, Lituanie, Géorgie, Slovénie, Croatie, République tchèque, Roumanie, Estonie
3e quintile	32-48	Lettonie, Chypre, Slovaquie
4e quintile	49-63	Arménie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Pologne, Monténégro, Bulgarie
5e quintile	64-78	Serbie, Moldavie, Ukraine, Bosnie-Herzégovine

Leadership et changement climatique

Les pays européens de la Francophonie sont largement perçus comme des chefs de file en matière de changement climatique et d'économie verte. La France est peut-être l'exemple le plus évident : l'enquête du GGEI auprès d'experts n'a pas permis d'établir qu'elle était largement reconnue, par le passé, comme un chef de file dans le domaine du changement climatique, mais cela a changé de manière radicale après que la France a accueilli la Conférence de Paris sur les changements climatiques en 2015. La Pologne est un autre exemple puisqu'elle a organisé deux Conférences des Parties récemment : la première à Varsovie, en 2013 ; la seconde à Katowice, en 2018.

Ce leadership étant désormais établi, l'analyse du GGEI fournit des éclairages visant à comprendre s'il se traduit véritablement par des améliorations de la performance dans les pays européens de la Francophonie. **S'agissant de la performance en matière de changement climatique, le bilan est mitigé.** D'une part, de nombreux pays de l'Europe-Francophonie ont réalisé des progrès liés à la réduction des émissions par unité de PIB dans leur économie, ce qui montre que la croissance économique dans ces marchés commence à être « découplée » de l'augmentation des émissions (voir le tableau 7). D'autre part, le programme Climate Action Tracker classe ces efforts des pays européens de la Francophonie comme « insuffisants », ce qui signifie qu'ils ne sont pas suffisants pour éviter que le réchauffement climatique ne dépasse 1,5 °C[1].

1. Pour un complément d'information sur ce programme, voir <https://climateactiontracker.org>.

Ces engagements ne sont pas encore suffisants sur le plan des contributions globales à la réduction des émissions, mais les résultats sont inégaux pour ce qui est de la performance en matière de changement climatique au sein de la région Europe-Francophonie. En effet, dans cette région, la moitié des pays se classe dans le dernier quintile s'agissant de la performance en matière de changement climatique. Une grande partie de ces pays se situent en Europe de l'Est et disposent d'infrastructures énergétiques relativement anciennes et ayant donc un rendement énergétique inférieur à la moyenne. Alors que la tendance sur cinq ans des émissions par unité de PIB pour l'ensemble de ces pays est semblable à celle des pays énumérés au tableau 7, ces taux de décarbonisation n'augmentent tout simplement pas assez vite[2].

Tableau 7 : Résultats les plus élevés atteints en matière d'émissions par unité de PIB

Pays	Résultats du GGEI 2018 (émissions par unité de PIB, en PPA, en kilogrammes)	Tendance sur cinq ans (taux de variation)
Belgique	0,20	–17 %
France	0,12	–20 %
Pologne	0,30	–21 %
Slovaquie	0,19	–27 %
Suisse	0,08	–20 %

Secteurs de l'efficacité énergétique

Des améliorations en matière d'efficacité énergétique peuvent être réalisées dans de nombreux secteurs des pays européens de la Francophonie. La mise au point de technologies peut favoriser ces améliorations de l'efficacité énergétique en déterminant l'infrastructure la moins efficace à cibler au moyen d'incitations. De nombreuses villes des pays européens de la Francophonie comprennent des quartiers dont les bâtiments résidentiels et commerciaux anciens ont un rendement énergétique inférieur. **Collecter des données sur l'efficacité énergétique variable des bâtiments dans ces quartiers peut renseigner sur les domaines dans lesquels des mesures incitatives ou d'autres interventions publiques sont les plus nécessaires pour encourager les investissements dans l'amélioration de l'efficacité énergétique.** De même, dans le secteur des transports, le recueil de données sur les types de véhicules ayant la plus faible efficacité énergétique peut aboutir à des mesures publiques incitant au renouvellement du parc automobile ou à la mise en place de nouveaux moyens de transport public. Le GGEI a permis de mieux comprendre la performance des pays européens de la Francophonie relative à la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique :

- Certains pays de l'Europe-Francophonie affichant des performances relativement modestes en matière de changement climatique, dont l'Estonie, la Hongrie, la République tchèque, la Serbie et la Roumanie, obtiennent de bons résultats s'agissant des **bâtiments** écologiques. Ces résultats sont fondés sur les données relatives à la certification LEED dans chaque pays. La disponibilité des données tirées de programmes comparables connus de certification de bâtiments durables en Europe, dont le BREEAM (Royaume-Uni), le DGNB (Allemagne) et le concept HQE (France), améliorerait la mesure de ce domaine par le GGEI. Toutefois, à l'heure actuelle, ces programmes ne font pas l'objet de rapports systématiques accessibles par le public.
- Parmi les 29 pays européens de la Francophonie faisant l'objet d'un suivi dans le cadre du GGEI, seuls 12 ont une contribution d'énergie renouvelable à la production d'électricité supérieure à la moyenne de la Francophonie[3]. Tout comme le rythme de la réduction des émissions, celui du développement des énergies renouvelables est trop lent.
- Les pays européens de la Francophonie obtiennent des résultats très inégaux dans le domaine des **transports**. La Suisse, la Roumanie et la Slovaquie se classent dans le premier quintile, tandis que le Luxembourg, la Moldavie et l'Arménie sont proches du dernier quintile. Les résultats sont assez semblables dans le domaine de l'**efficacité de l'utilisation des ressources**, la Slovénie, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg enregistrant certains des niveaux les plus élevés de recyclage des déchets, tandis que l'Arménie, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie et la Serbie affichent certains des plus bas.
- S'agissant du **tourisme durable**, la Slovénie, l'Autriche, Chypre et la Suisse sont parmi les mieux classés du GGEI, mais ce dernier a décelé sept pays européens de la Francophonie où aucun effort n'a été déployé pour promouvoir le tourisme durable sur les plateformes gérées par les autorités ni dans leurs moyens de communication[4].

2. Les données les plus récentes recueillies pour l'établissement du GGEI montrent que la moyenne des émissions par unité de PIB, pour ces huit pays de la région Europe-Francophonie du dernier quintile de la performance en matière de changement climatique, est de 0,42, soit le double de la moyenne des pays de la Francophonie (0,21).
3. La moyenne de la Francophonie est de 33,60 % et les douze pays suivants dépassent ce niveau : l'Albanie, l'Andorre, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Géorgie, la Lettonie, la Lituanie, le Monténégro, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse.
4. Ce sont la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, le Luxembourg, la Moldavie et l'Ukraine.

Marchés et investissements

Les nouveaux marchés verts et les investissements y afférents aideront à développer des technologies permettant d'améliorer l'efficacité dans des secteurs tels que le bâtiment, l'énergie, les transports, et l'efficacité de l'utilisation des ressources. Dans l'enquête du GGEI sur la perception des experts, de nombreux pays européens de la Francophonie sont reconnus comme des cibles attrayantes pour les investissements verts, ainsi que des marchés prospères pour l'innovation en matière de produits et services durables, et pour la multiplication des initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. Toutefois, les marchés verts de la région Europe-Francophonie, tant pour le lieu où les experts les situent que pour ceux qui obtiennent de bons résultats en matière de performance dans le cadre du GGEI, sont assez concentrés : les meilleurs résultats sont enregistrés par la Suisse, l'Autriche, la France et, dans une moindre mesure, la Belgique et la Hongrie.

Cette constatation semble indiquer que les pays comme la Suisse, l'Autriche et la France, qui tiennent une place de chef de file en matière d'écologie à l'échelle mondiale et qui, par conséquent, ont des marchés intérieurs verts qui se développent, ont notamment pour rôle d'établir des liens entre ces nouvelles entreprises et technologies et d'autres pays membres de l'Europe-Francophonie. **L'échange de connaissances et le transfert des technologies diffuseront de nouveaux produits plus perfectionnés liés à l'efficacité énergétique, ainsi que des expériences relatives à la façon dont les entreprises mesurent leur performance en matière de durabilité.** Le GGEI a permis de mieux comprendre la performance des pays européens de la Francophonie relative à la dimension Marchés et investissements :

- La majeure partie des pays européens de la Francophonie dont la part du renouvelable dans la production d'électricité est plus élevée que la moyenne figurent également en bonne position pour la vitalité de leur **économie nationale en matière d'investissements dans les énergies renouvelables**. Ce fait renforce la relation existante entre l'attractivité des investissements d'un marché donné et la probabilité d'accroître les flux d'investissements.
- Parmi les pays européens de la Francophonie, le Luxembourg, l'Autriche, la Moldavie et la Hongrie se placent en tête dans le domaine des efforts déployés par les autorités pour **promouvoir et faciliter les investissements verts**. D'autres pays de cette région devraient prendre en compte ces efforts pour intégrer les meilleures pratiques dans leurs propres efforts futurs[5].
- **L'innovation verte** dans la région Europe-Francophonie est relativement concentrée dans un petit nombre de pays, la Suisse, l'Autriche, la Belgique, la France et la Hongrie enregistrant la majorité des brevets verts et abritant les jeunes entreprises vertes les plus viables sur le plan commercial.
- Les initiatives en matière de **responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable** sont mieux réparties, la France et la Suisse affichant les meilleurs résultats, mais des balbutiements d'initiatives ont également été relevés en République tchèque, en Estonie, en Grèce, en Hongrie, au Luxembourg, en Roumanie, en Lettonie, en Pologne et en Slovaquie. Mettre l'accent sur le développement de ces initiatives dans les pays européens de la Francophonie devrait également contribuer à favoriser l'établissement de liens relatifs à de nouveaux produits et services durables dans l'ensemble du continent.

Environnement

La dimension Environnement du GGEI fait ressortir des résultats probants dans la majorité des pays européens de la Francophonie. La Suisse, l'Autriche, la France et la Grèce obtiennent des résultats probants dans presque tous les domaines. La Hongrie se positionne en tête du classement de la Francophonie dans le domaine Agriculture, le Luxembourg et la Pologne dans Biodiversité et habitat, l'Estonie dans Pêche et aquaculture, et la Géorgie dans Forêts. À l'instar des autres domaines du GGEI, ces pays les plus performants adoptent souvent une approche de la performance environnementale qui peut être étudiée et adaptée par d'autres membres de la Francophonie cherchant à améliorer leur propre performance. Plus généralement, étant établi que les pays européens de la Francophonie sont les chefs de file de l'innovation en matière de produits et services durables, **ces connaissances et développements de produits devraient être appliqués à certains des défis environnementaux les plus urgents dans d'autres régions de la Francophonie, notamment dans la région Afrique-Francophonie** (voir le tableau 6 : Domaines environnementaux du GGEI et ODD connexes).

La gestion environnementale de la qualité de l'air, des ressources en eau, de la pêche et des forêts doit être améliorée d'urgence dans la région Afrique-Francophonie. Bon nombre des pays ayant obtenu de bons résultats sur ces mêmes questions environnementales dans les pays européens de la Francophonie accusent toujours un certain retard dans l'innovation des produits et services durables. Une approche ciblée de l'innovation dans ces domaines pourrait aboutir à ce que les deux régions de la Francophonie y gagnent, améliorant par la même occasion les résultats environnementaux et sociaux. Cette perspective intégrée de l'innovation et de l'environnement est un autre exemple de la façon dont une approche de l'économie verte peut être structurée pour la planification du développement et la coopération au développement.

5. Les principaux sites Internet sur la promotion des investissements sont, pour le Luxembourg, <https://www.tradeandinvest.lu/invest-in-luxembourg> ; pour l'Autriche, <https://investinaustria.at/fr> ; pour la Moldavie, <http://www.miepo.md/invest-moldova> ; pour la Hongrie, <https://hipa.hu/main>.

Tableau 8 : Domaines environnementaux du GGEI et éco-innovation

Domaines environnementaux du GGEI	Pays européens de la Francophonie figurant dans le premier quintile du GGEI	Exemples d'éco-innovation
Qualité de l'air	France, Luxembourg, Suisse, Grèce, Belgique, Chypre	Purification de l'air, surveillance de la qualité de l'air, prévisions de la pollution.
Eau et assainissement	Grèce, Suisse, Luxembourg, France, Belgique, Autriche, Chypre, Monténégro, Bosnie-Herzégovine	Filtrage de l'eau à faible coût, gestion numérique de la distribution d'eau, filtration des virus, toilettes à économie d'eau.
Pêche et aquaculture	Estonie, Grèce	Systèmes de collecte de données, système de suivi en code source libre, aquaculture.
Forêts	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Suisse, Serbie	Systèmes de collecte de données, intelligence artificielle prédictive (déforestation), bioacoustique.

Priorités établies par le GGEI pour la région Europe-Francophonie

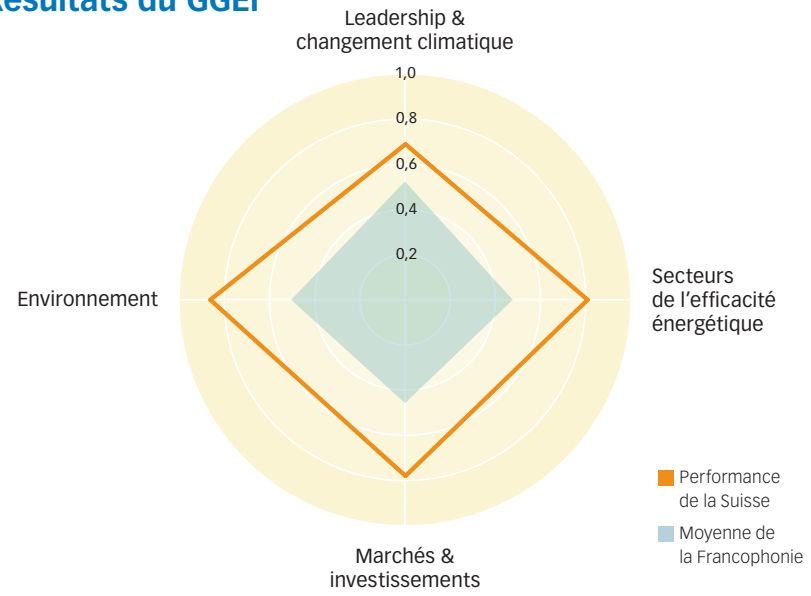
- Accélérer le rythme des réductions d'émissions et découpler la croissance du PIB de la croissance des émissions dans le but d'atteindre une amélioration visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.
- Améliorer la répartition des marchés et innovations vertes dans la région Europe-Francophonie, tant sur le plan des transferts de technologies vertes entre pays que sur ceux de l'augmentation des taux d'innovation verte et de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable dans la région Europe-Francophonie.
- Coordonner l'éco-innovation et le transfert de technologies en vue de relever les défis environnementaux les plus urgents dans les pays africains de la Francophonie.

SUISSE

0,7843
1/78

0,8549
4/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, la Suisse a enregistré des résultats impressionnants. C'est le premier pays de la Francophonie sur le plan de la performance et le quatrième pour ce qui est de l'enquête de perception. Ses résultats dans chacune des quatre dimensions du GGEI peuvent être améliorés, mais les dimensions Leadership et changement climatique et Marchés et investissements offrent les plus grandes possibilités de progresser.

Évaluation des points forts

La Suisse est l'un des rares pays à avoir obtenu des résultats probants dans toutes les dimensions du GGEI. S'agissant des **Secteurs de l'efficacité énergétique**, elle se place en tête des pays pour ce qui est du secteur des transports et de l'engagement en faveur de l'efficacité de l'utilisation des ressources, domaines dans lesquels elle occupe respectivement le deuxième et le quatrième rang. Les autorités ont également engagé des efforts considérables pour promouvoir le tourisme durable, et la Suisse affiche l'une des parts du renouvelable dans la production d'électricité les plus élevées d'Europe. Concernant la construction durable, la Suisse n'arrive qu'à la 28e place des pays de la Francophonie en matière de certification LEED des bâtiments, mais les autres dispositifs de certification qui existent au niveau national permettraient d'afficher des niveaux de certification plus élevés, si des données exhaustives étaient publiées. **Les experts interrogés dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI ont également reconnu les points forts de la Suisse, le pays se classant parmi les dix premiers dans tous les domaines de la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique.**

Les résultats probants de la Suisse transparaissent également dans la dimension **Marchés et investissements**. Le pays est un centre d'innovation verte à l'échelle mondiale, figurant à la sixième place de la Francophonie. **Les entreprises suisses semblent être parmi les meilleures en matière d'intégration des pratiques durables à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement, la Suisse se classant au premier rang dans ce domaine.** Les efforts déployés par les autorités pour promouvoir et faciliter l'investissement sont clairement liés au développement durable, et c'est l'un des facteurs qui contribuent à la vitalité de l'économie verte en Suisse. Des conclusions analogues se dégagent en ce qui concerne la dimension **Environnement**, le pays se classant parmi les dix premiers dans tous les domaines, sauf Agriculture et Biodiversité et habitat. L'enquête de perception du GGEI reconnaît également les points forts de la Suisse dans ces deux dimensions, les experts la reconnaissant comme la plus performante dans chacun des domaines des dimensions Marchés et investissements et Environnement.

Définition des prochaines améliorations

La Suisse doit adopter une approche ciblée dans des domaines spécifiques afin de progresser. À l'instar de nombreux pays européens, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée, le pays se situant à la 33e place du classement des pays de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. Toutefois, la tendance est positive : depuis le premier suivi du pays par le GGEI, les résultats de la Suisse quant aux émissions par habitant et aux émissions par unité de PIB se sont améliorés. Les améliorations futures dans le classement du GGEI dépendront de l'augmentation du rythme de la décarbonisation de l'économie suisse : continuer à diminuer les émissions imputables au secteur du bâtiment, à la production d'énergie et aux transports augmentera le rythme de la croissance économique verte. **Continuer à donner la priorité à ces efforts à l'échelon infranational – par l'intermédiaire des cantons, des communes et des entreprises – accélérera ces taux de décarbonisation et améliorera encore les futurs résultats du pays.**

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **35**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **38**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **52**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,4486 **58**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8579 **7**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4344 **28**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,7876 **18**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9259 **9**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,8944 **2**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,9874 **4**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,5716 **17**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,6899 **6**/78

Entreprises
Méthode GGEI
1,0000 **2**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,8558 **14**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7148 **24**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9137 **8**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8711 **2**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9517 **2**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7140 **31**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9781 **4**/78

Forêts
IPE
0,9008 **8**/78

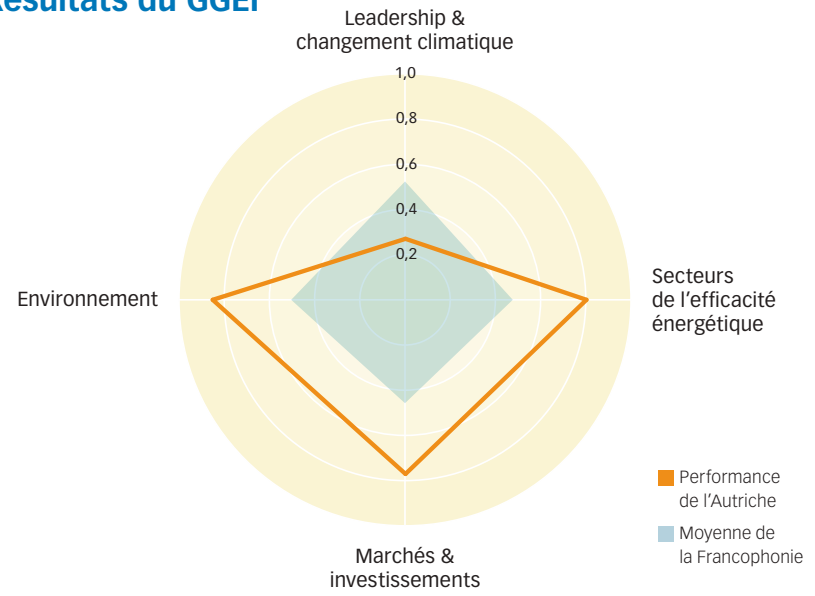
CENTILE **CLASSEMENT**

AUTRICHE

0,6735
2/78

0,5900
8/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, l'Autriche a enregistré des résultats impressionnants. Elle occupe la deuxième place du classement des pays de la Francophonie sur le plan de la performance et la huitième pour ce qui est de l'enquête de perception. Son résultat le plus faible concerne la dimension **Leadership et changement climatique**, à laquelle elle devra apporter une attention particulière afin de progresser.

Évaluation des points forts de l'Autriche

S'agissant des Secteurs de l'efficacité énergétique, l'Autriche se place en tête des pays pour ce qui est de la part du renouvelable dans la production d'électricité et de l'efficacité de l'utilisation des ressources, domaines dans lesquels elle occupe respectivement le dixième et le septième rang. Les efforts engagés par les autorités afin de promouvoir le tourisme durable sont également considérables et ont été renforcés depuis la première évaluation du pays dans le cadre du GGEI. Concernant la construction durable, l'Autriche arrive à la 19e place des pays de la Francophonie en matière de certification LEED des bâtiments, mais les autres dispositifs de certification qui existent au niveau national permettraient d'atteindre des niveaux de certification encore plus élevés, si des données exhaustives étaient publiées. **Les experts interrogés dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI ont également reconnu les points forts de l'Autriche dans ces domaines**, le pays se classant parmi les dix premiers dans chaque domaine de la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique.

Les résultats probants de l'Autriche transparaissent également dans la dimension **Marchés et investissements**. Le pays est un centre d'innovation verte à l'échelle mondiale et figure à la septième place de la Francophonie. **Les grandes entreprises implantées dans le pays semblent également intégrer des pratiques en matière de développement durable dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement**, l'Autriche occupant le cinquième rang dans ce domaine. Les efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements sont clairement intégrés au développement durable : le pays figure en haut du classement de la Francophonie dans ce domaine. Des conclusions analogues se dégagent en ce qui concerne la dimension **Environnement**, le pays se classant parmi les dix premiers ou en étant proche dans tous les domaines, sauf Qualité de l'air et Forêts. Malgré ces points forts, l'Autriche n'obtient pas d'aussi bons résultats dans l'enquête de perception du GGEI, ce qui indique que des possibilités s'offrent aux dirigeants d'améliorer leur communication sur ces points forts, notamment ceux qui sont liés à la vitalité de l'économie verte du pays.

Définition des prochaines améliorations

Outre l'amélioration de sa communication, l'Autriche doit adopter une approche ciblée dans des domaines spécifiques afin de progresser. À l'instar de nombreux pays européens, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée ; ce problème se reflète dans les **résultats décevants de l'Autriche, qui arrive à la 51e place dans le classement du changement climatique des pays de la Francophonie**. Toutefois, la tendance est positive : depuis le premier suivi du pays par le GGEI, les résultats de l'Autriche quant aux émissions par habitant et aux émissions par unité de PIB se sont améliorés. La part du renouvelable dans la production d'électricité s'est également nettement accrue au cours de la même période. Les améliorations futures dans le classement du GGEI dépendront de l'augmentation du rythme de la décarbonisation de l'économie autrichienne : continuer à diminuer les émissions imputables aux secteurs du bâtiment, de la production d'énergie et des transports augmentera le rythme de la croissance économique verte.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **42**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **48**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **62**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,2619 **69**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6216 **33**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5215 **19**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9399 **10**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9712 **6**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6664 **21**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,9042 **7**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,5852 **16**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,5896 **7**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **5**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9894 **2**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9787 **1**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8074 **19**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8679 **3**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9315 **10**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8187 **16**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9892 **1**/78

Forêts
IPE
0,5773 **32**/78

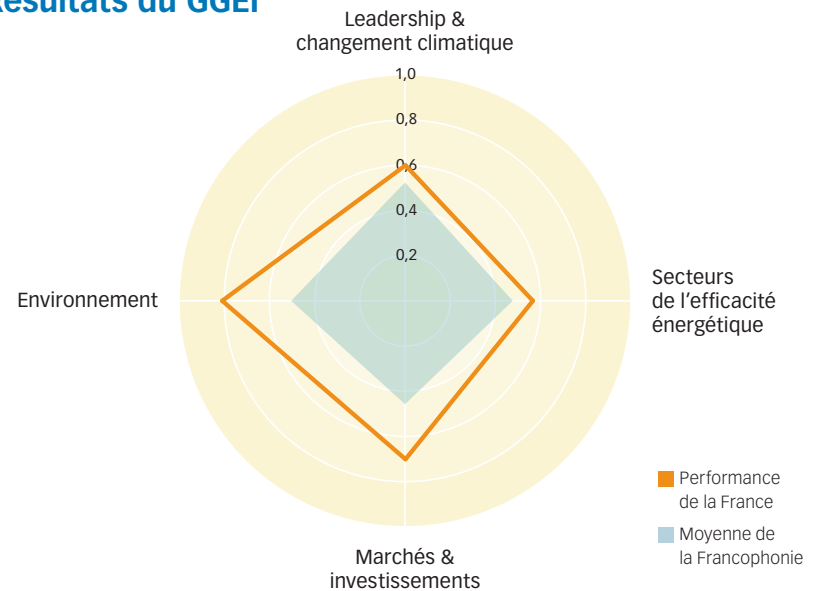
CENTILE **CLASSEMENT**

FRANCE

0,6687
3/78

0,9582
2/78

Résultats du GGEI



Présente pour la sixième fois dans le GGEI, la France a affiché des résultats impressionnants en matière de performance et de perception dans le cadre du GGEI, en occupant respectivement la troisième et la deuxième place des pays de la Francophonie. Ses résultats dans la dimension Leadership et changement climatique se sont notablement améliorés. Le pays progressera dans le classement du GGEI lorsque ces points forts seront transposés dans les trois autres dimensions de l'indice.

Fort leadership en matière de changement climatique

Le leadership politique de la France en matière de changement climatique et de promotion de la croissance économique verte poursuit sa progression. Le pays se classe en tête de la Francophonie quant à la performance de son chef d'État à défendre ces questions, selon l'évaluation de la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI. Les experts internationaux valident cette évaluation, la France étant perçue comme le pays qui a non seulement l'engagement national et international le plus fort à l'égard du changement climatique et de la promotion de la croissance verte, mais aussi celui qui fait l'objet de la couverture médiatique la plus positive concernant ces thèmes. **Il s'agit d'un résultat notable si l'on regarde seulement cinq ans en arrière, lorsque ce pays obtenait des résultats passables dans ces domaines du GGEI.** Il ne fait aucun doute que le leadership de la France en tant qu'hôte de la COP21, en 2015, puis du *One Planet Summit*, en 2017, a eu des répercussions importantes.

Autres dimensions du GGEI

Mais comment ces améliorations du leadership de la France se traduisent-elles en matière de décarbonisation, de développement du marché vert et d'environnement dans l'économie nationale française ? À cette question, l'évaluation réalisée dans le cadre du GGEI donne une réponse plus nuancée. Assurément, des progrès ont été réalisés au cours des cinq dernières années dans les trois autres dimensions du GGEI. S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique, la part de l'énergie renouvelable dans l'économie française s'est accrue de 20 % environ** ; la certification de bâtiments durables a triplé ; et le secteur des transports est devenu moins polluant. En outre, l'intensité des émissions de l'économie reste inférieure à celle des économies voisines, à l'exception de celle de la Suisse. Concernant la dimension **Marchés et investissements**, l'économie française joue un rôle accru dans l'innovation des produits et services verts, grâce à l'incubation de jeunes entreprises vertes prospères et à l'augmentation du taux de création de brevets liés à ce segment en pleine croissance. Enfin, pour ce qui est de la dimension **Environnement**, la France a affiché une progression notable en matière de protection de la biodiversité et de l'habitat, et a conservé de bons résultats dans les domaines Agriculture, Qualité de l'air et Eau et assainissement, même si ses résultats dans les domaines Pêche et aquaculture et Forêts demeurent relativement faibles.

Le défi à relever par le pays consiste à décarboniser plus rapidement son économie tout en consolidant sa position de leader au-delà de la sphère politique. **Bien que les experts interrogés dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI aient clairement reconnu le leadership politique de la France, cette reconnaissance ne s'appliquait pas aux trois autres dimensions.** À titre d'exemple, ils n'ont pas classé la France en très bonne position par rapport à un grand nombre

d'autres pays européens comme cible pour les investissements dans les énergies renouvelables, l'innovation verte ou la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. Cela est problématique, puisque cette perception au niveau international ne reflète pas la réalité, la France obtenant des résultats assez bons dans ces trois domaines. Les pouvoirs publics français pourraient investir davantage de ressources dans la promotion et la facilitation des investissements pour combler cette lacune dans la compréhension. La France pourrait également étendre son rôle de leadership politique en matière d'économie verte à des actions plus concrètes, en insistant sur des objectifs de réduction des émissions plus importants à un moment où les engagements mondiaux pris dans le cadre de l'accord de la COP21 sont précaires. La réalisation de ces actions concrètes au sein de l'économie intérieure contribuera également à asseoir la position de la France comme l'un des pays les plus performants.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,9825 **1**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **18**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **69**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2 par habitant
0,4590 **55**/78

Émissions de CO_2 par unité de PIB
0,7681 **19**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3881 **33**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2871 **46**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **24**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7606 **10**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,8475 **9**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4767 **26**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,8984 **2**/78

Entreprises
Méthode GGEI
1,0000 **1**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **39**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9669 **5**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9494 **3**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8471 **14**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9420 **5**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8688 **4**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5793 **36**/78

Forêts
IPE
0,5224 **37**/78

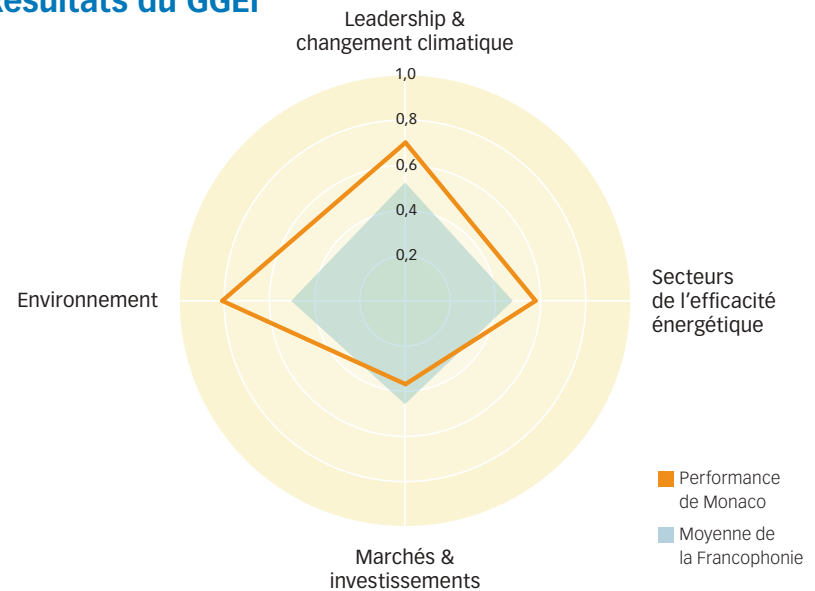
CENTILE **CLASSEMENT**

MONACO

0,6138
6/78

0,3900
49/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, **Monaco a enregistré des résultats probants, arrivant à la sixième place du classement des pays de la Francophonie.** Toutefois, pour cette ville-État, il manquait des données pour 12 des 20 indicateurs composant le GGEI. Dans la plupart des cas, les données de la France ont été utilisées pour établir les estimations.

Évaluer les données disponibles

Concernant les huit domaines sur lesquels des données ont pu être recueillies pour Monaco, les résultats en matière de performance étaient globalement assez positifs. Le pays affiche un fort leadership dans les domaines relatifs au chef d'État, aux médias et à la participation aux réunions d'instances internationales pour faire face au changement climatique. **Ce leadership est surtout associé à la sensibilisation en faveur de l'écologie menée de longue date par le prince Albert II.** D'après les travaux d'établissement du GGEI, certains signes ont indiqué que les mesures prises par les pouvoirs publics afin de promouvoir le tourisme durable et les investissements verts s'intensifient. La poursuite de ces efforts au niveau gouvernemental contribuera à intégrer le concept d'économie verte au sein de l'État et améliorera les résultats futurs obtenus dans le cadre du GGEI.

Il existe d'autres domaines du GGEI dans lesquels Monaco manque des occasions de mieux s'engager. Dans celui de la construction durable, l'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que le pays avait intégré la certification LEED à son secteur du bâtiment. Toutefois, les récentes réglementations environnementales concernant les opérateurs hôteliers de Monaco pourraient jouer un rôle semblable dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments. S'agissant de la dimension Marchés et investissements, aucun élément n'indique que l'innovation en matière de produits et services durables prend racine à Monaco ou que les grandes entreprises intègrent les initiatives de développement durable à leurs activités. **Ces deux domaines pourraient être davantage développés pour intégrer la croissance verte dans le secteur privé du pays.**

Extrapoler les résultats de la France

L'analyse des autres secteurs du GGEI qui ont fait l'objet d'une estimation fondée sur les résultats de la France fait émerger d'autres possibilités. Monaco occupe la 31e position de la Francophonie dans le domaine du changement climatique et, même s'il s'agit d'un des résultats les plus élevés d'Europe, il faudrait tout de même accorder une priorité accrue à la décarbonisation du secteur et réduire davantage l'intensité des émissions de l'économie. **Les engagements récents pris à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques de réduire les émissions de 50 % d'ici à 2030 vont dans la bonne direction.**

Les efforts actuellement déployés pour transformer les déchets en énergie réutilisée par la ville, et pour traiter et recycler les eaux usées, sont d'autres signes de l'engagement de Monaco en faveur de la croissance verte. Les domaines environnementaux Pêche et aquaculture et Forêts, qui affichent les résultats les plus faibles en France, ont été utilisés pour estimer les résultats de Monaco. L'échange des connaissances entre les deux pays et le renforcement des capacités sur ces sujets devraient être approfondis. Enfin, la population peu nombreuse et aisée qui vit à Monaco est un public privilégié pour la sensibilisation à l'écologie, en particulier parce que celle-ci a trait aux investissements à impact positif et à la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. **Les responsables politiques devraient continuer à communiquer sur la façon dont le secteur privé peut s'engager dans la croissance économique verte.**

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **26**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **28**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **39**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,4590 **56**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7681 **20**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **70**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2871 **47**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **18**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7606 **12**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7761 **16**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4767 **25**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **59**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **61**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **51**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9669 **6**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9494 **4**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8471 **15**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9420 **6**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8688 **5**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5793 **37**/78

Forêts
IPE
0,5224 **38**/78

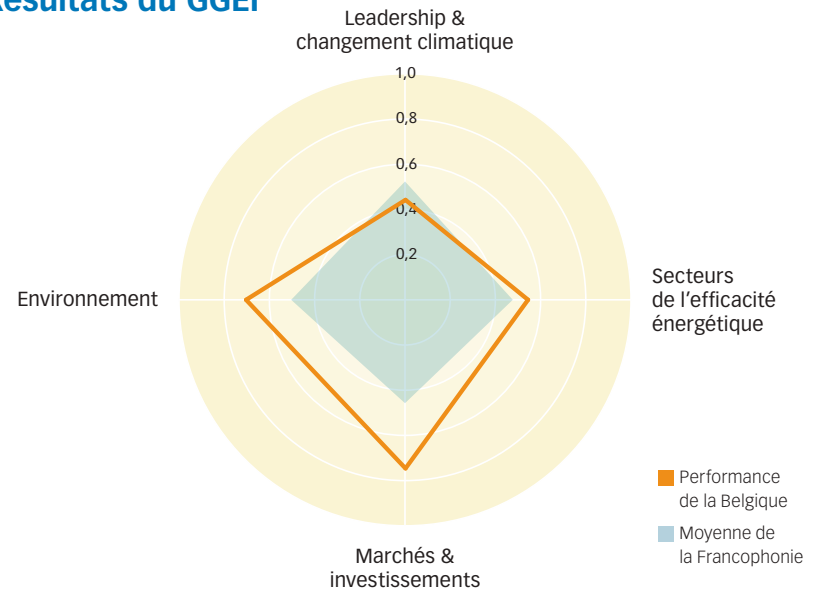
CENTILE **CLASSEMENT**

BELGIQUE

0,6089
7/78

0,4530
20/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, la Belgique occupe la septième place dans le classement général des pays de la Francophonie, mais elle arrive bien plus bas dans l'enquête de perception du GGEI. **Ses résultats les moins bons sont enregistrés dans la dimension Leadership et changement climatique**, ceux-ci étant meilleurs dans les trois autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

La Belgique affiche une intensité carbone de l'ensemble de son économie relativement élevée et se classe au 55e rang dans le domaine du changement climatique. Toutefois, la tendance relative aux deux principaux indicateurs mesurant les résultats en matière de changement climatique – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – va dans la bonne direction depuis le premier suivi du pays par le GGEI. La décarbonisation de l'économie de la Belgique n'est néanmoins pas assez rapide. **Les responsables politiques doivent s'engager à mettre en œuvre des politiques qui accélèrent le rythme de la décarbonisation de l'économie afin de respecter les engagements pris lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques.** Lors de l'établissement du GGEI, certains signes ont indiqué que les responsables politiques du pays défendaient la croissance verte, mais cet engagement pourrait être davantage remarqué et être plus cohérent, notamment dans le cadre des réunions d'instances internationales axées sur le changement climatique, où les dirigeants de la Belgique ne se positionnent pas aussi fortement qu'une grande partie de ses pays voisins.

Autres dimensions du GGEI

La Belgique affiche des résultats mitigés dans les autres dimensions du GGEI. Elle a réalisé des progrès dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** en intégrant la certification LEED à son secteur de la construction, mais elle ne figure qu'au 34e rang des pays de la Francophonie dans ce domaine. De la même façon, dans le domaine de l'énergie, la part du renouvelable dans la production d'électricité s'est accrue depuis le premier suivi du pays, mais celui-ci n'occupe toujours que la 45e position du classement des pays de la Francophonie. **Les résultats concernant les domaines Transports et Efficacité de l'utilisation des ressources sont bien plus encourageants : la Belgique se place au 19e et au troisième rang respectivement.** La poursuite de l'écologisation du secteur des transports devrait contribuer à améliorer les résultats du pays en matière de changement climatique.

S'agissant de la dimension **Marchés et investissements**, de nouvelles occasions sont à saisir. La Belgique enregistre de bons résultats dans chacun des quatre domaines de cette dimension : elle est 22e pour ce qui est de l'investissement dans les énergies renouvelables, troisième pour les innovations en matière de produits et services durables, sixième pour la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable et 16e pour l'intensité des efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts. **L'accélération des efforts en cours visant à ce que les investissements dans les énergies renouvelables augmentent et que les entreprises du pays intègrent davantage d'initiatives de développement durable à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement, devrait également contribuer à améliorer les résultats en matière de changement climatique.**

Performance environnementale

La Belgique obtient généralement de bons résultats dans la dimension **Environnement**, à l'exception des domaines Pêche et aquaculture et Forêts. Elle se classe parmi les 20 premiers pays de la Francophonie pour ce qui est des domaines Agriculture (18e), Qualité de l'air (11e), Traitement des eaux usées (5e), Eau et assainissement (8e) et Biodiversité et habitat (7e). **Les faibles résultats obtenus dans Pêche et aquaculture (59e) et Forêts (49e) éclipsent ces résultats impressionnants.** Les prochaines planifications du développement doivent cibler ces domaines dans lesquels les résultats sont moins bons en déterminant les facteurs sous-jacents qui y contribuent et en mettant en œuvre des politiques pour y remédier.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **4**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **4**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **63**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,2016 **71**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5223 **46**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3857 **34**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2940 **45**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **34**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6869 **19**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,9874 **3**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4973 **22**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,8274 **3**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **6**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,7413 **16**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7782 **18**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8902 **11**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8622 **5**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9376 **8**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8633 **7**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,2849 **59**/78

Forêts
IPE
0,3207 **49**/78

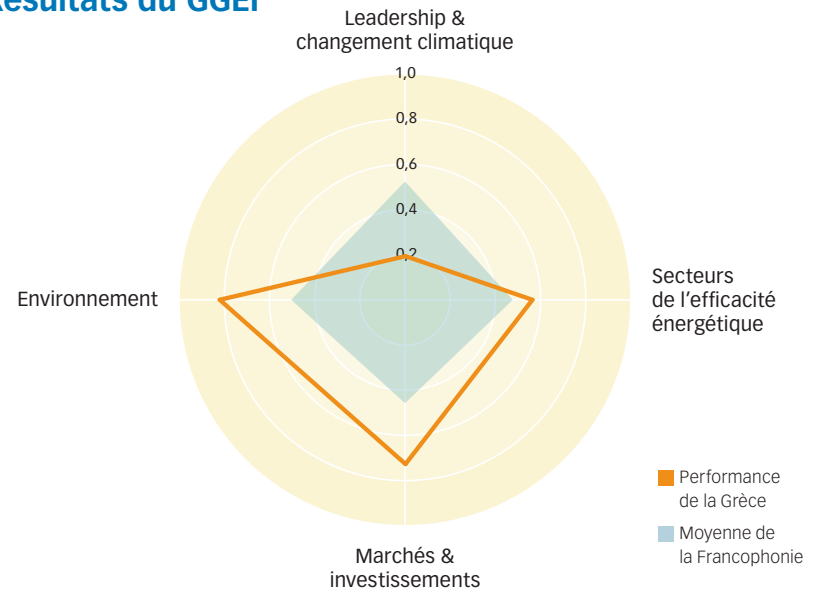
CENTILE **CLASSEMENT**

GRÈCE

0,5758
10/78

0,3996
40/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, la Grèce occupe la dixième place du classement général des pays de la Francophonie, mais elle arrive bien plus bas dans l'enquête de perception du GGEI. **Ses résultats les moins bons sont enregistrés dans la dimension Leadership et changement climatique**, ceux-ci étant meilleurs dans les trois autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

La Grèce affiche une intensité carbone de l'ensemble de son économie relativement élevée et se classe au 64e rang dans le domaine du changement climatique. Toutefois, la tendance relative aux deux principaux indicateurs mesurant les résultats en matière de changement climatique – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – va dans la bonne direction : **les émissions par habitant du pays enregistrent une baisse significative depuis le dernier suivi du pays dans le cadre du GGEI**. La décarbonisation de l'économie grecque n'est néanmoins pas assez rapide. Les responsables politiques pourraient montrer un plus grand engagement envers la croissance verte, des améliorations dans les domaines Chef d'État, Médias et Forums internationaux étant encore possibles.

Autres dimensions du GGEI

La Grèce enregistre des résultats plus encourageants dans les autres dimensions du GGEI. Elle a réalisé des progrès dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** en intégrant la certification LEED à son secteur de la construction, mais elle figure au 26e rang des pays de la Francophonie dans ce domaine. De la même façon, dans le domaine de l'énergie, **la part du renouvelable dans la production d'électricité s'est accrue depuis le premier suivi du pays, mais celui-ci n'occupe toujours que la 37e position dans ce domaine**. Les résultats concernant les domaines Transports et Efficacité de l'utilisation des ressources pourraient aussi être améliorés : la Grèce se place au 30e et au 19e rang respectivement. La mise en œuvre de mesures visant à soutenir les transports propres et les autres efforts en faveur de la réduction des émissions de ce secteur devraient contribuer à améliorer les résultats du pays en matière de changement climatique.

S'agissant de la dimension **Marchés et investissements**, de nouvelles occasions sont à saisir. La Grèce montre des résultats probants pour ce qui est des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, en se classant à la 11e position des pays de la Francophonie. **Cela indique que si la contribution des énergies renouvelables est encore relativement faible, les conditions sont attrayantes pour les investissements futurs et l'installation de nouvelles capacités.** Les efforts déployés par les autorités pour promouvoir et faciliter ces investissements verts semblent également importants, la Grèce arrivant à la 13e place dans ce domaine. Peu de signes ont permis d'indiquer la présence d'innovations vertes dans le pays, mais il a été constaté que les grandes entreprises commençaient à intégrer des initiatives durables à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement. Les autorités publiques doivent continuer à inciter ces acteurs de l'économie à réduire leur empreinte carbone.

C'est dans la dimension **Environnement** du GGEI que la Grèce obtient les meilleurs résultats, affichant des scores impressionnants dans la plupart des sept domaines qui composent cette dimension. Le pays arrive en tête du classement de la Francophonie dans le domaine Eau et assainissement et se situe dans les dix premiers pays pour Qualité de l'air et Traitement des eaux usées. **Les résultats dans les domaines Biodiversité et habitat (19e), Pêche et aquaculture (17e) et Forêts (21e) pourraient être améliorés.**

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **54**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **61**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **70**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3441 **64**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,3568 **57**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4402 **26**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,3792 **37**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **15**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5709 **30**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7120 **19**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,7153 **11**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **44**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **10**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,8558 **13**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,8069 **15**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8964 **9**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8601 **6**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9518 **1**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8088 **19**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,7326 **17**/78

Forêts
IPE
0,6970 **21**/78

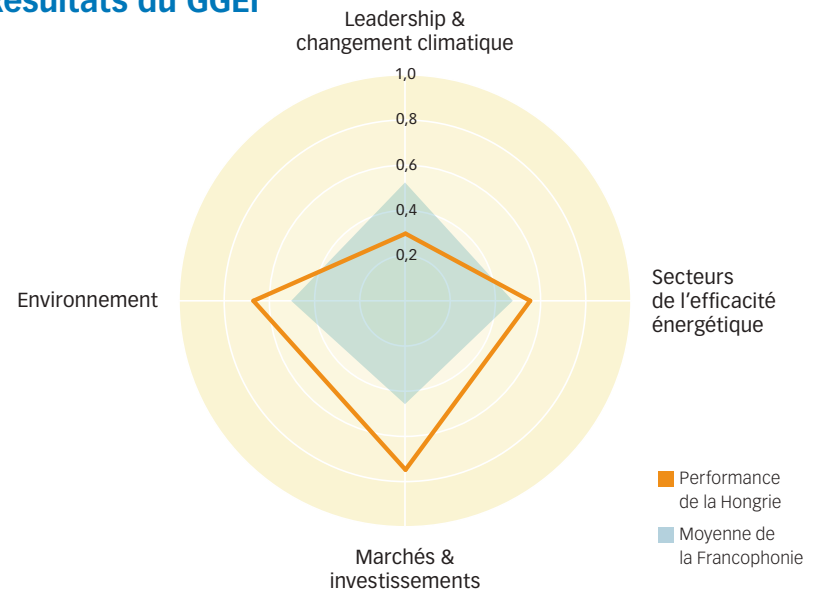
CENTILE **CLASSEMENT**

HONGRIE

0,5673
12/78

0,3893
50/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, la Hongrie occupe la 12e place du classement général des pays de la Francophonie, mais elle arrive bien plus bas dans l'enquête de perception du GGEI. **Ses résultats les moins bons sont enregistrés dans la dimension Leadership et changement climatique**, ceux-ci étant meilleurs dans les trois autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

La Hongrie affiche une intensité carbone de l'ensemble de son économie relativement élevée et se classe au 41e rang dans le domaine du changement climatique. **La tendance relative aux deux principaux indicateurs mesurant les résultats en matière de changement climatique – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – va dans la mauvaise direction, les deux mesures enregistrant une hausse depuis la dernière édition du GGEI**. Des signes indiquent que les responsables politiques du pays sont de plus en plus engagés en faveur de la croissance verte, mais cela doit se traduire par des améliorations concrètes dans des domaines tels que la performance en matière de changement climatique afin que la Hongrie progresse dans ce domaine.

Autres dimensions du GGEI

La Hongrie affiche des résultats plus encourageants dans les autres dimensions du GGEI. S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, le taux de certification LEED a presque doublé en seulement deux ans, et le pays atteint la 7e position dans ce domaine. De la même façon, dans le domaine de l'énergie, la part du renouvelable dans la production d'électricité s'est légèrement accrue depuis le premier suivi du pays, mais le pays n'occupe toujours que la 55e place. Les résultats concernant les domaines Transports et Efficacité de l'utilisation des ressources sont assez probants : la Hongrie se place au 14e et au dixième rang respectivement. **La poursuite de la décarbonisation du secteur des transports devrait continuer à améliorer la performance en matière de changement climatique**.

S'agissant de la dimension **Marchés et investissements**, de nouvelles occasions sont à saisir. Les efforts déployés par les autorités pour promouvoir et faciliter ces investissements verts sont importants, la Hongrie arrivant à la sixième place du classement des pays de la Francophonie. Toutefois, ils ne semblent pas encore se traduire par des conditions dynamiques pour les investissements dans les énergies renouvelables, le pays ne se situant qu'au 41e rang dans ce domaine. **Compte tenu de la part relativement faible du renouvelable à la production d'électricité et des difficultés de la Hongrie dans le domaine du changement climatique, cette incohérence doit être examinée plus en détail**. Le pays peut également mettre à profit ses très bons résultats dans les domaines de l'innovation verte et de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, dans lesquels il se classe quatrième et 11e respectivement. Ces résultats montrent que des initiatives et des programmes liés au développement durable commencent à émerger dans l'économie hongroise. Les autorités publiques doivent continuer à inciter ces acteurs de l'économie à réduire leur empreinte carbone.

C'est dans la dimension **Environnement** du GGEI que la Hongrie obtient les meilleurs résultats, affichant des scores impressionnants dans certains des sept domaines qui composent cette dimension. Le pays est classé à la troisième place des pays de la Francophonie dans le domaine Agriculture et à la 15e dans Biodiversité et habitat. Il obtient des résultats convenables dans Traitement des eaux usées (18e) et Eau et assainissement (26e). **Néanmoins, de sensibles améliorations doivent être apportées dans les domaines Qualité de l'air et Forêts, dans lesquels la Hongrie se classe 65e et 54e respectivement**.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **58**/78

Médias
Méthode GGEI
0,0032 **77**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **71**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,4628 **54**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5891 **35**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,7308 **7**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2269 **55**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **67**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7465 **14**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,8475 **10**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3786 **41**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,7232 **4**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **11**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9706 **6**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9720 **3**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2101 **65**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8334 **18**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7134 **26**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8188 **15**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9156 **8**/78

Forêts
IPE
0,2468 **54**/78

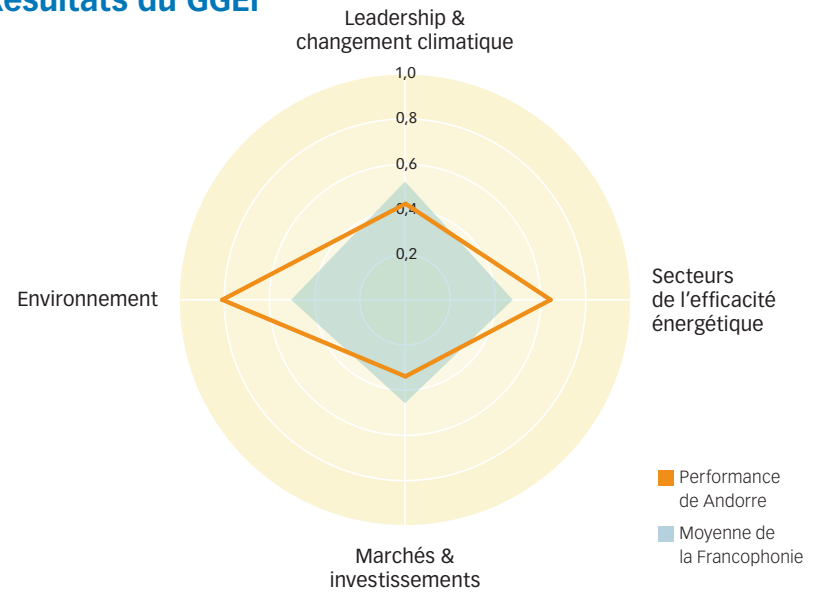
CENTILE **CLASSEMENT**

ANDORRE

0,5542
14/78

0,3792
58/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, **l'Andorre a enregistré des résultats probants, arrivant à la quatorzième place des pays de la Francophonie.** Toutefois, pour ce pays, il manquait des données pour 11 des 20 indicateurs composant le GGEI. Dans la plupart des cas, les données de la France ont été utilisées pour établir les estimations.

Évaluer les données disponibles

Concernant les neuf domaines sur lesquels des données ont pu être recueillies pour l'Andorre, les résultats en matière de performance étaient globalement assez positifs. Le pays affiche un fort leadership dans les domaines relatifs au chef d'État, aux médias et à la participation aux réunions d'instances internationales pour faire face au changement climatique. D'après les travaux d'établissement du GGEI, **certains signes ont indiqué que les mesures prises par les pouvoirs publics pour promouvoir le tourisme durable se multiplient**. Ces efforts peuvent contribuer à la croissance de l'écotourisme dans la vallée du Madriu-Perafita-Claror. Toutefois, il ne semble pas y avoir d'efforts coordonnés pour promouvoir les investissements verts sur les plateformes gouvernementales de promotion des investissements. La poursuite de ces efforts au niveau gouvernemental intégrera le concept d'économie verte au sein de l'État et améliorera les résultats futurs obtenus dans le cadre du GGEI.

Dans le domaine de la construction durable, l'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que l'Andorre avait intégré la certification LEED à son secteur du bâtiment. Toutefois, la part du renouvelable dans la production d'électricité est assez élevée, le pays se situant au septième rang de la Francophonie. S'agissant de la dimension **Marchés et investissements**, aucun élément n'indique que l'innovation en matière de produits et services durables prend racine en Andorre ou que les grandes entreprises intègrent les initiatives de développement durable à leurs activités. **Ces deux domaines pourraient être davantage développés pour intégrer la croissance verte dans le secteur privé du pays.**

Extrapoler les résultats de la France

L'analyse des autres secteurs du GGEI qui ont fait l'objet d'une estimation fondée sur les résultats de la France fait émerger d'autres possibilités. L'Andorre se classe 69e de la Francophonie pour ce qui est de la performance en matière de changement climatique, ce qui signifie qu'il faudrait accorder une priorité accrue à la décarbonisation du secteur et réduire davantage l'intensité des émissions de l'économie. **L'engagement pris récemment, à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, de réduire les émissions de 37 % d'ici à 2030, par rapport aux volumes actuels, va dans la bonne direction.** Les secteurs de l'énergie et des déchets représentent presque l'ensemble des émissions de l'Andorre ; l'action future de pouvoirs publics devra donc cibler ces domaines.

Concernant l'environnement, l'adhésion de l'Andorre à l'Initiative des petits pays lui permet d'aborder les préoccupations environnementales propres aux petits pays. Le changement climatique a déjà un impact notable sur le secteur du ski de l'Andorre, secteur qui génère une grande partie du PIB du pays. **Il s'agit là d'une parfaite illustration des vulnérabilités liées au climat auxquelles font face les petits pays.** En outre, les domaines environnementaux Pêche et aquaculture, Forêts, qui affichent les résultats les plus faibles en France, ont été utilisés pour estimer les résultats de l'Andorre. Le partage des connaissances entre les deux pays et le renforcement des capacités sur ces sujets devraient être approfondis.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **2**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **46**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **3**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3523 **62**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,0242 **73**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **52**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9660 **7**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **32**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7606 **11**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7761 **14**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4767 **24**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **16**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **23**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **57**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9669 **4**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9494 **2**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8471 **13**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9420 **4**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8688 **3**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5793 **35**/78

Forêts
IPE
0,5224 **36**/78

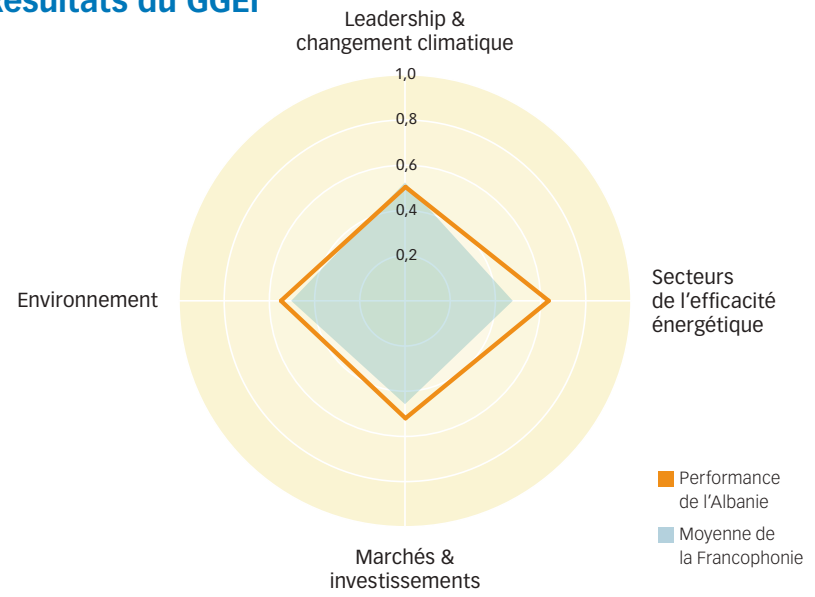
CENTILE **CLASSEMENT**

ALBANIE

0,5519
15/78

0,3909
46/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, l'Albanie occupe la quinzième place dans le classement général des pays de la Francophonie. Toutefois, **ses résultats sont incohérents dans les quatre dimensions du GGEI**, montrant à la fois des points forts et des faiblesses. Dans l'avenir, ses efforts devront porter sur des améliorations concrètes dans les domaines présentant les résultats les plus faibles.

Incohérence des résultats de l'Albanie

Les résultats les plus impressionnants de l'Albanie dans le GGEI ont trait aux énergies renouvelables. L'Albanie affiche les meilleurs résultats des pays de la Francophonie pour ce qui est de la part du renouvelable dans la production d'électricité et de la vitalité du marché en matière d'investissements dans les énergies renouvelables, domaine dans lequel le pays occupe la troisième place. Les pouvoirs publics s'engagent fortement dans la promotion du tourisme durable, l'Albanie se classant au 12e rang des pays de la Francophonie dans ce domaine. Le pays affiche également des résultats probants en matière de changement climatique et se place à la 32e position dans ce domaine. Il s'agit presque du meilleur résultat en Europe, ce qui confirme la relation positive entre une forte intégration des énergies renouvelables dans une économie et la performance globale liée au changement climatique.

Compte tenu de cette forte intégration du renouvelable dans l'économie générale de l'Albanie, il est surprenant de constater que le pays enregistre des résultats faibles dans d'autres domaines du GGEI. S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, l'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que l'Albanie a instauré des pratiques de construction durable dans le secteur du bâtiment, au regard du taux de certification LEED. **Concernant les transports, l'Albanie se situe au bas du classement des pays de la Francophonie**, ce qui signifie que ce secteur doit faire l'objet d'améliorations. Si la performance de l'Albanie dans le domaine des transports continue à diminuer, il est fort possible que ses résultats en matière de changement climatique en subissent les conséquences. Il n'a pas été possible de collecter de données sur le recyclage des déchets, ce qui implique que l'accent doit également être mis sur l'efficacité de l'utilisation des ressources au niveau national.

Des conclusions analogues se dégagent pour la dimension **Marchés et investissements**. Bien que le contexte en matière d'investissement soit l'un des plus dynamiques sur le plan des énergies renouvelables, **l'Albanie ne donne aucune preuve d'innovation dans des produits et services verts, ni d'indications que ses grandes entreprises aient intégré la responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement**. L'une des stratégies susceptibles d'intégrer davantage la croissance économique verte dans l'économie serait de recenser les entreprises ayant une empreinte carbone élevée et de les inciter à adopter des objectifs de durabilité en matière de réduction des émissions et de verdissement de leurs chaînes d'approvisionnement.

Autres stratégies d'amélioration

Les résultats de l'Albanie dans la plupart des domaines de la dimension **Environnement** du GGEI peuvent être améliorés. Compte tenu des bons résultats du pays en matière de changement climatique et d'énergies renouvelables, il est surprenant qu'aucun domaine environnemental n'affiche des résultats tout aussi probants. Les domaines dans lesquels l'Albanie enregistre les meilleurs résultats sont : Qualité de l'air (37e), Eau et assainissement (25e) et Pêche et aquaculture (29e) ; les résultats les plus faibles sont dans les domaines Agriculture (53e), Biodiversité et habitat (42e) et Forêts (40e). **Les faiblesses du pays dans la dimension Environnement laissent supposer que la planification économique verte n'est pas encore pleinement intégrée** : le pays met fortement l'accent sur le secteur de l'énergie, sans toutefois cibler suffisamment les efforts en matière de planification sur ces domaines environnementaux essentiels. Il sera nécessaire de remédier à cet écart pour que l'Albanie améliore notablement ses performances.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **40**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **45**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **2**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6821 **29**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7415 **23**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **51**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9850 **1**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **12**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3518 **69**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7761 **13**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,9281 **3**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **15**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **22**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **32**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2869 **53**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4725 **37**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7372 **34**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7167 **25**/78

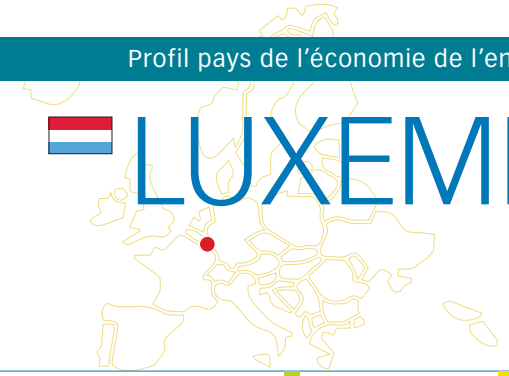
Biodiversité et habitat
IPE
0,5629 **42**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5940 **29**/78

Forêts
IPE
0,4846 **40**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

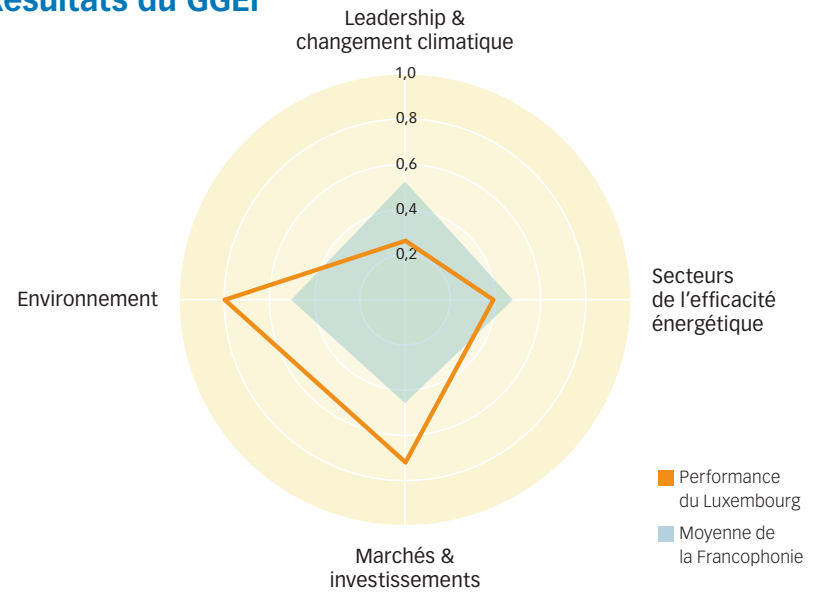
LUXEMBOURG



0,5422
17/78

0,3908
48/78

Résultats du GGEI



Présent pour la deuxième fois dans le GGEI, **le Luxembourg occupe la dix-septième place du classement général des pays de la Francophonie**, mais il arrive plus bas dans l'enquête de perception du GGEI. Il enregistre des résultats faibles dans les dimensions Leadership et changement climatique et Secteurs de l'efficacité énergétique, et des résultats bien plus élevés dans les dimensions Marchés et investissements et Environnement.

Performance en matière de changement climatique

Le Luxembourg affiche des résultats parmi les plus bas de la Francophonie dans le domaine du changement climatique, se situant à la 63e place dans ce domaine. La tendance relative aux deux principaux indicateurs mesurant les résultats en matière de changement climatique – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – va dans la bonne direction, les deux mesures enregistrant une légère baisse depuis deux ans. Le problème est que le niveau de référence est trop élevé : **la valeur des émissions par habitant du Luxembourg est la troisième en importance de la Francophonie.**

Ce constat préoccupant est également établi dans des domaines de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** du GGEI. Par exemple, le Luxembourg est l'un des pays de la Francophonie affichant les moins bons résultats dans le domaine Transports, dans lequel il occupe la 73e place. Dans le secteur du bâtiment, rien ne montre qu'il ait notablement accru son taux de certification LEED ces dernières années, le pays se classant au 46e rang de la Francophonie. **La part du renouvelable dans la production d'électricité n'est pas très élevée, bien qu'elle ait presque doublé depuis la dernière mesure établie par le GGEI.** En revanche, le résultat du Luxembourg en matière d'efficacité de l'utilisation des ressources est l'un des plus élevés de la Francophonie, bien qu'étant le seul résultat probant des dimensions Leadership et changement climatique et Secteurs de l'efficacité énergétique.

Évaluation des points forts

Le Luxembourg affiche des résultats plus encourageants dans les deux autres dimensions du GGEI. S'agissant de la dimension **Marchés et investissements**, il est le premier pays de la Francophonie en matière d'efforts déployés par les autorités pour promouvoir et faciliter les investissements verts. Malgré ces efforts globaux, le pays ne se situe qu'à la 35e place pour ce qui est des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, ce qui montre la nécessité d'analyser ces efforts liés à la promotion pour s'assurer qu'ils se traduisent bien par une augmentation des investissements étrangers. **Le pays peut également mettre à profit ses très bons résultats dans les domaines de l'innovation verte et de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, dans lesquels il se classe neuvième et 12e respectivement.** Ces résultats montrent que des initiatives et des programmes liés au développement durable commencent à émerger dans l'économie luxembourgeoise. Les autorités publiques doivent continuer à inciter ces acteurs de l'économie à réduire leur empreinte carbone.

C'est dans la dimension **Environnement** du GGEI que le Luxembourg obtient les meilleurs résultats, affichant des scores impressionnants dans la plupart des sept domaines qui composent cette dimension. Le pays arrive en tête du classement de la Francophonie dans les domaines Traitement des eaux usées et Biodiversité et habitat. Ses résultats dans les domaines Qualité de l'air et Eau et assainissement sont tout aussi impressionnants, le pays se classant respectivement à la septième et à la troisième place respectivement. **Des améliorations doivent cependant être apportées dans les secteurs Agriculture (29e) et Forêts (44e)**.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **62**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **25**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **74**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,0139 **76**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6216 **34**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3567 **46**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,3394 **41**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **69**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,0883 **73**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,9534 **5**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4119 **35**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,5497 **9**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **12**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9967 **1**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,6020 **29**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9341 **7**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8716 **1**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9494 **3**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8716 **1**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9836 **2**/78

Forêts
IPE
0,3853 **44**/78

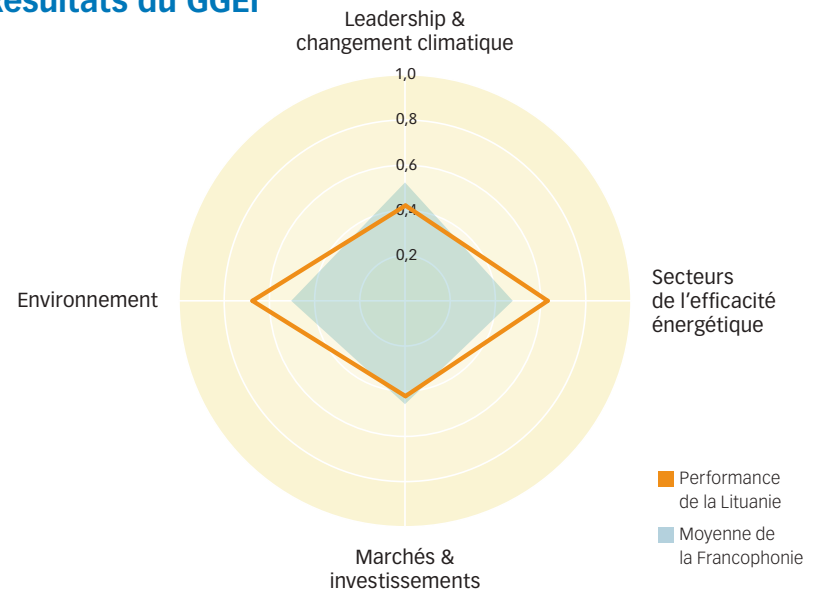
CENTILE **CLASSEMENT**

LITUANIE

0,5374
20/78

0,3919
45/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, **la Lituanie affiche de bons résultats, arrivant ainsi à la 20e place des pays de la Francophonie.** La performance de la Lituanie peut être améliorée dans divers domaines, notamment ceux des dimensions Leadership et changement climatique et Marchés et investissements du GGEI.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique, dans lequel la Lituanie occupe la 34e position du classement des pays de la Francophonie. Même s'il s'agit de l'un des meilleurs résultats de l'Union européenne, il doit encore être amélioré pour que l'UE atteigne ses objectifs globaux de réduction des émissions. Un examen plus approfondi des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – montre que **les résultats du pays sont restés stables depuis la dernière édition du GGEI.** Ce résultat montre que les taux de décarbonisation de l'économie lituanienne ne progressent pas assez rapidement. Les responsables politiques ont un rôle à jouer, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, dans la détermination de la raison sous-jacente de ces résultats stagnants, puis dans l'élaboration de politiques et de mesures incitatives pour les améliorer. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre soumis par la Lituanie à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, tout en étant une première mesure productive, devrait continuer à être relevé pour accroître l'accent mis sur les résultats en matière de changement climatique et sur le niveau d'ambition.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. S'agissant des aspects positifs, il apparaît clairement que les résultats de la Lituanie s'améliorent dans les domaines Bâtiments, Énergie et Efficacité de l'utilisation des ressources, le pays y occupant respectivement la 22e, la 28e et la 11e place. Certains signes montrent également que la Lituanie promeut plus activement le tourisme durable grâce aux efforts menés par les autorités dans le domaine du tourisme. La hausse continue de l'importance des énergies renouvelables dans l'économie et de l'efficacité énergétique des bâtiments devrait avoir des effets positifs sur la performance du pays en matière de changement climatique. **Dans le même temps, il est essentiel que les résultats de la Lituanie dans le domaine des transports s'améliorent : celle-ci se situe actuellement au 51e rang du classement des pays de la Francophonie dans ce domaine.** Intégrer une réglementation sur les transports non polluants et d'autres textes connexes dans ce secteur améliorerait également les résultats en matière de changement climatique.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Ces efforts semblent améliorer les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, le pays se classant au 19e rang dans ce domaine.** Toutefois, aucun signe n'indique la présence d'innovations de produits et services verts en Lituanie, ni que les grandes entreprises nationales fixent des objectifs en matière de réduction des émissions et d'autres objectifs de durabilité liés à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement.

Performance environnementale

D'autres occasions peuvent être saisies pour progresser dans la dimension **Environnement**. Certains indicateurs font état de résultats probants : la Lituanie se classe au neuvième rang dans le domaine Agriculture, au 11e dans Biodiversité et habitat et au 17e dans Traitement des eaux usées. Dans le même temps, **la Lituanie enregistre des résultats parmi les moins bons de la Francophonie dans le domaine Forêts, en occupant la 64e place ; Eau et assainissement et de Pêche et aquaculture pourraient également avoir de meilleurs résultats que les 38e et 33e rangs respectivement occupés par le pays.** Dans les cas où un domaine environnemental présente des résultats aussi mauvais – comme c'est le cas dans le domaine Forêts en Lituanie –, les décideurs devraient le cibler directement, en examinant la cause de résultats si peu probants, puis proposer des mesures pour les améliorer.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **61**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **24**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **73**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5148 **47**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,7134 **24**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4548 **22**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,5924 **28**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **17**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5451 **51**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,8475 **11**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,5371 **19**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **51**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **54**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **41**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9371 **9**/78

Qualité de l'air
IPE
0,7359 **23**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8339 **17**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6221 **38**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8435 **11**/78

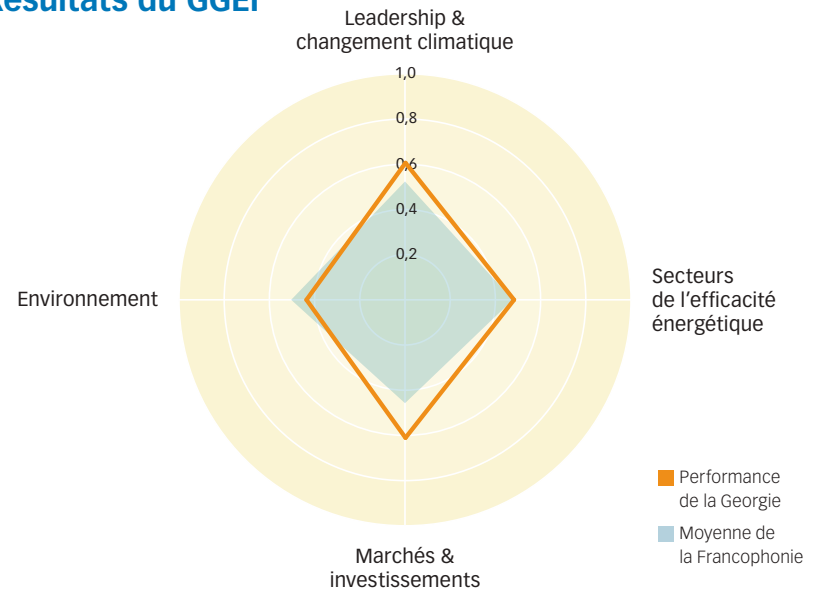
Pêche et aquaculture
IPE
0,5826 **33**/78

Forêts
IPE
0,1843 **64**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

GÉORGIE

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Géorgie occupe la 21e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Les dimensions Secteurs de l'efficacité énergétique** et **Environnement** représentent ses plus grandes sources de progrès.

Performance environnementale

L'élément saillant de la performance environnementale de la Géorgie relève du domaine Forêts, dans lequel elle arrive au premier rang des pays de la Francophonie. **Ce résultat confirme nombre des efforts entrepris dans le pays en matière de gestion forestière durable ; dans l'avenir, ces efforts devraient mettre l'accent sur l'élaboration d'un système de comptabilité nationale afin de suivre les initiatives dans ce domaine.** Une telle mesure se révélera d'une importance croissante en vue de préserver la biodiversité en Géorgie ; l'indicateur Biodiversité et habitat du GGEI témoigne en effet d'une situation assez inquiétante, le pays se situant à la 57e place de la Francophonie. L'attention doit également se porter sur d'autres domaines environnementaux : la Géorgie figure au bas des classements de la Francophonie s'agissant des domaines Agriculture (74e), Qualité de l'air (60e) et Pêche et aquaculture (76e). Ces domaines doivent être intégrés aux prochaines planifications nationales.

Autres dimensions du GGEI

De nombreuses occasions sont à saisir pour progresser dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Il est positif de constater que la part du renouvelable dans la production d'électricité est élevée, la Géorgie arrivant à la 12e place de ce classement de la Francophonie. Cependant, l'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que des pratiques écologiquement viables étaient instaurées dans le secteur de la construction, et aucune donnée n'a pu être recueillie sur les émissions imputables au secteur des transports ni sur les niveaux de recyclage des déchets dans le pays. La collecte de données sur tous les domaines du GGEI est essentielle afin d'évaluer, de surveiller et d'améliorer les résultats. D'après les travaux d'établissement du GGEI, certains signes indiquent que la Géorgie s'emploie activement à promouvoir le tourisme durable ; il convient de multiplier ces efforts dans l'avenir.

D'autres progrès peuvent être accomplis dans la dimension **Marchés et investissements**. Il semble que les autorités géorgiennes commencent à accorder la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. Ces efforts ont pu contribuer à **l'amélioration des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, domaine dans lequel le pays arrive à la huitième place.** Une intégration accrue des énergies renouvelables à l'ensemble de l'économie du pays devrait faire progresser ses résultats liés au changement climatique. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, la Géorgie devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance en matière de changement climatique

Comme de nombreux pays, la Géorgie doit axer ses efforts sur l'amélioration de ses résultats en matière de changement climatique et sur la décarbonisation de l'ensemble de son économie. Dans le domaine du changement climatique du GGEI, le pays occupe la 46e place de la Francophonie, et un examen plus attentif des deux principaux indicateurs (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) **révèle que l'intensité des émissions de l'économie géorgienne est trop élevée**. Pour faire face à cet enjeu, une première étape consiste à collecter et à suivre ces données de façon rigoureuse et, dans l'idéal, à les inclure dans des indicateurs de performance fondamentaux surveillés par les responsables politiques. Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle croissant à jouer dans la proposition de mesures concrètes afin d'améliorer les résultats du pays dans ce domaine.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **19**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **20**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **26**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6163 **40**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,3258 **59**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **63**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9368 **12**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **25**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4050 **61**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **74**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,8640 **8**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **42**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **47**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,8558 **12**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0720 **74**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2550 **60**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7438 **33**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6395 **35**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,3290 **57**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0277 **76**/78

Forêts
IPE
0,9997 **1**/78

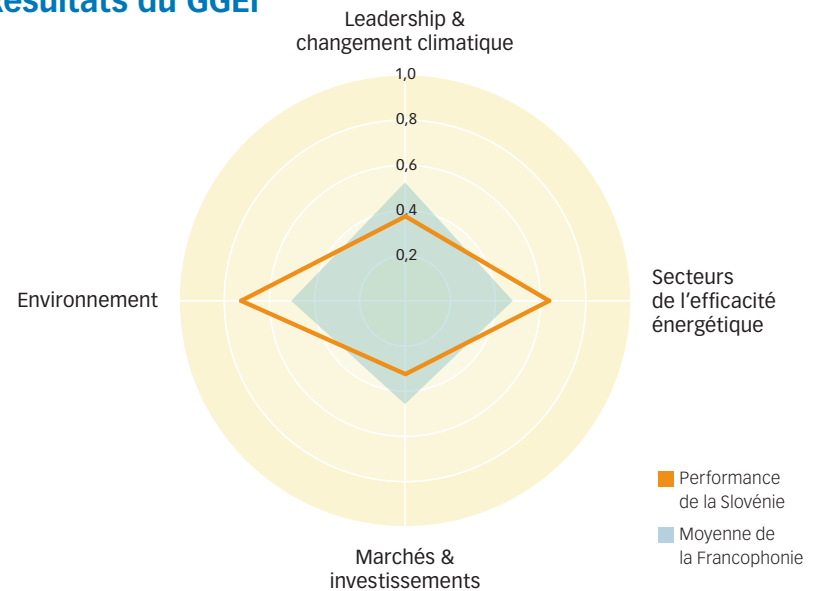
CENTILE **CLASSEMENT**

SLOVÉNIE

0,5154
25/78

0,4278
24/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, la Slovénie occupe la 25e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Les dimensions **Leadership et changement climatique** et **Marchés et investissements** constituent les plus grandes sources de progrès.

Performance en matière de changement climatique

Comme pour de nombreux pays européens de la Francophonie, des efforts cohérents et soutenus seront nécessaires dans le domaine du changement climatique, les résultats décevants de la Slovénie la plaçant au 57e rang. Ces résultats, parmi les plus bas en Europe, doivent être surveillés de près. Depuis le premier suivi du pays par le GGEI, les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) ont évolué sur la bonne voie, mais **les progrès ne sont pas assez rapides et le niveau de ces émissions, bien qu'il se soit amélioré, reste trop élevé**. Comme pour de nombreux pays voisins, il convient en priorité d'accélérer le rythme des efforts visant à décarboniser l'ensemble de l'économie. Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle à jouer dans la réorientation de l'économie vers un modèle de croissance économique verte et une baisse de l'intensité globale des émissions.

Autres dimensions du GGEI

Dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, les résultats de la Slovénie sont diamétralement opposés selon les domaines, certains étant très probants et d'autres très faibles. Parmi les points positifs, le pays est le mieux classé de la Francophonie dans le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources, et il arrive deuxième quant aux efforts de promotion du tourisme durable. Compte tenu de ces remarquables résultats, il est surprenant de constater que la Slovénie se situe au 72e rang de la Francophonie dans le domaine des transports et qu'elle figure au bas du classement s'agissant des pratiques écologiquement viables dans le secteur du bâtiment. Sa 30e place au classement sur l'énergie n'est pas aussi inquiétante, mais d'importants efforts seront toutefois nécessaires afin de progresser dans ces domaines. De fait, leur amélioration semble être l'un des éléments essentiels à la progression des résultats globaux du pays en matière de changement climatique. Des efforts axés sur l'intégration de l'efficacité énergétique dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie devraient ainsi avoir des conséquences positives sur l'intensité globale des émissions de l'économie slovène.

D'autres stratégies peuvent être adoptées afin d'améliorer les résultats de la dimension **Marchés et investissements** dans les prochaines éditions du GGEI. Il convient de favoriser les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, car une plus grande intégration de celles-ci est nécessaire pour l'économie, la Slovénie figurant à la 34e place de ce classement. Un premier pas dans ce domaine consisterait à accorder plus activement la priorité à la dimension écologique dans les efforts des agences gouvernementales en matière d'investissement, aucune action en

ce sens n'ayant été détectée au cours de l'établissement du GGEI. **Il n'a pas non plus été possible d'établir que des innovations en matière de produits et services durables se développaient ni que des initiatives visant à intégrer des critères de responsabilité à l'égard du développement durable au sein des grandes entreprises slovènes commençaient à apparaître.** D'autres domaines sont susceptibles d'améliorer la situation et les résultats dans le cadre du GGEI. Les entités infranationales, y compris les parties prenantes du secteur privé, peuvent jouer un rôle plus central dans la promotion de la croissance économique verte.

Performance environnementale

Dans l'ensemble, les résultats de la dimension **Environnement** sont positifs, la Slovénie arrivant à la sixième place du classement Biodiversité et habitat, à la 10e de Pêche et aquaculture et à la 18e d'Eau et assainissement. Des améliorations doivent toutefois être apportées dans certains domaines, notamment Agriculture (31e rang) et Qualité de l'air (29e). Il conviendrait d'accorder plus de place aux énergies renouvelables dans l'ensemble de l'économie afin d'améliorer les résultats de la qualité de l'air. **Pour améliorer ses résultats, la Slovénie devrait adopter, dans ses futures planifications, une approche intégrée associant les domaines économiques, environnementaux et sociaux**.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **33**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **73**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **78**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3255 **66**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,4549 **54**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **76**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,5639 **30**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9975 **2**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,2683 **72**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
1,0000 **1**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4188 **34**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **72**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **72**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **76**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,5351 **31**/78

Qualité de l'air
IPE
0,6005 **29**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7991 **23**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7594 **18**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8641 **6**/78

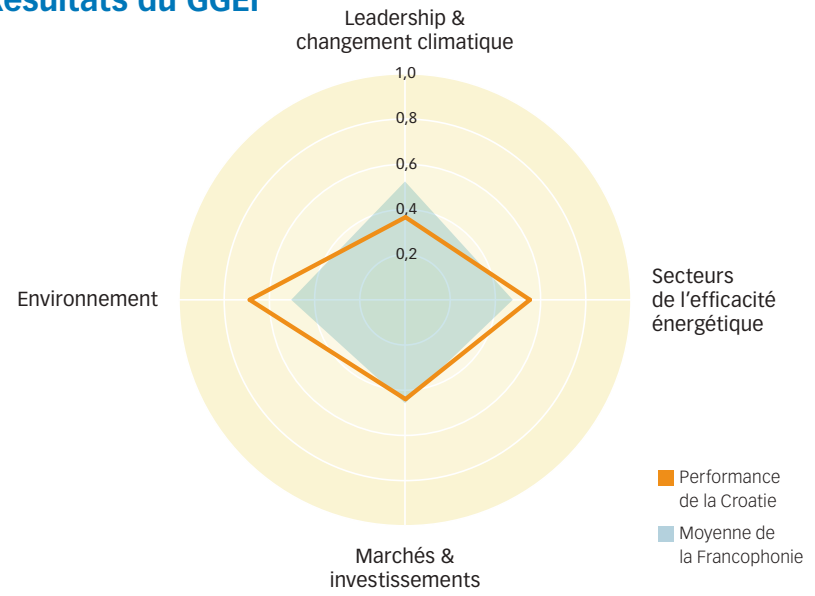
Pêche et aquaculture
IPE
0,8869 **10**/78

Forêts
IPE
0,6462 **23**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

CROATIE

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, la Croatie occupe la 26e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Les dimensions **Leadership et changement climatique** et **Marchés et investissements** représentent les plus grandes sources de progrès.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique dans le cadre du GGEI, la Croatie figurant au 42e rang parmi les pays de la Francophonie. Ce résultat est loin d'être le plus faible en Europe, mais il doit néanmoins être surveillé de près. Depuis le premier suivi du pays par le GGEI, les deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – ont suivi des trajectoires opposées. **Les émissions par habitant se sont légèrement améliorées, tandis que celles par unité de PIB se sont quelque peu dégradées ; ces variations restent toutefois moindres dans les deux cas.** Comme pour de nombreux pays européens de la Francophonie, il convient en priorité d'accélérer le rythme des efforts visant à décarboniser l'ensemble de l'économie. Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle à jouer dans la réorientation de l'économie vers un modèle de croissance verte et une baisse de l'intensité globale des émissions.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** du GGEI sont mitigés. Les plus positifs concernent le domaine de l'énergie, dans lequel la Croatie occupe la 14e place de la Francophonie. **Une augmentation soutenue de la part du renouvelable dans la production d'électricité pourrait contribuer à améliorer les résultats globaux du pays en matière de changement climatique.** Les autres indicateurs n'affichent pas de résultats aussi encourageants : les niveaux de certification LEED dans le secteur de la construction sont modérés (25e rang) et les résultats dans le domaine des transports sont moyens (33e). La situation est concluante s'agissant du recyclage des déchets et de l'efficacité de l'utilisation des ressources, domaine dans lequel la Croatie arrive à la 21e place de la Francophonie.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. La Croatie enregistre d'assez bons résultats dans le domaine des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, ce qui lui confère la 15e place de la Francophonie. **Les travaux d'établissement du GGEI ont également montré que les autorités avaient commencé à donner la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements ; une attention accrue dans ce domaine pourrait stimuler davantage les investissements dans les énergies renouvelables au fil du temps.** La responsabilité à l'égard du développement durable ne semble pas encore se répandre parmi les grandes entreprises croates, alors que ces pratiques seraient également susceptibles d'améliorer la performance du pays dans le cadre du GGEI. Les entités infranationales, y compris les parties prenantes du secteur privé, peuvent jouer un rôle plus central afin de promouvoir la croissance économique verte.

Performance environnementale

Les résultats de la dimension **Environnement** sont également mitigés. La Croatie arrive à la huitième place du classement Biodiversité et habitat, mais les indicateurs Qualité de l'air et Pêche et aquaculture témoignent d'une situation plus préoccupante, le pays occupant respectivement les 40e et 44e rangs. L'augmentation de la température des océans liée au changement climatique est susceptible de bouleverser encore plus la pêche, et il convient donc de considérer celle-ci comme un enjeu particulièrement urgent auquel doivent s'atteler les responsables politiques croates. La plupart des autres indicateurs de cette dimension affichent de bons résultats : Agriculture (17e rang), Eau et Assainissement (19e), Forêts (20e).

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **47**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **12**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **65**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5102 **50**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5559 **41**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4440 **25**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9064 **14**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **62**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5492 **33**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,6453 **21**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,6076 **15**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **33**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **40**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **35**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7793 **17**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4415 **40**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7847 **25**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7535 **19**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8587 **8**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,4919 **44**/78

Forêts
IPE
0,7148 **20**/78

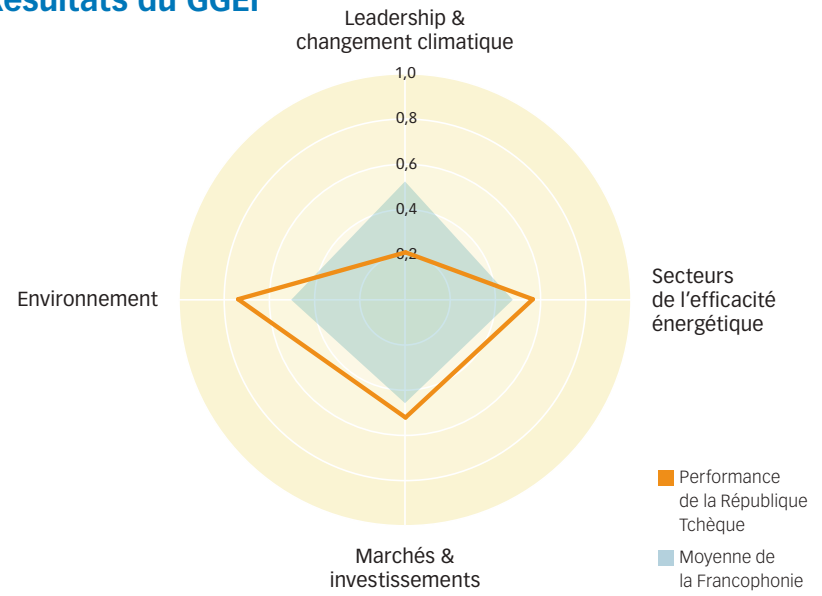
CENTILE **CLASSEMENT**

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

0,5087
27/78

0,3860
57/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, la République tchèque affiche de bons résultats en occupant la 27e place du classement général des pays de la Francophonie. Des améliorations dans la dimension Leadership et changement climatique permettraient d'augmenter sensiblement l'ensemble de ses résultats.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine changement climatique du GGEI, la République tchèque figurant au 72e rang de ce classement de la Francophonie. Un examen plus attentif des deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) révèle que, dans les deux cas, les émissions du pays se sont légèrement améliorées depuis le premier suivi par le GGEI. **Le rythme de cette amélioration n'est toutefois pas assez rapide pour faire progresser l'ensemble des résultats en matière de changement climatique.** La stratégie à long terme sur le changement climatique définie par la République tchèque représente une avancée positive, car elle permettra d'accélérer la réduction des émissions et de renforcer la détermination du pays à cet égard, en se fondant sur ses engagements pris à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats sont meilleurs dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, sauf pour un domaine faisant clairement exception. Parmi les points positifs, des efforts poussés sont entrepris afin d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction et la République tchèque arrive à la dixième place de ce classement de la Francophonie. **Les résultats dans le domaine des transports sont probants, ce qui porte à croire que les efforts de décarbonisation de ce secteur sont concluants ; le pays arrive ainsi au 18e rang.** Certains signes indiquent que des efforts sont engagés dans la promotion du tourisme durable, et l'augmentation du taux de recyclage des déchets place le pays au huitième rang de la Francophonie. Le principal enjeu de cette dimension concerne le domaine de l'énergie, dans lequel la République tchèque affiche de modestes résultats et occupe la 54e place dans le classement correspondant. La faible part du renouvelable dans la production d'électricité du pays n'est pas sans rapport avec ses résultats médiocres en matière de changement climatique et le niveau élevé de l'intensité globale des émissions de son économie. Dans l'avenir, les pouvoirs publics devraient cibler leurs interventions pour remédier à ce problème.

D'autres améliorations peuvent être apportées pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Les autorités tchèques commencent à peine à mettre l'accent sur la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements, ce qui explique probablement que les conditions soient peu favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, un domaine dans lequel la République tchèque arrive à la 50e place de la Francophonie. L'établissement du GGEI n'a pas détecté de signes d'innovation en matière de produits et services durables, mais il semble que les grandes entreprises tchèques aient intégré des critères de responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement. Ces constats donnent à penser que la responsabilité à l'égard du développement durable et les initiatives vertes occupent une place croissante dans l'ensemble de l'économie du pays, ce qui peut également contribuer à améliorer ses résultats globaux en matière de changement climatique au fil du temps.

Performance environnementale

S'agissant de la dimension **Environnement**, la situation est mitigée. Certains indicateurs font état de résultats probants : la République tchèque occupe la huitième place dans le classement Agriculture, la neuvième dans Biodiversité et habitat, la 12e dans Traitement des eaux usées et la 20e dans Eau et assainissement. D'autres domaines sont toutefois préoccupants, **le pays figurant à la 36e place du classement Qualité de l'air et à la 46e de Forêts**. D'après ces résultats inégaux, il semble que la planification environnementale de la République tchèque devrait être plus exhaustive afin d'améliorer les performances des domaines les plus faibles.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **48**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **13**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **67**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,1444 **72**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,1687 **68**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,6588 **10**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2279 **54**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **39**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7248 **18**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,8475 **18**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3292 **50**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **34**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **7**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **37**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9382 **8**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4792 **36**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8484 **12**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7532 **20**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8557 **9**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9448 **5**/78

Forêts
IPE
0,3650 **46**/78

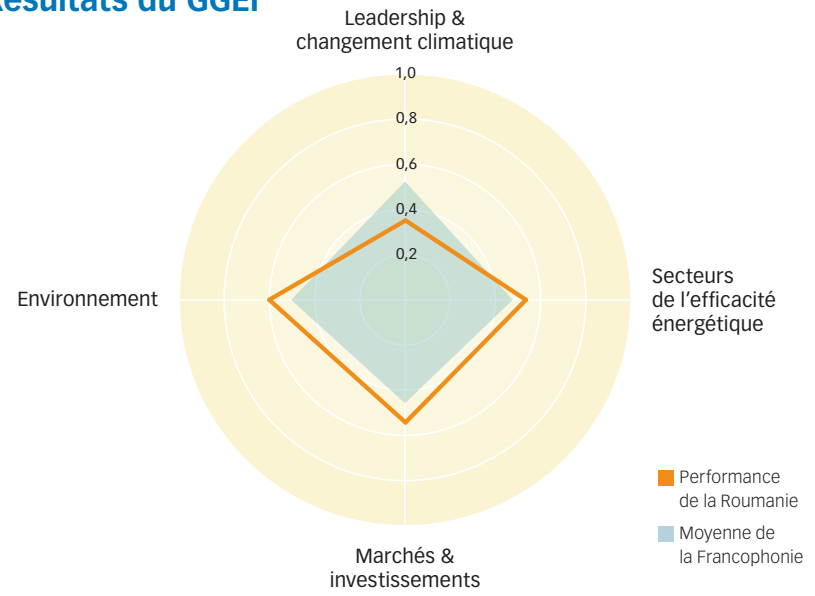
CENTILE **CLASSEMENT**

ROUMANIE

0,5073
30/78

0,3792
76/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, **la Roumanie affiche de bons résultats et occupe la 30e place du classement général des pays de la Francophonie.** La dimension Leadership et changement climatique constitue la plus grande source de progrès, tandis que les résultats sont mitigés dans les autres domaines.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine changement climatique du GGEI, la Roumanie arrivant au 44e rang de ce classement de la Francophonie. Un examen plus attentif des deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) révèle que, dans les deux cas, les émissions du pays se sont légèrement dégradées. **L'intensité carbone de l'économie roumaine reste certes plus basse que celle de nombreux pays voisins. Pour autant, cette tendance doit être inversée afin d'atteindre les objectifs qu'a définis le pays dans ses engagements à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques.**

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. Parmi les points positifs, des efforts poussés sont entrepris afin d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction, et la Roumanie arrive à la 12e place de ce classement de la Francophonie. **Les résultats dans le domaine des transports sont très probants, ce qui porte à croire que les efforts de décarbonisation de ce secteur sont concluants. Le pays arrive ainsi au troisième rang.** Certains signes indiquent que des efforts ont été engagés afin de promouvoir le tourisme durable, mais ils pourraient être plus dynamiques et plus constants. De la même façon, dans le domaine de l'énergie, la part du renouvelable dans la production d'électricité est modérée et la Roumanie occupe la 27e place de ce classement. Pour améliorer ses résultats globaux en matière de changement climatique, elle devrait accorder une plus large place aux énergies renouvelables. Les faiblesses du pays dans cette dimension concernent l'efficacité de l'utilisation des ressources, ses résultats décevants le plaçant au 64e rang de la Francophonie.

D'autres améliorations peuvent être apportées pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Bien que l'établissement du GGEI n'ait pas permis de montrer que des efforts notables aient été engagés afin de promouvoir les investissements verts, **les conditions sont de plus en plus favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, et la Roumanie figure à la 12e place de ce classement.** Aucun signe d'innovation en matière de produits et services durables n'a été détecté, mais il semble que les grandes entreprises roumaines aient intégré des critères de responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement. Ces constats donnent à penser que la responsabilité à l'égard du développement durable et les initiatives vertes occupent une place croissante dans l'ensemble de l'économie du pays, ce qui peut également contribuer à améliorer ses résultats globaux en matière de changement climatique au fil du temps.

Performance environnementale

Les résultats de la Roumanie dans la dimension **Environnement** sont passables, aucun domaine ne se distinguant par des points forts ou des faiblesses particulièrement marqués. Les résultats les plus probants concernent l'Agriculture (16e rang), Biodiversité et habitat (20e) et Traitement des eaux usées (29e). **Compte tenu des pratiques agricoles peu satisfaisantes dans le passé et de la dégradation des terres, ces domaines devraient être surveillés dans l'avenir.** Les autres indicateurs font état de résultats moins remarquables, la Roumanie figurant à la 57e place du classement Qualité de l'air et à la 53e de Pêche et aquaculture. La pollution de l'air et la contamination des eaux représentent de graves enjeux environnementaux en Roumanie, et les prochaines planifications environnementales devraient viser à coordonner les efforts avec les industries afin que des initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable soient ciblées sur la réduction de ces conséquences négatives sur l'eau et sur l'air.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **68**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **33**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **76**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5238 **46**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5891 **36**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5810 **12**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,6033 **27**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **47**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,8661 **3**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2566 **64**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,7010 **12**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **65**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,7751 **16**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **53**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7866 **16**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3007 **57**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7640 **29**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6392 **36**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8077 **20**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3383 **53**/78

Forêts
IPE
0,5820 **31**/78

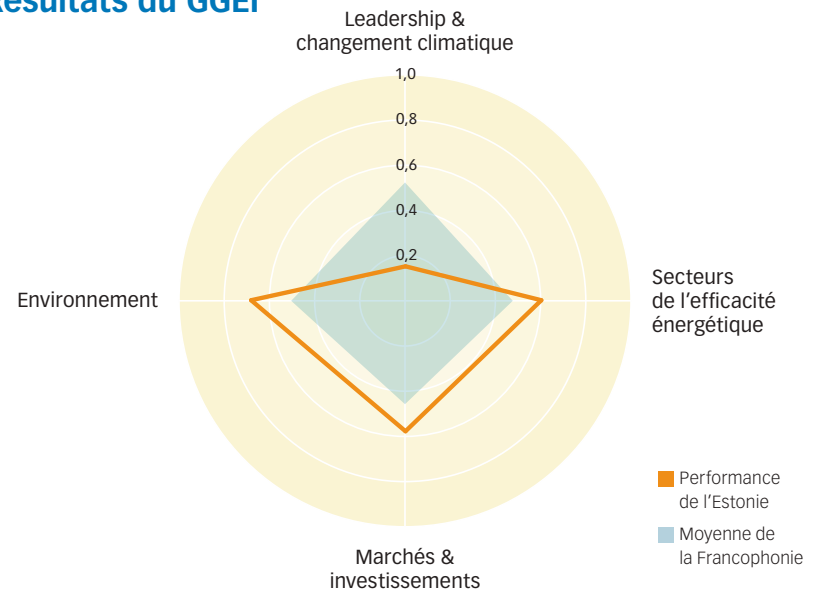
CENTILE **CLASSEMENT**

ESTONIE

0,5034
31/78

0,4235
27/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, **l'Estonie affiche des résultats relativement bons, arrivant ainsi à la 31e place des pays de la Francophonie.** Les résultats de l'Estonie dans la dimension Leadership et changement climatique du GGEI sont déterminants pour les améliorations futures, le pays étant le dernier du classement des pays de la Francophonie pour sa performance en matière de changement climatique.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique, dans lequel l'Estonie occupe la dernière position du classement des pays de la Francophonie, soit la 78e place. Un examen plus approfondi des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – montre que **le pays a l'une des intensités d'émissions les plus élevées de l'ensemble de la Francophonie**. Ce résultat mérite d'être analysé de plus près à l'échelon national, car il faut d'abord déterminer les raisons sous-jacentes de ces mauvais résultats afin d'adopter des politiques et des incitations pour les améliorer. Les responsables politiques ont un rôle à jouer, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pour mettre en avant cette réalité et proposer des mesures concrètes. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre soumis par l'Estonie à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, tout en étant une première mesure productive, devrait continuer à être relevé pour accroître l'accent mis sur les résultats en matière de changement climatique et sur le niveau d'ambition.

Autres dimensions du GGEI

S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, plusieurs domaines pourraient avoir une incidence favorable sur les résultats globaux en matière de changement climatique s'ils étaient améliorés. Parmi les points positifs, l'Estonie fait clairement des progrès dans l'intégration des pratiques de construction durable à son secteur du bâtiment, s'établissant ainsi, de manière remarquable, au cinquième rang dans ce domaine. Les efforts menés par les autorités estoniennes dans le domaine du tourisme sont également des preuves solides de la priorité donnée au tourisme durable, le pays arrivant à la 14e place dans ce domaine. Le recyclage des déchets s'accélère, l'Estonie atteignant la 22e place. S'agissant des points préoccupants, **la part du renouvelable du pays à la production d'électricité est relativement faible, celui-ci se classant au 53e rang**, et bien que légèrement meilleure, sa performance dans le domaine des transports pourrait être améliorée, l'Estonie se situant à la 31e position de la Francophonie dans ce domaine. Il serait possible de faire progresser la performance en matière de changement climatique en accroissant la contribution des énergies renouvelables, et en intégrant les transports non polluants et la réglementation en la matière au secteur des transports.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Ces efforts semblent améliorer les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, le pays se classant au 38e rang dans ce domaine.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable semble également prendre de l'ampleur, l'établissement du GGEI ayant permis de montrer qu'en Estonie, plusieurs grandes entreprises fixent des objectifs en matière de réduction des émissions et d'autres objectifs de durabilité liés à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement.

Performance environnementale

Dans la dimension **Environnement**, il est encore possible de progresser. Certains indicateurs font état de résultats probants : l'Estonie se classe au sixième rang dans le domaine Pêche et aquaculture, au huitième dans Traitement des eaux usées et au 13e dans Biodiversité et habitat. Dans le même temps, l'**Estonie obtient l'un des résultats les plus faibles de la Francophonie dans le domaine Forêts, en occupant la 66e position**. Étant donné que l'un des domaines environnementaux enregistre des résultats bien plus faibles que les autres, les responsables de l'Estonie devraient directement le cibler, en examinant la cause de résultats si peu probants, puis proposer des mesures pour les améliorer.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **53**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **17**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **68**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,0652 **74**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,0198 **74**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,8645 **5**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2316 **53**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **14**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5577 **31**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,6453 **22**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3908 **38**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **40**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **9**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **25**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,6560 **27**/78

Qualité de l'air
IPE
0,7522 **22**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8523 **8**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6213 **39**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8271 **13**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9304 **6**/78

Forêts
IPE
0,1412 **66**/78

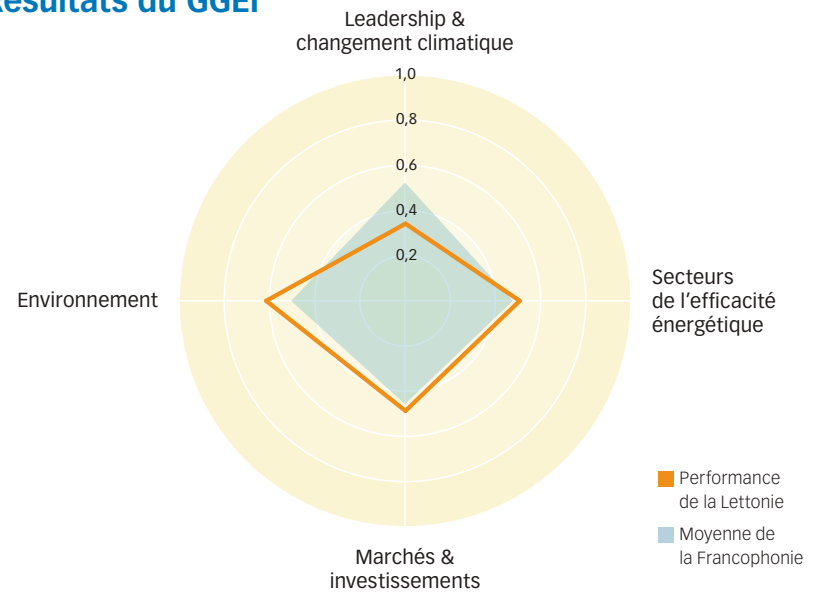
CENTILE **CLASSEMENT**

LETTONIE

0,4875
41/78

0,3909
47/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, **la Lettonie affiche des résultats relativement bons, arrivant ainsi à la 41e place des pays de la Francophonie.** La performance de la Lettonie peut être améliorée dans divers domaines, notamment ceux qui sont compris dans les dimensions Leadership et changement climatique et Marchés et investissements du GGEI.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique, dans lequel la Lettonie occupe la 39e position du classement des pays de la Francophonie. Un examen plus approfondi des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – montre que **les résultats du pays sont restés stables depuis deux ans.** Ce résultat tend à montrer que les taux de décarbonisation de l'économie lettone ne progressent pas assez rapidement. Les responsables politiques ont un rôle à jouer, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, dans la détermination de la raison sous-jacente de ces résultats stagnants, puis dans l'élaboration de politiques et de mesures incitatives pour les améliorer. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre soumis par la Lettonie à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, tout en étant une première mesure productive, devrait continuer à être relevé pour accroître l'accent mis sur les résultats en matière de changement climatique et sur le niveau d'ambition.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. S'agissant des aspects positifs, il apparaît clairement que les résultats de la Lettonie s'améliorent dans les domaines Bâtiments, Énergie et Efficacité de l'utilisation des ressources, le pays se classant respectivement aux 41e, 21e et 28e places. Certains signes montrent également que la Lettonie promeut plus activement le tourisme durable grâce aux efforts menés par les autorités dans le domaine du tourisme. La hausse continue de l'importance des énergies renouvelables dans l'économie et de l'efficacité énergétique des bâtiments devrait avoir des effets positifs sur la performance du pays en matière de changement climatique. **Dans le même temps, il est essentiel que les résultats de la Lettonie dans le domaine des transports s'améliorent : celle-ci se situe actuellement au 52e rang du classement des pays de la Francophonie dans ce domaine.** Intégrer une réglementation sur les transports non polluants et d'autres textes connexes dans ce secteur améliorerait également les résultats en matière de changement climatique.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Ces efforts semblent améliorer les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, le pays se classant au 39e rang dans ce domaine.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable semble également prendre de l'ampleur, l'établissement du GGEI ayant permis de montrer qu'en Lettonie, plusieurs grandes entreprises fixent des objectifs en matière de réduction des émissions et d'autres objectifs de durabilité liés à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement.

Performance environnementale

Dans la dimension **Environnement**, il est également possible de progresser. Certains indicateurs font état de résultats probants : la Lettonie arrive à la 10e place dans le domaine Traitement des eaux usées et à la 14e dans Biodiversité et habitat. Dans le même temps, elle figure au bas du classement de la Francophonie dans le domaine Forêts, soit à la 68e position, et obtient un résultat tout aussi préoccupant dans le domaine Pêche et aquaculture, en occupant la 50e place. Étant donné que ces deux domaines environnementaux enregistrent des résultats bien plus faibles que les autres, les responsables de la Lettonie devraient directement les cibler, en examinant la cause de résultats si peu probants, puis proposer des mesures pour les améliorer.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **59**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **64**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **72**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5275 **44**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6533 **31**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3692 **41**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,7531 **21**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **44**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5105 **52**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5369 **28**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3889 **39**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **49**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,5485 **19**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **28**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7465 **22**/78

Qualité de l'air
IPE
0,7302 **25**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8516 **10**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6479 **33**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8230 **14**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3851 **50**/78

Forêts
IPE
0,1305 **68**/78

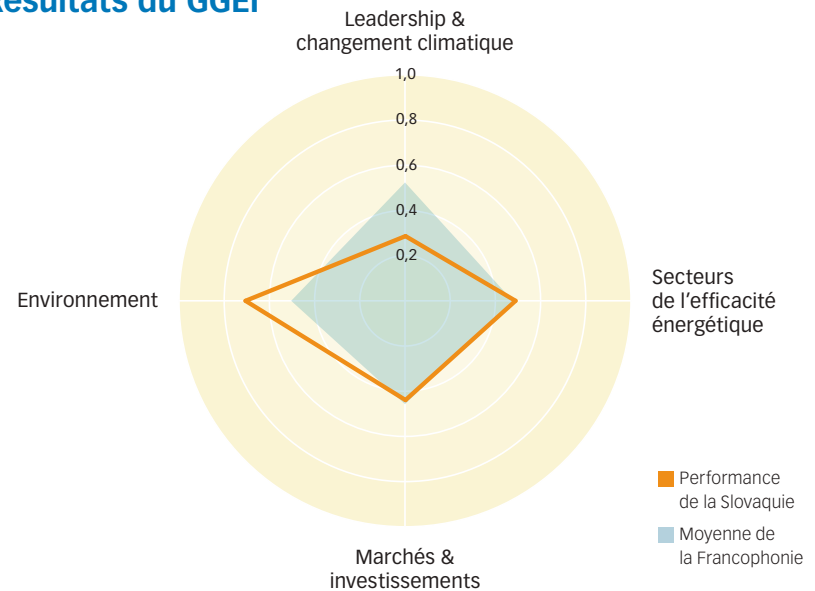
CENTILE **CLASSEMENT**

SLOVAQUIE

0,4799
44/78

0,3792
78/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, la Slovaquie occupe la 44e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Les progrès les plus urgents concernent la dimension **Leadership et changement climatique**, tandis que les meilleurs résultats figurent dans **Environnement**.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique dans le cadre du GGEI, la Slovaquie arrivant au 45e rang de ce classement de la Francophonie. Il est encourageant de constater que, depuis le premier suivi par le GGEI, **les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) se sont améliorés.** À présent, le défi à relever consiste à accélérer le rythme de la décarbonisation, comme c'est le cas pour de nombreux pays européens de la Francophonie. S'il a représenté un premier pas constructif, l'objectif de réduction des émissions soumis par la Slovaquie à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques doit toutefois évoluer, afin de mettre davantage l'accent sur les résultats liés au changement climatique et de renforcer la détermination du pays à cet égard.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. Parmi les points positifs, la Slovaquie affiche des résultats probants dans les secteurs du bâtiment et des transports, en occupant respectivement les 14e et cinquième places. Une stratégie pour améliorer les résultats globaux du pays en matière de changement climatique pourrait consister à axer les futurs efforts sur l'intensification de la décarbonisation dans ces secteurs essentiels. Les résultats des trois autres domaines de la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique sont moins encourageants : la part du renouvelable dans la production d'électricité reste faible (40e rang), peu de signes témoignent d'une promotion active du tourisme durable (50e), et les niveaux de recyclage des déchets et de l'efficacité de l'utilisation des ressources sont bas (42e). **La situation dans le domaine de l'énergie doit impérativement être améliorée afin de faire progresser la performance globale de la Slovaquie en matière de changement climatique ainsi que ses prochains résultats dans le cadre du GGEI.**

Dans la dimension **Marchés et investissements**, certains enseignements peuvent être tirés pour que les responsables politiques slovaques trouvent une façon de mieux intégrer les énergies renouvelables à l'ensemble de l'économie. L'établissement du GGEI a permis de montrer que les autorités commençaient à donner la priorité à la dimension durable dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements ; une attention accrue dans ce domaine pourrait contribuer, au fil du temps, à améliorer les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables. Pour le moment, ces conditions ne semblent pas très favorables à ce type d'investissements, la Slovaquie occupant la 53e place du classement de la Francophonie. **Compte tenu de l'importance des progrès à accomplir en matière d'efficacité énergétique, ce domaine devrait être considéré comme prioritaire.** L'établissement du GGEI a également permis de montrer que l'innovation en matière de produits et services

durables et la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable occupaient une place grandissante en Slovaquie. Comme pour les énergies renouvelables, les futures améliorations dans ces deux domaines devraient être axées sur la généralisation du développement durable et des progrès en matière d'efficacité énergétique dans l'ensemble de l'économie slovaque.

Performance environnementale

Les résultats les plus probants du pays concernent la dimension Environnement, à l'exception de deux domaines : la Slovaquie se situe à la 56e place du classement Qualité de l'air parmi les pays francophones, et à la 47e de Forêts. La qualité de l'air participant de la santé publique, ces faibles résultats pourraient être améliorés par de forts engagements des autorités visant à augmenter la part du renouvelable dans l'économie et à éliminer progressivement l'énergie provenant des centrales au charbon les plus polluantes. La plupart des autres indicateurs de cette dimension affichent d'excellents résultats : Agriculture (11e rang) et Biodiversité et habitat (10e).

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **72**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **72**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **77**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3809 **61**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5559 **42**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5797 **14**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,3637 **40**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **50**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,8457 **5**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2876 **42**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3130 **53**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4664 **10**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,5485 **21**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **43**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9339 **11**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3418 **56**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8097 **22**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7495 **22**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8488 **10**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9198 **7**/78

Forêts
IPE
0,3504 **47**/78

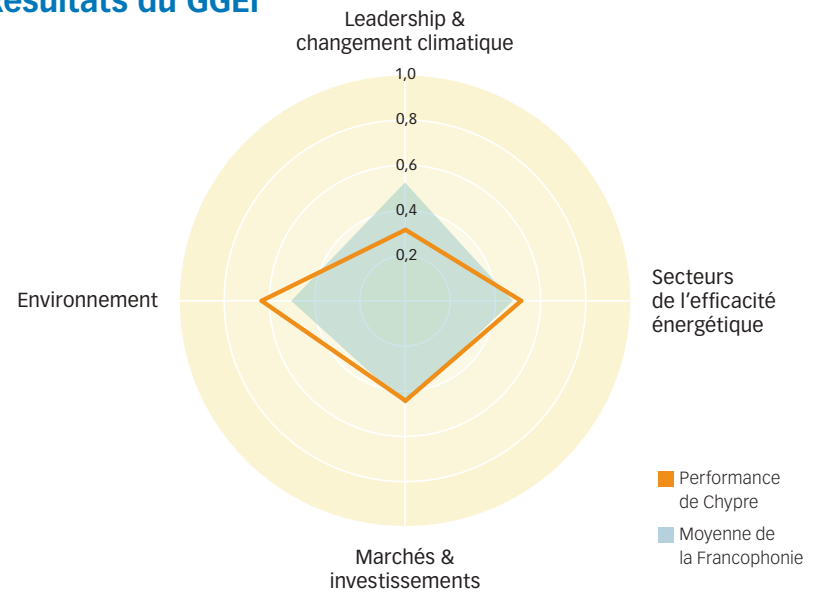
CENTILE **CLASSEMENT**

CHYPRE

0,4762
46/78

0,4692
17/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, Chypre occupe la 46e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats les plus probants concernent l'environnement**, mais elle peut progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique dans le cadre du GGEI, la situation préoccupante de Chypre la plaçant au 66e rang parmi les pays de la Francophonie. Ce résultat, l'un des plus bas en Europe, traduit une tendance regrettable : depuis le premier suivi du pays par le GGEI, **les deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – se sont dégradés.** Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle à jouer dans la réorientation de l'économie vers un modèle de croissance verte et une baisse de l'intensité globale des émissions. S'il a représenté un premier pas constructif, l'objectif de réduction des émissions soumis par Chypre à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques doit toutefois évoluer, afin de mettre davantage l'accent sur les résultats liés au changement climatique et de renforcer la détermination du pays à cet égard.

Autres dimensions du GGEI

Diverses occasions peuvent être saisies afin de progresser dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** du GGEI. Pour le moment, le seul résultat positif concerne le domaine du tourisme, dans lequel Chypre a entrepris des efforts ambitieux afin de présenter des façons durables de visiter le pays dans ses efforts de promotion. Les autres indicateurs font cependant état d'une situation inquiétante : dans le secteur de la construction, les niveaux de certification LEED sont très faibles (49e rang), la part du renouvelable dans la production d'électricité est également très réduite (62e), et les résultats dans le domaine des transports sont médiocres (53e). Chypre est un peu mieux classée en ce qui concerne le recyclage des déchets et l'efficacité de l'utilisation des ressources, domaine dans lequel elle occupe la 23e place parmi les pays francophones. **Les résultats de cette dimension du GGEI doivent impérativement être améliorés afin de mieux intégrer la durabilité à l'ensemble de l'économie chypriote et de réduire l'intensité carbone de celle-ci au fil du temps.**

D'autres progrès peuvent être accomplis dans la dimension **Marchés et investissements**. Chypre affiche d'assez bons résultats s'agissant des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, ce qui lui confère la 27e place de la Francophonie. **Les travaux d'établissement du GGEI ont également montré que les autorités avaient commencé à donner la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements ; une attention accrue dans ce domaine pourrait stimuler davantage les investissements dans les énergies renouvelables au fil du temps.** La responsabilité à l'égard du développement durable ne semble pas encore se répandre parmi les grandes

entreprises chypriotes ; ces pratiques seraient pourtant également susceptibles d'améliorer la performance du pays. L'existence d'un brevet vert a été détectée lors de l'établissement du GGEI, ce qui donne à penser que des innovations en matière de produits et services durables commenceraient à se développer. L'intensification de l'innovation dans le développement durable permettra d'améliorer les performances du pays.

Performance environnementale

Les résultats de la dimension Environnement sont les plus probants, à l'exception du domaine Agriculture. Cet indicateur affiche en effet les plus bas résultats d'Europe, Chypre figurant à la 72e place de ce classement de la Francophonie. Le changement climatique devrait avoir de fortes conséquences sur ce secteur en réduisant la disponibilité de l'eau. En ce sens, les responsables politiques chypriotes doivent déterminer les causes d'une telle faiblesse dans ces résultats et proposer des interventions publiques pour y faire face. La situation est meilleure dans la plupart des autres domaines environnementaux : Qualité de l'air (13e), Eau et assainissement (11e) et Forêts (18e).

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **15**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **56**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **66**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,2768 **68**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,4216 **55**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3529 **49**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1949 **62**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9712 **7**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4672 **53**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5738 **23**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4767 **27**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,5581 **8**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **41**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **36**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0764 **72**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8779 **13**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7251 **35**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9212 **11**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,6730 **35**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,4366 **46**/78

Forêts
IPE
0,7458 **18**/78

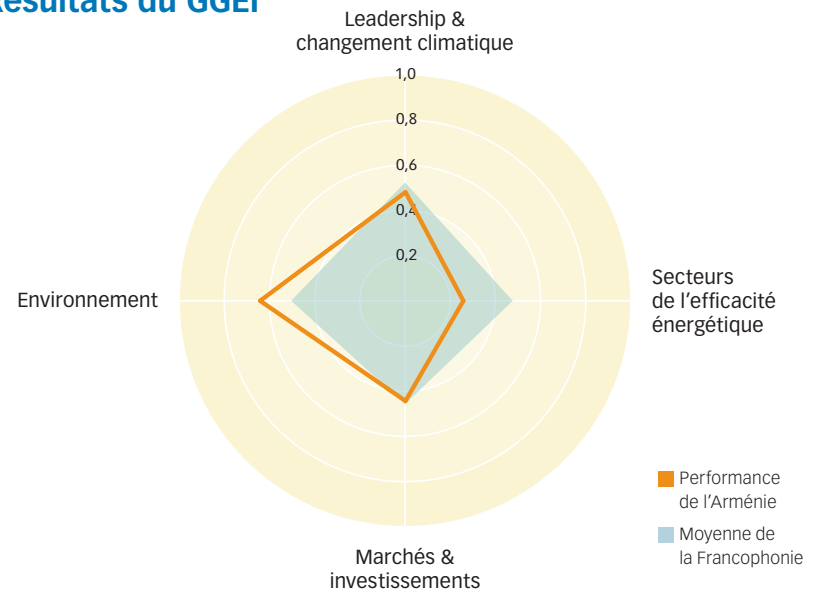
CENTILE **CLASSEMENT**

ARMÉNIE

0,4558
50/78

0,3996
37/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, l'Arménie occupe la 50e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Des progrès peuvent être accomplis dans chacune des quatre dimensions du GGEI, en particulier dans **Secteurs de l'efficacité énergétique**.

Performance environnementale

L'Arménie a subi à diverses reprises des sécheresses et les effets de la dégradation des terres. Le changement climatique pourrait amplifier ces problèmes et avoir des conséquences négatives sur l'approvisionnement en eau, les forêts et certains autres domaines environnementaux. En ce sens, la dimension **Environnement** est d'une grande importance pour l'Arménie, qui doit surveiller sa performance à cet égard dans le cadre du GGEI. Les résultats de certains domaines environnementaux sont inégaux : **le pays est au deuxième rang du classement Forêts de la Francophonie, mais il ne figure qu'au 62e du domaine Qualité de l'air, dont la situation est très préoccupante**. La qualité de l'air participe clairement de la santé publique, et les responsables politiques doivent accorder la priorité à son amélioration. Les autres indicateurs font état de résultats moyens : l'Arménie occupe la 33e place dans le classement Agriculture, la 28e dans Traitement des eaux usées, la 29e dans Eau et assainissement et la 37e dans Biodiversité et habitat.

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** du GGEI. La part du renouvelable dans la production d'électricité est modérée, et le pays figure à la 36e place de la Francophonie. Cependant, les résultats dans les quatre autres domaines qui définissent cette dimension du GGEI sont faibles : dans le secteur de la construction, il semble que ni les pratiques écologiquement viables ni les programmes tels que la certification LEED soient en train de s'imposer ; peu de signes indiquent que l'accent soit réellement mis sur la promotion du tourisme durable ; aucun système de recyclage des déchets n'a été mis en place ; enfin, les résultats sont très faibles dans le domaine des transports, l'Arménie occupant la 77e place dans ce classement de la Francophonie. **Les résultats de cette dimension du GGEI doivent être améliorés afin de mieux intégrer la durabilité à l'ensemble de l'économie arménienne et de réduire l'intensité carbone au fil du temps.**

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Les résultats les plus positifs ont trait aux énergies renouvelables : les autorités arméniennes commencent à donner la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements, **ce qui se traduit par des conditions de plus en plus favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, et le pays arrive à la 10e place de ce classement de la Francophonie**. La responsabilité à l'égard du développement durable ne semble pas se répandre parmi les grandes entreprises arméniennes ; or ce domaine serait susceptible de faire progresser la performance du pays. Pour améliorer ses prochains résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait inciter les entreprises fortement responsables des émissions à se fixer des objectifs de réduction en la matière et à prendre d'autres initiatives en faveur du développement durable afin de rendre leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement plus écologiques.

Performance en matière de changement climatique

L'Arménie figure actuellement à la 38e place du classement de la Francophonie sur le changement climatique. Il convient de baisser les émissions mesurées par les deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB –, d'autant plus que les enjeux du pays face à la qualité de l'air sont de taille. Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle à jouer dans la réorientation de l'économie vers un modèle de croissance verte et une baisse de l'intensité globale des émissions. S'il a représenté un premier pas constructif, l'objectif de réduction des émissions soumis par l'Arménie à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques doit toutefois évoluer, afin de mettre davantage l'accent sur les résultats liés au changement climatique et de renforcer la détermination du pays à cet égard.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **41**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **47**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **4**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6657 **31**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5223 **45**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **53**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,3987 **36**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **33**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,0000 **77**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **69**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,7740 **10**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **18**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **25**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **45**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4999 **33**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2308 **62**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7685 **28**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6637 **29**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,6375 **37**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,7046 **20**/78

Forêts
IPE
0,9968 **2**/78

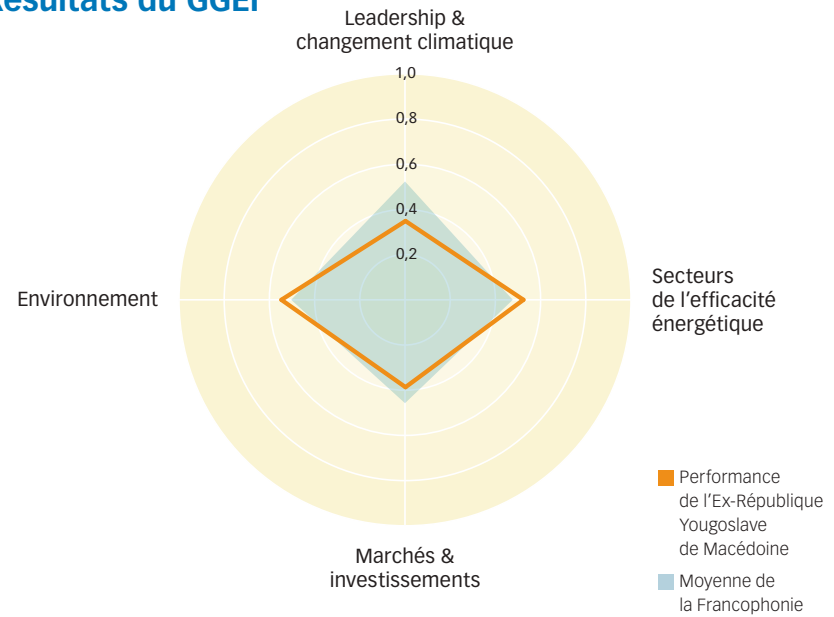
CENTILE **CLASSEMENT**

EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

0,4515
52/78

0,3792
70/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, l'ex-République yougoslave de Macédoine occupe la 52e place du classement général des pays de la Francophonie. **L'ex-République yougoslave de Macédoine a la possibilité de saisir un large éventail d'occasions afin de progresser**, notamment dans les domaines Leadership et changement climatique et Marchés et investissements.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique, dans lequel l'ex-République yougoslave de Macédoine occupe la 61e position du classement des pays de la Francophonie. Un examen plus approfondi des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – montre que **l'intensité des émissions de l'économie de l'ex-République yougoslave de Macédoine est trop élevée.** La première étape pour faire face à cette difficulté consiste à recueillir et à suivre ces données régulièrement et, idéalement, à les inclure dans les principales mesures de la performance faisant l'objet d'un suivi par les responsables des autorités publiques nationales. Les responsables politiques ont un rôle supplémentaire à jouer, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pour proposer des mesures concrètes visant à améliorer les résultats du pays dans le domaine du changement climatique. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre soumis par l'ex-République yougoslave de Macédoine à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, tout en étant une première mesure productive, devrait continuer à être relevé pour favoriser un meilleur ciblage et accroître le niveau d'ambition au fil du temps.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. Il est positif de constater que la performance de l'ex-République yougoslave de Macédoine dans le domaine Transports est plus élevée que celle d'un grand nombre de ses pays voisins, le pays se classant au 29e rang de la Francophonie. La part du renouvelable dans la production d'électricité est modérément élevée, le pays se situant au 38e rang dans ce domaine. En revanche, aucun signe ne témoigne de l'instauration de pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction et aucune donnée n'était disponible pour ce qui est du recyclage des déchets. La collecte de données sur les principaux domaines du GGEI est essentielle afin d'évaluer, de suivre et d'améliorer les résultats. D'après les travaux d'établissement du GGEI, certains signes indiquent que l'ex-République yougoslave de Macédoine promeut activement la durabilité du secteur du tourisme, et ces efforts doivent être renforcés à l'avenir.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Des signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. Ces efforts pourraient être l'un des facteurs à l'origine de l'amélioration du **climat d'investissement dans les énergies renouvelables, domaine dans lequel le pays se situe en 18e position.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Dans la dimension **Environnement**, il est encore possible de progresser, étant donné que l'ex-République yougoslave de Macédoine affiche des résultats passables dans la plupart des domaines couverts. Les domaines dans lesquels le pays obtient les meilleurs résultats sont Eau et assainissement (24e position) et Forêts (25e). **Les résultats sont plus faibles dans les autres domaines, notamment Traitement des eaux usées (48e) et Biodiversité et habitat (52e).** Ces domaines environnementaux participent clairement du bien-être économique, environnemental et social dans le pays et doivent être pris en compte dans les prochaines planifications nationales du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, l'ex-République yougoslave de Macédoine devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **63**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **65**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **33**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5260 **45**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,2959 **63**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **66**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,3773 **38**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **27**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5712 **29**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7761 **15**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,5478 **18**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **52**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **55**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **50**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,5591 **30**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4940 **34**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,4532 **48**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7447 **24**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,3720 **52**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5791 **38**/78

Forêts
IPE
0,6411 **25**/78

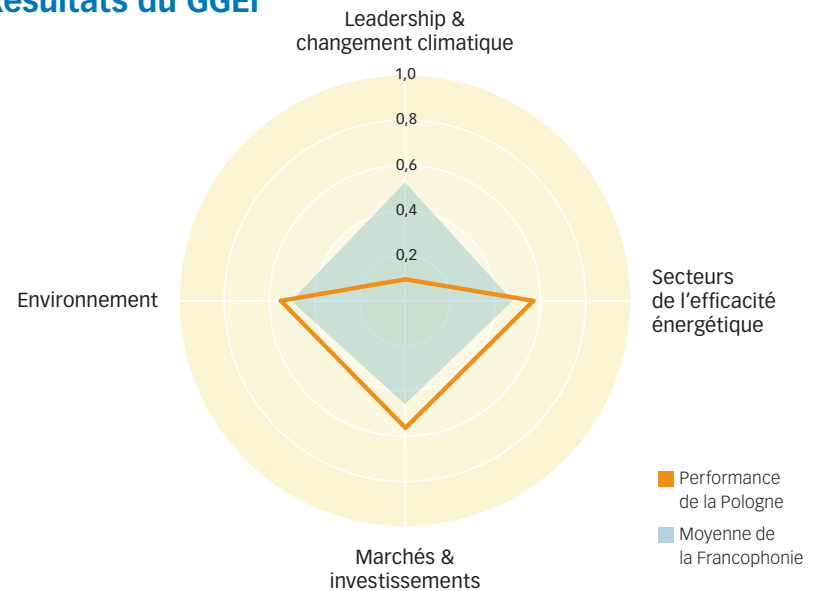
CENTILE **CLASSEMENT**

POLOGNE

0,4437
55/78

0,3792
75/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, la Pologne affiche des résultats préoccupants, figurant à la 55e place du classement général des pays de la Francophonie. Ses faibles résultats sont principalement dus à la situation de la dimension Leadership et changement climatique, et en particulier à sa performance en matière de lutte contre le changement climatique, qui nécessite des progrès urgents.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique dans le cadre du GGEI, la Pologne occupant la 71e place de ce classement de la Francophonie. Un examen plus attentif des deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) révèle que, dans les deux cas, les émissions du pays se sont légèrement améliorées depuis le premier suivi par le GGEI. **Le rythme de cette amélioration n'est toutefois pas assez rapide pour faire progresser l'ensemble des résultats liés au changement climatique.** La Pologne a récemment accueilli des conférences sur ce sujet, au premier rang desquelles la Conférence des Parties (COP) qui a eu lieu à Varsovie en 2013 et celle de Katowice, en 2018. Ces événements peuvent offrir des occasions d'améliorer les résultats du pays hôte en matière de changement climatique sur l'ensemble de son territoire, mais de tels effets n'ont pas encore été détectés par le GGEI dans le cas de la Pologne.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats sont plus positifs dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, sauf pour un domaine faisant clairement exception. Parmi les points positifs, des efforts poussés sont entrepris afin d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction, et la Pologne arrive à la 13e place de ce classement de la Francophonie. **Les résultats dans le domaine des transports sont probants, ce qui porte à croire que les efforts de décarbonisation de ce secteur sont concluants ; la Pologne figure ainsi au 13e rang.** De plus, certains signes indiquent que des efforts sont engagés dans la promotion du tourisme durable, et l'augmentation du taux de recyclage des déchets place le pays au 20e rang de la Francophonie. Le principal enjeu de cette dimension concerne le domaine de l'énergie, dans lequel la Pologne affiche de modestes résultats et occupe la 51e place dans le classement correspondant. La faible part du renouvelable dans la production d'électricité n'est pas sans rapport avec les résultats médiocres du pays en matière de changement climatique et le niveau élevé de l'intensité globale des émissions de son économie. Dans l'avenir, les pouvoirs publics devraient cibler leurs interventions pour remédier à ce problème en réduisant la dépendance aux centrales au charbon et aux autres sources d'énergie fortement polluantes.

D'autres signes positifs se dégagent de la dimension **Marchés et investissements**. Les autorités polonaises mettent clairement l'accent sur la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements, ce qui contribue probablement à l'amélioration des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, un domaine dans lequel la Pologne arrive à la 20e place de la Francophonie. L'établissement du GGEI a aussi permis d'établir clairement que l'innovation

en matière de produits et services durables se développait, tout comme la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. Ces constats donnent à penser que la responsabilité à l'égard du développement durable et les initiatives vertes occupent une place croissante dans l'ensemble de l'économie du pays, ce qui peut également contribuer à améliorer ses résultats globaux en matière de changement climatique au fil du temps.

Performance environnementale

S'agissant de la dimension **Environnement**, la situation est mitigée. Certains indicateurs font état de résultats probants : la Pologne figure à la deuxième place de Biodiversité et habitat, à la 19e de Traitement des eaux usées et à la 23e d'Eau et assainissement. Certains domaines sont toutefois plus préoccupants, le pays occupant la 63e place dans le classement Qualité de l'air, la 63e dans Pêche et aquaculture et la 51e dans Forêts. **D'après ces résultats inégaux, il semble que la planification environnementale de la Pologne devrait être plus exhaustive** afin d'améliorer les domaines les plus faibles.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,0041 **78**/78

Médias
Méthode GGEI
0,0032 **78**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,0325 **75**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,2533 **70**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,2148 **66**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5806 **13**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2454 **51**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **29**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7561 **13**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7120 **20**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,5328 **20**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4256 **12**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,5485 **20**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,7413 **20**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7057 **26**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2222 **63**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8263 **19**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7454 **23**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8699 **2**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,1978 **63**/78

Forêts
IPE
0,2945 **51**/78

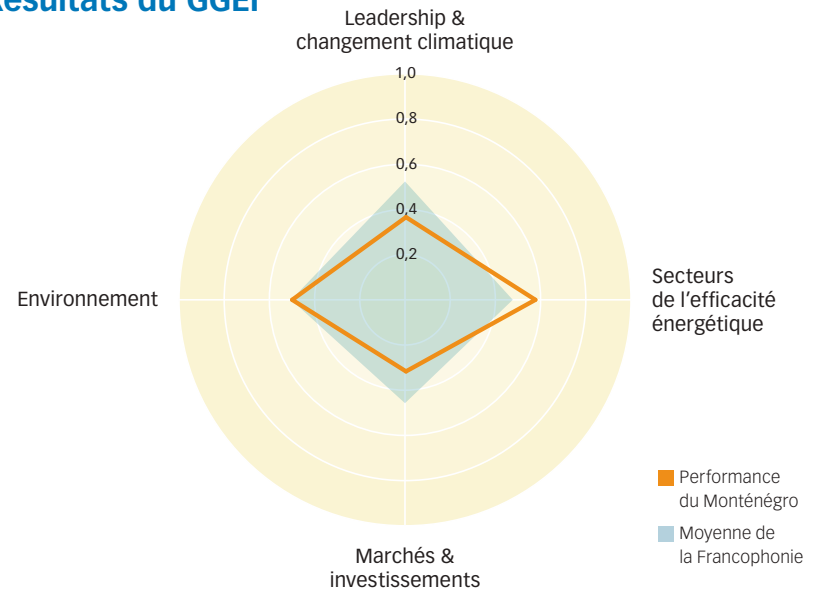
CENTILE **CLASSEMENT**

MONTÉNÉGRO

0,4395
58/78

0,3792
74/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, **le Monténégro a enregistré des résultats décevants, arrivant à la 58e place des pays de la Francophonie.** Ses résultats dans chacune des quatre dimensions du GGEI peuvent être améliorés, mais les dimensions Leadership et changement climatique et Marchés et investissements offrent les plus grandes possibilités de progression.

Performance en matière de changement climatique

Il faut porter une attention immédiate aux résultats du Monténégro en matière de changement climatique pour qu'ils s'améliorent au fil du temps, le pays se classant actuellement à la 58e place de la Francophonie dans ce domaine. Un examen des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – montre que **l'intensité des émissions de l'économie du Monténégro est trop élevée.** La première étape pour relever ce défi consiste à recueillir et à suivre ces données régulièrement et, idéalement, à les inclure dans les principales mesures de la performance faisant l'objet d'un suivi par les responsables des autorités publiques nationales. Les responsables politiques ont un rôle supplémentaire à jouer, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pour proposer des mesures concrètes visant à améliorer les résultats du pays dans le domaine du changement climatique. L'établissement d'un lien entre le leadership politique et les mesures et résultats concrets en matière d'économie verte améliorera les résultats du Monténégro et, de manière plus générale, sa performance en matière de changement climatique.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. Il est positif de constater que le Monténégro se situe au 19e rang de la Francophonie dans le domaine Énergie, sa part du renouvelable à la production d'électricité étant élevée. D'après les travaux d'établissement du GGEI, certains signes indiquent que le Monténégro promeut activement la dimension durable du secteur du tourisme ; ces efforts doivent être renforcés à l'avenir. Dans le domaine des transports, ses résultats sont satisfaisants, le pays occupant la 25e place de la Francophonie. En revanche, aucun signe ne témoigne de l'instauration de pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction, et aucune donnée n'était disponible pour mesurer le recyclage des déchets. La collecte de données sur tous les domaines du GGEI est essentielle afin d'évaluer, de suivre et d'améliorer les résultats du pays.

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts pour promouvoir les investissements, mais il est évident que ces efforts ne se traduisent pas par de meilleures conditions pour ces investissements, le Monténégro figurant actuellement au bas du classement de la Francophonie dans ce domaine. Les responsables du Monténégro devraient examiner cette incohérence et la raison pour laquelle les conditions sont si peu propices aux investissements verts. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

D'autres occasions peuvent être saisies pour progresser dans la dimension **Environnement**, le Monténégro affichant des résultats passables ou préoccupants dans la plupart des domaines couverts. Les domaines dans lesquels le pays obtient les meilleurs résultats sont Eau et assainissement (13e position) et Forêts (24e). **Les résultats sont plus faibles dans les autres domaines, notamment Agriculture (70e) et Pêche et aquaculture (70e).** Ces domaines épineux pour le Monténégro nécessiteront de trouver des solutions spécifiques et doivent être pris en compte dans les prochaines planifications nationales du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans les prochaines éditions du GGEI, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **66**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **70**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **40**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5019 **51**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,3258 **60**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **71**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,7599 **19**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **45**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6193 **25**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7761 **17**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2684 **77**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **60**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **62**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **52**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1147 **70**/78

Qualité de l'air
IPE
0,5574 **32**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7451 **32**/78

Eau et assainissement
IPE
0,8329 **13**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5337 **48**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0966 **70**/78

Forêts
IPE
0,6442 **24**/78

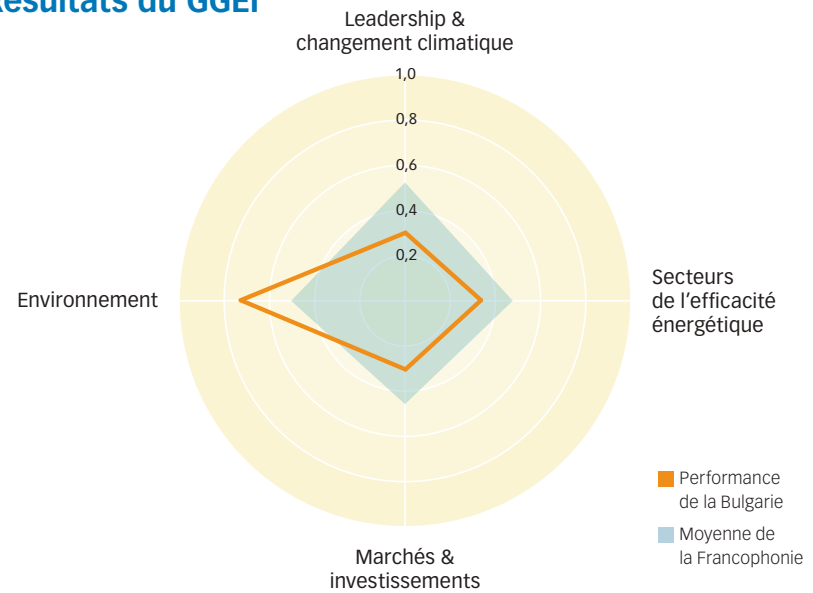
CENTILE **CLASSEMENT**

BULGARIE

0,4170
63/78

0,4358
21/78

Résultats du GGEI



Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, la Bulgarie occupe la 63e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats les plus probants concernent l'environnement**, mais elle peut progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI.

Résultats de la lutte contre le changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique, la situation préoccupante de la Bulgarie la plaçant au 70e rang parmi les pays de la Francophonie. Ce résultat, l'un des plus bas en Europe, traduit une tendance regrettable : depuis le premier suivi par le GGEI, **les deux principaux indicateurs de ce domaine (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) se sont dégradés.** Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle à jouer pour réorienter l'économie vers un modèle de croissance verte, en s'appuyant sur des interventions publiques qui ciblent les causes de ces faibles résultats. S'il a représenté un premier pas constructif, l'objectif de réduction des émissions soumis par la Bulgarie à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques doit toutefois évoluer, afin d'inciter les parties prenantes de l'économie du pays à améliorer les résultats dans ce domaine.

Autres dimensions du GGEI

Certaines occasions peuvent être saisies afin de progresser dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Tout d'abord, il est positif de constater que les pratiques de construction durable semblent réellement se généraliser dans le pays, qui occupe la 17e place dans ce classement de la Francophonie et affiche une augmentation des niveaux de certification LEED depuis son premier suivi par le GGEI. Parmi les points plus préoccupants, les résultats de la Bulgarie dans le domaine des transports sont faibles (57e rang) et la part du renouvelable dans la production d'électricité n'est que modérée (48e). En outre, les travaux d'établissement du GGEI n'ont pas permis d'établir que la priorité était accordée à la durabilité dans les efforts de promotion du tourisme ni qu'un système de recyclage des déchets avait été mis en place. **Les résultats de cette dimension du GGEI doivent impérativement être améliorés afin de mieux intégrer la durabilité à l'ensemble de l'économie bulgare et de réduire l'intensité carbone de celle-ci au fil du temps.**

D'autres progrès peuvent être accomplis dans la dimension **Marchés et investissements**. Des projets impliquant l'augmentation de nouvelle puissance installée du renouvelable ont vu le jour, ce qui donne à penser que les conditions deviennent plus favorables à ce type d'investissements. **Cependant, d'après l'établissement du GGEI, les autorités n'ont pas entrepris d'efforts notables pour donner la priorité à la dimension écologique dans leurs actions visant à promouvoir les investissements ; or une attention accrue dans ce domaine pourrait avoir des conséquences positives sur les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables au fil du temps.** La responsabilité à l'égard du

développement durable ne semble pas non plus se répandre parmi les grandes entreprises bulgares ; ces pratiques seraient pourtant également susceptibles de faire progresser la performance du pays. Pour améliorer ses prochains résultats dans le cadre du GGEI, la Bulgarie devrait inciter les entreprises fortement responsables des émissions à se fixer des objectifs de réduction en la matière et à prendre d'autres initiatives en faveur du développement durable, afin de rendre leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement plus écologiques.

Performance environnementale

Les résultats de la dimension **Environnement** sont les plus probants, à l'exception du domaine Qualité de l'air. La Bulgarie figure en effet à la 33e place de ce classement de la Francophonie, et même si la situation n'est pas aussi inquiétante que dans certains pays voisins, une attention immédiate doit être portée sur ce domaine, en particulier parce qu'il contribue au bien-être social et à la santé publique. Les autres indicateurs de cette dimension font état de résultats satisfaisants : Agriculture (25e rang), Traitement des eaux usées (16e), Eau et assainissement (17e), Biodiversité et habitat (12e), Pêche et aquaculture (22e), Forêts (19e).

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **45**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **49**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **7**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3337 **65**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,0972 **71**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5575 **17**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2797 **48**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **55**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4520 **57**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **72**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3451 **45**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **21**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **28**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **58**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7113 **25**/78

Qualité de l'air
IPE
0,5399 **33**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8367 **16**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7661 **17**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,8386 **12**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6954 **22**/78

Forêts
IPE
0,7152 **19**/78

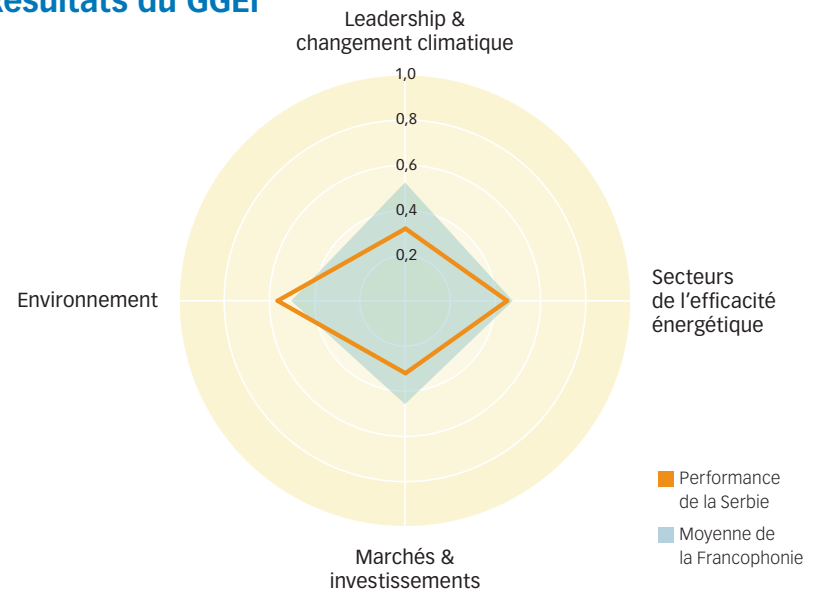
CENTILE **CLASSEMENT**

SERBIE

0,4139
64/78

0,3864
55/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Serbie a enregistré des résultats préoccupants, se situant presque au bas du classement des pays de la Francophonie, soit au 64e rang, pour ce qui est de la performance. Diverses occasions peuvent être saisies afin de progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique, dans lequel la Serbie occupe la 76e position du classement des pays de la Francophonie. Un examen plus approfondi des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – montre que **le pays a l'un des niveaux les plus élevés d'émissions par unité de PIB**. Ce résultat mérite d'être analysé de plus près, notamment pour ce qui est des émissions par habitant, qui, même si elles sont élevées, ne sont pas si importantes. Les responsables politiques ont un rôle à jouer, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pour mettre en avant cette réalité et proposer des mesures concrètes pour l'améliorer. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre soumis par la Serbie à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, tout en étant une première mesure productive, devrait continuer à être relevé pour accroître l'accent mis sur les résultats en matière de changement climatique et sur le niveau d'ambition.

Autres dimensions du GGEI

Les résultats de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont mitigés. Il est positif de constater que la Serbie affiche des efforts soutenus visant à instaurer des pratiques écologiquement viables dans son secteur du bâtiment, atteignant ainsi la 11e place des pays de la Francophonie dans ce domaine. **Sa performance dans le domaine Transports est plus élevée que celle d'un grand nombre de ses pays voisins, le pays se classant au 28e rang de la Francophonie.** La part du renouvelable dans la production d'électricité est modérée. La croissance et l'amélioration continues dans ces trois domaines devraient avoir des répercussions positives sur la performance du pays en matière de changement climatique. S'agissant des points préoccupants, les efforts menés par les autorités serbes dans le domaine du tourisme semblent donner une priorité limitée à la durabilité de ce secteur, et l'établissement du GGEI n'a pas permis d'établir qu'un système de recyclage des déchets a été mis en place.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Les autorités ne semblent pas encore accorder la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Ce manque d'intérêt pour le développement durable peut nuire à la perception des possibilités d'investissement dans les énergies renouvelables, la Serbie se classant au 36e rang dans ce domaine.** Les marchés mondiaux et les investisseurs ont besoin d'informations, de données et d'autres formes de soutien pour évaluer ces possibilités. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Dans la dimension **Environnement**, il est encore possible de progresser. Certains indicateurs font état de résultats probants : la Serbie occupe la 13e place dans le domaine Agriculture, la 21e dans Eau et assainissement et la 15e dans Forêts. Dans le même temps, **elle enregistre des résultats très préoccupants dans les domaines Qualité de l'air et Biodiversité et habitat, se situant respectivement aux 59e et 62e rangs.** Ces domaines environnementaux participent clairement du bien-être économique, environnemental et social dans le pays et doivent être pris en compte dans les prochaines planifications nationales du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **71**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **37**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **49**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3221 **67**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,0051 **76**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,6335 **11**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,4919 **33**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **49**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,5905 **28**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **78**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4031 **36**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **70**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **70**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **74**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,8531 **13**/78

Qualité de l'air
IPE
0,2872 **59**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,5411 **43**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7506 **21**/78

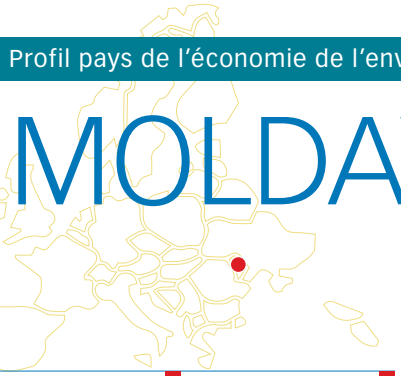
Biodiversité et habitat
IPE
0,1542 **62**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5856 **32**/78

Forêts
IPE
0,7894 **15**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

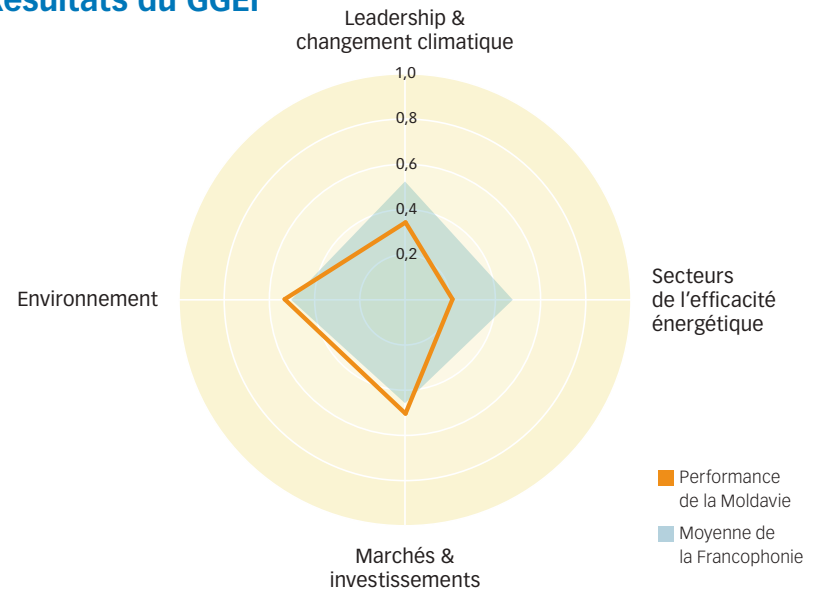
MOLDAVIE



0,3971
70/78

0,3792
73/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Moldavie affiche des résultats préoccupants qui la placent au bas du classement général de la Francophonie, au 70e rang. Toutes sortes d'occasions peuvent être saisies afin de progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique dans le cadre du GGEI, la Moldavie figurant à la 62e place de ce classement de la Francophonie. Un examen plus attentif des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – révèle que **les émissions par unité de PIB sont parmi les plus élevées de toute la Francophonie**. Ce résultat doit être étudié de manière plus approfondie, en particulier parce que le niveau des émissions par habitant, bien qu'élevé, n'est pas si extrême. Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle à jouer pour attirer l'attention sur cette situation et proposer des mesures concrètes afin de l'améliorer. S'il a représenté un premier pas constructif, l'objectif de réduction des émissions soumis par la Moldavie à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques doit toutefois évoluer, afin de mettre davantage l'accent sur les résultats liés au changement climatique et de renforcer la détermination du pays à cet égard.

Autres dimensions du GGEI

La situation de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** du GGEI explique en partie pourquoi la performance de la Moldavie est si faible, les cinq domaines de cette dimension affichant des résultats peu satisfaisants. L'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que des pratiques écologiquement viables étaient instaurées dans le secteur de la construction ; la part du renouvelable dans la production d'électricité est faible ; enfin, les résultats dans le domaine des transports sont parmi les plus bas de la Francophonie, le pays figurant à la 74e place de ce classement. **Les émissions imputables aux secteurs du bâtiment, de l'énergie et des transports sont des éléments essentiels dans les résultats globaux en matière de changement climatique ; la Moldavie devrait donc accorder un degré de priorité élevé à l'amélioration de ces domaines.** Il est également préoccupant de constater que les efforts menés par les autorités moldaves dans le tourisme semble donner peu de priorité à la durabilité de ce secteur, et l'établissement du GGEI n'a pas permis d'établir qu'un système de recyclage des déchets avait été mis en place.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Parmi les signes encourageants, la Moldavie est l'un des pays de la Francophonie les mieux classés s'agissant des efforts des autorités visant à promouvoir les investissements verts, en occupant la quatrième place. **Ces efforts ne se traduisent toutefois pas encore par une amélioration des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables**, le pays n'arrivant qu'à la 54e place de ce classement. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

D'autres progrès peuvent être accomplis dans la dimension **Environnement**. Certains domaines affichent des résultats relativement probants : la Moldavie figure à la 20e place dans Agriculture, à la 30e dans Traitement des eaux usées et à la 22e dans Forêts. Néanmoins, **la situation est très inquiétante en ce qui concerne Qualité de l'air et Biodiversité et habitat, le pays occupant respectivement les 55e et 73e places**. Ces domaines participent clairement au dynamisme économique, environnemental et social du pays ; il conviendrait donc de les prendre en considération dans les prochaines planifications nationales. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans les prochaines éditions du GGEI, la Moldavie devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **65**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **69**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **38**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6257 **38**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,0160 **75**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **69**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1852 **63**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **72**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,0711 **74**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2275 **67**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3123 **54**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **58**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **60**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9894 **4**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7604 **20**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3521 **55**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7567 **30**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6527 **31**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0298 **73**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5408 **42**/78

Forêts
IPE
0,6505 **22**/78

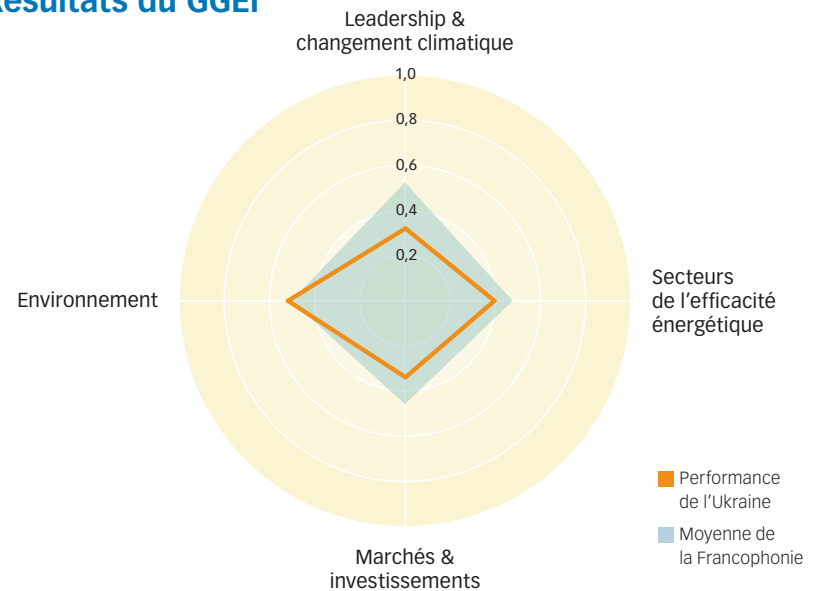
CENTILE **CLASSEMENT**

UKRAINE

0,3930
71/78

0,4154
30/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, l'Ukraine affiche des résultats très préoccupants qui la placent au bas du classement général des pays de la Francophonie, au 71e rang. Toutes sortes d'occasions peuvent être saisies afin de progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine **Leadership et changement climatique** du GGEI, l'Ukraine occupant la 67e place de ce classement de la Francophonie. Un examen plus attentif des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – révèle que **les émissions par unité de PIB sont parmi les plus élevées de toute la Francophonie**. Ce résultat doit être étudié de manière plus approfondie, en particulier parce que le niveau des émissions par habitant, bien qu'élevé, n'est pas si extrême. Que ce soit à l'échelon national ou dans le cadre de réunions d'instances internationales, les responsables politiques ont un rôle à jouer afin d'attirer l'attention sur cette situation et de proposer des mesures concrètes pour l'améliorer. L'objectif de réduction des émissions soumis par l'Ukraine à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques doit être revu et clarifié afin d'être plus ambitieux et de représenter un engagement équitable au regard de ceux proposés par les autres pays.

Autres dimensions du GGEI

L'amélioration de divers domaines dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** pourrait avoir des conséquences positives sur les résultats globaux du pays en matière de changement climatique. Il est positif de constater que des efforts commencent à être engagés afin d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur du bâtiment. Les nouvelles constructions devraient s'inscrire dans le cadre de programmes de certification verte mondialement reconnus afin de réduire l'empreinte carbone de ce secteur. Parmi les points les plus préoccupants, **l'Ukraine affiche de très faibles résultats dans le domaine des transports et figure à la 56e place de ce classement de la Francophonie**. La mise en place de transports non polluants et l'adoption de réglementations appropriées dans ce secteur contribueraient également à l'amélioration des résultats globaux en matière de changement climatique. En outre, la part du renouvelable dans la production d'électricité n'est pas très élevée, le pays occupant la 64e place dans ce classement. Enfin, les efforts menés par les autorités ukrainiennes dans le domaine du tourisme ne semblent pas donner la priorité à la durabilité de ce secteur, et l'établissement du GGEI n'a pas permis de recueillir de données sur le recyclage des déchets.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables semblent s'améliorer progressivement, l'Ukraine se situant au 28e rang dans ce domaine. **Les autorités ne semblent toutefois pas donner la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements.** Il conviendrait de mieux coordonner ces efforts qui visent à promouvoir et à faciliter les investissements verts, afin d'accorder une plus large place aux énergies renouvelables dans l'ensemble de l'économie. La responsabilité des entreprises à

l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

D'autres progrès peuvent être accomplis dans la dimension **Environnement**. Certains indicateurs témoignent de résultats probants : l'Ukraine arrive à la 12e place s'agissant du domaine Agriculture. Néanmoins, **la situation est très inquiétante en ce qui concerne les domaines Biodiversité et habitat, Pêche et aquaculture et Forêts, le pays occupant respectivement les 65e, 45e et 52e places de ces classements.** Ces domaines participent clairement du bien-être économique, environnemental et social dans le pays ; il conviendrait donc de les prendre en considération dans les prochaines planifications nationales. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans les prochaines éditions du GGEI, l'Ukraine devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **75**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **76**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **56**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,4718 **53**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,0004 **77**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3507 **50**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1799 **64**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **78**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4544 **56**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7761 **18**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4737 **28**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **75**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **75**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **78**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9022 **12**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4445 **39**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7200 **36**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6512 **32**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,1463 **65**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,4855 **45**/78

Forêts
IPE
0,2911 **52**/78

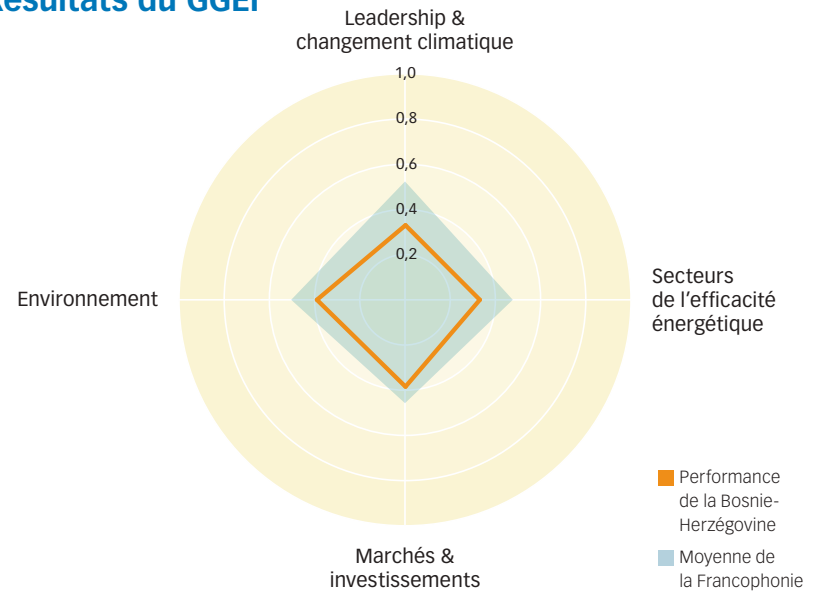
CENTILE **CLASSEMENT**

BOSNIE-HERZÉGOVINE

0,3587
76/78

0,3864
54/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Bosnie-Herzégovine a enregistré des résultats très préoccupants, se situant au bas du classement des pays de la Francophonie, au 76e rang pour ce qui est de la performance. Diverses occasions peuvent être saisies afin de progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI.

Performance en matière de changement climatique

L'attention doit se porter en premier lieu sur le domaine du changement climatique, dans lequel la Bosnie-Herzégovine occupe la 74e position du classement des pays de la Francophonie. Un examen plus approfondi des deux principaux indicateurs de ce domaine – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – montre que **le pays a le niveau le plus élevé d'émissions par unité de PIB**. Ce résultat mérite d'être analysé de plus près, notamment pour ce qui est du résultat des émissions par habitant, qui, même s'il est élevé, n'est pas si important. Les responsables politiques ont un rôle à jouer, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, pour mettre en avant cette réalité et proposer des mesures concrètes pour l'améliorer. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre soumis par la Bosnie-Herzégovine à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, tout en étant une première mesure productive, devrait continuer à être relevé pour accroître l'accent mis sur les résultats en matière de changement climatique et le niveau d'ambition.

Autres dimensions du GGEI

S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, plusieurs domaines pourraient susciter une augmentation des résultats globaux en matière de changement climatique s'ils étaient améliorés. Il est positif de constater que des efforts commencent à être entrepris afin d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur du bâtiment. Les nouvelles constructions devraient s'inscrire dans le cadre de programmes de certification verte mondialement reconnus afin de réduire l'empreinte carbone de ce secteur. La part du renouvelable dans la production d'électricité est modérée, le pays se situant au 31e rang de la Francophonie. En revanche, il est plus préoccupant de constater que **les résultats de la Bosnie-Herzégovine dans le domaine des transports sont très faibles,** celle-ci figurant à la 71e position. Intégrer une réglementation sur les transports non polluants et d'autres textes appropriés dans ce secteur améliorerait également les résultats en matière de changement climatique. En outre, les efforts menés par les autorités bosniaques dans le domaine du tourisme ne semblent pas donner la priorité à la durabilité de ce secteur, et l'établissement du GGEI a montré le faible taux de recyclage des déchets.

D'autres occasions peuvent être saisies pour faire avancer la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Ces efforts semblent améliorer les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, le pays se classant au 40e rang dans ce domaine.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Dans la dimension **Environnement**, il est encore possible de progresser. Certains indicateurs font état de résultats probants : la Bosnie-Herzégovine occupe la 16e place dans le domaine Eau et assainissement et la 7e dans Forêts. **Dans le même temps, elle enregistre des résultats très préoccupants dans les domaines Qualité de l'air, Biodiversité et habitat et Pêche et aquaculture, se situant respectivement aux 54e, 76e et 67e rangs.** Ces domaines environnementaux participent clairement du bien-être économique, environnemental et social dans le pays et doivent être pris en compte dans les prochaines planifications nationales du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans le cadre du GGEI, la Bosnie-Herzégovine devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **44**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **6**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **6**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,3517 **63**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,0003 **78**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3712 **38**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,5407 **31**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **54**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3503 **71**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **71**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3864 **40**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **20**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **27**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,4284 **33**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4978 **34**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3615 **54**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **60**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7689 **16**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0190 **76**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,1085 **67**/78

Forêts
IPE
0,9180 **7**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

La Fédération Wallonie-Bruxelles, à l'instar de la Belgique, doit réduire l'intensité des émissions de l'ensemble de son économie. Dans le même temps, l'adoption d'une croissance plus verte par la Fédération peut lui offrir des possibilités d'**ouvrir de nouvelles perspectives économiques et de créer des emplois verts**.

Appuyer la croissance économique verte de la Belgique

La Belgique affiche une intensité carbone de l'ensemble de son économie relativement élevée, et se classe au 55e rang des pays de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. Toutefois, la tendance relative aux deux principaux indicateurs mesurant les résultats en matière de changement climatique – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – va dans la bonne direction depuis le premier suivi du pays par le GGEI. Dans la Fédération Wallonie-Bruxelles, certaines stratégies pourraient accélérer cette tendance :

- *Cibler les industries à forte intensité d'émissions.* À l'instar des autres pays et gouvernements de la Francophonie, tous les secteurs et les industries ne produisent pas les mêmes volumes d'émissions. Les responsables politiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles devraient **continuer à recenser les secteurs et les entreprises affichant la part d'émissions la plus importante** et adopter des mesures visant à réduire ces émissions. L'adoption rapide d'initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable – dans lesquelles ces entreprises fixent volontairement des objectifs de réduction des émissions liées à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement – constitue une autre évolution qui pourrait être prise en compte dans l'ensemble des milieux d'affaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- *Fixer des objectifs en matière d'énergies renouvelables.* La part du renouvelable dans la production d'électricité reste faible en Belgique, tout comme dans la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les objectifs en matière d'énergie renouvelable imposent d'accroître les sources d'électricité plus propres, mais peuvent également **générer des avantages périphériques, notamment des innovations en matière de produits et services durables** ainsi que des emplois. Ces objectifs peuvent également obliger les services publics à éliminer progressivement les sources de production d'électricité plus polluantes au profit de solutions plus propres, une action qui pourrait également avoir des effets positifs sur la santé publique.

- *Emplois verts.* Récemment, le gouvernement wallon a pris des mesures concrètes visant à établir un pôle de compétitivité dédié aux nouvelles technologies environnementales. En s'inspirant du modèle des groupements de technologies propres existants ailleurs en Europe, **le pôle apportera un appui aux jeunes entreprises et aux autres PME dans le domaine environnemental.** Si ce modèle de groupement vert donne de bons résultats dans la Fédération Wallonie-Bruxelles, il pourrait entraîner une hausse des emplois verts, ainsi que l'émergence d'un nombre accru d'investissements étrangers dans cette région, notamment au vu de son emplacement stratégique en Europe.

- *Mettre à profit Bruxelles.* La Fédération Wallonie-Bruxelles présente **l'avantage d'être proche, à la fois géographiquement et politiquement, de Bruxelles**. Cette proximité lui donne un accès direct à la communauté élargie de l'UE en matière de coordination de l'action publique, de transferts de technologies et d'échanges de meilleures pratiques relatives à la croissance verte. C'est également une occasion de mettre en avant les possibilités d'investissement vert de la Fédération Wallonie-Bruxelles auprès des représentants de l'UE à Bruxelles, dans le but d'accroître les investissements étrangers.

IRLANDE

Présente pour la troisième fois dans le GGEI, l'Irlande affiche de remarquables résultats et **figure parmi les pays de la Francophonie les mieux classés s'agissant de la performance**. Le Leadership et changement climatique est la dimension qui nécessite le plus d'améliorations.

Points forts et faiblesses de l'Irlande

Des améliorations notables sont observées quant aux efforts de réorientation de l'économie vers un modèle de croissance plus vert. Depuis son premier suivi par le GGEI, **l'Irlande a progressé dans de nombreux domaines importants** : dans le secteur de la construction, les niveaux de certification LEED ont presque été multipliés par six ; la part du renouvelable dans la production d'électricité a quasiment doublé ; et le secteur des transports est devenu bien plus écologique. Si les progrès réalisés dans des domaines aussi cruciaux contribuent à l'impressionnante performance de l'Irlande dans le cadre du GGEI, des tendances profondes subsistent toutefois : l'intensité globale des émissions de l'économie irlandaise reste trop élevée et la décarbonisation de celle-ci n'est pas assez rapide. Les deux principaux indicateurs du domaine du changement climatique dans le cadre du GGEI (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) doivent être surveillés et améliorés. La tendance des émissions par unité de PIB est sur la bonne voie, mais les émissions par habitant n'ont presque pas évolué depuis le premier suivi par le GGEI.

Dans la dimension **Marchés et investissements**, d'autres signes montrent que l'Irlande progresse, mais l'attention doit également porter sur certains domaines. **Le pays est en passe de s'imposer en tant que pôle d'innovation en matière de produits et services durables ; ses résultats dans le cadre du GGEI sont concluants en ce qui concerne les jeunes entreprises qui axent leurs efforts sur le développement durable et les brevets pertinents dans le domaine.** Les grandes entreprises semblent également adopter des critères de responsabilité à l'égard du développement durable. L'établissement du GGEI a ainsi permis de montrer qu'elles se fixent des limites en matière de réduction des émissions, ainsi que d'autres objectifs durables liés à leurs opérations et à leurs chaînes d'approvisionnement. Cependant, les efforts des autorités visant à promouvoir activement ces marchés verts auprès des investisseurs étrangers ne sont pas encore assez soutenus, ce qui explique peut-être que les conditions observées dans le cadre du GGEI ne sont pas aussi favorables aux investissements dans le renouvelable que dans le reste de l'Europe. Les résultats de la dimension **Environnement** sont probants dans tous les domaines, à l'exception de Forêts.

Définition des prochaines améliorations

Pour améliorer ses résultats, l'Irlande devrait adopter une approche orientée sur des domaines spécifiques afin de progresser dans le domaine du changement climatique et de tenir ses engagements pris à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques. Nombre de progrès trouveront leur origine sur les marchés verts qui émergent en Irlande, où **l'élaboration de solutions axées sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique contribueront à décarboniser davantage l'économie du pays** et à faire apparaître de nouveaux marchés d'exportation. L'enquête de perception dans le cadre du GGEI continue d'indiquer que les résultats de l'Irlande en matière de performance sont supérieurs à ceux que lui donnent les experts interrogés. Il conviendrait de mettre davantage l'accent sur la réputation écologique du marché irlandais pour combler cet écart entre la perception et les résultats, attirer de nouveaux investissements verts et favoriser de nouvelles créations d'entreprises dans le pays.

KOSOVO

Le Kosovo, à l'instar d'un grand nombre de ses pays voisins, continue d'enregistrer l'une des intensités d'émissions les plus élevées de la Francophonie. La réorientation de l'économie de ce pays vers un modèle de croissance plus verte peut améliorer ses résultats en matière de changement climatique, tout en établissant des **conditions pour l'émergence de nouvelles entreprises et industries plus propres**.

Appuyer la croissance économique verte

Le Kosovo a l'un des niveaux les plus élevés d'émissions par unité de PIB de la Francophonie. Non seulement la valeur de ces émissions est deux fois plus importante que la moyenne de la Francophonie, mais le Kosovo est l'un des rares pays où cet indicateur a empiré ces dernières années. La décarbonisation des principaux secteurs du pays peut aller de pair avec de nouvelles formes de développement économique fondées sur des modèles durables et plus écologiques. Les approches suivantes pourraient l'aider à relever ce défi :

- *Cibler les industries à forte intensité d'émissions.* À l'instar des autres pays de la Francophonie, tous les secteurs et les industries ne produisent pas les mêmes volumes d'émissions. Les responsables politiques du Kosovo devraient **continuer à recenser les secteurs et les entreprises affichant la part d'émissions la plus importante** et adopter des mesures visant à réduire ces émissions. L'adoption rapide d'initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable – dans lesquelles ces entreprises fixent volontairement des objectifs de réduction des émissions liées à leurs activités et à leurs chaînes d'approvisionnement – constitue une autre évolution qui devrait être prise en compte dans l'ensemble des milieux d'affaires du Kosovo.
- *Croissance de l'énergie renouvelable*. La part du renouvelable dans la production d'électricité reste faible au Kosovo. Les projets visant à accroître les énergies renouvelables sur le réseau national peuvent améliorer l'intensité générale des émissions de l'économie, et renforcer la compétitivité et l'emploi dans ces industries d'avenir. **L'analyse menée dans le cadre du GGEI au Kosovo a permis de constater l'existence de nouvelles coentreprises et jeunes entreprises** axées sur l'accroissement du rôle des énergies renouvelables. La poursuite des transferts de technologies avec les autres pays de la Francophonie contribuera à faire croître davantage ces nouvelles entreprises.
- *Performance environnementale.* L'approche de l'économie verte prend en compte les facteurs économiques, environnementaux et sociaux de manière globale, et adopte des modèles de croissance qui unifient ces facteurs pour leur donner une orientation positive. Compte tenu de la complexité de cette tâche, les dirigeants du Kosovo devraient **déterminer des domaines prioritaires sur lesquels se concentrer**. Par exemple, la pollution atmosphérique et la production d'électricité issue de sources plus polluantes tendent à être liées. Par conséquent, l'augmentation de la part des sources d'énergie plus vertes pourrait avoir un impact positif sur la qualité de l'air et la santé publique.
- *Sensibilisation à l'économie verte.* L'une des principales fonctions du GGEI est de mesurer clairement les divers domaines interdépendants qui définissent l'économie verte d'un pays. **La sensibilisation des diverses parties prenantes est essentielle**, qu'il s'agisse de décideurs de différents ministères, de chefs d'entreprise, de citoyens ou d'étudiants. Le Festival vert au Kosovo est un bon exemple de la façon dont ce type de sensibilisation peut être coordonné dans plusieurs groupes dans le but d'intégrer la compréhension de l'approche de la croissance verte.

MALTE

Présente pour la deuxième fois dans le GGEI, Malte enregistre des résultats passables. **Les plus probants concernent la dimension Environnement** du GGEI, tandis que de nombreuses occasions peuvent être saisies pour progresser dans les trois autres.

Points forts et faiblesses

Certains signes indiquent que des améliorations sont réalisées quant à la réorientation de l'économie vers un modèle de croissance plus vert. Depuis son premier suivi par le GGEI, **Malte a progressé dans de nombreux domaines importants** : la part du renouvelable dans la production d'électricité a presque triplé – cette proportion reste toutefois assez faible comparativement aux autres pays européens – et des modes de transport un peu moins polluants ont été adoptés. Des progrès ont également été accomplis dans le domaine du changement climatique, dont les deux principaux indicateurs – émissions par habitant et émissions par unité de PIB – affichent une amélioration depuis la dernière édition du GGEI.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Les travaux d'établissement du GGEI n'ont pas permis de montrer que les autorités donnaient la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. De plus grands efforts dans ce domaine pourraient contribuer à améliorer les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables à Malte. Il n'a pas non plus été possible d'établir que l'innovation en matière de produits et services durables se développait ni que les grandes entreprises maltaises se seraient fixé des objectifs pour réduire les émissions liées à leurs opérations. Les résultats du pays sont meilleurs dans la dimension Environnement, hormis pour les domaines Agriculture et Pêche et aquaculture, auxquels des améliorations doivent être apportées.

Définition des prochaines améliorations

Pour améliorer ses prochains résultats, le pays devrait adopter une approche visant, en premier lieu, à établir des cibles et des objectifs adaptés aux enjeux climatiques qui lui sont propres. **Malte doit encore définir des objectifs nationaux en matière d'énergie et de climat en plus de ceux établis par l'Union européenne** ; en outre, il est probable qu'elle ne respectera pas les limites qu'elle s'était fixées pour réduire les émissions imputables aux secteurs de l'agriculture, des transports et du bâtiment. Malte devrait s'appuyer sur les progrès déjà accomplis en matière de réduction des émissions imputables au secteur des transports et, pour ce faire, augmenter la part du renouvelable dans la production d'électricité et accélérer l'instauration de pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction, conformément aux normes d'efficacité mondialement reconnues telles que la certification LEED utilisée par le GGEI.

AMÉRIQUE

4.3 Pays américains de la Francophonie

Le GGEI a recueilli des données concernant neuf pays américains de la Francophonie. Le principal point à retenir de cette analyse est que **les pays américains de la Francophonie réduisent globalement l'intensité des émissions de leurs économies, mais pas assez rapidement ; ces pays n'ont pas encore intégré les initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable ; et chaque pays devrait avoir ses propres priorités en matière d'amélioration des performances environnementales.** Plus particulièrement :

- Quatre pays des Amériques-Francophonie figurent dans le premier quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Les dirigeants de la plupart de ces pays n'ont cessé de défendre les modèles de croissance verte.
- Aucun pays des Amériques-Francophonie ne se trouve dans le second quintile de la Francophonie pour sa performance dans le cadre du GGEI.
- Deux pays des Amériques-Francophonie se classent dans le troisième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays ne se sont pas encore engagés sur la voie d'une croissance plus verte et leur performance en matière de changement climatique se dégrade.
- Deux pays des Amériques-Francophonie se situent dans le quatrième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays affichent un très faible niveau d'intégration du renouvelable dans leur économie.
- Un pays des Amériques-Francophonie figure dans le dernier quintile de la Francophonie pour sa performance dans le cadre du GGEI. Ce pays fait face à de nombreux défis environnementaux qui ont de graves conséquences pour la santé publique.

	Classement	Pays
1er quintile	1-16	Costa Rica, Canada, Uruguay, Mexique
2e quintile	17-31	Aucun
3e quintile	32-48	Dominique, Argentine
4e quintile	49-63	République dominicaine, Sainte-Lucie
5e quintile	64-78	Haïti

Leadership et changement climatique

L'analyse du GGEI de la dimension **Leadership et changement climatique** fait ressortir des résultats incohérents dans les pays américains de la Francophonie. Du côté positif, certains pays de la région Amériques-Francophonie sont perçus comme des chefs de file de l'écologie, notamment le Canada et le Costa Rica, ces deux pays se plaçant en tête des résultats de l'enquête de perception auprès des experts du GGEI pour cette dimension. Le Costa Rica a régulièrement occupé cette position, montrant comment de petits pays, en termes de taille de l'économie ou de la population, peuvent se forger une solide réputation écologique à l'échelle internationale.

Malgré cette reconnaissance, les résultats révèlent toute autre chose, notamment s'agissant du **Canada, qui affiche parmi les résultats les plus faibles de la Francophonie dans le domaine du changement climatique.** Parmi les cinq pays américains de la Francophonie suivis dans le cadre du GGEI, c'est l'Argentine qui a vu ses émissions par unité de PIB augmenter (empirer) au cours des cinq dernières années. Au Canada, cette valeur s'est légèrement améliorée, mais à un rythme plus faible que la plupart des pays européens de la Francophonie présentant des profils comparables. Ces tendances décourageantes s'expliquent de différentes manières. Dans le cas du Canada, les mesures incohérentes prises au niveau national et provincial ont contribué à ce problème (les profils du Canada, du Canada/Nouveau-Brunswick, du Canada/Québec et du Canada/Ontario abordent ces dynamiques plus en profondeur).

Tableau 9 : Résultats les plus élevés atteints en matière d'émissions par unité de PIB

Pays	Résultats du GGEI 2018 (émissions par unité de PIB, en PPA, en kilogrammes)	Tendance sur cinq ans (taux de variation)
Argentine	0,27	+4 %
Canada	0,36	– 8 %
Costa Rica	0,10	– 17 %
Mexique	0,22	– 12 %
Uruguay	0,10	– 9 %

Quatre pays de la Caraïbe – Haïti, République dominicaine, Sainte-Lucie et Dominique – sont également étudiés dans la région Amériques-Francophonie aux fins de la présente étude. Ils ont tous de meilleurs résultats en matière de changement climatique que le Canada. Cependant, leur faible contribution aux émissions mondiales limite l'impact éventuel de leurs efforts d'atténuation sur la lutte contre le changement climatique. Compte tenu de leur insularité, ces quatre pays ont déjà subi des pertes importantes en raison de catastrophes liées au climat. Les responsables politiques doivent continuer à demander un appui pour ce qui est de l'adaptation au changement climatique.

Secteurs de l'efficacité énergétique

Le GGEI a produit une large palette de résultats sur la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** pour les pays américains de la Francophonie. L'interprétation de ces résultats varie également à cause de la diversité de la situation géographique et du revenu des neuf pays compris dans cette région. À titre d'exemple, **dans les économies caribéennes où les revenus du secteur du tourisme représentent une large part du PIB, la croissance économique verte globale pourrait être promue en ciblant les infrastructures touristiques œuvrant en faveur de l'écologie.** D'autres économies de la région Amériques-Francophonie, comme le Canada et l'Uruguay, pourraient réaliser des gains plus importants en ciblant certains secteurs au moyen d'incitations à utiliser l'énergie de manière rationnelle. À titre d'exemple, le programme de plafonnement et d'échange (*cap and trade*) dans les provinces canadiennes de l'Ontario et du Québec a réussi à réduire les émissions des industries, mais ce système d'échange n'a pas eu un impact aussi positif sur le secteur des transports. Ces enseignements tirés d'interventions publiques sans précédent peuvent aider à cibler les interventions futures là où elles sont le plus nécessaires. Le GGEI a permis de mieux comprendre la performance des pays américains de la Francophonie relative à la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique :

- De nombreux pays de la région Amériques-Francophonie – dont le Canada, le Costa Rica et le Mexique – obtiennent de bons résultats dans le secteur de la construction de **bâtiments** écologiques. Le GGEI utilisant les données relatives à la certification LEED comme référence pour établir des mesures dans ce domaine et LEED étant bien développée en Amérique du Nord, ces résultats ne sont pas surprenants. Cela étant, les taux de certification LEED des nouveaux bâtiments sont plus élevés dans ces trois pays que dans la moyenne des pays de la Francophonie. Dans les autres pays de la région Amériques-Francophonie, certaines données existent également sur cette certification, même si ces volumes (PIB ajusté) sont moins importants que ceux du Canada, du Costa Rica et du Mexique. La résilience et la durabilité des bâtiments seront essentielles pour la reconstruction de la Dominique et d'Haïti après les récentes catastrophes naturelles.
- Parmi les neuf pays américains de la Francophonie faisant l'objet d'un suivi dans le cadre du GGEI, seuls trois ont une contribution d'**énergie** renouvelable à la production d'électricité supérieure à la moyenne de la Francophonie[1]. Trois pays de la Caraïbe – République dominicaine, Haïti et Sainte-Lucie – affichent un faible niveau d'intégration du renouvelable dans leur économie. La transition vers un système énergétique plus propre pourrait apporter des avantages économiques et environnementaux à ces îles.
- Dans les pays américains de la Francophonie, les données dans les domaines des transports et de l'efficacité de l'utilisation des ressources sont incomplètes, aucune donnée n'ayant été trouvée pour la Dominique et Sainte-Lucie. S'agissant du domaine des transports, la République dominicaine est l'un des pays les plus performants de la Francophonie, tandis que le Canada se situe au bas du classement. Dans le domaine de **l'efficacité de l'utilisation des ressources**, c'est le Canada qui est le plus performant de la Francophonie, tandis que les résultats obtenus par le Mexique sont parmi les pires. Ces résultats inégaux laissent encore une fois supposer la nécessité de multiplier les échanges de connaissances et les transferts de technologies, afin que les pays les plus performants de la Francophonie appuient les moins performants.
- Le Costa Rica est le pays le mieux classé de la Francophonie en ce qui concerne les efforts engagés par les autorités pour promouvoir le **tourisme** durable[2]. Son approche en la matière fournit des cas divers de bonnes pratiques aux autres pays de la région Amériques-Francophonie. La Dominique, la République dominicaine et le Mexique ont fait quelques progrès dans ce domaine, mais doivent encore améliorer certaines questions, tandis que l'établissement du GGEI n'a permis de déceler aucun signe de promotion du tourisme durable à Sainte-Lucie. Comme indiqué, les investissements dans les infrastructures touristiques durables pourraient avoir un impact positif sur les économies de ces îles qui sont fortement tributaires de ce secteur.

1. La moyenne de la Francophonie est de 33,60 %, et trois pays dépassent ce niveau : le Canada, le Costa Rica et l'Uruguay. La Dominique et le Mexique se situent juste en dessous de la moyenne de la Francophonie.
2. Le site Internet évalué pour le Costa Rica est : https://www.visitcostarica.com/fr

Marchés et investissements

L'enquête du GGEI sur la perception des experts a montré que le Canada et le Costa Rica sont très bien perçus dans les quatre domaines que comporte la dimension **Marchés et investissements**. Ce constat positif devrait encourager les responsables de ces deux pays à promouvoir davantage leurs marchés intérieurs verts, tout en comblant certaines lacunes entre ces fortes perceptions et leurs performances réelles. Le Canada obtient de bons résultats dans la plupart des quatre domaines de cette dimension, à l'exception de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, pour laquelle le GGEI a montré que **les plus grandes entreprises du Canada – en particulier les industries extractives – pourraient intégrer les objectifs de réduction des émissions à leurs activités.** Le Costa Rica enregistre également de très bons résultats pour ce qui est des conditions à l'investissement dans les énergies renouvelables, mais il n'est pas aussi performant dans les domaines de l'innovation des produits et services durables, et de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. Dans le cadre du GGEI, cette tendance s'est maintenue depuis que le Costa Rica fait l'objet d'un suivi, mais ces résultats probants dans l'enquête de perception, les énergies renouvelables et l'environnement ne se sont pas encore traduits par une amélioration mesurable de l'innovation verte et des initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable.

Tableau 10 : Évaluation de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable dans le cadre du GGEI

Pays	Entreprises examinées	Score (0-12)
Argentine	YPF Sociedad Anónima, MercadoLibre, Inc, BBVA Banco Francés	0
Canada	Banque Royale du Canada, Banque Toronto-Dominion, Banque Scotia	2
Costa Rica	Holcim de Costa Rica, Immobiliaria Enur, La Nación	0
Mexique	Walmart Mex, FEMSA UBD, América Móvil	3
Uruguay	Banque HSBC Uruguay, Con Giro, Bandes Uruguay	0

L'établissement du GGEI a permis de mieux comprendre la performance des pays américains de la Francophonie relative à la dimension Marchés et investissements :

- Tous les pays caribéens obtiennent de mauvais résultats dans le domaine des **conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables**. Le développement des sources d'énergie renouvelable peut améliorer la sécurité énergétique et limiter les fluctuations de prix. Les systèmes d'énergie renouvelable distribués qui sont liés aux zones résidentielles peuvent également limiter les conséquences négatives lorsqu'un ouragan ou une autre catastrophe naturelle perturbent le réseau national d'électricité.
- Le Canada et le Mexique sont tous deux des **chefs de file en matière de promotion et de facilitation des investissements verts** menées par les autorités publiques. Les autres pays de la région Amériques-Francophonie devraient s'intéresser à ces efforts pour recenser les bonnes pratiques pouvant être adoptées[3].
- Le Canada est le seul pays de la région Amériques-Francophonie où l'établissement du GGEI a permis de déceler des signes notables d'**innovation dans des produits et services durables**. Celui-ci étant actuellement le seul pays où l'on enregistre des brevets verts et qui abrite de jeunes entreprises vertes commercialement viables, les transferts de technologies depuis le Canada vers d'autres pays de la région Amériques-Francophone pourraient améliorer leur performance dans les trois autres dimensions du GGEI.
- Dans cette région, des signes d'**initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable** n'ont été enregistrés qu'au Canada et au Mexique. Il s'agit d'une possibilité importante pour les pays caribéens : en ciblant les plus grandes entreprises au moyen d'incitations à réduire les émissions liées à leurs activités et leur utilisation de ressources comme l'eau, les responsables peuvent réaliser des progrès liés à leurs objectifs en matière d'économie verte à l'échelle nationale.

3. Pour le Canada, le site Internet est <http://www.investircanada.ca> ; pour le Mexique, <http://www.promexico.gob.mx/en/mx/home>.

Environnement

La dimension **Environnement** du GGEI fait ressortir une série de résultats pour les neuf pays américains de la Francophonie. Avec des ressources limitées et une action publique mise en œuvre à un rythme lent, les dirigeants nationaux doivent donner la priorité aux interventions les plus nécessaires et qui auront les impacts positifs les plus importants sur les éléments économiques, environnementaux et sociaux d'une économie verte nationale. Sur la question de l'environnement, il y aura toujours des possibilités d'amélioration, mais certains domaines sont prioritaires. L'analyse du GGEI indique que les pays de la région Amériques-Francophonie devraient donner la priorité aux domaines suivants :

- Haïti figure au bas du classement de la Francophonie dans les domaines **Traitement des eaux usées** et **Eau et assainissement**. Moins de la moitié de la population haïtienne a accès à l'eau et à des toilettes. Les conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles aggravent le problème. Il est urgent d'améliorer ces deux domaines du GGEI.
- Le tourisme joue un rôle central dans l'économie de Sainte-Lucie, mais le pays est mal classé dans le domaine **Biodiversité et habitat**. La biodiversité est un argument de vente pour les visiteurs, l'île comptant 2 000 espèces indigènes, dont près de 200 ne sont présentes nulle part ailleurs. La protection de cette biodiversité doit être considérée comme hautement prioritaire.
- Le Costa Rica, la République dominicaine et la Dominique obtiennent de mauvais résultats dans le domaine **Agriculture** du GGEI. La qualité des sols et les pratiques agricoles durables sont nécessaires pour protéger les systèmes de gestion des terres contre les chocs croissants causés par les changements climatiques.
- Le Canada figure presque au bas du classement de la Francophonie dans les domaines **Pêche et aquaculture** et **Forêts**. Ces deux domaines sont directement liés à des secteurs commerciaux vitaux de l'économie canadienne. Pêche et aquaculture est également un domaine de la dimension Environnement dans lequel le Mexique enregistre des résultats faibles.

Priorités établies par le GGEI pour la région Amériques-Francophonie

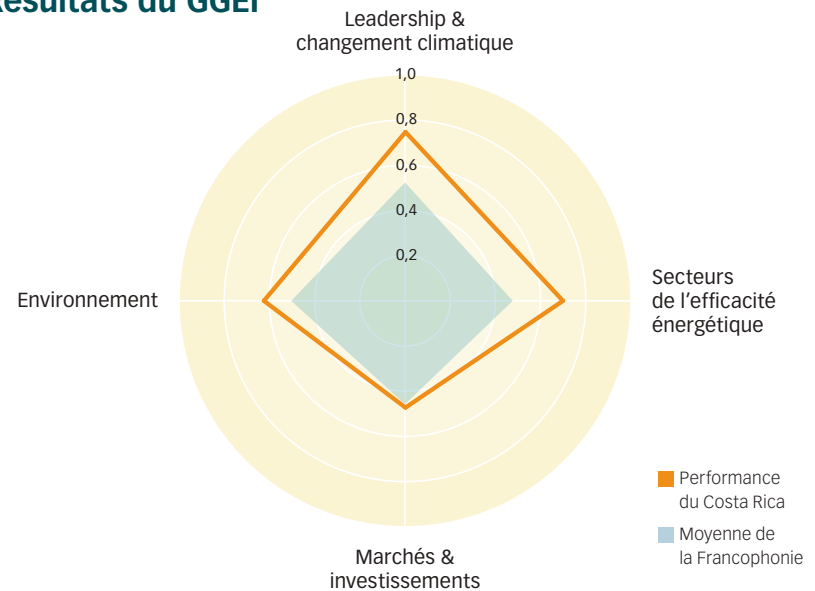
- Accélérer le rythme de la réduction des émissions nationales au Canada et de la capacité des installations d'énergie renouvelable dans les pays de la Caraïbe.
- Intégrer des initiatives en matière de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable dans les grandes entreprises de tous les pays, en ciblant tout particulièrement les entreprises ayant l'empreinte carbone la plus élevée et l'intensité d'émissions la plus forte.
- Cibler les actions des pouvoirs publics sur les domaines environnementaux spécifiques ayant les effets les plus importants sur l'amélioration du bien-être économique et social de la population de chaque pays.

COSTA RICA

0,6356
4/78

0,8945
3/78

Résultats du GGEI



Le Costa Rica continue de faire partie des pays les mieux classés par le GGEI, tant sur le plan de la perception que sur celui de la performance. En ce qui concerne l'enquête de perception, il arrive à la troisième place parmi les pays de la Francophonie, et il figure à la quatrième dans le classement général de la performance. Ses résultats les plus faibles concernent la dimension Marchés et investissements, à laquelle il doit apporter une attention particulière afin de progresser.

Évaluation des points forts du Costa Rica

Bien que, sur le plan démographique, le Costa Rica soit un petit pays, il a réussi à se forger une solide réputation mondiale en matière d'écologie, illustrée par de remarquables résultats dans l'enquête de perception du GGEI. Le Costa Rica est le pays le mieux classé par le GGEI en ce qui concerne les efforts engagés par les autorités afin de promouvoir le tourisme durable. Ces efforts ont souvent une incidence directe sur la réputation verte des pays, car ils bénéficient d'une vaste publicité et touchent un large éventail de publics à l'échelle mondiale. **Le pays figure également parmi les mieux classés s'agissant de la part du renouvelable dans la production d'électricité (sixième rang de la Francophonie).** Ses réussites dans ce domaine ont été relayées par des communiqués de presse les jours où l'énergie consommée dans le pays était à 100 % d'origine renouvelable. Cet exemple parmi d'autres montre l'attitude volontariste du Costa Rica pour accroître sa réputation en matière d'écologie et pour faire connaître les étapes qu'il franchit et les réussites qu'il accomplit dans le domaine auprès de publics du monde entier.

Domaines à améliorer

Malgré ces points forts, le Costa Rica n'arrive qu'à la 25e place du classement de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. Ses résultats concernant les émissions par habitant et les émissions par unité de PIB n'ont presque pas évolué depuis le premier suivi du pays par le GGEI, et il est important de les améliorer afin de progresser. **Les indicateurs Transports et Efficacité de l'utilisation des ressources font également état de résultats peu probants, le pays occupant respectivement les 58e et 68e places des classements correspondants.** D'urgents progrès sont à réaliser dans ces deux domaines, car il pourrait en découler des conséquences positives sur les résultats globaux du Costa Rica liés au changement climatique. L'attention doit aussi se porter sur plusieurs domaines de la dimension Environnement : les résultats du pays en ce qui concerne l'agriculture sont décevants, le pays arrivant à la 73e place, et ceux de Traitement des eaux usées sont passables (41e).

Dynamisme des marchés verts

Diverses occasions peuvent être saisies afin de progresser dans la dimension **Marchés et investissements**. Le Costa Rica est l'une des cibles les plus séduisantes pour les investissements dans les énergies renouvelables parmi les pays de la Francophonie, et il arrive cinquième de ce classement. Néanmoins, peu de signes montrent que ce secteur primordial du renouvelable donne lieu à des innovations en matière de produits et services durables ou à des efforts s'agissant de la responsabilité à l'égard du développement durable dans les grandes entreprises costariciennes. **Les travaux**

d'établissement du GGEI n'ont pas permis de recenser de grandes entreprises du pays qui auraient axé leurs efforts de responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs chaînes d'approvisionnement, ni de jeunes entreprises vertes de plus petite taille qui auraient un potentiel de croissance élevé. Il est intéressant de noter que les résultats du Costa Rica dans ces domaines restent assez bons dans l'enquête de perception du GGEI, en particulier ceux de l'attractivité en matière d'investissements dans les énergies renouvelables. Pour améliorer les résultats dans les prochaines éditions du GGEI, les responsables politiques costariciens peuvent s'employer à répercuter les points forts du secteur du renouvelable sur l'ensemble de l'économie verte du pays.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **13**/78

Médias
Méthode GGEI
0,9741 **1**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **17**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6739 **30**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8164 **13**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,8835 **4**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9669 **6**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9999 **1**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4508 **58**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1825 **68**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,8910 **5**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **31**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **38**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **46**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0745 **73**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8395 **17**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,5855 **41**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6737 **28**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7664 **25**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,8498 **11**/78

Forêts
IPE
0,5964 **28**/78

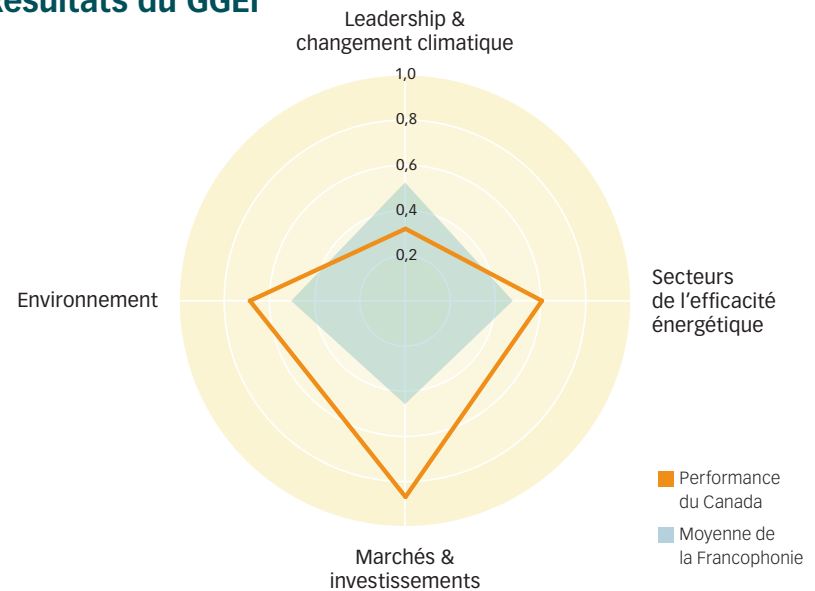
CENTILE **CLASSEMENT**

CANADA

0,6196
5/78

0,9895
1/78

Résultats du GGEI



Le Canada continue d'afficher des résultats probants dans le cadre du GGEI, tant sur le plan de la perception que sur celui de la performance. En ce qui concerne l'enquête de perception, il obtient **les meilleurs résultats parmi les pays de la Francophonie**, et il figure à la cinquième place dans le classement général de la performance. Ses résultats les plus faibles concernent la dimension Leadership et changement climatique, une attention particulière doit ainsi y être apportée afin de progresser.

Leadership et changement climatique

Au niveau politique, l'engagement du Canada à l'égard de la lutte contre le changement climatique et de la promotion de la croissance verte continue d'entraîner des résultats probants dans les domaines de la dimension **Leadership et changement climatique** qui concernent les activités du Premier ministre, celle des médias et la participation du pays aux réunions d'instances internationales. Les experts interrogés dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI ont également reconnu l'importance du rôle joué par le Canada dans ces domaines. En dépit de ces points forts, le Canada affiche **des résultats parmi les plus bas de la Francophonie dans le domaine du changement climatique**, ce qui n'est guère surprenant compte tenu de l'intensité carbone élevée de son économie comparativement aux autres pays de ce classement. Les niveaux des émissions par habitant et des émissions par unité de PIB du pays sont du même ordre que ceux des États-Unis, ce qui nuit à la perception de son rôle de chef de file dans ce domaine.

Autres dimensions du GGEI

L'incohérence des résultats du Canada dans la dimension **Leadership et changement climatique** se retrouve également dans les trois autres, ce qui explique en grande partie que le pays n'affiche pas une meilleure performance dans le cadre du GGEI. S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, ses résultats sont excellents dans le domaine de la construction durable (cet indicateur du GGEI est fondé sur la certification LEED, dont les programmes sont très bien établis en Amérique du Nord) et dans celui de l'efficacité de l'utilisation des ressources (le Canada est le pays de la Francophonie le mieux classé pour ce qui est de la certification LEED des bâtiments résidentiels). Cependant, **ses résultats dans le secteur des transports sont très faibles**, le pays arrivant presque au bas de ce classement de la Francophonie. En outre, d'après les travaux d'établissement du GGEI, les autorités ne semblent pas avoir engagé de réels efforts pour promouvoir le tourisme durable sur leurs sites officiels ; or une amélioration dans ce domaine pourrait contribuer à renforcer l'image de chef de file du Canada en termes de réputation verte auprès des publics du monde entier.

Dans la dimension **Marchés et investissements**, les résultats du pays concernant les innovations en matière de produits et services durables et la promotion des investissements verts sont remarquables. Le Canada est ainsi l'un des marchés mondiaux les plus favorables à l'émergence de jeunes entreprises vertes affichant d'excellentes perspectives de croissance commerciale. Ainsi, contrairement à la situation dans le domaine du tourisme durable, les travaux du GGEI ont permis de montrer que d'importants efforts avaient été engagés par les autorités afin d'attirer et de favoriser les investissements verts entrants. Cependant, **la responsabilité à l'égard du développement durable doit être davantage intégrée** dans les grandes entreprises

canadiennes, en particulier dans celles des secteurs fortement responsables des émissions comme l'industrie minière et le secteur de l'énergie. De la même façon, les résultats de la dimension **Environnement** sont très probants, hormis dans les domaines Pêche et aquaculture et Forêts, ce qui démontre de nouveau qu'une cohérence accrue permettrait au Canada de progresser.

Stratégies pour l'avenir

Contrairement à de nombreux pays dont les points forts dans le cadre du GGEI se concentrent dans une dimension et sont compensés par des faiblesses dans les autres, le Canada se distingue par les grandes disparités qui existent dans ses résultats au sein de chaque dimension. Ce constat présente toutefois des avantages. Premièrement, les responsables politiques peuvent **axer leurs efforts sur des domaines spécifiques** (transports, responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, pêche et aquaculture, forêts) tout en s'appuyant sur les points forts des autres aspects de l'économie verte canadienne. Deuxièmement, en ce qui concerne l'enquête de perception, le pays continue d'obtenir des résultats probants dans de nombreux domaines dont les performances sont en réalité assez faibles. La réputation verte du Canada ne pâtit donc pas encore de cette situation, mais ce sera certainement le cas si des améliorations ne sont pas vite apportées.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **8**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **10**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,3250 **64**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2 par habitant
0,0149 **75**/78

Émissions de CO_2 par unité de PIB
0,0972 **72**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
1 **1**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,8301 **16**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **58**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,0409 **75**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,9415 **16**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,7898 **9**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,9348 **1**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,7751 **15**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9706 **5**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9356 **10**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9659 **1**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8519 **9**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9318 **9**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,6982 **34**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,1896 **65**/78

Forêts
IPE
0,2456 **55**/78

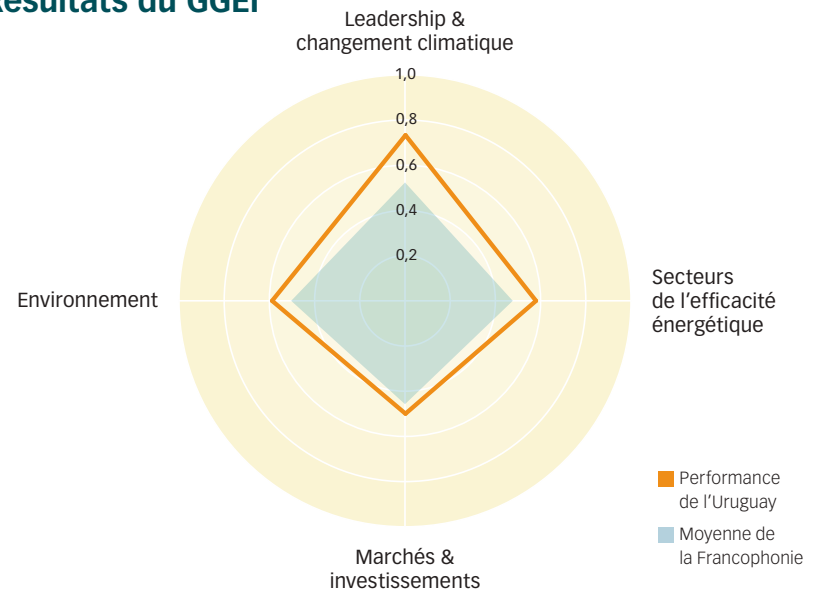
CENTILE **CLASSEMENT**

URUGUAY

0,5999
8/78

0,4858
14/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, l'Uruguay continue d'afficher des résultats probants et occupe la huitième place dans le classement général des pays de la Francophonie. Il doit cependant mieux communiquer sur ses réussites en matière d'écologie, car **les experts interrogés dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI ne lui ont pas accordé la reconnaissance qu'il mérite**. L'accent doit également être mis sur l'amélioration des résultats dans la dimension **Marchés et investissements**.

Évaluation des points forts de l'Uruguay

La part du renouvelable dans la production d'électricité est élevée, ce qui a été constaté depuis le premier suivi du pays par le GGEI. **Les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables représentent l'un des aspects les plus remarquables des résultats de l'Uruguay dans le cadre du GGEI**, le pays arrivant en haut de ce classement de la Francophonie, à la deuxième place. Les responsables politiques se sont aussi clairement engagés à promouvoir la croissance économique verte, ce qui s'observe à la fois dans les discours et dans les faits. Cette tendance est confirmée par les bons résultats du pays dans les domaines de la dimension Leadership et changement climatique qui concernent les activités du chef d'État et des médias, ainsi que par les progrès notables en matière de lutte contre le changement climatique. Les résultats du pays quant aux émissions par habitant et aux émissions par unité de PIB se sont ainsi grandement améliorés depuis le premier suivi du pays par le GGEI.

Des progrès sont également en cours à la fois dans les dimensions Secteurs de l'efficacité énergétique et Environnement. Le taux de certification LEED des bâtiments est en augmentation et le nombre de mètres carrés certifiés a plus que doublé depuis la première évaluation du pays par le GGEI. L'Uruguay occupe la septième place du classement de la Francophonie dans le domaine Agriculture, la 14e dans Qualité de l'air et la 25e dans Pêche et aquaculture. En vue des prochaines évaluations dans le cadre du GGEI, il sera important de maintenir les mesures et les initiatives qui sous-tendent ces résultats positifs.

Définition des prochains objectifs de progrès

Les résultats les plus faibles de l'Uruguay concernent toujours la dimension **Marchés et investissements** du GGEI, mais des approches concrètes peuvent être adoptées afin de progresser. Alors qu'il est essentiel d'instaurer des conditions favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, **l'établissement du GGEI n'a pas décelé de signes d'innovations en matière de produits et services durables ni d'initiatives concernant la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. De plus, les efforts des autorités visant à promouvoir les investissements verts ne semblent pas accorder la priorité aux énergies renouvelables**. Ces trois domaines sont interdépendants : l'adoption par les entreprises uruguayennes de critères de responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement aurait certainement des conséquences positives sur l'ampleur des innovations vertes et intensifierait les efforts de promotion et le volume d'informations à communiquer aux investisseurs mondiaux. De plus, ces activités contribuent généralement à renforcer le profil du pays dans l'enquête de perception du GGEI sur le long terme.

D'autres occasions peuvent être saisies en vue de progresser. Bien que le taux de certification des bâtiments écologiquement viables ait augmenté, le pays n'occupe que la 27e place dans ce classement parmi les pays de la Francophonie. Le nombre de certifications LEED doit augmenter plus rapidement et les acteurs du secteur de la construction devraient être mieux informés des bienfaits de ces méthodes. D'après l'établissement du GGEI, aucun effort concret n'a été engagé pour promouvoir le tourisme durable, et le taux de recyclage des déchets devrait être plus élevé. **Les résultats de l'Uruguay sont parmi les plus faibles de la Francophonie dans les domaines Biodiversité et habitat et Forêts de la dimension Environnement.** Ces deux indicateurs témoignaient déjà des principales difficultés que l'Uruguay devait surmonter dans les éditions précédentes du GGEI, et le pays doit s'y atteler.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **38**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **42**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **58**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6449 **34**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,8164 **12**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4399 **27**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9695 **5**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **52**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7263 **17**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,3942 **38**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,9997 **2**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **76**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **76**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **55**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9395 **7**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8778 **14**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,5240 **44**/78

Eau et assainissement
IPE
0,8688 **12**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,1527 **63**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,6756 **25**/78

Forêts
IPE
0,0924 **77**/78

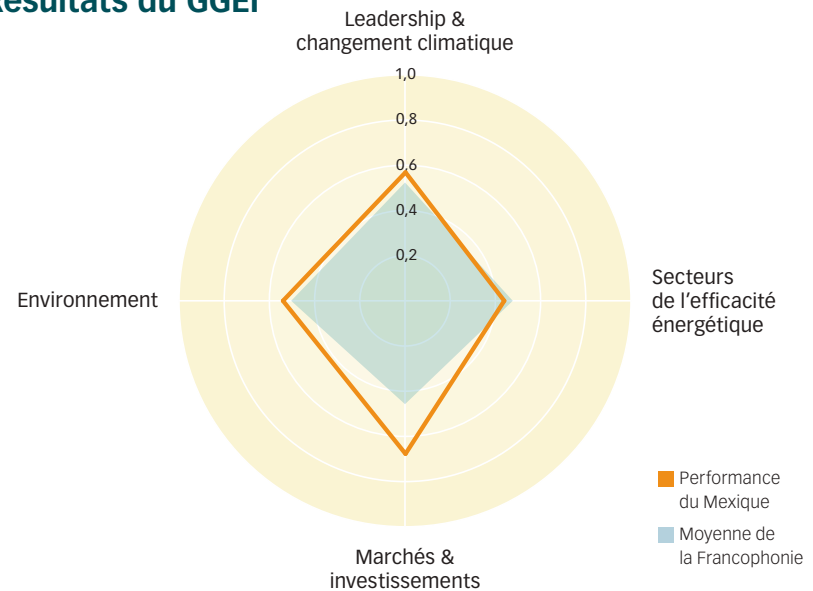
CENTILE **CLASSEMENT**

MEXIQUE

0,5561
13/78

0,5167
10/78

Résultats du GGEI



Présent pour la sixième fois dans le GGEI, le Mexique continue d'afficher des résultats probants et occupe la 13e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Il arrive à la dixième place dans l'enquête de perception du GGEI, cependant ses actions sont moins reconnues que dans les années antérieures.** Pour améliorer ses résultats, le Mexique devra assurer la cohérence de ses politiques publiques favorisant le secteur des énergies renouvelables et réaliser des progrès axés sur les domaines Pêche et aquaculture et Forêts de la dimension Environnement.

Évaluation des points forts du Mexique

La décarbonisation progressive de l'économie mexicaine est l'un des constats les plus positifs. Les résultats du Mexique en matière de changement climatique sont peu convaincants – ils le placent au 56e rang du classement de la Francophonie –, mais la tendance va dans la bonne direction. **En ce qui concerne les émissions par habitant et les émissions par unité de PIB, la situation est légèrement meilleure par rapport aux précédents résultats.** Le taux de certification LEED des bâtiments progresse rapidement, et le nombre de mètres carrés certifiés a plus que triplé depuis la première évaluation de ce domaine par le GGEI, il y a cinq ans. Le Mexique occupe actuellement la huitième place parmi les pays de la Francophonie dans le classement de la construction écologiquement viable.

Accélération de la croissance des énergies renouvelables

La transition vers le renouvelable dans le secteur de l'énergie mexicain prend du temps, et la part de ces énergies dans la production d'électricité a peu évolué depuis quelques années. Ce rythme de développement atone s'explique en partie par le fait que **les conditions ne semblent pas très favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, les résultats passables du Mexique le plaçant au 37e rang de la Francophonie pour cet indicateur.** Cette lenteur de l'essor du renouvelable se traduit également par de modestes résultats dans de nombreux domaines de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** : le Mexique figure au bas des classements Transports (60e) et Efficacité de l'utilisation des ressources (63e) parmi les pays francophones.

Définition des prochaines améliorations

Les plus faibles résultats du Mexique concernent toujours la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** du GGEI, mais des approches concrètes peuvent être adoptées afin de progresser. Les actions des autorités visant à promouvoir les transports non polluants, les énergies renouvelables et le recyclage des déchets doivent se multiplier. Compte tenu du dynamisme du secteur touristique mexicain, l'accent devrait davantage être mis sur la promotion du tourisme durable auprès des visiteurs dans le pays. Les travaux d'établissement du GGEI dans la dimension Marchés et investissements ont permis de montrer que les autorités avaient pris des initiatives visant à promouvoir les investissements verts, et que certaines des grandes entreprises mexicaines avaient commencé à intégrer des plans de développement durable dans l'ensemble de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement. **Un déploiement de ces efforts permettrait à la fois au Mexique d'améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI et de dynamiser son secteur des énergies renouvelables.**

Dans la dimension Environnement, les progrès les plus urgents concernent les domaines Pêche et aquaculture et Forêts (le pays arrive aux 60e et 43e places de ces classements de la Francophonie). La situation est meilleure dans les autres domaines environnementaux, mais aucun de ces indicateurs n'affiche de résultats probants.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **25**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **68**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,9732 **1**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5125 **49**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,4549 **53**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,6735 **8**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2998 **43**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **28**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4109 **60**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,2657 **63**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4018 **37**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **57**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **13**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9706 **7**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,5114 **32**/78

Qualité de l'air
IPE
0,6145 **28**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8204 **20**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6105 **42**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5503 **46**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,2842 **60**/78

Forêts
IPE
0,4029 **43**/78

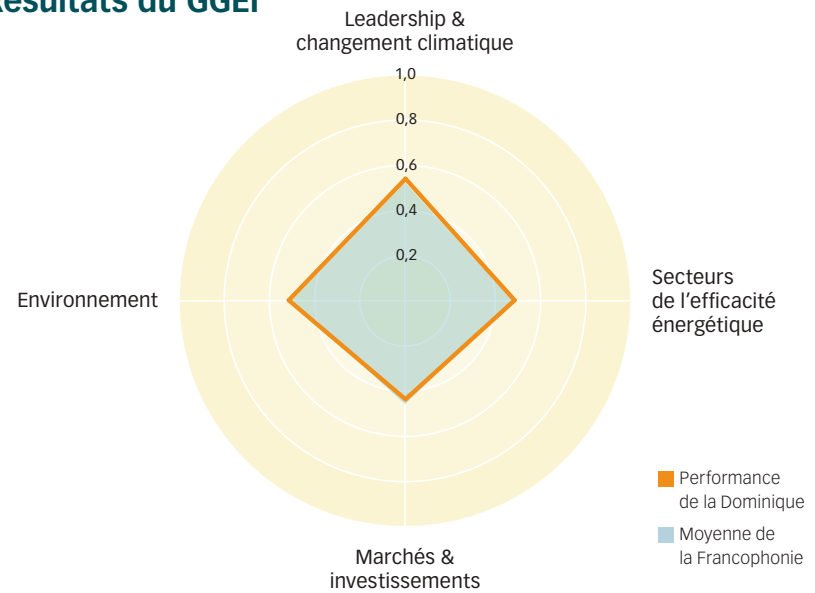
CENTILE **CLASSEMENT**

DOMINIQUE

0,4938
36/78

0,3792
62/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la Dominique occupe la 36e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses points forts concernent les dimensions Leadership et changement climatique et Environnement.** Diverses occasions peuvent être saisies pour progresser dans les autres dimensions du GGEI.

Évaluation des points forts de la Dominique

Au niveau politique, l'engagement de la Dominique à l'égard de la lutte contre le changement climatique et de la promotion de la croissance verte participe des résultats relativement probants en ce qui concerne les activités du chef d'État dans la dimension **Leadership et changement climatique**. Le pays se situe à la 47e place du classement de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. Des efforts devraient être engagés en vue de réduire l'intensité carbone de l'économie, mesurée par les émissions par habitant et les émissions par unité de PIB. S'agissant de la dimension Environnement, la Dominique se situe à la cinquième place du classement Forêt de la Francophonie. Ces résultats probants pourraient être mieux diffusés, les experts interrogés dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI n'ayant pas mentionné le pays dans ce domaine. La Dominique affiche également de bons résultats dans Qualité de l'air et arrive à la 21e place de ce classement parmi les pays de la Francophonie.

Autres dimensions du GGEI

La résilience aux changements climatiques est un domaine prioritaire dans le pays, et de nombreuses occasions permettent de conjuguer les efforts en la matière et l'amélioration des résultats du GGEI. Dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, la Dominique n'a pas encore instauré de certification LEED dans le secteur du bâtiment et de la construction. **Compte tenu des reconstructions d'infrastructures prévues dans les années à venir, il est important d'accorder la priorité à la résilience et à l'efficacité énergétique des bâtiments.** Pour ce qui est du tourisme dans le pays, des signes d'efforts visant à promouvoir la durabilité de ce domaine sont déjà visibles. Ces efforts pourraient être multipliés, et un programme de certification en matière de tourisme durable pourrait être établi, afin de renforcer la confiance des touristes quant à la mise en œuvre de pratiques écologiquement viables optimales par les hôtels et les voyagistes. Les travaux d'établissement du GGEI pour la Dominique n'ont pas permis de collecter de données sur les émissions imputables au secteur des transports ni sur le recyclage des déchets ; de plus grands efforts devraient donc être réalisés en ce sens.

Dans la dimension **Marchés et investissements**, il semble que les conditions pour les investissements dans les énergies renouvelables ne se soient que peu améliorées au cours des cinq dernières années. **Une plus grande part du renouvelable dans le réseau d'électricité permettrait d'améliorer la sécurité énergétique du pays et de limiter les fluctuations de prix.** La responsabilité à l'égard du développement durable peut également être développée dans les grandes entreprises dominiquaises, l'établissement du GGEI n'ayant pas permis de montrer que de tels programmes existaient déjà. Ce type d'efforts, à commencer par le suivi que les grandes entreprises peuvent effectuer sur les émissions liées à leurs activités, contribue à généraliser la croissance verte dans le secteur privé.

S'agissant de la dimension **Environnement**, les résultats doivent être améliorés dans les domaines Agriculture, Traitement des eaux usées et Eau et assainissement, la Dominique occupant respectivement les 76e, 53e et 44e places de ces classements. **Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement.** Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **16**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **57**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **21**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6446 **35**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5832 **37**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **61**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,4520 **35**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **13**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3772 **64**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5310 **30**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **71**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **37**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **44**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,7413 **19**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0389 **76**/78

Qualité de l'air
IPE
0,7783 **21**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,2928 **53**/78

Eau et assainissement
IPE
0,5218 **44**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,6313 **38**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3961 **48**/78

Forêts
IPE
0,9555 **5**/78

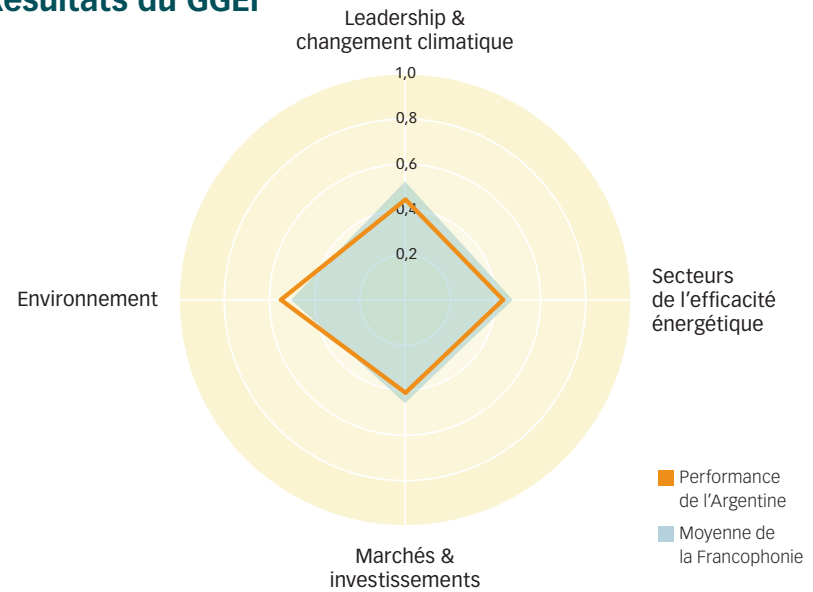
CENTILE **CLASSEMENT**

ARGENTINE

0,4594
48/78

0,4693
16/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, l'Argentine continue d'afficher des résultats passables dans les quatre dimensions, tant sur le plan de la perception que sur celui de la performance. **Elle se situe ainsi à la 16e place de l'enquête de perception du GGEI parmi les pays de la Francophonie et elle arrive bien plus bas sur l'indice de performance, en occupant la 48e place.** L'Argentine doit manifester une plus grande détermination en faveur de la croissance économique verte et, pour ce faire, elle doit réaliser des progrès dans les principaux domaines du GGEI.

Leadership et changement climatique

Au niveau politique, l'engagement de l'Argentine en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique et la promotion de la croissance verte continue d'entraîner des résultats probants en ce qui concerne les activités du chef d'État et des médias dans la dimension **Leadership et changement climatique**. La participation du pays aux réunions d'instances internationales n'est cependant pas aussi fructueuse que celle de nombreux pays membres de la Francophonie. Par ailleurs, l'Argentine affiche des résultats parmi les plus bas de la Francophonie dans le domaine du changement climatique, ce qui n'est guère surprenant compte tenu du niveau élevé de l'intensité carbone de son économie. En outre, depuis le premier suivi du pays par le GGEI, ses résultats en matière d'émissions par habitant et d'émissions par unité de PIB se sont même dégradés, **ce qui donne à penser que la volonté politique affichée en faveur de la décarbonisation de l'économie n'aboutit pas encore à des progrès tangibles**.

Autres dimensions du GGEI

L'incohérence des résultats de l'Argentine dans la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI se retrouve également dans les trois autres. Des améliorations sont observées dans certains domaines, mais il convient d'en accélérer le rythme. Dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, malgré l'importante augmentation du nombre de mètres carrés de bâtiments certifiés LEED, le pays n'occupe que la 23e place dans ce classement de la Francophonie. **Les résultats sont similaires en ce qui concerne les énergies renouvelables : leur part dans la production d'électricité a légèrement augmenté, mais l'Argentine ne figure qu'au 34e rang parmi les pays francophones.** De plus, aucun signe n'indique que les autorités auraient engagé de réels efforts pour promouvoir le tourisme durable sur leurs sites officiels, et dans les domaines des transports et de l'efficacité de l'utilisation des ressources, les résultats du pays n'ont que peu progressé par rapport aux années précédentes.

La situation est également peu encourageante dans la dimension **Marchés et investissements**. Si l'établissement du GGEI a permis de déceler certains efforts visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts en Argentine, cela ne semble toutefois pas se traduire par une augmentation des investissements dans les énergies renouvelables, domaine dans lequel le pays se situe au 49e rang de la Francophonie. De plus, contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, l'innovation verte en matière de produits et services durables ne semble pas être développée. **Cette situation est principalement due au fait que la présentation de rapports sur la responsabilité à l'égard du développement durable n'est visiblement pas encore répandue parmi les grandes entreprises argentines.**

Stratégies pour l'avenir

Les autorités argentines doivent cibler leurs efforts afin de progresser sur ces principaux indicateurs de l'économie verte, sans quoi les résultats du pays resteront passables. Diverses approches peuvent être adoptées en ce sens. D'une part, les responsables politiques pourraient défendre une réglementation plus stricte sur les objectifs en matière d'émissions et d'énergies renouvelables, ce qui permettrait de décarboniser l'ensemble de l'économie au fil du temps et d'améliorer les résultats du pays dans les domaines du changement climatique, des transports et de l'énergie. D'autre part, **une approche ascendante pourrait s'avérer utile, en instaurant des initiatives ambitieuses en faveur du développement durable dans les entreprises, ce qui pourrait favoriser les innovations vertes, faire augmenter les investissements et entraîner de meilleurs résultats dans l'enquête de perception du GGEI.** Une attention particulière peut également être apportée à la dimension **Environnement**, d'importants progrès devant être accomplis dans les domaines Pêches et aquaculture, et Forêts.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **3**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **3**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,1837 **61**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,4560 **57**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,2959 **62**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4484 **23**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,4731 **34**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **53**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6363 **23**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,3942 **37**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3306 **49**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **17**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **24**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **22**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,9768 **2**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8414 **16**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,6587 **40**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7838 **14**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,2263 **60**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,1902 **64**/78

Forêts
IPE
0,1808 **65**/78

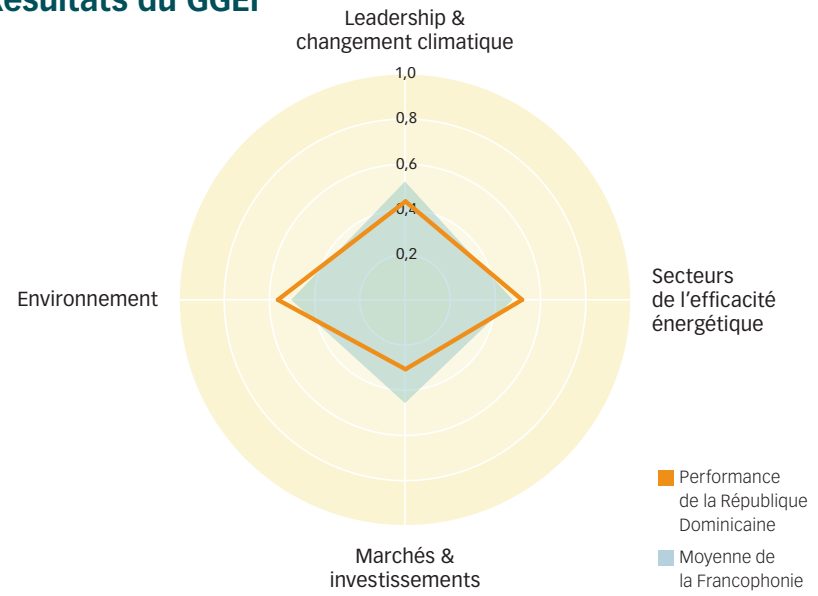
CENTILE **CLASSEMENT**

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

0,4558
49/78

0,4537
19/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, la République dominicaine occupe la 49e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Ses résultats sont homogènes dans les quatre dimensions du GGEI et **diverses occasions sont donc à saisir pour réaliser des améliorations ciblées**.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie dominicaine est relativement faible par rapport à celle de nombreux pays francophones, mais elle n'est pas aussi basse que celle de bien des pays ayant un niveau de revenu similaire. Ce résultat s'explique notamment par la faible part du renouvelable dans la production d'électricité, le pays occupant la 50e place du classement de la Francophonie dans ce domaine. Les responsables politiques ont pris certains engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, mais ces efforts doivent aboutir à une amélioration concrète des résultats. **Les deux principaux indicateurs du changement climatique (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) doivent être surveillés de près.**

Autres dimensions du GGEI

Des résultats tant positifs que préoccupants se dégagent de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Il est positif de constater que des efforts commencent à être entrepris afin d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur du bâtiment. Les nouvelles constructions devraient s'inscrire dans le cadre de programmes de certification verte mondialement reconnus afin de réduire l'empreinte carbone de ce secteur. **Les résultats sont également très probants dans le domaine des transports, la République dominicaine arrivant à la quatrième place de ce classement parmi les pays de la Francophonie.** Cependant, elle ne semble pas mettre l'accent sur la promotion du tourisme durable, et aucune donnée n'a pu être collectée sur le recyclage des déchets, ce qui donne à penser que le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources est encore peu développé. La collecte de données sur les principaux domaines du GGEI est essentielle afin de surveiller et d'améliorer les résultats au fil du temps.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Les autorités ne semblent pas encore accorder la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. En outre, les conditions sont très peu favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, le pays ne figurant qu'à la 44e place du classement correspondant. **Pour améliorer ses résultats globaux en matière de changement climatique, la République dominicaine devra impérativement mettre l'accent sur l'augmentation des investissements dans ce secteur.** La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

La situation est mitigée dans la dimension **Environnement**. Certains indicateurs font état de résultats probants : la République dominicaine se situe à la 9e place du classement Pêche et aquaculture, à la 24e de Qualité de l'air et à la 21e de Traitement des eaux usées. **Des progrès urgents sont à réaliser dans d'autres domaines environnementaux : le pays se classe 71e pour Agriculture et 58e pour Forêts.** Ces domaines doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans le cadre du GGEI, la République dominicaine devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **51**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **58**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **22**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6328 **37**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6840 **26**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,4005 **30**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2531 **50**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **23**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,8607 **4**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5310 **31**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3499 **44**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **38**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **45**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **65**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0913 **71**/78

Qualité de l'air
IPE
0,7358 **24**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8112 **21**/78

Eau et assainissement
IPE
0,4154 **46**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,7571 **26**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9148 **9**/78

Forêts
IPE
0,2261 **58**/78

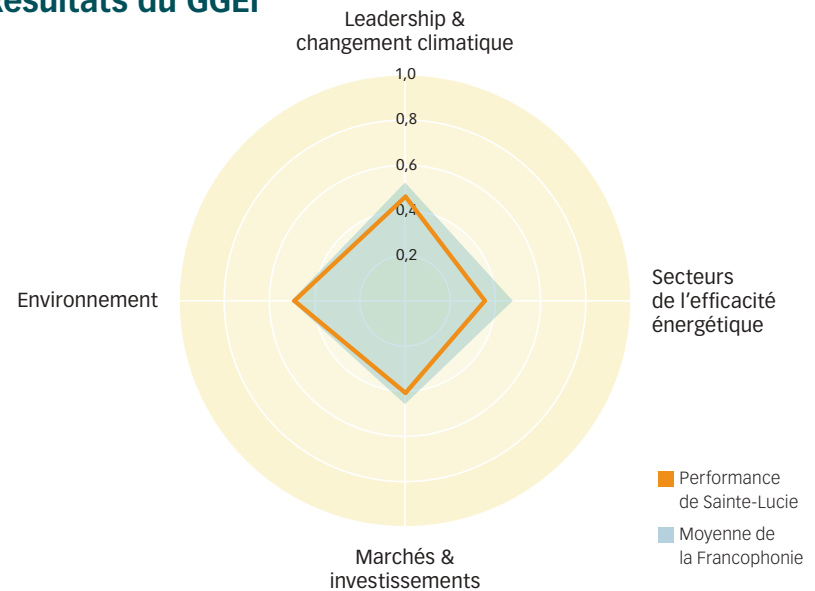
CENTILE **CLASSEMENT**

SAINTE-LUCIE

0,4278
61/78

0,3870
51/78

Résultats du GGEI



Présente pour la première fois dans le GGEI, Sainte-Lucie occupe la 61e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses points forts concernent la dimension Environnement.** Diverses occasions peuvent être saisies pour progresser dans les autres dimensions du GGEI.

Performance environnementale de Sainte-Lucie

Dans la dimension **Environnement** du GGEI, les résultats les plus probants de Sainte-Lucie concernent les domaines Qualité de l'air et Forêts, le pays arrivant aux 18e et 12e places de ces classements de la Francophonie. **Les autres indicateurs environnementaux n'affichent pas d'aussi bons résultats : le pays occupe la 42e place dans le domaine Traitement des eaux usées, la 45e dans Eau et assainissement, la 55e dans Biodiversité et habitat et la 57e dans Pêche et aquaculture.** Dans cette dimension, son plus bas classement concerne le domaine Agriculture. Les réformes devraient être orientées vers une amélioration de l'efficacité de ce secteur, qui est essentiel à l'économie du pays.

Autres dimensions du GGEI

Sainte-Lucie se situe à la 53e place du classement de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. **Des efforts supplémentaires devraient être engagés en vue de réduire l'intensité carbone de l'économie** telle que mesurée par les indicateurs des émissions par habitant et des émissions par unité de PIB. La résilience aux changements climatiques est un domaine prioritaire dans le pays, et de nombreuses occasions permettent de conjuguer les efforts en la matière. Dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, le pays commence à instaurer des certifications LEED dans le secteur du bâtiment et de la construction. En ce qui concerne la construction d'infrastructures dans les prochaines années, la définition de la résilience comme priorité et l'établissement de normes relatives à l'efficacité énergétique permettront d'améliorer les résultats du pays.

S'agissant du tourisme, **Sainte-Lucie ne prend pas autant d'initiatives qu'elle le devrait pour promouvoir la durabilité de ce secteur**. Ces efforts pourraient être multipliés afin de mettre en évidence des façons durables de visiter le pays sur les sites touristiques et les médias sociaux. Un programme de certification en matière de tourisme durable pourrait également être instauré en vue de renforcer la confiance des touristes quant à la mise en œuvre de pratiques écologiquement viables optimales par les hôtels et les voyagistes. Les travaux d'établissement du GGEI pour Sainte-Lucie n'ont pas permis de collecter de données sur les émissions imputables au secteur des transports ni sur le recyclage des déchets, de plus grands efforts devraient donc également être réalisés en ce sens.

Dans la dimension **Marchés et investissements**, il semble que les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables ne se soient que peu améliorées au cours des cinq dernières années. De fait, l'établissement du GGEI n'a pas permis de recueillir d'informations sur la part du renouvelable dans la production d'électricité du pays. **Une plus grande part du renouvelable dans le réseau d'électricité permettrait d'améliorer la sécurité énergétique du pays et de limiter les fluctuations de prix.** Les grandes entreprises saint-luciennes peuvent également développer leur responsabilité à l'égard du développement durable, l'établissement du GGEI n'ayant pas permis de montrer que de tels programmes existaient déjà. Ce type d'efforts, à commencer par le suivi que les grandes entreprises peuvent effectuer sur les émissions liées à leurs activités, contribue à généraliser la croissance verte dans le secteur privé.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **69**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **35**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **46**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6129 **42**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5356 **43**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5053 **21**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1360 **78**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **76**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3772 **65**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5310 **32**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3163 **52**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **67**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **67**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **30**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0389 **77**/78

Qualité de l'air
IPE
0,8364 **18**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,5820 **42**/78

Eau et assainissement
IPE
0,4848 **45**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,3353 **55**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3076 **57**/78

Forêts
IPE
0,8562 **12**/78

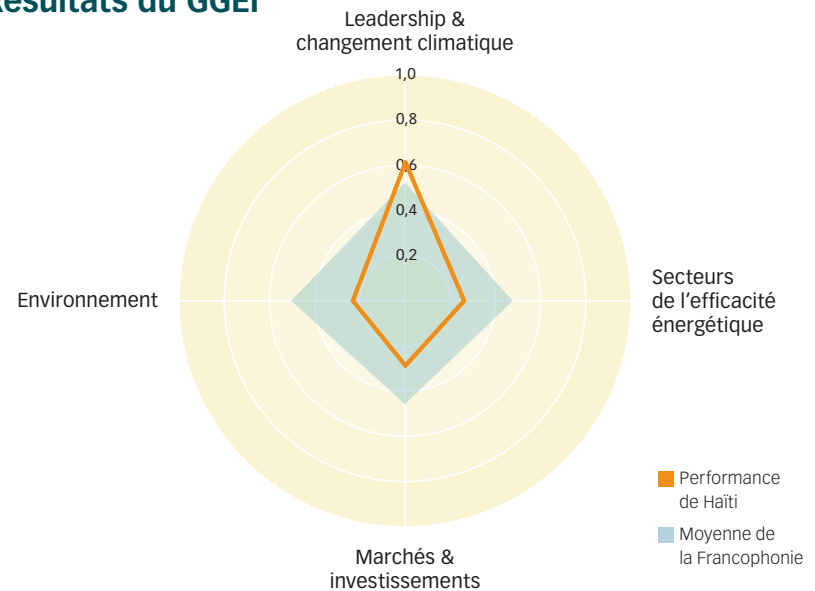
CENTILE **CLASSEMENT**

HAÏTI

0,3479
78/78

0,3976
43/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, Haïti figure au bas du classement général des pays de la Francophonie en occupant la 78e place. Ses meilleurs résultats concernent les domaines de la dimension **Leadership et changement climatique** du GGEI, tandis que de sensibles améliorations doivent être apportées dans les trois autres.

Leadership et changement climatique

L'intensité carbone de l'économie haïtienne est relativement faible par rapport à celle de nombreux pays francophones, mais elle n'est pas aussi basse que celle de bien des pays ayant un niveau de revenu similaire. **Ce résultat s'explique notamment par la très faible part du renouvelable dans la production d'électricité**, un domaine dans lequel Haïti figure au bas du classement de la Francophonie, à la 61e place. Les responsables politiques ont pris certains engagements en faveur de la croissance économique verte, tant à l'échelon national que lors de réunions d'instances internationales, mais ces efforts doivent aboutir à une amélioration concrète des résultats. **Les deux principaux indicateurs du changement climatique (émissions par habitant et émissions par unité de PIB) doivent être surveillés de près.**

Autres dimensions du GGEI

Des progrès urgents sont à réaliser dans certains domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. Il est positif de constater que des efforts commencent à être engagés afin d'instaurer des pratiques écologiquement viables dans le secteur du bâtiment. Les nouvelles constructions devraient s'inscrire dans le cadre de programmes de certification verte mondialement reconnus afin de réduire l'empreinte carbone de ce secteur. Parmi les points plus préoccupants figurent les résultats du pays dans le domaine des transports, Haïti occupant la 70e place de ce classement de la Francophonie. **Le pays doit surveiller ses émissions imputables au secteur des transports pour éviter qu'une augmentation de celles-ci ne provoque des effets négatifs sur ses résultats globaux en matière de changement climatique.** En outre, les efforts menés par les autorités haïtiennes dans le domaine du tourisme ne semblent pas donner la priorité à la dimension durable de ce secteur, et l'établissement du GGEI n'a pas permis d'établir qu'un système de recyclage des déchets avait été mis en place.

D'autres occasions peuvent être saisies pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Certains signes montrent que les autorités accordent la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements. **Toutefois, ces efforts n'ont pas encore donné lieu à de réels investissements dans le secteur des énergies renouvelables :** Haïti figure actuellement au bas du classement de la Francophonie dans ce domaine. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peut également être source de progrès : pour améliorer ses résultats, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.

Performance environnementale

Les progrès sont également urgents dans la dimension Environnement. La plupart des indicateurs du GGEI font état de résultats préoccupants : Haïti se situe au bas des classements Agriculture, Traitement des eaux usées, Eau et assainissement, Biodiversité et habitat et Forêts. Ces domaines participent clairement du bien-être économique, environnemental et social dans le pays. Les indicateurs Qualité de l'air et Pêche et aquaculture font état de résultats légèrement meilleurs, Haïti occupant respectivement les 44e et 19e places de ces classements. Ces domaines environnementaux doivent être placés au centre des prochaines planifications du développement. Pour améliorer le bien-être de sa population et ses résultats dans les prochaines années, le pays devrait adopter une approche intégrée tenant compte des facteurs environnementaux, mais également économiques et sociaux des autres dimensions du GGEI.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **57**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **21**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **30**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7474 **17**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5559 **40**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3568 **45**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2079 **61**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **66**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3512 **70**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **75**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,1489 **78**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **47**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **51**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **47**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1174 **69**/78

Qualité de l'air
IPE
0,4007 **44**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **71**/78

Eau et assainissement
IPE
0,1376 **59**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0040 **78**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,7094 **19**/78

Forêts
IPE
0,1924 **62**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

CANADA/ NOUVEAU-BRUNSWICK

La province canadienne du Nouveau-Brunswick continue de subir de graves impacts du changement climatique, et ses responsables politiques se montrent très actifs dans la mise en œuvre de mesures pour y faire face. **La poursuite des actions en faveur de l'adaptation au changement climatique dans cette province sera primordiale** pour éviter les conséquences les plus coûteuses.

Performance en matière de changement climatique

Tandis que les résultats du Canada liés au changement climatique sont, du fait de l'intensité carbone élevée de son économie, parmi les plus faibles de la Francophonie, la province du Nouveau-Brunswick a accompli des progrès notables en matière de réduction de ses émissions. Cependant, celles-ci ne représentent que 2 % des émissions globales du Canada et même si elles continuent de baisser, cela n'aura qu'une incidence limitée sur l'ensemble des résultats du pays dans ce domaine du GGEI. **Les autorités de la province devraient toutefois prendre des engagements politiques en faveur de la tarification du carbone pour créer une dynamique nationale cohérente à cet égard.** Compte tenu du manque d'uniformité de la tarification du carbone entre les provinces canadiennes, le soutien du Nouveau-Brunswick pourrait être déterminant.

Adaptation au changement climatique

La vulnérabilité du Nouveau-Brunswick au changement climatique prend de multiples formes. Le vaste littoral de la province et ses systèmes fluviaux étendus sont exposés à l'érosion des côtes et aux inondations, d'autant plus que l'intensité et la fréquence des tempêtes augmentent. Les tempêtes récentes ont attiré l'attention sur ces risques, mais d'après les enquêtes d'opinion, les habitants de la province qui comprennent à quel point leurs biens sont vulnérables au changement climatique ne représentent qu'un faible pourcentage. Pour remédier à ce problème, les responsables politiques peuvent préconiser l'élaboration d'une cartographie des zones inondables qui soit facilement accessible afin d'aider les résidents à évaluer la vulnérabilité de leurs biens. Il serait également possible de mettre en place des réglementations sur le développement des zones les plus vulnérables, voire de collecter des fonds visant à soutenir la réinstallation des habitants confrontés aux menaces les plus urgentes.

Les données et informations portant sur l'adaptation au changement climatique représentent un service important que les responsables politiques du Nouveau-Brunswick peuvent fournir à leurs citoyens.

La pêche joue un rôle essentiel dans l'économie de la province, en particulier pour les populations côtières. Les stocks halieutiques subissent les effets du changement climatique ; une gestion durable de ce secteur est donc nécessaire afin de garantir qu'il n'y ait pas de conséquences négatives sur l'économie du Nouveau-Brunswick. Le Canada dans son ensemble affiche de faibles résultats dans le domaine environnemental de la pêche, en figurant à la 65e place de ce classement de la Francophonie. Le gouvernement provincial peut définir des mesures et des initiatives afin d'encourager les pratiques durables en matière de pêche commerciale, ce qui permettrait d'améliorer les résultats globaux du Canada dans ce domaine.

Continuité des politiques

Le Canada peine à atteindre les objectifs de réduction des émissions qu'il s'est fixés à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques. **Il est donc indispensable que le Nouveau-Brunswick assure une continuité dans ses politiques**. L'appui à une tarification du carbone conforme aux normes fédérales est un premier pas que la province pourrait effectuer. Cet engagement, associé à des efforts d'adaptation au changement climatique plus orientés sur les données, devrait améliorer la capacité du Nouveau-Brunswick à réagir aux effets climatiques et faire progresser l'ensemble des résultats du Canada dans le cadre du GGEI.

CANADA/ONTARIO

La province canadienne de l'Ontario poursuit sa transition vers des modèles de croissance économique plus verts et contribue ainsi aux résultats probants du Canada, tant sur le plan de la perception que sur celui de la performance. **La continuité de ces politiques et le développement d'un marché vert dans cette province seront essentiels** pour que le Canada conserve des résultats globaux solides.

Performance en matière de changement climatique

Tandis que les résultats du Canada liés au changement climatique sont, du fait de l'intensité carbone élevée de l'économie, parmi les plus faibles de la Francophonie, la province de l'Ontario a réalisé des progrès notables en matière de réduction de ses émissions. Si la plupart de ces réductions sont dues à la suppression des centrales au charbon pour la production d'électricité, les engagements politiques récemment pris en faveur de la tarification du carbone, au moyen d'un système de plafonnement et d'échange ou d'une taxe sur le carbone, donnent à penser que les résultats de l'Ontario concernant le changement climatique devraient progresser davantage. Ces progrès doivent être plus rapides en vue d'améliorer les résultats globaux du Canada dans ce domaine, car les provinces dépendantes de l'extraction de combustibles fossiles vont dans la direction opposée en affichant une hausse de leurs émissions. Cette tendance pourrait nuire aux réussites accomplies par l'Ontario.

Développement d'un marché vert

Le Canada affiche de remarquables résultats concernant les innovations en matière de produits et services durables et la promotion des investissements verts. Nombre de ces activités sont concentrées dans l'Ontario. Les mesures comme la tarification du carbone ont participé de ces résultats probants : **les recettes tirées du système de plafonnement et d'échange par la province ont été réaffectées pour appuyer l'innovation et améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur des transports**. Cette mesure revêt une importance particulière dans les efforts engagés par l'Ontario pour améliorer la performance en matière de changement climatique, les émissions imputables au secteur des transports ayant augmenté alors que celles liées à l'énergie diminuaient. L'utilisation des capitaux provenant de la tarification du carbone a permis aux responsables politiques de réinvestir dans des projets et initiatives visant à réduire davantage les émissions et à améliorer les résultats en matière de changement climatique.

Cependant, **la responsabilité à l'égard du développement durable doit être davantage intégrée** dans les grandes entreprises canadiennes, en particulier celles qui sont issues des secteurs fortement responsables des émissions comme l'industrie minière et l'énergie. Le gouvernement provincial peut définir des mesures et des initiatives afin de soutenir ces entreprises pour qu'elles se fixent des objectifs de réduction des émissions imputables à leurs activités, à l'énergie qu'elles achètent et à leurs chaînes d'approvisionnement (en recourant par exemple à l'initiative *Science-Based Targets*). Les entreprises de l'Ontario adoptent des critères de responsabilité à l'égard du développement durable à un rythme plus rapide que celles des autres provinces. L'attention devrait être attirée sur ces efforts (en mettant en avant leurs modalités de mise en œuvre comme leurs effets positifs sur la performance économique) pour que les entreprises à forte intensité d'émissions des autres provinces puissent faire de même.

Continuité des politiques

Le Canada peine à atteindre les objectifs de réduction des émissions qu'il s'est fixés à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques. **Il est donc indispensable que l'Ontario assure une continuité dans ses politiques**. La décision d'abandonner le système de plafonnement et d'échange mis en place avec la province de Québec et l'État de Californie des États-Unis est préoccupante. Le manque de continuité dans les politiques de l'Ontario a déjà des retombées négatives sur l'ensemble des efforts menés par le Canada en matière de changement climatique. Les responsables politiques de la province devraient rester engagés en faveur des mesures visant à réduire davantage les émissions et à développer un marché vert, car cela permettrait d'améliorer les résultats globaux du pays.

CANADA/QUÉBEC

La province canadienne de Québec poursuit sa transition vers des modèles de croissance économique plus verts et contribue ainsi aux résultats probants du Canada, tant sur le plan de la perception que sur celui de la performance. **Il sera essentiel d'accélérer le rythme de la réduction des émissions au moyen d'une stratégie axée sur les secteurs** pour que le Canada conserve des résultats globaux solides.

Performance en matière de changement climatique

Tandis que les résultats du Canada liés au changement climatique sont, en raison de l'intensité carbone élevée de l'économie, parmi les plus faibles de la Francophonie, la province de Québec a légèrement progressé quant à la réduction de ses émissions. Si ces réductions ont dépassé la tendance globale du Canada, il convient toutefois d'en accélérer le rythme, car certaines provinces du pays enregistrent des hausses de leurs émissions. En outre, le Québec n'est pas en voie d'atteindre les engagements pour 2030 pris à l'occasion de l'Accord de Paris sur le climat. Parmi les points positifs, le Québec continue de participer au système de plafonnement et d'échange avec l'État de Californie des États-Unis ; **les dirigeants de la province devraient prendre des engagements politiques supplémentaires en faveur de la tarification du carbone pour créer une dynamique nationale cohérente à cet égard**. Compte tenu de la large publicité dont bénéficie la tarification du carbone parmi les enjeux politiques au Canada, le soutien du Québec est indispensable.

Approche sectorielle

Le programme de plafonnement et d'échange mis en place en 2013 par le Québec a réussi à mettre un frein aux émissions du secteur de l'industrie, mais au cours de la même période, les émissions imputables aux transports ont augmenté. **Ce secteur représente maintenant près de la moitié du total des émissions de la province, ce qui explique en grande partie que le Québec n'ait pas plus progressé au regard de ses objectifs pour 2030 fixés dans le cadre de l'Accord de Paris.** Pour y remédier, les responsables politiques peuvent promouvoir les véhicules électriques, le développement des transports en commun ainsi que d'autres réglementations visant les émissions de ce secteur. Le Canada dans son ensemble se situe à la 75e place du classement de la Francophonie sur les transports établi par le GGEI. Ce résultat est l'un des plus bas parmi les pays francophones, des efforts ciblés pour améliorer l'efficacité énergétique des transports dans la province devraient ainsi faire progresser les résultats globaux du pays au fil du temps.

D'autres progrès doivent être réalisés pour améliorer l'efficacité énergétique du secteur du bâtiment. Dans les travaux d'établissement du GGEI, la certification LEED est utilisée comme un indicateur supplétif afin d'évaluer le degré de durabilité des constructions sur chaque marché. Les résultats du Canada dans ce domaine sont très probants, les informations sur cette certification étant très relayées et son application répandue. **En raison du climat de la province, les besoins saisonniers en chauffage sont élevés ; il conviendrait donc d'adopter une approche ciblée sur ce secteur dans le cadre des efforts de réduction des émissions.** Les responsables politiques du Québec devraient encourager le recours aux certifications LEED ou à des programmes similaires et organiser des campagnes d'information sur les solutions visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels.

Leadership des villes

Les autorités infranationales jouent un rôle croissant dans la promotion de la croissance économique verte à l'échelon international. Dans la province de Québec, **les grandes villes de Montréal et de Québec devraient faire office de laboratoires au service de cette approche sectorielle fondée sur les transports et le bâtiment**. Compte tenu des émissions absolues élevées produites par ces villes, de tels efforts auraient une forte incidence sur l'amélioration des résultats en matière de changement climatique aux échelons provincial et national dans l'avenir.

ÉTAT DE LA LOUISIANE

Aux États-Unis, un manque de cohérence caractérise les efforts, entrepris à l'échelle nationale, qui visent à coordonner la croissance économique verte et la planification à long terme pour lutter contre le changement climatique ; l'État de la Louisiane essaie toutefois d'y remédier activement. Compte tenu du degré de vulnérabilité extrême de cet État, **il sera primordial d'y poursuivre les actions en faveur de l'adaptation au changement climatique** pour éviter les conséquences les plus onéreuses.

Performance en matière de changement climatique

Tandis que les résultats des États-Unis liés au changement climatique sont, du fait de l'intensité carbone élevée de l'économie, parmi les plus faibles du GGEI, l'État de la Louisiane a légèrement progressé quant à la réduction de ses émissions. Cependant, le niveau des émissions par habitant et par unité de PIB reste plus élevé que la moyenne nationale, car certains secteurs de l'État ont une empreinte carbone élevée et dépendent des combustibles fossiles. La Louisiane figure parmi les États les plus vulnérables au changement climatique dans le pays ; les responsables politiques pourraient faire un premier pas constructif en tirant profit de cette position pour plaider en faveur d'actions qui abordent toutes les questions climatiques au niveau national. Il pourrait s'agir **de soutenir la tarification du carbone et le dialogue national qui émerge autour d'une taxe sur le carbone, laquelle permettrait de payer le prix de la pollution aujourd'hui plutôt que de subir les coûts économiques, environnementaux et sociaux dans l'avenir.** Cette approche permettrait de limiter les conséquences du changement climatique les plus coûteuses en Louisiane.

Adaptation au changement climatique

D'après certaines études, les pertes de terres, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation des inondations en Louisiane s'accéléreront dans les prochaines décennies ; en ce sens, il est beaucoup moins coûteux d'appliquer des mesures d'adaptation maintenant que de les retarder. Les responsables politiques de l'État peuvent exploiter les données et les modèles prédictifs numériques afin de déterminer les risques les plus élevés et les modes d'attribution et de financement les plus efficients pour ces projets. **Il convient également de faciliter l'accès aux données et informations portant sur ces risques et sur les initiatives d'adaptation climatiques envisagées, ce qui représenterait un important service pour les citoyens.**

La pêche joue un rôle essentiel dans l'économie de la Louisiane, en particulier pour les populations côtières. Les stocks halieutiques subissent les effets du changement climatique ; une gestion durable de ce secteur est donc nécessaire afin de garantir qu'il n'y ait pas de conséquences négatives sur l'économie locale. Le gouvernement de l'État de la Louisiane peut définir des mesures et initiatives afin d'encourager les pratiques durables en matière de pêche commerciale, ce qui permettrait également d'améliorer l'ensemble des résultats des États-Unis dans ce domaine.

Continuité des politiques

Compte tenu du manque de cohérence des engagements en matière de réduction des émissions pris par les dirigeants nationaux dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, **la continuité des politiques menées par les États comme la Louisiane sera indispensable**. Cet enjeu est d'autant plus important que les effets néfastes du changement climatique commencent à se faire sentir dans les autres États côtiers du pays, ce qui intensifie la concurrence pour les fonds fédéraux alloués aux programmes d'adaptation. En vue d'améliorer la capacité de la Louisiane à faire face aux effets du changement climatique, il convient de mettre au point un plan précis qui protège son littoral et qui soit appuyé par des financements provenant à la fois de l'État fédéral, de la Louisiane et des industries.

ASIE

4.4 Pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie

Le GGEI a recueilli des données concernant neuf pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie. Les principaux points à retenir de cette analyse sont que **tous les pays ne réduisent pas l'intensité d'émissions de leur économie ; l'intégration des énergies renouvelables est très inégale ; et la plupart des pays dont le taux de croissance du PIB est anormalement élevé affichent également des performances environnementales très faibles.** Plus particulièrement :

- Deux pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie figurent dans le premier quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Les dirigeants de ces pays n'ont cessé de défendre les modèles de croissance verte.
- Deux pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie se situent dans le deuxième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays obtiennent des résultats très inégaux dans les quatre dimensions du GGEI.
- Quatre pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie se classent dans le troisième quintile de la Francophonie pour leur performance dans le cadre du GGEI. Ces pays ne se sont pas encore engagés sur la voie d'une croissance plus verte et dans la mise en œuvre de politiques cohérentes pour les soutenir.
- Un pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie se trouve dans le quatrième quintile de la Francophonie pour sa performance dans le cadre du GGEI. Ce pays doit améliorer sa performance en matière de changement climatique et d'environnement.
- Aucun pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie ne figure dans le dernier quintile de la Francophonie pour sa performance dans le cadre du GGEI.

	Classement	Pays
1er quintile	1-16	Corée du Sud, Thaïlande
2e quintile	17-31	Émirats arabes unis, Cambodge
3e quintile	32-48	Vietnam, Qatar, Laos, Vanuatu
4e quintile	49-63	Liban
5e quintile	64-78	Aucun

Leadership et changement climatique

L'analyse menée dans le cadre du GGEI sur la dimension Leadership et changement climatique fait ressortir des résultats préoccupants dans les pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie. Parmi les pays faisant l'objet d'un suivi récent, seul le Cambodge n'enregistre pas d'émissions par unité de PIB plus élevées que la moyenne de la Francophonie. Bien qu'il soit inférieur à la moyenne de la Francophonie, **cet indicateur, dans le cas du Cambodge, s'est en réalité largement dégradé depuis le premier suivi du pays par le GGEI.** Pour les autres pays, de légères améliorations ont été notées, mais à l'instar des autres régions de la Francophonie, ces améliorations ne sont pas assez rapides. Compte tenu de cette tendance, il n'est pas surprenant que la plupart des pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie, y compris le Liban, se situent au bas du classement des pays de la Francophonie pour ce qui est de la performance en matière de changement climatique. Les résultats du Vanuatu sont légèrement meilleurs, ses émissions par unité de PIB se situant à peu près au même niveau que la moyenne de la Francophonie. Le Laos obtient la meilleure performance en matière de changement climatique dans cette région de la Francophonie en occupant la 26e place du classement.

Tableau 11 : Résultats les plus élevés atteints en matière d'émissions par unité de PIB

Pays	Résultats du GGEI 2018 (émissions par unité de PIB, en PPA, en kilogrammes)	Tendance sur cinq ans (taux de variation)
Cambodge	0,16	+ 23 %
Qatar	0,27	+ 4 %
Vietnam	0,33	Aucun changement
Thaïlande	0,24	– 4 %
Émirats arabes unis	0,31	– 6 %
Corée du Sud	0,34	– 8 %

Selon l'enquête du GGEI sur la perception des experts, la Corée du Sud fait l'objet d'une certaine reconnaissance pour son leadership en matière d'économie verte. Dans les domaines relatifs aux chefs d'État, à la couverture médiatique des efforts déployés au niveau national en matière d'économie verte et à la participation constructive aux réunions d'instances internationales sur le changement climatique, la Corée du Sud a reçu une certaine reconnaissance des experts interrogés. Les résultats sont assez semblables pour le Vanuatu, dont les efforts des responsables politiques en matière de changement climatique et de promotion de la croissance économique verte ont été reconnus.

Secteurs de l'efficacité énergétique

Pour les pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie, les résultats du GGEI sur la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** sont extrêmement positifs, à l'exception du domaine Énergie. La plupart des pays de cette région gagnent en efficience dans des secteurs comme la construction et les transports. Toutefois, **dans le domaine de l'énergie renouvelable, les résultats sont préoccupants,** car la part du renouvelable dans la production d'électricité de nombreux pays, en particulier ceux dont les économies sont étroitement liées au secteur pétrolier et gazier, est quasiment inexistante. Le même constat est fait à l'échelle mondiale, car les pays qui possèdent de grandes réserves de combustibles fossiles et développent des systèmes énergétiques qui en dépendent ont de plus grands défis à relever pour réorienter leur économie vers la croissance verte. L'établissement du GGEI a permis de mieux comprendre la performance des pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie relativement à la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique :

- Presque tous les pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient obtiennent de bons résultats pour ce qui est des **bâtiments** écologiques, la Corée du Sud et les Émirats arabes unis obtenant les meilleurs. Le GGEI utilise les données relatives à la certification LEED comme référence pour établir des mesures dans ce domaine, et les données tirées de programmes comparables dans cette région, dont Green Star (Australie) et GBCI (Chine), amélioreraient les mesures si elles devenaient accessibles au public.
- Parmi les neuf pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie faisant l'objet d'un suivi dans le cadre du GGEI, le Laos et le Cambodge ont la plus importante contribution d'**énergie** renouvelable à la production d'électricité, et ces valeurs sont bien plus élevées que la moyenne de la Francophonie[1]. D'autres pays de la région – en particulier le Qatar, les Émirats arabes unis, le Liban et la Corée du Sud – n'enregistrent presque aucune contribution d'énergie renouvelable dans la production d'électricité.
- Les pays affichant des émissions par unité de PIB élevées, comme le Qatar, les Émirats arabes unis et la Corée du Sud, obtiennent de bons résultats dans le domaine des transports, ce qui indique que d'autres secteurs pourraient être les principales causes du faible niveau de performance en matière de changement climatique dans ces pays. Dans le domaine de l'**efficacité de l'utilisation des ressources**, la Corée du Sud est l'un des pays les plus performants de la Francophonie. Il n'a pas été possible de collecter des données sur ce domaine pour les Émirats arabes unis, le Qatar, le Vietnam, le Cambodge et le Laos.
- La Thaïlande et le Vanuatu sont les pays les mieux classés de la région Asie-Pacifique et Moyen-Orient de la Francophonie en ce qui concerne les efforts engagés par les autorités pour promouvoir le **tourisme** durable[2]. Ces efforts ne sont pas encore déployés au même niveau que dans d'autres pays de la région, mais des signes d'amélioration et de croissance sont visibles.

Marchés et investissements

Les résultats du GGEI dans la dimension Marchés et investissements fournissent des explications plus détaillées sur le développement des énergies renouvelables dans de nombreux pays de l'Asie-Pacifique et du Moyen-Orient de la Francophonie. S'agissant des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, le GGEI a permis de constater que les pays dans lesquels l'intégration des énergies renouvelables à l'économie était déjà élevée obtenaient de très bons résultats, tandis que ceux où les niveaux d'intégration étaient faibles affichaient de mauvaises performances.

Tableau 12 : Résultats du GGEI en matière d'énergie renouvelable

Pays	Résultats du GGEI 2018 (part des énergies renouvelables dans la production d'électricité)	Classement du GGEI 2018 (conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, classement de la Francophonie)
Laos	93,15 %	1/78
Cambodge	61,10 %	4/78
Émirats arabes unis	0,27 %	59/78
Qatar	0 %	66/78

Vus sous un autre angle, bon nombre de ces pays dont le niveau d'intégration des énergies renouvelables dans l'économie est faible obtiennent d'assez bons résultats en ce qui concerne l'innovation en matière de produits et services durables ainsi que la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. La Corée du Sud et les Émirats arabes unis sont parmi les mieux classés de la Francophonie pour ce qui est des dépôts de brevets verts. Ces deux pays, conjointement au Qatar et à la Thaïlande, se classent parmi les meilleurs dans le domaine de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. Ces résultats divergents laissent supposer que certains marchés peuvent avoir une faible performance en matière de changement climatique, mais obtenir de meilleurs résultats sur le plan de l'innovation verte et de l'engagement des entreprises du pays à intégrer les objectifs de

1. La moyenne de la Francophonie est de 33,60 %, et le GGEI a enregistré des niveaux de 93,15 % au Laos et de 61,10 % au Cambodge.

2. Pour le Vanuatu, le site Internet évalué est <https://www.vanuatu.travel/fr> ; pour la Thaïlande, <http://na.tourismthailand.org>.

durabilité à leur planification stratégique. Il semble s'agir d'une dynamique dans la région Asie-Pacifique et Moyen-Orient de la Francophonie. **Le défi est toujours de savoir comment les efforts en matière d'innovation et de responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable se traduisent par des améliorations concrètes dans le cadre du GGEI, notamment s'agissant des indicateurs liés aux émissions qui sont associés à la performance en matière de changement climatique.**

Environnement

La performance environnementale dans la région Asie-Pacifique et Moyen-Orient de la Francophonie est assez variée, principalement en raison de la diversité géographique de cette région, dont les zones désertiques, tropicales et tempérées sont réparties sur un vaste territoire. Dans la plupart des pays à revenu élevé situés dans cette région de la Francophonie, le GGEI a relevé des résultats généralement probants en matière environnementale. Toutefois, dans certains pays en développement rapide, dont les taux de croissance du PIB sont parmi les plus élevés au monde, le GGEI a noté des performances environnementales très faibles.

Cette observation montre l'importance de la planification de l'économie verte qui n'utilise pas la croissance du PIB comme unique mesure. Si la croissance du PIB dans ces pays entraîne une dégradation de la qualité de l'air et des ressources forestières, cette croissance pourrait occasionner des pertes pour la santé publique et l'environnement qui ne sont pas entièrement prises en compte dans l'indicateur du PIB.

Tableau 13 : Performance environnementale mesurée par le GGEI et croissance du PIB

Pays	Domaines de l'environnement du GGEI dans le dernier quintile de la Francophonie	Taux de croissance du PIB
Cambodge	Qualité de l'air, Forêts	+6,9 %
Laos	Qualité de l'air, Traitement des eaux usées, Pêche et aquaculture, Forêts	+6,9 %
Vietnam	Qualité de l'air, Forêts	+7,7 %

Comme le montre le tableau 13, certains pays de la région Asie-Pacifique et Moyen-Orient de la Francophonie répondent à ce schéma, avec des taux de croissance du PIB élevés, mais un niveau de performance environnementale très préoccupant. L'approche intégrée de l'économie verte évaluerait ces tendances en examinant le PIB, mais aussi en quantifiant les coûts sociaux et environnementaux de cette croissance. Cette perspective serait utile pour l'ensemble de la région Asie-Pacifique et Moyen-Orient de la Francophonie, en particulier dans les pays où le taux de croissance du PIB est élevé.

Priorités établies par le GGEI pour la région Asie-Pacifique et Moyen-Orient de la Francophonie

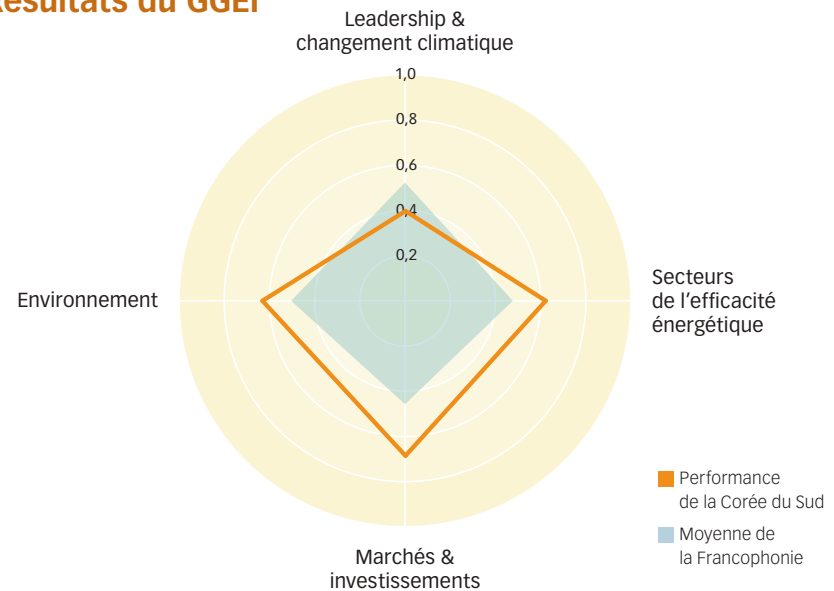
- Accélérer le rythme de la réduction des émissions nationales dans tous les pays et des nouvelles capacités d'énergies renouvelables dans les pays à fortes réserves de combustibles fossiles.
- Définir clairement les secteurs les plus responsables de ces mauvaises performances en matière de changement climatique et adopter des politiques ciblées pour y remédier.
- Examiner l'ensemble des coûts et des avantages de la croissance du PIB, en accordant une attention particulière aux impacts environnementaux et sociaux sur les marchés en forte croissance.

CORÉE DU SUD

0,5840
9/78

0,6112
6/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, la Corée du Sud affiche des résultats probants et occupe la neuvième place du classement général des pays de la Francophonie. Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, les experts ont reconnu le rôle de chef de file du pays pour sa participation à l'action internationale de lutte contre le changement climatique ; toutefois, **l'intensité des émissions de l'économie est le domaine du GGEI qui doit être amélioré au plus vite**.

Points forts

La Corée du Sud affiche des résultats parmi les plus probants de la Francophonie dans la plupart des dimensions du GGEI, à l'exception de Leadership et changement climatique. Dans les Secteurs de l'efficacité énergétique, elle figure parmi les pays les mieux classés, qu'il s'agisse de la construction durable ou des engagements en faveur de l'efficacité de l'utilisation des ressources, en occupant respectivement les sixième et deuxième places. Les évaluations du GGEI concernant le bâtiment se fondent sur les données des certifications LEED, mais il existe d'autres programmes utilisés en Corée du Sud ; si des informations plus exhaustives étaient publiées, ces niveaux de certification seraient encore plus élevés. Les résultats sont plus modestes dans les domaines du tourisme (30e rang) et des transports (22e), mais **la situation la plus inquiétante dans cette dimension concerne l'énergie, le pays figurant à la 67e place de ce classement de la Francophonie.** Le très faible niveau d'intégration des énergies renouvelables dans l'ensemble de l'économie explique en partie la faible performance de la Corée du Sud en matière de changement climatique.

D'autres signes témoignent des résultats probants du pays dans la dimension **Marchés et investissements**. La Corée du Sud est un pôle d'innovation verte au niveau international et figure à la cinquième place de la Francophonie dans ce domaine. Les grandes entreprises coréennes semblent également être à la pointe s'agissant de l'intégration de pratiques durables dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement, le pays arrivant au troisième rang de ce classement de la Francophonie. Néanmoins, les efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts restent faibles, et les conditions sont peu favorables aux investissements dans les énergies renouvelables. L'amélioration de ces deux domaines pourrait avoir des retombées positives sur les résultats globaux du pays en matière de changement climatique. Dans l'ensemble, les résultats de la Corée du Sud dans la dimension Environnement sont probants, à l'exception des domaines Qualité de l'air et Biodiversité et habitat, dans lesquels elle occupe respectivement les 48e et 67e places.

Définition des prochaines améliorations

Pour améliorer ses prochains résultats, la Corée du Sud devrait adopter une approche ciblée sur des domaines spécifiques. D'une manière générale, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée, ce qui transparaît dans **les faibles résultats du pays en matière de changement climatique, qui le placent au 73e rang de ce classement**. La tendance de l'un des deux principaux indicateurs de ce domaine est encourageante (les émissions par unité de PIB ont baissé, ce qui représente un progrès), mais ces améliorations ne sont pas assez rapides. Pour obtenir de meilleurs résultats, il sera nécessaire d'accélérer davantage la décarbonisation de l'économie sud-coréenne : la baisse de l'intensité des émissions de celle-ci dans son ensemble et l'élargissement de la place accordée aux énergies renouvelables permettront d'augmenter le rythme de la croissance économique verte.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **34**/78

Médias
Méthode GGEI
0,1655 **74**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **51**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,0714 **73**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,1296 **70**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,7591 **6**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1476 **67**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,5347 **30**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6602 **22**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,9999 **2**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4438 **32**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,7098 **5**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9961 **3**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,5923 **31**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,8099 **14**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3788 **48**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8630 **4**/78

Eau et assainissement
IPE
0,9393 **7**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,1220 **67**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,8037 **14**/78

Forêts
IPE
0,5127 **39**/78

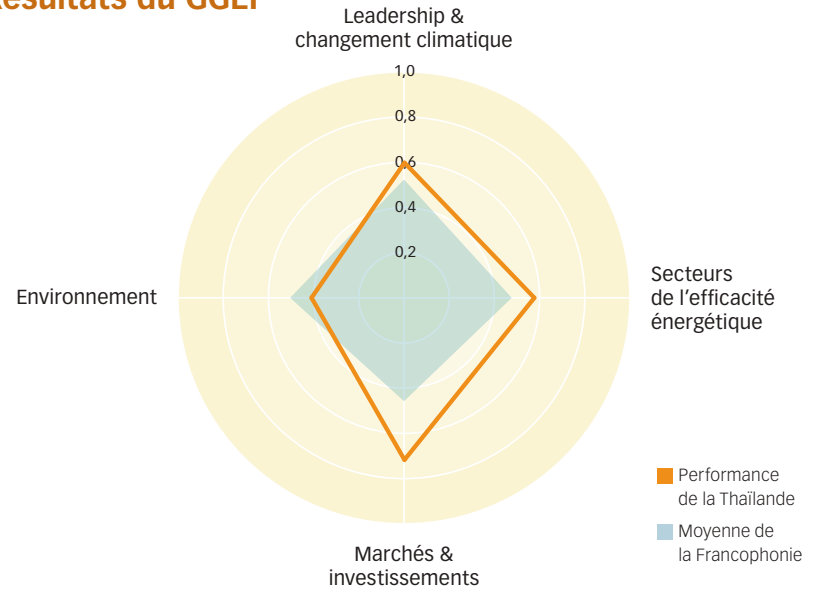
CENTILE **CLASSEMENT**

THAÏLANDE

0,5751
11/78

0,5078
12/78

Résultats du GGEI



Présente pour la troisième fois dans le GGEI, la Thaïlande occupe la 11e place du classement général des pays de la Francophonie. **L'établissement du GGEI a permis de mettre en évidence de nombreuses tendances positives dans les différentes dimensions**, à l'exception de l'environnement, qui appelle une attention urgente.

Évaluation des points forts

La Thaïlande affiche une série de résultats probants sur lesquels peut s'appuyer le GGEI. S'agissant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, le pays figure en tête du classement pour les efforts que les pouvoirs publics consacrent à la promotion du tourisme durable et se classe à la troisième position de la Francophonie. Concernant la construction durable, la Thaïlande arrive à la 20e place, avec un nombre croissant de bâtiments obtenant la certification LEED. Il existe cependant d'autres dispositifs de certification au niveau national, et si des informations plus exhaustives étaient publiées, ces niveaux de certification seraient encore plus élevés. Les résultats en matière de transports et d'efficacité de l'utilisation des ressources ne sont pas aussi élevés, le pays figurant respectivement aux 26e et 29e rangs dans ces domaines. **Ses résultats les moins bons sont enregistrés dans le domaine Énergie, dans lequel il occupe la 59e place des pays de la Francophonie** en raison de la faible part du renouvelable dans la production d'électricité.

Les résultats probants de la Thaïlande transparaissent également dans la dimension **Marchés et investissements**. Le pays semble émerger comme un marché pour l'innovation en matière de produits et services durables, se classant à la 13e place, mesurée à partir de l'évaluation du GGEI des brevets verts et des jeunes entreprises présentant un potentiel commercial. **La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable prend également de l'ampleur, la Thaïlande se hissant à une impressionnante quatrième place dans ce domaine.** La croissance de l'innovation verte et la progression de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable peuvent se renforcer mutuellement, l'amélioration de l'efficacité des entreprises stimulant la demande de nouveaux produits et services verts à l'intérieur du pays. La Thaïlande reste à la traîne dans le domaine des énergies renouvelables, malgré des efforts manifestes pour donner une plus grande place à ce type d'énergie dans l'économie. Elle occupe la neuvième place en matière de promotion et de facilitation des investissements verts, et la 23e pour les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables, ce qui signifie que ces efforts de promotion ne se traduisent pas assez rapidement par une croissance réelle de la capacité de production.

Performance en matière d'environnement et de changement climatique

La Thaïlande doit adopter une approche ciblée dans des domaines spécifiques afin de progresser. À l'instar de nombreux pays de la Francophonie, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée, le pays se situant à la 49e place dans le domaine du changement climatique. Une légère amélioration a été mesurée dans les émissions par unité de PIB de la Thaïlande depuis le premier suivi du pays par le GGEI, mais **le rythme de la décarbonisation n'est pas assez rapide**. Fait tout aussi important (et lié), les résultats de la Thaïlande dans la dimension Environnement du GGEI doivent être traités sans plus attendre. Les domaines Agriculture (48e rang), Qualité de l'air (73e), Pêche et aquaculture (54e) et Forêts (56e) doivent tous être examinés afin de comprendre les facteurs sous-jacents d'une aussi piètre performance, dans le contexte de la méthode du GGEI. Ces dimensions interagissent avec les dimensions économiques, environnementales et sociales de l'économie verte du pays, et les prochaines planifications du développement devraient tenir compte de la façon dont elles peuvent être améliorées.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **36**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **39**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **53**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,5140 **48**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,3888 **56**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5187 **20**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2114 **59**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9975 **3**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6077 **26**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5369 **29**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,4934 **23**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4247 **13**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9785 **4**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,9706 **9**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,3745 **48**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0534 **73**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,7047 **37**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6327 **37**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5545 **44**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3229 **54**/78

Forêts
IPE
0,2370 **56**/78

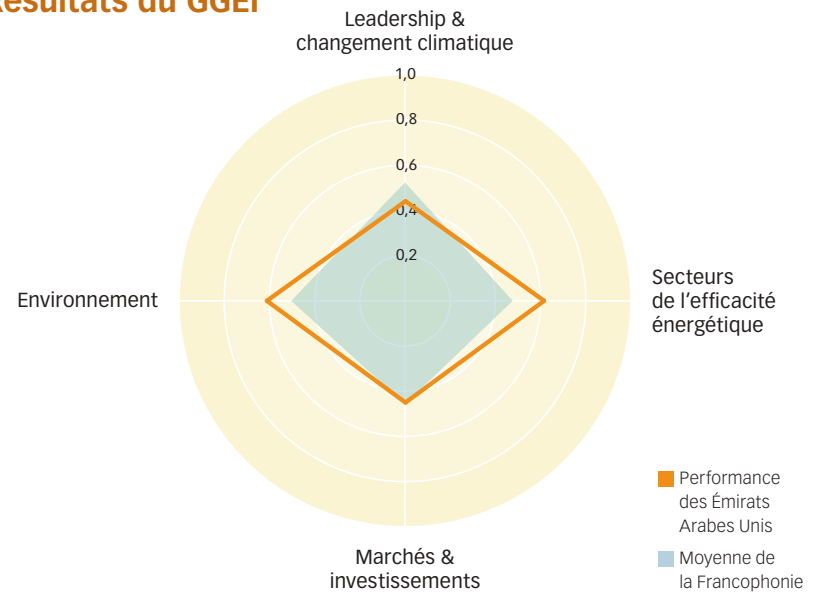
CENTILE **CLASSEMENT**

ÉMIRATS ARABES UNIS

0,5293
23/78

0,6248
5/78

Résultats du GGEI



Présents pour la troisième fois dans le GGEI, les Émirats arabes unis occupent la 23e place dans le classement de la performance parmi les pays de la Francophonie et la cinquième dans celui de l'enquête de perception des experts. Si, dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, les experts ont reconnu le rôle de chef de file du pays pour sa participation à l'action internationale de lutte contre le changement climatique, **les Émirats arabes unis doivent toutefois améliorer leurs résultats dans ce domaine et augmenter la part du renouvelable** dans l'ensemble de l'économie.

Points forts

La plupart des dimensions du GGEI affichent des résultats assez positifs, mais certains domaines font clairement exception. Dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, les Émirats arabes unis figurent en haut du classement de la Francophonie s'agissant du degré d'intégration des pratiques écologiquement viables dans le secteur national de la construction, en occupant la troisième place. Les autorités commencent également à donner la priorité au tourisme durable dans leurs efforts de promotion ; le pays arrive à la 19e place dans ce domaine. En ce qui concerne le secteur des transports, les résultats ne sont pas aussi remarquables qu'en matière de construction durable, mais le pays occupe tout de même la 16e place dans ce classement de la Francophonie. **La faiblesse la plus évidente dans les Secteurs de l'efficacité énergétique concerne le domaine de l'énergie : les Émirats arabes unis figurent au 71e rang de la Francophonie et la part du renouvelable dans la production d'électricité est presque nulle.** Le très bas niveau d'intégration des énergies renouvelables dans l'ensemble de l'économie explique en partie que la performance du pays en matière de changement climatique reste faible. Les travaux d'établissement du GGEI n'ont pas permis de collecter de données sur l'efficacité de l'utilisation des ressources ni sur le recyclage des déchets.

Les résultats de la dimension **Marchés et investissements** sont mitigés. Les Émirats arabes unis sont en voie de s'imposer en tant que pôle d'innovation verte au niveau international et figurent à la 11e place de la Francophonie dans ce domaine. Les grandes entreprises commencent également à intégrer des pratiques durables dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement, le pays arrivant au 17e rang de ce classement la Francophonie. **Toutefois, les efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts restent faibles et les conditions sont peu favorables aux investissements dans le renouvelable. L'amélioration de ces deux domaines pourrait avoir des retombées positives sur les résultats globaux du pays en matière de changement climatique.** Les résultats de la dimension **Environnement** sont relativement bons, mais des améliorations doivent être apportées dans les domaines Qualité de l'air, Biodiversité et habitat, Pêche et aquaculture.

Définition des prochaines améliorations

Pour améliorer leurs prochains résultats, les Émirats arabes unis devraient adopter une approche ciblée sur des domaines spécifiques. **D'une manière générale, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée, ce qui transparaît dans les faibles résultats du pays en matière de changement climatique qui le placent au 77e rang de ce classement parmi les pays francophones**. La tendance de l'un des deux principaux indicateurs de ce domaine est encourageante (les émissions par unité de PIB ont légèrement baissé, ce qui représente un progrès), mais ces améliorations ne sont pas assez rapides. Pour obtenir de meilleurs résultats, il sera nécessaire d'accélérer davantage la décarbonisation de l'économie des Émirats arabes unis : la baisse de l'intensité des émissions de celle-ci dans son ensemble et l'élargissement de la place accordée aux énergies renouvelables permettront d'augmenter le rythme de la croissance économique verte.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **37**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **41**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **57**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,0014 **77**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,1909 **67**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,9448 **3**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1380 **71**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **19**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7386 **16**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5388 **26**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3015 **59**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4477 **11**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,7751 **17**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **54**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,0389 **78**/78

Qualité de l'air
IPE
0,6364 **27**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8550 **7**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6794 **27**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5501 **47**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,5533 **41**/78

Forêts
IPE
0,9806 **4**/78

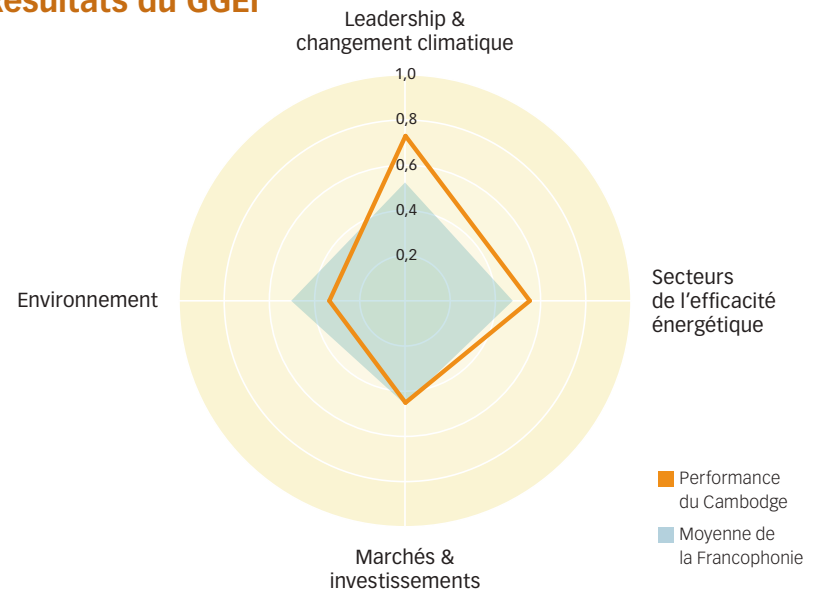
CENTILE **CLASSEMENT**

CAMBODGE

0,5168
24/78

0,3996
38/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Cambodge occupe la 24e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Ses résultats les plus probants concernent la dimension Leadership et changement climatique**, tandis que des améliorations doivent être apportées dans les trois autres, en particulier Environnement.

Points forts

Le Cambodge a amélioré ses résultats globaux lors des récentes éditions du GGEI, ce qui est principalement dû à **la place croissante qu'occupe l'énergie renouvelable dans l'ensemble de son économie**. Le pays figure à la 17e place de la Francophonie s'agissant de la part du renouvelable dans la production d'électricité et à la quatrième dans le domaine des conditions relatives aux investissements dans ces énergies. L'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que les autorités cambodgiennes mettaient l'accent sur la dimension écologique ni sur le renouvelable dans leurs efforts visant à promouvoir et à faciliter les investissements. Des améliorations dans ce domaine pourraient tirer la croissance des énergies renouvelables encore plus vers le haut.

Le Cambodge arrive à la 24e place de la Francophonie dans le domaine du changement climatique. Si l'intensité des émissions de son économie est relativement faible, les travaux d'établissement du GGEI ont toutefois permis d'observer une tendance négative concernant les deux principaux indicateurs de ce domaine, à savoir les émissions par habitant et les émissions par unité de PIB. Ces deux indicateurs vont dans la mauvaise direction et **se sont sensiblement dégradés depuis le premier suivi du pays par le GGEI, il y a cinq ans**. Les dirigeants cambodgiens doivent inverser cette tendance en ciblant leurs interventions politiques sur les secteurs qui en sont responsables.

Domaines à améliorer

Mis à part la situation énergétique et la part du renouvelable dans la production d'électricité, des améliorations peuvent être apportées dans divers domaines relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique** du GGEI. Les pratiques écologiquement viables sont instaurées à un rythme très lent dans le secteur du bâtiment, et les promoteurs immobiliers devraient être incités à les adopter ; dans le domaine du tourisme, certains efforts visent à promouvoir des façons durables de visiter le pays, mais ils semblent moins importants et moins mis en lumière qu'auparavant dans les stratégies de communication ; les niveaux de recyclage et de l'efficacité de l'utilisation des ressources sont très bas ; **l'empreinte carbone du secteur des transports est assez élevée, et cet indicateur préoccupant commence à avoir des retombées négatives sur le niveau général de l'intensité carbone de l'économie**. Des conclusions analogues se dégagent en ce qui concerne la dimension **Marchés et investissements** : les autorités n'accordent pas la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements ; aucun signe n'indique que les grandes entreprises cambodgiennes intègrent des critères de responsabilité à l'égard du développement durable dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement ; enfin, l'innovation en matière de produits et services durables semble peu développée.

Les plus faibles résultats du Cambodge dans le cadre du GGEI concernent la dimension **Environnement**, en particulier les domaines Qualité de l'air et Forêts, dans lesquels le pays figure au bas des classements de la Francophonie. **S'agissant de la qualité de l'air, les résultats se sont singulièrement dégradés depuis deux ans.** Le Cambodge affiche également des résultats assez faibles en ce qui concerne Eau et assainissement et Pêche et aquaculture, tandis que ceux de l'Agriculture et de Biodiversité et habitat sont plus probants. Les experts interrogés dans le cade de l'enquête de perception du GGEI n'ont que peu reconnu les progrès accomplis par le pays en matière de croissance verte (y compris s'agissant de ses points forts, comme la lutte contre le changement climatique et les énergies renouvelables). Il y a donc une occasion à saisir afin de mieux promouvoir l'image de chef de file du Cambodge en matière d'écologie.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **6**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **8**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **10**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7345 **21**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,6533 **30**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,6712 **9**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,8156 **17**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,3572 **36**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,3664 **67**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5388 **24**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,9244 **4**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **24**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **31**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **59**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7758 **19**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0826 **72**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **63**/78

Eau et assainissement
IPE
0,3277 **49**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,6540 **36**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,3577 **51**/78

Forêts
IPE
0,0924 **70**/78

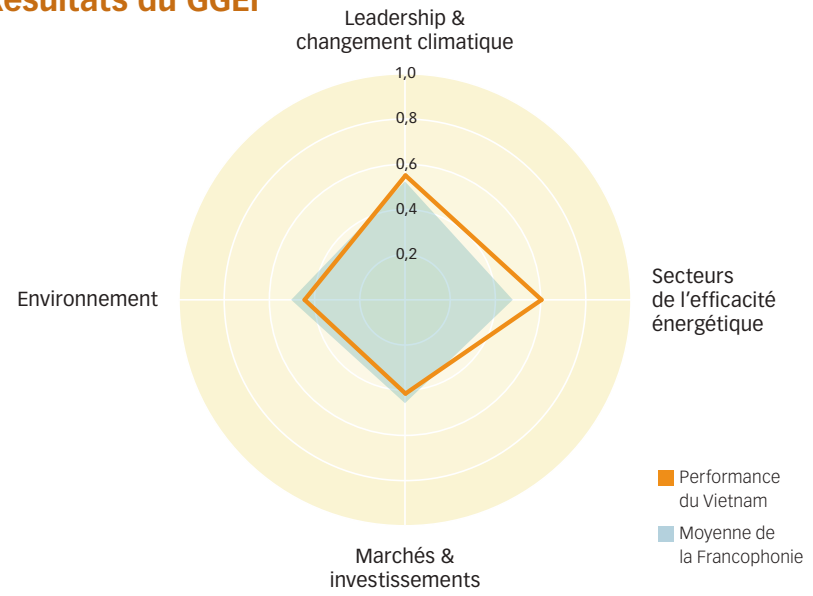
CENTILE **CLASSEMENT**

VIETNAM

0,5033
32/78

0,4355
22/78

Résultats du GGEI



Présent pour la troisième fois dans le GGEI, le Vietnam occupe la 32e place du classement général des pays de la Francophonie. L'établissement du GGEI a permis de mettre en évidence certaines tendances positives dans les différentes dimensions, à l'exception de **la performance en matière d'environnement et de changement climatique, qui offre les plus grandes possibilités de progression**.

Évaluation des résultats

Le Vietnam peut cibler une variété de domaines du GGEI pour améliorer ses résultats. Concernant la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, son meilleur résultat concerne le secteur du bâtiment, dans lequel il se situe à la 18e place du classement des pays de la Francophonie, ce résultat étant mesuré par l'analyse des données de la certification LEED. Les résultats dans les deux autres secteurs directement liés aux émissions – l'énergie et les transports – sont également bons, le pays occupant respectivement les 26e et 24e rangs. **Ces trois secteurs bénéficient de l'amélioration de l'efficacité énergétique qui, elle-même, réduit les émissions.** Lors de l'établissement du GGEI, certains signes ont indiqué que des sites Internet et des plateformes gérés par l'administration publique mettent l'accent sur le tourisme durable, le Vietnam se trouvant en 20e position dans ce domaine. Aucune donnée n'a pu être recueillie dans le domaine de l'efficacité de l'utilisation des ressources du GGEI, qui est mesurée par le niveau de recyclage des déchets. La collecte de données cohérentes sur tous les domaines clés est essentielle pour que les responsables politiques suivent et améliorent les résultats au fil du temps.

S'agissant de la dimension **Marchés et investissements**, le Vietnam pourrait améliorer ses résultats futurs dans certains domaines précis. D'après l'établissement du GGEI, rien ne montre que les grandes entreprises du pays commencent à mesurer le développement durable et à intégrer ses objectifs à leurs activités. **Cette approche qui établit un lien entre les entreprises et les objectifs mondiaux, tels que les objectifs de réduction des émissions, gagne du terrain à l'échelle mondiale**, et il serait utile de l'explorer davantage au Vietnam. S'agissant des énergies renouvelables, les résultats sont mitigés. Les conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables s'améliorent, le pays se classant au 14e rang des pays de la Francophonie dans ce domaine. Il semble toutefois que les efforts réalisés par les autorités pour promouvoir l'investissement étranger ne mettent pas assez l'accent sur le développement durable et les investissements verts, le pays arrivant à la 56e place dans ce domaine. Axer davantage les efforts sur la mise en valeur de ces possibilités d'investissement vert au Vietnam pourrait contribuer à renforcer l'intégration des énergies renouvelables dans l'économie.

Performance en matière d'environnement et de changement climatique

Le Vietnam doit adopter une approche ciblée dans des domaines spécifiques afin de progresser. À l'instar de nombreux pays de la Francophonie, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée, le pays se situant à la 59e place dans le domaine du changement climatique. **Aucun changement n'a été mesuré pour ce qui est des émissions par unité de PIB depuis le premier suivi du pays par le GGEI.** L'un des aspects de la croissance verte est le découplage réussi de la croissance du PIB et de l'augmentation des émissions, ce qui n'a pas encore été réalisé au Vietnam. La performance du pays dans la dimension Environnement du GGEI nécessite également une attention particulière. Les domaines Qualité de l'air (70e rang), Traitement des eaux usées (54e) et Forêts (78e) doivent tous être examinés afin de comprendre les facteurs sous-jacents d'une telle piètre performance. Ces dimensions interagissent avec les dimensions économiques, environnementales et sociales de l'économie verte du pays, et les prochaines planifications du développement devraient tenir compte de la façon dont elles peuvent être améliorées.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **39**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **44**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **60**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,6470 **33**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,1483 **69**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5301 **18**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,6038 **26**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **20**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,6306 **24**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5388 **27**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,6616 **14**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **78**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **78**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **56**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,7451 **23**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0941 **70**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,2687 **54**/78

Eau et assainissement
IPE
0,5641 **43**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5538 **45**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,8060 **13**/78

Forêts
IPE
0,0924 **78**/78

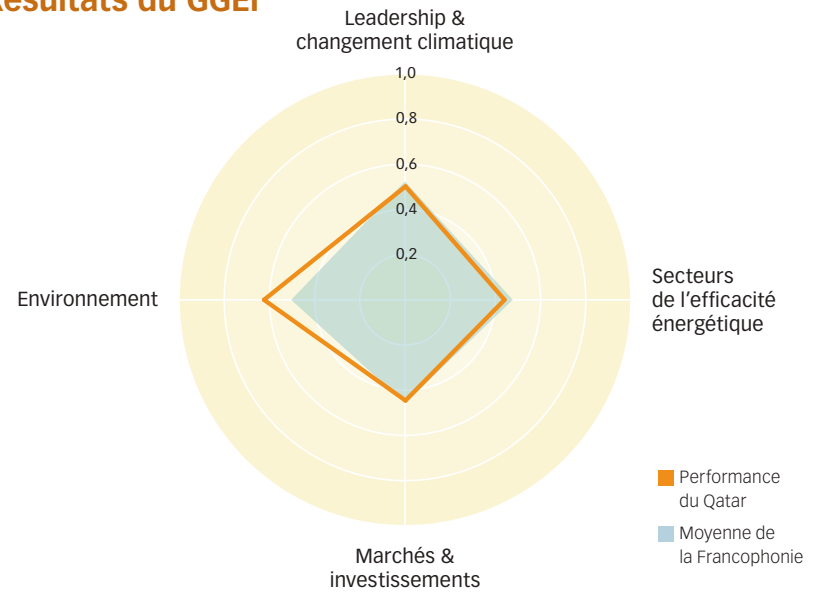
CENTILE **CLASSEMENT**

QATAR

0,5029
33/78

0,4300
23/78

Résultats du GGEI



Présent pour la deuxième fois dans le GGEI, le Qatar occupe la 33e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Malgré des points forts dans certains domaines, **le Qatar doit améliorer sa performance en matière de changement climatique et accorder plus de place aux énergies renouvelables** dans l'ensemble de son économie pour que ses prochains résultats évoluent sensiblement.

Points forts

La plupart des dimensions du GGEI affichent des résultats assez positifs, mais certains domaines font clairement exception. Dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, le Qatar figure parmi les pays de la Francophonie les mieux classés s'agissant du degré d'intégration des pratiques écologiquement viables dans le secteur national de la construction, en occupant la 16e place. Ses résultats dans le domaine des transports sont également probants et le placent ainsi au 15e rang parmi les pays francophones. **Sa faiblesse la plus évidente dans cette dimension concerne le domaine de l'énergie : le Qatar figure à la 77e place de la Francophonie, et la part du renouvelable dans la production d'électricité est presque nulle.** Le très bas niveau d'intégration des énergies renouvelables dans l'ensemble de l'économie explique en partie la faible performance du pays en matière de changement climatique. Les travaux d'établissement du GGEI n'ont pas permis de collecter de données sur l'efficacité de l'utilisation des ressources ni sur le recyclage des déchets, et les efforts de promotion du tourisme durable restent timides.

Les résultats de la dimension **Marchés et investissements** sont mitigés. Les grandes entreprises qatariennes commencent à intégrer des pratiques durables dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement, le pays arrivant au 14e rang de ce classement de la Francophonie. **Toutefois, les efforts des autorités visant à promouvoir et à faciliter les investissements verts restent faibles, et les conditions sont peu favorables aux investissements dans le renouvelable. L'amélioration de ces deux domaines pourrait avoir des retombées positives sur les résultats globaux du pays en matière de changement climatique.** De même, l'innovation en matière de produits et services durables ne semble pas encore être développée au Qatar. La mise en place de brevets et la création de jeunes entreprises vertes affichant de solides perspectives de croissance commerciale contribueraient à améliorer les résultats de cette dimension. En ce qui concerne la dimension **Environnement**, les résultats sont relativement bons, mais des améliorations peuvent être apportées dans les domaines Agriculture et Biodiversité et habitat.

Définition des prochaines améliorations

Pour améliorer ses prochains résultats, le Qatar devrait adopter une approche orientée sur les domaines spécifiques dans lesquels il s'avère urgent de réagir. **D'une manière générale, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée, ce qui transparaît dans les faibles résultats du pays en matière de changement climatique qui le placent au 68e rang de ce classement parmi les pays membres de la Francophonie**. Tandis que dans la plupart des pays comparables, l'intensité des émissions a baissé et s'est donc améliorée récemment, le Qatar va dans la direction opposée, l'un des indicateurs de ce domaine – émissions par unité de PIB – s'étant de fait légèrement dégradé. Les responsables politiques qatariens doivent étudier, à l'échelle de l'économie, la raison de ce constat inquiétant et proposer des interventions ciblées pour y remédier. Pour obtenir de meilleurs résultats dans les prochaines éditions du GGEI, il sera nécessaire d'accélérer davantage la décarbonisation de l'économie du Qatar : la baisse de l'intensité des émissions de celle-ci dans son ensemble et l'élargissement de la place accordée aux énergies renouvelables permettront d'augmenter le rythme de la croissance économique verte.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **29**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **32**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **44**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,0000 **78**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,2959 **64**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5674 **16**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1360 **77**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **75**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,7418 **15**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,5388 **25**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2906 **66**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **64**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,9177 **14**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,1566 **71**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,2377 **60**/78

Qualité de l'air
IPE
0,7043 **26**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,8506 **11**/78

Eau et assainissement
IPE
0,7822 **15**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0966 **68**/78

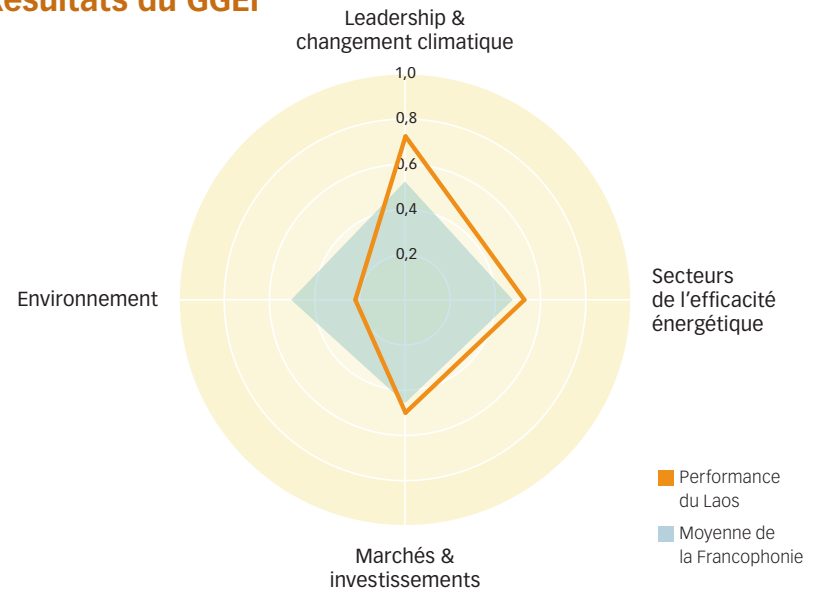
Pêche et aquaculture
IPE
0,7298 **18**/78

Forêts
IPE
0,9811 **3**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

LAOS

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Laos occupe la 37e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Malgré des résultats probants dans les domaines du GGEI portant sur les énergies renouvelables, **d'importantes améliorations peuvent être apportées à la dimension Environnement, la performance globale du pays à cet égard figurant parmi les plus faibles de la Francophonie.**

Évaluation des points forts et des faiblesses

Le Laos se situe parmi les pays francophones les mieux classés dans le domaine de l'énergie relevant de la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, en arrivant à la troisième place. **La part du renouvelable dans la production d'électricité est notable** et, au vu de la croissance du PIB qui continue d'accélérer, les responsables politiques devraient faire en sorte que cette proportion se maintienne. Outre l'énergie, les travaux d'établissement du GGEI ont également permis de déceler des efforts visant à promouvoir le tourisme durable sur les plateformes et sites gérés par les pouvoirs publics. Les trois autres domaines de Secteurs de l'efficacité énergétique ne témoignent pas d'une situation aussi encourageante : les progrès du Laos en ce qui concerne l'instauration de pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction sont limités, le pays n'arrivant qu'à la 39e place de ce classement, et aucune donnée n'a pu être collectée sur les transports ni sur l'efficacité de l'utilisation des ressources. Ce manque d'informations souligne la nécessité de mieux collecter les données dans le pays afin de pouvoir surveiller et améliorer ces indicateurs de performance économique verte au fil du temps.

Dans la dimension **Marchés et investissements**, d'autres signes démontrent le rôle central que jouent les énergies renouvelables dans l'économie laotienne. Le pays arrive ainsi au premier rang de la Francophonie s'agissant des conditions relatives aux investissements dans le renouvelable. Compte tenu de ce point fort, il est surprenant de constater que l'établissement du GGEI n'ait pas permis de détecter d'efforts visant à promouvoir et à faciliter ces investissements, le Laos figurant à 48e place dans ce domaine. À l'image de la dimension Secteurs de l'efficacité énergétique, l'atout représenté par le renouvelable tend à occulter les faiblesses des autres domaines de Marchés et investissements. **Aucune grande entreprise laotienne ne semble adopter de pratiques durables dans ses activités et chaînes d'approvisionnement**. Comme c'est le cas sur tous les marchés, il s'agit d'une occasion de taille à saisir afin de généraliser la croissance économique verte dans le secteur privé. Les responsables politiques laotiens devraient chercher les moyens d'inciter les entreprises nationales qui ont la plus grande empreinte carbone ou écologique à adopter des objectifs de développement durable transparents dans le cadre de leurs activités.

Performance environnementale

L'attention doit se porter au plus vite sur la performance environnementale du Laos, **les résultats de cette dimension figurant parmi les plus faibles de la Francophonie**. Dans la logique de l'économie verte, la planification du développement tient compte des indicateurs de progrès économiques, environnementaux et sociaux de façon intégrée. Le taux élevé de croissance du PIB semble malheureusement avoir des effets négatifs sur l'environnement. L'ensemble des domaines environnementaux étudiés affichent de faibles résultats. Les progrès les plus urgents sont à réaliser dans Qualité de l'air (77e rang), Traitement des eaux usées (72e), Pêche et aquaculture (73e) et Forêts (75e). Les indicateurs Agriculture (35e), Eau et assainissement (54e), et Biodiversité et habitat (40e) font état de résultats légèrement meilleurs, mais ceux-ci restent loin des niveaux à atteindre pour témoigner d'une gestion efficace de ces domaines environnementaux.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,8215 **21**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **22**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **31**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7475 **16**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,9007 **5**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3709 **39**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,9742 **3**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,7054 **16**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4050 **62**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,1752 **76**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
1,0000 **1**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **48**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **52**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **48**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,4972 **35**/78

Qualité de l'air
IPE
0,0076 **77**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,0688 **72**/78

Eau et assainissement
IPE
0,2432 **54**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,5881 **40**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,0569 **73**/78

Forêts
IPE
0,0924 **75**/78

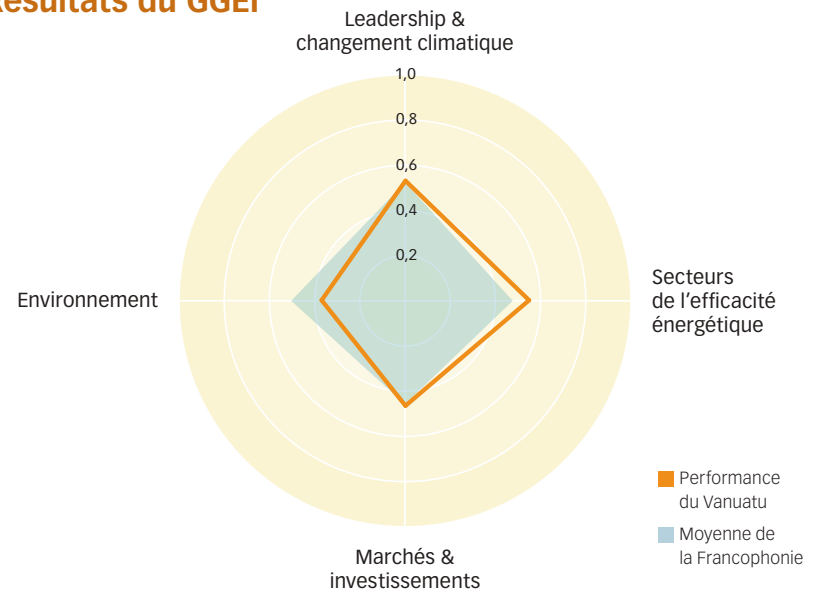
CENTILE **CLASSEMENT**

VANUATU

0,4783
45/78

0,4072
34/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Vanuatu occupe la 45e place dans le classement général des pays de la Francophonie. **Il peut progresser dans chacune des quatre dimensions du GGEI**, ses résultats les plus préoccupants concernant l'environnement.

Leadership et changement climatique

À l'image de tous les États insulaires, le Vanuatu est extrêmement vulnérable au changement climatique. Ses responsables politiques ont joué un rôle fondamental dans les efforts visant à attirer l'attention sur les grandes difficultés des îles basses et à rassembler des ressources qui leur soient destinées. Compte tenu de la faible contribution du pays aux émissions mondiales, **ces efforts devraient être poursuivis afin d'obtenir un soutien financier et technique aux mesures d'adaptation de l'archipel**. Le Vanuatu figure actuellement à la 40e place du classement de la Francophonie sur le changement climatique.

Autres dimensions du GGEI

Diverses occasions sont à saisir pour avancer dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**. La part du renouvelable dans la production d'électricité est actuellement assez faible, le pays arrivant à la 49e place du classement de la Francophonie. Outre l'amélioration des résultats en matière de changement climatique, une meilleure intégration des énergies renouvelables à l'ensemble de l'économie vanuatuane permettrait de promouvoir l'indépendance énergétique ainsi qu'une résilience accrue lors des périodes de perturbations majeures dues aux catastrophes naturelles, lesquelles sont amplifiées par le changement climatique. **La résilience peut également être renforcée grâce à une instauration plus efficace des pratiques écologiquement viables dans le secteur de la construction, l'établissement du GGEI n'ayant pas permis de déceler d'efforts en ce sens.** S'agissant du tourisme, des efforts sont clairement engagés afin de promouvoir la durabilité de ce secteur sur les plateformes et dans les programmes gérés par les pouvoirs publics, les résultats remarquables du Vanuatu le plaçant au dixième rang de ce classement de la Francophonie. Compte tenu du manque d'informations sur les émissions imputables au secteur des transports, la collecte de données dans ce domaine devrait être une priorité. Il en va de même pour l'efficacité de l'utilisation des ressources et le recyclage des déchets. Si les autorités disposent d'une couverture élargie des données, elles seront plus à même d'évaluer les progrès en cours et de prendre des mesures ciblées dans l'avenir.

D'autres occasions se présentent pour progresser dans la dimension **Marchés et investissements**. D'après les travaux d'établissement du GGEI, il ne semble pas que le niveau de nouvelle puissance installée du renouvelable ait augmenté au cours de ces cinq dernières années, ce qui est surprenant compte tenu des résultats satisfaisants du Vanuatu quant aux efforts visant à promouvoir ces investissements, le pays figurant à la 15e place de la Francophonie. Comme le bâtiment et les transports, la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable pourrait être un facteur d'amélioration majeur. Pour le moment, le GGEI ne permet pas d'établir que les entreprises vanuatuanes cherchent à réduire les émissions imputables à leurs activités, alors qu'elles devraient y accorder une priorité accrue. **Pour améliorer ses résultats dans le cadre du GGEI, le pays devrait recenser les entreprises ou secteurs qui ont la plus grande empreinte écologique et mettre en place des dispositifs qui les incitent à se fixer des objectifs en matière de réduction des émissions.**

Performance environnementale

C'est dans la dimension **Environnement** que les progrès sont le plus urgents. Le Vanuatu figure au bas des classements de la Francophonie dans les domaines Agriculture (66e rang) et Biodiversité et habitat (71e). Le pays est un refuge privilégié pour la biodiversité des îles du Pacifique ; il convient donc d'améliorer la collecte de données et informations nationales sur ce domaine. La situation est également préoccupante dans les domaines Traitement des eaux usées (45e rang) et Eau et assainissement (53e), d'autant plus qu'ils participent de la santé publique. Les résultats les plus probants de la dimension Environnement concernent l'indicateur Forêts, le Vanuatu arrivant à la 14e place de ce classement de la Francophonie.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **76**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **43**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **59**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,7292 **25**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,5030 **48**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,3490 **78**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,2751 **49**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,9259 **10**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4005 **63**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,7833 **12**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,2898 **76**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **77**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **77**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,8558 **15**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,1474 **66**/78

Qualité de l'air
IPE
0,3759 **49**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,5199 **45**/78

Eau et assainissement
IPE
0,2550 **53**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0469 **71**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,4234 **47**/78

Forêts
IPE
0,8291 **14**/78

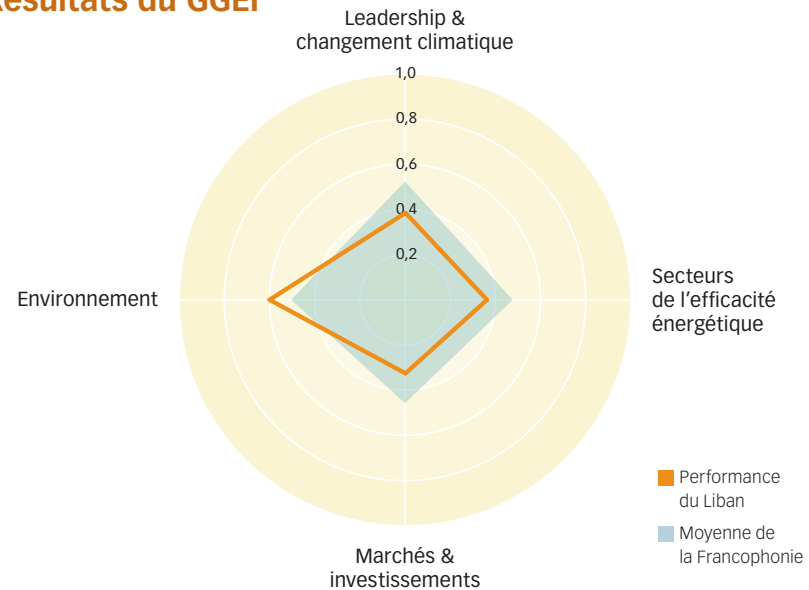
CENTILE **CLASSEMENT**

LIBAN

0,4180
62/78

0,3792
69/78

Résultats du GGEI



Présent pour la première fois dans le GGEI, le Liban occupe la 62e place dans le classement général des pays de la Francophonie. Malgré quelques résultats probants dans la dimension Environnement, **de nombreuses améliorations peuvent être apportées dans les trois autres.**

Évaluation des points forts et des faiblesses du Liban

Dans la dimension **Secteurs de l'efficacité énergétique**, les résultats du Liban révèlent à la fois des points forts sur lesquels s'appuyer dans l'avenir et des faiblesses qui doivent être améliorées au plus vite. S'agissant de cette première catégorie, le Liban figure en haut du classement de la Francophonie quant au degré d'intégration des pratiques écologiquement viables dans le secteur national de la construction, en occupant la 15e place. L'efficacité de l'utilisation des ressources (mesurée par le niveau de recyclage des déchets dans le pays) reste en dessous de 10 %, mais le pays progresse et arrive à la 35e place dans ce domaine. **Les résultats les plus préoccupants concernent l'énergie et les transports, le Liban occupant respectivement les 68e et 54e rangs de ces classements.** La part du renouvelable dans la production d'électricité du pays est presque nulle ; ce domaine étant directement lié aux résultats en matière de changement climatique, il conviendrait de s'y pencher davantage. Une amélioration dans le secteur des transports pourrait également avoir des effets positifs en accordant la priorité aux moyens de locomotion non polluants (qui engendrent moins d'émissions). L'établissement du GGEI n'a pas permis de montrer que des efforts avaient été engagés afin de promouvoir le tourisme durable sur les sites gérés par les pouvoirs publics ni dans le cadre de leurs initiatives.

Diverses améliorations peuvent être apportées pour avancer dans la dimension **Marchés et investissements**. Comme le laisse supposer le domaine de l'énergie, les conditions sont peu favorables aux investissements dans le renouvelable, le Liban figurant à la 57e place de la Francophonie. D'après les travaux d'établissement du GGEI, les autorités semblent commencer à accorder la priorité à la dimension écologique dans leurs efforts visant à promouvoir les investissements, mais **ceux-ci doivent être intensifiés de façon soutenue pour amorcer une amélioration des conditions relatives aux investissements dans les énergies renouvelables**. En outre, aucun signe n'indique que les grandes entreprises libanaises aient adopté des pratiques durables dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement. Comme c'est le cas sur tous les marchés, il s'agit d'une occasion de taille à saisir afin de généraliser la croissance économique verte dans le secteur privé. Les responsables politiques libanais devraient chercher les moyens d'inciter les entreprises nationales qui ont la plus grande empreinte carbone ou écologique à adopter des objectifs de développement durable transparents dans le cadre de leurs activités.

Définition des prochaines améliorations

Pour améliorer ses résultats dans les prochaines éditions du GGEI, le Liban devrait adopter une approche orientée sur les domaines spécifiques dans lesquels il s'avère urgent de réagir. **D'une manière générale, l'intensité des émissions de l'économie est trop élevée, ce qui transparaît dans les faibles résultats du pays en matière de changement climatique qui le placent au 65e rang de ce classement parmi les pays francophones**. De fait, l'un des deux principaux indicateurs du changement climatique – les émissions par unité de PIB – s'est dégradé au cours des cinq dernières années. Les responsables politiques du pays doivent étudier la raison à l'échelle de l'économie de cette tendance inquiétante et proposer des interventions ciblées pour y remédier. S'agissant de la dimension Environnement, le Liban enregistre ses plus faibles résultats dans les domaines Agriculture (46e rang) et Biodiversité et habitat (74e), mais il est mieux classé dans Qualité de l'air (6e) et Pêche et aquaculture (3e). Comme c'est le cas pour la performance en matière de changement climatique, il conviendrait de déterminer les facteurs qui sous-tendent ces faibles résultats environnementaux afin de mettre en œuvre des interventions politiques ciblées.

Leadership et changement climatique

Chef d'État
Méthode GGEI
0,1949 **60**/78

Médias
Méthode GGEI
0,7816 **23**/78

Forums internationaux
Méthode GGEI
0,6964 **32**/78

Lutte contre le changement climatique
Émissions de CO_2, par habitant
0,4959 **52**/78

Émissions de CO_2, par unité de PIB
0,2148 **65**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Quintiles
- Premier
- Deuxième
- Troisième
- Quatrième
- Cinquième

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments
Mètres carrés bruts certifiés LEED
0,5681 **15**/78

Énergie
Taux de production d'électricité renouvelable
0,1439 **68**/78

Tourisme
Méthode GGEI
0,2064 **68**/78

Transports
Émissions de CO_2, secteur des transports
0,4591 **54**/78

Efficacité de l'utilisation des ressources
Taux de recyclage des déchets
0,4257 **35**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Marchés et investissements

Investissements en énergie renouvelable
Capacité renouvelable nette installée sur 5 ans (MW)
0,3032 **57**/78

Innovation
Brevets, Cleantech 100
0,4179 **50**/78

Entreprises
Méthode GGEI
0,3043 **53**/78

Facilitation
Méthode GGEI
0,2761 **49**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

Environnement

Agriculture
IPE
0,3878 **46**/78

Qualité de l'air
IPE
0,9446 **6**/78

Traitement des eaux usées
IPE
0,6994 **38**/78

Eau et assainissement
IPE
0,6442 **34**/78

Biodiversité et habitat
IPE
0,0269 **74**/78

Pêche et aquaculture
IPE
0,9833 **3**/78

Forêts
IPE
0,5239 **35**/78

CENTILE **CLASSEMENT**

NOUVELLE-CALÉDONIE

La Nouvelle-Calédonie, à l'image de nombreux petits États insulaires, affiche des vulnérabilités extrêmes face au changement climatique. Compte tenu de cette situation, les responsables politiques devraient continuer de plaider pour des solutions internationales visant à réduire les conséquences néfastes du changement climatique, tout en **appliquant au niveau local des mesures pour tenir compte des priorités économiques, environnementales et sociales propres à la Nouvelle-Calédonie**.

Adaptation au changement climatique

La Nouvelle-Calédonie est un territoire insulaire qui a endossé un rôle de chef de file dans le cadre des efforts internationaux de lutte contre le changement climatique. Bien que le niveau de ses émissions globales ait toujours été bas, elle s'est engagée très tôt en faveur de l'Accord de Paris sur le climat, aux côtés des petits Etats insulaires en développement (PEID) de la Caraïbe, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique. Étant un territoire français, **la nouvelle-Calédonie devrait davantage tirer profit de ce statut** afin d'informer la communauté internationale sur les vulnérabilités climatiques spécifiques auxquelles sont confrontés ces États et territoires insulaires. Elle peut également solliciter les responsables politiques français pour qu'ils défendent des objectifs de réduction des émissions mondiales (définis dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat) plus ambitieux et qu'ils augmentent le soutien financier accordé aux programmes, mis en œuvre dans les PEID, qui favorisent la résilience climatique et l'adaptation.

Stratégies adaptées au niveau local

La Nouvelle-Calédonie est confrontée à de nombreux risques réels et imminents découlant du changement climatique : les risques environnementaux pesant sur la barrière de corail ; l'aggravation des catastrophes causées par les cyclones ; l'élévation du niveau de la mer ; le réchauffement des eaux de mer qui bouleversera son secteur de la pêche. Ces divers enjeux représentent bien le caractère multidimensionnel de l'économie verte sur ce territoire. **Le bien-être socioéconomique se dégradera si les domaines environnementaux concernant la biodiversité, la santé des écosystèmes océaniques et la barrière de corail ne sont pas placés au centre des prochaines planifications du développement.** Les responsables politiques néo-calédoniens devraient continuer d'informer la population locale (ainsi que les principaux acteurs internationaux concernés) sur l'importance de ces enjeux pour l'avenir.

Les autorités ont récemment voté la protection de l'intégralité de la barrière de corail en Nouvelle-Calédonie par la création de quatre zones marines protégées recouvrant 28 000 kilomètres carrés. Il s'agit d'une mesure positive, en particulier dans le cas où elle permettrait de faire évoluer les modes de pêche et de répandre des pratiques de tourisme durable. Des efforts similaires devraient être multipliés afin de protéger la vaste biodiversité de l'archipel. Par ailleurs, la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable constitue une démarche qui pourrait aider les parties prenantes nationales à mieux comprendre l'économie verte. L'incitation des entreprises néo-calédoniennes du secteur minier à améliorer leur performance environnementale permettrait à celles-ci et à leurs employés de participer activement au dialogue national sur l'écologie.

5

CONCLUSION

Cet *Atlas francophone de l'économie de l'environnement* a présenté une interprétation approfondie des résultats des pays de la Francophonie produits par l'Indice mondial de l'économie verte (*Global Green Economy Index*™ – GGEI). L'analyse et les profils par pays associés ont été conçus pour présenter les résultats et les tendances dans chaque région de la Francophonie, certains résultats nationaux plus spécifiques apparaissant dans les profils pays. Ainsi, l'*Atlas* a établi des valeurs de référence pour apprécier les progrès vers la croissance économique verte dans les pays de la Francophonie.

Comme indiqué dans l'introduction du présent ouvrage, les données et les informations produites par des indices comme le GGEI sont le point de départ d'une analyse plus nuancée et localisée sur la façon la plus indiquée de tendre vers une croissance économique verte dans un pays, une région, une ville ou toute autre entité infranationale comme une entreprise. À cette fin, au terme de la lecture de cet *Atlas francophone de l'économie de l'environnement*, les lecteurs peuvent envisager les prochaines étapes suivantes :

- Établir les mesures de la performance liées à l'économie verte les plus pertinentes pour le pays, la région, la ville ou toute autre entité infranationale, telle une entreprise. La collecte et le suivi des données sont essentiels pour que les parties prenantes comprennent l'approche de l'économie verte dans la programmation économique nationale et la privilégient. Ces principaux indicateurs de la performance peuvent être extraits de cet Atlas ou inclure d'autres indicateurs plus pertinents dans le contexte local.
- Présenter les résultats de cet *Atlas francophone de l'économie de l'environnement* lors de conférences et autres réunions où les principales parties prenantes des échelons national, régional ou local se réunissent. La mise en commun des connaissances et des données relatives à l'économie verte facilite une pleine intégration du domaine, favorise l'action collective et conduit à de nouvelles initiatives qui tirent parti des enseignements et des données issus de l'*Atlas francophone de l'économie de l'environnement*.
- Élaborer des cadres de mesure personnalisés ou sur mesure pour un pays, une région, une ville ou toute autre entité infranationale, telle une entreprise. Ces cadres de mesure peuvent s'appuyer sur des indices internationaux comme le GGEI, mais être complétés par des ensembles de données et des domaines mieux adaptés au contexte local.

ANNEXE A

SOURCES DE L'INDICE DE PERFORMANCE

L'indice de performance du GGEI est défini par 20 indicateurs sous-jacents, s'inscrivant chacun dans l'une des quatre grandes dimensions : Leadership et changement climatique, Secteurs de l'efficacité énergétique, Marchés et investissements et Environnement.

Cette annexe décrit brièvement ces indicateurs et ensembles de données sous-jacents, en fournissant des liens directs vers les sources originales, dans la mesure du possible. Pour de plus amples détails sur l'approche de l'agrégation de ces différentes sources de données pour définir les indicateurs composites du GGEI et ses quatre grandes dimensions, ainsi que sur l'approche de la sélection des données, de la pondération et autres questions associées à l'élaboration de l'indice, veuillez vous référer à l'annexe C, « Méthodologie ».

Leadership et changement climatique

Chef d'État

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant à l'échelon international sur des questions liées au changement climatique d'indiquer les pays dont le chef d'État (politique) avait fait preuve du leadership le plus cohérent en matière de changement climatique.

Les chefs d'État exercent une forte influence sur les « marques pays » qui mettent en avant la protection de l'environnement, et les mesures qu'ils prennent peuvent déterminer l'orientation des politiques et des investissements en matière d'économie verte. Pour évaluer la performance des chefs d'État en matière d'économie verte, le GGEI analyse les cinq premiers résultats d'une recherche sur Google avec le nom du chef d'État + « économie verte » au cours de la dernière année. Pour les pays dont la langue officielle est l'espagnol ou le français, la recherche est effectuée en anglais et dans la langue officielle. Le système de notation est le suivant : les résultats indiquent des mesures négatives directes ou une régression dans le développement de l'économie verte nationale (–5) ; les résultats montrent ou mentionnent indirectement la personnalité politique de manière négative pour ce qui est du développement de l'économie verte nationale (–3) ; aucun résultat pertinent ne ressort sur le développement de l'économie verte par le chef d'État en question, ou une combinaison de résultats positifs et négatifs apparaît (5) ; les résultats montrent ou mentionnent indirectement la personnalité de manière positive pour ce qui est du développement de l'économie verte nationale (+3) ; le premier résultat obtenu correspond à un site Internet de l'État et à d'autres sites, tels que celui de l'ONU, et à des sites d'informations ou de conférences sur l'économie verte, qui détaillent les mesures positives directes relatives au développement d'une économie verte (+5).

Médias

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant à l'échelon international sur des questions liées au changement climatique quels pays avaient l'image la plus positive dans les médias internationaux pour ce qui est du niveau d'efforts qu'ils déploient à lutter contre le changement climatique et à promouvoir la croissance verte.

Les médias peuvent informer le public sur les questions relatives à l'économie verte et rendre les parties prenantes responsables des choix d'action publique. Le GGEI analyse les cinq premiers résultats d'une recherche sur Google avec le nom du pays + « économie verte » au cours de la dernière année. Pour les pays dont la langue officielle est l'espagnol ou le français, la recherche est effectuée en anglais et dans la langue officielle. Le système de notation est le suivant : les résultats relatifs aux médias sont issus d'une source d'informations majeure en anglais (ou, le cas échéant, en espagnol ou en français), telle que le *New York Times* ou la BBC, et présentent des mesures négatives directes sur le développement de l'économie verte (–5) ; les résultats relatifs aux médias sont issus d'une source moins connue ou présentent des éléments négatifs indirects sur le développement de l'économie verte (–3) ; aucun élément ou résultat relatif aux médias pertinents ne ressort pour le développement de l'économie verte dans ce pays, ou les résultats sont autres, contrastés ou neutres (5) ; les résultats relatifs aux médias sont issus d'une source moins connue ou présentent des éléments positifs indirects sur le développement de l'économie verte (+3) ; les résultats relatifs aux médias sont issus d'une source d'informations majeure en en anglais (ou, le cas échéant, en espagnol ou en français), telle que le *New York Times* ou la BBC, et présentent des mesures positives directes sur le développement de l'économie verte (+5).

Forums internationaux

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant à l'échelon international sur des questions liées au changement climatique quels pays avaient fait preuve de la plus grande maîtrise du sujet lors de la Conférence de Bonn sur les changements climatiques (COP23).

Le comportement des pays lors des forums internationaux comme la COP indique dans quelle mesure les gouvernements nationaux donnent la priorité aux changements climatiques et à la croissance verte. Le bulletin d'information *ECO* contient un compte rendu transparent et cohérent des actions engagées par les pays lors de la COP. Le GGEI analyse le bulletin *ECO* pour noter qualitativement chaque pays selon le système de points suivant : article principal positif (pays non visés à l'annexe 1) (10) ; article principal positif (pays visés à l'annexe 1) (9) ; mention positive (tous pays) (8) ; score neutre : aucune mention dans le bulletin *ECO* (5) ; mention négative (tous pays) (2) ; article principal négatif (pays non visés à l'annexe 1) (1) ; mention dans le « Fossile du jour » (ou article principal négatif pour les pays visés à l'annexe 1) (0).

Performance en matière de lutte contre le changement climatique

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant à l'échelon international sur des questions liées au changement climatique quels pays avaient été les plus efficaces pour réduire leurs émissions conformément aux engagements pris lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques de 2015.

Les profils nationaux en matière d'émissions sont très divers, et il est difficile de trouver une mesure pour représenter la performance d'un pays en matière de lutte contre le changement climatique. En effet, les pays ont des profils économiques, des stades de développement et des sources d'émissions différents (secteurs industriels, utilisation des terres, par exemple), et manquent parfois de rapports statistiques. Pour déterminer la performance en matière de lutte contre le changement climatique, le GGEI a recours à trois indicateurs couramment utilisés : les émissions par habitant, les émissions par unité de PIB et les émissions par unité d'approvisionnement en énergie primaire.

Secteurs de l'efficacité énergétique

Bâtiments

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant au développement durable à l'échelon international d'indiquer les pays ayant le mieux intégré les pratiques de construction durable (par exemple, certification LEED, méthode BREEAM, certification Green Star) à leurs secteurs nationaux du bâtiment et de la construction.

Les bâtiments sont un aspect central des efforts de décarbonisation, car ils contribuent fortement aux émissions de GES. Les possibilités de gagner en efficience sont immenses ; elles pourraient réduire l'utilisation des combustibles fossiles et les émissions mondiales. Le GGEI utilise les données statistiques de la certification *Leadership in Energy and Environmental Design* (LEED) pour estimer la quantité de constructions durables dans les pays couverts par l'étude. Les données recueillies concernent la superficie totale de bâtiments en mètres carrés couverte par LEED, depuis la création de ce mécanisme de certification.

Énergie

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant au développement durable à l'échelon international d'indiquer les pays ayant la plus grande part d'énergies renouvelables dans leur bouquet énergétique global. Les énergies renouvelables englobent l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie issue de la biomasse, la petite hydraulique, les biocarburants, la géothermie et l'énergie marine.

Le GGEI se base sur la proportion d'électricité produite par un pays à partir de sources renouvelables pour estimer l'efficacité énergétique nationale. Les données tirées de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de la Banque mondiale sur la production nationale d'électricité renouvelable en pourcentage de la production totale d'électricité sont utilisées. Ici, l'électricité renouvelable englobe l'hydroélectricité, la géothermie, l'énergie solaire, l'énergie marémotrice, l'énergie issue de la biomasse et les biocarburants.

Tourisme

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant au développement durable à l'échelon international d'indiquer les pays les plus engagés à promouvoir le tourisme durable sur leur territoire.

Mesurer la durabilité du secteur touristique d'un pays est une tâche délicate, car ce secteur s'appuie sur les actifs physiques d'autres secteurs (bâtiments, transports). Ce chevauchement comporte le risque du double comptage des émissions. Le GGEI utilise donc une approche innovante pour mesurer le tourisme durable. Pour ce faire, une analyse qualitative des sites Internet sur le tourisme gérés par des entités nationales est menée pour déterminer dans quelle mesure le tourisme durable est promu. Cette analyse est fondée sur cinq facteurs principaux : le degré d'apparition du tourisme durable ; la diffusion de liens concrets vers des ressources sur le tourisme durable dans le pays ; les liens vers des voyagistes ou d'autres actifs touristiques ayant obtenu une certification ; la présence de contenus interactifs et de médias sociaux pour étayer ces thèmes ; des liens directs vers des personnes pouvant aider les visiteurs faisant le choix de la destination concernée. Un score entre 0 et 2 est donné à chacun de ces cinq facteurs principaux, le score maximum pouvant donc être de 10.

Transports

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant au développement durable à l'échelon international quels pays avaient le mieux réussi à promouvoir des transports non polluants sur leur territoire de façon à réduire notablement les émissions de carbone de ce secteur.

Les transports sont un autre secteur dont la contribution aux émissions mondiales de GES est élevée. C'est un secteur qui fait l'objet d'une grande attention des médias compte tenu de l'essor des véhicules électriques. L'amélioration des niveaux d'efficacité énergétique est cruciale si l'on considère notamment l'utilisation accrue de ce type de véhicule, attendue en Asie et en Afrique. Le GGEI a recours aux données publiées par l'AIE (2015) sur les émissions de CO_2 issues du secteur des transports pour mesurer cet indicateur.

Efficacité de l'utilisation des ressources

Dans le cadre de l'enquête du GGEI, il a été demandé aux experts travaillant au développement durable à l'échelon international quels pays avaient le mieux réussi à favoriser l'efficacité de l'utilisation des ressources en limitant la production de déchets et en promouvant le recyclage.

Le GGEI utilise le taux de recyclage dans chaque pays comme estimation de l'efficacité nationale d'utilisation des ressources et des progrès réalisés en direction d'une économie circulaire. Ces données sur le recyclage ont été tirées du *Waste Atlas*.

Marchés et investissements

Attractivité des investissements dans les énergies renouvelables

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'investissement vert et de la responsabilité sociale des entreprises travaillant à l'échelon international de choisir les pays les plus attrayants pour l'investissement dans les énergies renouvelables.

Le GGEI se base sur les données de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables sur la capacité renouvelable comme variable de substitution pour mesurer l'attractivité des marchés nationaux pour l'investissement dans les énergies renouvelables. La tendance sur cinq ans de la nouvelle capacité renouvelable installée (2013-2017) est utilisée pour identifier les pays ayant attiré des investissements importants dans les énergies renouvelables.

Innovation en matière de technologies propres

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'investissement vert et de la responsabilité sociale des entreprises travaillant à l'échelon international d'indiquer les marchés nationaux offrant l'environnement le plus propice à l'innovation en matière de produits et de services écologiques.

Le GGEI prend en compte deux indicateurs principaux pour évaluer dans quelle mesure les marchés nationaux offrent un environnement propice à l'innovation en matière de technologies propres. Le premier correspond au nombre d'entreprises situées dans chaque pays couvert par le GGEI figurant sur la liste annuelle des 100 entreprises les plus innovantes en matière de technologies propres (*Global Cleantech 100*) du Cleantech Group pour les années 2017 et 2018. Le second est une mesure des brevets liés aux énergies propres délivrés dans chaque pays en 2016 et 2017, selon ce que rapporte le *Clean Energy Patent Growth Index* (CEPGI) publié trimestriellement par Heslin Rothenberg Farley et Mesiti P.C.

Responsabilité des entreprises en matière de développement durable

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'investissement vert et de la responsabilité sociale des entreprises travaillant à l'échelon international de choisir les pays où les entreprises locales avaient montré l'engagement le plus fort à intégrer la durabilité à leurs pratiques.

L'amélioration de la durabilité des entreprises et de la décarbonisation de leurs chaînes d'approvisionnement fait l'objet d'un intérêt croissant. Le GGEI identifie les trois premières entreprises dans chaque pays en termes de capitalisation boursière, puis évalue les efforts déployés par ces entreprises pour améliorer la durabilité de leurs activités. Dans ce secteur, les systèmes de certification sont relativement immatures. Toutefois, le GGEI utilise les deux systèmes de premier plan : le *Carbon Disclosure Project* (CDP) et l'initiative *Science Based Targets* (SBT). Le CDP collabore avec plus de 6 000 sociétés pour qu'elles présentent l'impact environnemental de leurs activités. Le GGEI accorde un point aux entreprises qui soumettent leurs données liées au changement climatique au CDP et un autre à celles qui apparaissent dans la liste des entreprises leaders en matière d'écoefficacité (*A-list*). Les SBT proposent aux entreprises un trajet clairement défini vers une croissance pérenne en spécifiant le volume de réduction des émissions de gaz à effet de serre à atteindre et les délais correspondants. Le GGEI accorde un point aux entreprises qui se sont engagées à fixer un SBT et un point supplémentaire à celles dont la cible SBT a déjà été fixée. Le score maximum pouvant être octroyé à une entreprise est donc de 4, ce qui veut dire que le score maximum au niveau national est de 12 pour la responsabilité des entreprises en matière de développement durable.

Facilitation de l'investissement vert

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'investissement vert et de la responsabilité sociale quels pays étaient les plus engagés à promouvoir et à faciliter les investissements verts sur leur territoire.

Il est essentiel que les pouvoirs publics apportent un soutien important à l'investissement vert et qu'ils le promeuvent pour stimuler les chaînes d'approvisionnement et le développement des infrastructures. Le GGEI examine les sites Internet des investissements nationaux pour déterminer la place occupée par les investissements verts et la mesure dans laquelle ils sont encouragés. Les organismes sont classés en fonction de cinq facteurs principaux : la mesure dans laquelle les questions relatives aux technologies propres apparaissent dans leurs activités ; la diffusion des initiatives nationales en matière de technologies propres et d'activités vertes ; les données ou autres connaissances orientées vers les investisseurs verts ou en technologies propres ; la présence de contenus interactifs et de médias sociaux pour étayer ces thèmes ; des liens directs vers des personnes pouvant aider les investisseurs dans leur réflexion sur le marché concernant leurs activités futures.

Environnement

Agriculture

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'environnement travaillant à l'échelon international de choisir les pays ayant le mieux réussi à promouvoir des pratiques agricoles durables sur leur territoire.

L'agriculture est une activité économique essentielle, mais l'augmentation de sa productivité a souvent été réalisée de pair avec une utilisation accrue d'intrants agricoles qui détériorent les sols, l'eau et les éléments minéraux. La durabilité de l'agriculture et de l'élevage dépend donc d'une utilisation plus efficace des ressources afin de briser ce lien. Les engrais riches en azote favorisent la croissance des végétaux et sont donc vitaux pour le secteur agricole. La pollution azotée peut toutefois occasionner des dommages généralisés si elle n'est pas bien gérée. L'indice de performance environnementale (*Environmental Performance Index* – EPI) s'appuie sur un indicateur pour suivre la gestion de l'azote afin de mesurer la performance environnementale. *Ce texte est issu du site Internet de l'EPI.*

Qualité de l'air

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'environnement travaillant à l'échelon international de choisir les pays ayant le mieux réussi à préserver la qualité de l'air pour leur population.

La pollution de l'air intérieur et extérieur met en danger la santé humaine. La pollution de l'air est causée par le rejet dans l'atmosphère de contaminants nocifs d'origine naturelle ou humaine. Il s'agit d'un problème mondial qui touche les individus de tous les pays et de tous les groupes socioéconomiques. L'EPI a recours à trois indicateurs pour mesurer la qualité de l'air : l'utilisation domestique de combustibles solides, l'exposition moyenne aux $PM_{2,5}$ et le dépassement du seuil de $PM_{2,5}$. *Ce texte est issu du site Internet de l'EPI.*

Traitement des eaux usées

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'environnement travaillant à l'échelon international de choisir les pays ayant le mieux réussi à traiter les eaux usées afin d'éviter la pollution des cours d'eau, des lacs et des océans.

L'EPI mesure le traitement des eaux usées en pourcentage des eaux usées subissant au moins un traitement primaire dans chaque pays, normalisé par la proportion de la population raccordée à un système municipal de collecte des eaux usées. Les pays peuvent réduire les impacts environnementaux négatifs des eaux usées en les traitant. Le traitement des eaux usées peut éliminer les microorganismes pathogènes et autres polluants nocifs, réduisant ainsi les risques pour la santé des êtres humains et des écosystèmes. La maximisation du traitement des eaux usées est un moyen efficace d'évaluer la propreté des ressources en eau de chaque pays. L'indicateur du traitement des eaux usées rend compte uniquement du traitement de l'eau par les services publics municipaux centralisés, les données mondiales relatives au traitement autonome de l'eau, comme les fosses septiques privées, faisant défaut. *Ce texte est issu du site Internet de l'EPI.*

Eau et assainissement

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'environnement travaillant à l'échelon international de choisir les pays ayant le mieux réussi à réduire les risques résultant d'un défaut d'assainissement et d'une eau potable insalubre.

L'EPI mesure l'assainissement en fonction de la part de la population nationale exposée à des risques sanitaires en raison de leur accès à l'assainissement, défini par le type principal de toilettes utilisé par les ménages. L'eau potable est mesurée en fonction de la part de la population nationale exposée à des risques sanitaires en raison de leur accès à l'eau potable, défini par la source d'eau principale utilisée par les ménages et le traitement de l'eau dans les ménages, ou le traitement au point de collecte de l'eau. L'assainissement et l'eau potable sont mesurés selon le nombre d'années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY), standardisées selon l'âge, perdues pour 100 000 personnes. La minimisation des risques sanitaires résultant d'un défaut d'assainissement et d'une eau potable insalubre est une étape essentielle pour évaluer la capacité d'un pays à maintenir des systèmes d'eau propres et à réduire au minimum le contact avec des bactéries et des virus dangereux. *Ce texte est issu du site Internet de l'EPI.*

Biodiversité et habitat

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'environnement travaillant à l'échelon international de choisir les pays ayant le mieux réussi à préserver la biodiversité et l'habitat sur leur territoire.

La biodiversité est à la base de tous les services écosystémiques qui protègent notre environnement et alimentent nos économies. Les habitats naturels ont été témoins de déclins considérables de la biodiversité au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, de nombreuses espèces sont menacées d'extinction. La catégorie Biodiversité et habitat vise à évaluer la performance d'un pays en matière de préservation de l'habitat et de protection des espèces.

Le score de chaque pays dans cette catégorie tient compte d'une compilation de six indicateurs de base. Les indicateurs que nous avons sélectionnés sont mis en avant dans les objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique, un ensemble d'objectifs ayant fait l'objet d'un accord international en matière de conservation et de gestion de l'écosystème (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2014). Les indicateurs relatifs à la biodiversité et à l'habitat sont : aire marine protégée, protection du biome terrestre – pondérations nationales, protection du biome terrestre – pondérations internationales, indice de protection des espèces, indice de représentativité des aires protégées, indice des habitats des espèces. *Ce texte est issu du site Internet de l'EPI.*

Pêche et aquaculture

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'environnement travaillant à l'échelon international de choisir les pays ayant le mieux réussi à gérer et préserver les pêches au sein de leur zone économique exclusive.

À l'échelle mondiale, la pêche est une ressource essentielle pour la sécurité alimentaire, ainsi que pour l'emploi et les revenus. Les poissons font également partie intégrante des écosystèmes marins. Dans pratiquement tous les pays en développement, la pêche apporte une source vitale de protéines et de micronutriments. En 2014, plus de 56 millions de personnes étaient employées dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Malgré leur importance mondiale et l'attention grandissante portée à la surpêche, les stocks continuent de diminuer dans la plupart des pays du monde. Ce déclin s'explique principalement par la pêche non durable, 31 % des stocks étant considérés comme de la surpêche. Selon les experts, ce déclin devrait se poursuivre à l'avenir, étant donné qu'aucun stock ne devrait être sous-exploité au cours des 20 prochaines années. Des changements profonds doivent être réalisés dans la gestion des pêches afin de protéger les systèmes marins mondiaux et les sociétés tributaires de ces ressources. L'EPI a recours à deux indicateurs pour évaluer la performance du pays en matière de gestion des pêches : l'état des stocks de poissons et l'indice régional du niveau trophique des espèces marines. *Ce texte est issu du site Internet de l'EPI.*

Forêts

Dans le cadre de l'enquête de perception du GGEI, il a été demandé aux professionnels de l'environnement travaillant à l'échelon international de choisir les pays ayant le mieux réussi à limiter la déforestation.

Environ 1,6 milliard de personnes dépendent des forêts pour leur subsistance. Les forêts sont cruciales non seulement pour le développement économique et le bien-être humain, mais aussi pour la régulation du climat mondial et d'autres services écosystémiques vitaux. Elles fournissent un habitat important à plus de 80 % des animaux terrestres, des plantes et des insectes. Pour le développement durable, il est donc essentiel de comprendre où se produisent les changements de couvert forestier. La catégorie Forêts utilise un indicateur pour mesurer les menaces pesant sur les forêts dans le monde : la perte de couvert forestier. La perte de couvert forestier est incluse comme un indicateur de l'état sanitaire des forêts en raison de ses conséquences significatives sur la santé des écosystèmes, la préservation de l'habitat, l'atténuation des changements climatiques et d'autres services environnementaux. *Ce texte est issu du site Internet de l'EPI.*

ANNEXE B

ENQUÊTE DE PERCEPTION

L'enquête de perception utilisée pour cet Atlas a été réalisée du 23 avril au 2 juillet 2018, et a consisté à interroger des personnes ciblées sur leur évaluation de la performance verte de pays dans les quatre grandes dimensions : Leadership et changement climatique, Secteurs de l'efficacité énergétique, Marchés et investissements, Environnement. Depuis sa première édition en 2010, Dual Citizen LLC a élaboré des listes spécifiques pour chacune de ces quatre dimensions avec des experts qualifiés travaillant à l'échelle internationale à des questions pertinentes pour l'économie et la croissance vertes.

Indépendamment des résultats de l'enquête, ces travaux ont produit des informations précieuses sur le sujet. L'une de ces informations est le degré élevé d'incertitude quant à la définition d'« économie verte » selon la zone géographique ou le secteur et, en particulier, entre les différents types d'organisations et d'institutions (organisations internationales, société civile, secteur privé, etc.). Ces résultats renforcent la nécessité d'un cadre comme celui du GGEI afin de mieux comprendre les flux d'informations et la façon dont les perceptions sur les différents aspects de l'économie verte varient.

Un autre éclairage associé montre que si de nombreuses personnes et institutions travaillent sur des composantes sectorielles ou thématiques de l'économie verte, il n'y en a que très peu qui se consacrent à la production de connaissances et au renforcement des capacités à l'échelle nationale sur la question de l'économie verte elle-même (l'Initiative pour une économie verte d'ONU-environnement, la Plateforme de connaissances sur la croissance verte, la Coalition économique verte et l'Institut mondial de la croissance verte constituent quatre exceptions[1]). Cette réalité a obligé à segmenter cette enquête de perception du GGEI pour constituer quatre groupes distincts de personnes interrogées, déterminés par la proximité de leurs travaux professionnels avec les quatre grandes dimensions du GGEI. Cette approche garantit des réponses mieux éclairées, de sorte qu'un individu ayant des connaissances sur la performance d'un secteur en matière d'économie verte (construction, transports, tourisme et énergie) ne se voit pas interrogé sur le classement de la performance environnementale dans des secteurs tels que l'agriculture ou la foresterie, dans lesquels il n'a pas le même niveau d'expertise.

1. Initiativepouruneéconomieverte : <https://www.unenvironment.org/fr/explore-topics/economie-verte> ; Plateforme de connaissances sur la croissance verte : <http://www.greengrowthknowledge.org> ; Coalition économique verte : <https://www.greeneconomycoalition.org> ; Institut mondial de la croissance verte : <http://gggi.org>.

Les rubriques ci-après visent à fournir des informations générales et sur la transparence concernant l'enquête de perception et ses résultats, ainsi qu'à apporter de plus amples explications sur les raisons pour lesquelles les perceptions sont importantes à mesurer et à comprendre, parallèlement à la performance économique verte.

Conception de l'enquête

Au sens large, la conception de l'enquête de perception du GGEI reflète celle de l'indice de performance. Pour chacune des grandes dimensions du GGEI (Leadership et changement climatique, Secteurs de l'efficacité énergétique, Marchés et investissements, Environnement), l'enquête du GGEI vise à cerner les perceptions de la valeur mesurée dans l'indice de performance. Par exemple, l'indice de performance du GGEI mesure la performance en matière de changement climatique de chaque pays, et dans le cadre de l'enquête de perception, il est demandé aux personnes interrogées de choisir jusqu'à cinq pays qui, selon elles, obtiennent les meilleurs résultats dans ce domaine en particulier.

Lors de la conception d'une enquête comme celle-ci, qui compare les perceptions à la performance, il est important de poser les questions de manière à ce qu'elles correspondent le mieux à la valeur mesurée. À titre d'exemple, si la mesure de la performance renseigne sur la performance nationale à un moment précis dans le temps, mais que l'enquête de perception porte sur le classement des progrès réalisés dans le temps, il est fort possible que ces résultats varient. Ou, si la mesure de la performance calcule la performance d'une variable dont le sens peut différer selon les personnes interrogées (par exemple, il existe, dans le monde, des interprétations divergentes de la définition de « technologies propres »), les résultats seront probablement différents. Dans le cas de l'enquête du GGEI, nous nous sommes efforcés d'aborder ces questions, ainsi que de suivre les meilleures pratiques en matière de conception d'enquêtes publiées par l'American Association for Public Opinion Research (AAPOR, <https://www.aapor.org>).

Biais de l'enquête

Par définition, les perceptions contiennent inévitablement une certaine partialité. L'un des principaux atouts du GGEI est de comparer des perceptions à des performances et de faire la lumière sur les lacunes afin que les lecteurs puissent mieux comprendre les stratégies et les tactiques les mieux adaptées pour combler ces lacunes. En revanche, les concepteurs du GGEI s'emploient de manière rigoureuse à éliminer certaines formes de biais. Le premier biais consiste à exclure les membres des autorités publiques interrogées en s'assurant qu'ils ne sont pas inclus dans notre liste de distribution et en retirant tout résultat où les adresses d'entités publiques sont identifiables. Le deuxième concerne la recherche de personnes aussi qualifiées que possible pour répondre à nos enquêtes. Cela est important pour qu'au moment de faire leur choix de pays, ces personnes ne s'appuient pas sur des impressions générales, mais fassent plutôt référence à des expériences réelles. Enfin, nous essayons de limiter le nombre de réponses d'individus qui ont donné leur avis dans le cadre du GGEI lors d'éditions antérieures. Cela est important afin que le GGEI ne se contente pas de recouper les échantillons des années précédentes, mais propose plutôt une nouvelle sélection aléatoire de perceptions d'experts à chaque nouvelle enquête.

De par leur nature, certains indicateurs font l'objet de biais positifs et négatifs. S'agissant de l'évaluation qualitative du chef d'État et des médias menée dans le cadre du GGEI, les données sont probablement marquées par un biais positif, ce qui signifie que la plupart des pays obtiennent un score neutre ou positif. Cela pourrait être attribuable au fait que le terme « économie verte » est principalement utilisé dans un contexte de débat concernant de nouvelles initiatives et politiques vertes (et non pas pour critiquer l'absence de ces dernières).

Un autre exemple de biais concerne les pays du GGEI qui, en raison de leur désignation officielle, risquent d'être moins reconnus par les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête.

Diffusion de l'enquête

L'enquête de perception du GGEI est réalisée en ligne et diffusée principalement par courriel ou dans des listes de diffusion. Certes, cette approche a ses limites. Si, d'une part, elle permet une plus grande diffusion et l'obtention d'échantillons de plus grande taille, de l'autre, elle limite la mesure dans laquelle les perceptions des personnes interrogées peuvent être mieux comprises grâce à des questions complémentaires et à de petits groupes de discussion. Des améliorations comme celle-ci peuvent apporter des informations précieuses sont expliquées en détail sur le site de Dual Citizen (<https://dualcitizeninc.com/global-green-economy-index/economic-environmental-indicators.php?id=7>).

La production des données a également eu recours à une large communication via les médias sociaux, en particulier Twitter, afin de diffuser l'enquête de perception du GGEI. Les versions de l'enquête en français, en anglais et en espagnol ont été diffusées et des recherches supplémentaires ont été effectuées pour atteindre des personnes résidant dans des pays dont la langue officielle variait. Cette approche multilingue contribue à élargir les réponses et la diversité géographique du GGEI.

Personnes interrogées dans le cadre de l'enquête

L'enquête de perception du GGEI est d'envergure mondiale ; elle consiste à sonder des milliers d'experts internationaux, spécialistes du changement climatique, des secteurs de l'efficacité énergétique, du plaidoyer en faveur de la croissance verte, des marchés des technologies propres et des différentes catégories environnementales, dont l'agriculture, l'eau, la pêche et les forêts. Les 3 363 réponses de l'enquête ont été recueillies dans les zones géographiques suivantes :

- Amérique du Nord, 19 % ;
- Europe, 24 % ;
- Asie, 19 % ;
- Amérique latine et Caraïbe, 19 % ;
- Afrique, 15 % ;
- Océanie, 4 %.

Pondération des résultats de l'enquête

Les questions de l'enquête du GGEI reflétant les valeurs mesurées dans l'indice de performance du GGEI, il importe d'attribuer une pondération identique à chaque sous-catégorie constitutive d'un résultat agrégé. Par exemple, si l'indicateur Performance en matière de changement climatique de la dimension Leadership et changement climatique a une pondération de 50 %, la question de l'enquête de perception correspondante se verra également accorder une pondération de 50 %. Pour de plus amples détails sur notre approche de la pondération du GGEI, veuillez consulter l'annexe C, « Méthodologie ».

Extension des résultats de l'enquête de perception du GGEI

L'enquête de perception réalisée dans le cadre du GGEI est mondiale et mobilise des experts de presque tous les pays du monde pour les interroger sur leurs perceptions de la performance économique verte. Mais si les perceptions mondiales sont essentielles à la compréhension, les perceptions locales sont parfois plus importantes pour les décisions immédiates auxquelles sont confrontés les pouvoirs publics et les acteurs privés. Les enquêtes de perception localisées se fondent sur le savoir-faire dans la conduite de l'enquête de perception du GGEI à l'échelle mondiale, mais elles adaptent ces connaissances à des contextes plus localisés. Une enquête de perception localisée intéressante pourrait consister, par exemple, à interroger des clients potentiels dans un pays donné sur leur demande de produits ou de services proposés par une multinationale envisageant d'investir. Autre exemple, un ministère pourrait souhaiter sonder une partie de ses administrés pour mieux comprendre comment les politiques économiques vertes qu'il a mises en œuvre sont perçues par les consommateurs.

ANNEXE C

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du GGEI se fonde sur des lignes directrices définies dans le *Handbook on Constructing Composite Indicators* (Manuel sur la construction d'indicateurs composites) de l'OCDE (<http://www.oecd.org/std/42495745.pdf>). Nous avons également mené de nombreuses consultations auprès d'éditeurs d'autres grands indices dans ce domaine, afin de tirer des enseignements de leurs approches méthodologiques face à des problèmes de mesure similaires. La publication d'un indice comme le GGEI est le résultat d'une série de décisions, qui demandent souvent de trouver un point d'équilibre entre la profondeur et l'ampleur des questions étudiées, et les données disponibles. En outre, le concept d'« économie verte », bien que toujours en émergence, est de mieux en mieux défini au fur et à mesure que les parties théoriques et pratiques sont testées et développées. Dans les rubriques ci-après, nous présentons de plus amples détails sur la façon dont nous avons abordé les étapes méthodologiques et les difficultés qui se sont posées.

Cadre théorique

L'année précédant la première publication du GGEI, fin 2010, l'équipe de Dual Citizen LLC a rassemblé un groupe d'experts pour définir le cadre théorique de ce qui est désormais connu sous le nom de *Global Green Economy Index*, ou Indice mondial de l'économie verte. Ces experts – spécialisés dans les négociations sur le changement climatique, les énergies renouvelables, la défense des politiques favorables à l'économie verte, l'image de marque et la communication – ont défini quatre grandes dimensions dans lesquels les perceptions seraient évaluées : le leadership politique, l'action publique, l'investissement et le tourisme. La première édition du GGEI n'a calculé que les perceptions de façon générale, les personnes étant interrogées sur leur perception de la réputation en matière d'écologie des pays dans ces quatre dimensions.

Les éditions suivantes du GGEI, en 2011 et 2012, se sont appuyées sur ces fondements de deux façons importantes. La première a consisté à mesurer la performance des mêmes valeurs qui faisaient l'objet de l'enquête, en utilisant des ensembles de données tirés de sources d'entités tierces et, lorsqu'il y a lieu, de mesures qualitatives produites à l'interne. La seconde évolution a été d'étendre les sous-catégories de chacune des quatre dimensions de manière à ce qu'au lieu de produire une mesure par dimension, on génère un résultat agrégé à partir d'une série de sous-catégories connexes (par exemple, le leadership politique a ensuite été déterminé par les sous-catégories Chef d'État, Couverture médiatique, Réunions d'instances internationales, etc.).

Début 2014, Dual Citizen LLC a commandé un examen stratégique du GGEI dans le but de revoir sa méthodologie et son cadre pour refléter plus fidèlement les différents aspects d'une économie verte. Ce processus a conduit à deux changements importants. Le premier a été d'étendre les secteurs couverts au-delà du tourisme pour inclure d'autres secteurs de l'efficacité énergétique comme le bâtiment, les transports et l'énergie. Le second a été d'intégrer la performance environnementale au GGEI pour faciliter l'examen des piliers économiques et environnementaux de l'économie verte grâce aux résultats en matière de perception et de performance. Cet examen a permis à son tour d'établir un lien plus explicite entre leadership et changement climatique, de sorte que ces liens puissent être étudiés pour déterminer si la rhétorique politique nationale et l'action publique nationale ont réellement un impact positif sur la performance du pays en matière de changement climatique.

Sélection de données

Le GGEI exploite les données qui répondent le mieux à deux critères centraux : la qualité et le champ couvert. En créant un indice comme le GGEI, les ensembles de données sont souvent moins complets qu'il n'apparaît à première vue et couvrent rarement un éventail assez large de pays de manière uniforme. Cela s'explique en partie par la façon dont les pays sont organisés (UE, OCDE, G20) : ces structures organisationnelles se vouent à la collecte de données et de paramètres qui y sont associés. Par exemple, des ensembles de données solides peuvent exister pour les pays de l'OCDE, mais par pour l'ensemble des pays du G20. En outre, tous les pays ne se conforment pas à l'obligation de communiquer les données en temps voulu, ce qui signifie que même si des données complètes existent pour un groupe de pays, les séries chronologiques peuvent être incohérentes si des données plus récentes sont disponibles uniquement pour certains pays.

Compte tenu de ces réalités, notre approche de la sélection de données a adopté une méthode descendante, par opposition à une méthode ascendante. Cela signifie que nous avons d'abord défini les dimensions les plus importantes et les sous-catégories associées à mesurer en fonction du but et des objectifs de l'Indice mondial de l'économie verte. Puis, en nous fondant sur ce cadre, nous avons recensé les ensembles de données des tiers qui fournissaient la meilleure mesure au vu de la couverture nationale requise par le GGEI ou, le cas échéant, qui produisaient un système permettant de calculer un score qualitatif.

Nous préconisons cette approche descendante de la sélection de données pour deux raisons principales : la première est que les données existantes ne constituent pas nécessairement les valeurs les plus importantes à mesurer pour un domaine donné. Parfois, les données existent en raison d'approches ou de processus désuets ou de priorités institutionnelles qui ne reflètent plus les enjeux les plus importants de l'heure. En déterminant d'abord ce qu'est le cadre général, on s'assure qu'un indice est défini par les domaines qui comptent le plus, et non uniquement par ceux qui sont les plus faciles à mesurer. La seconde raison qui valide cette approche descendante est qu'elle met l'accent sur les domaines où les données sont incomplètes, incitant les organismes statistiques, les ministères nationaux et les institutions internationales à faire de leur collecte une priorité.

Il est vrai que cette approche a ses limites et qu'il est important de souligner celles-ci dans le contexte du domaine de l'économie verte. Il reste des éléments essentiels à la compréhension d'une économie verte qu'il est tout simplement impossible de mesurer de manière robuste pour le moment. C'est notamment le cas des emplois verts, dont une définition pratique demeure difficile à cerner et pour lesquels les données ne sont pas cohérentes dans les différents profils pays. Un autre exemple est le secteur industriel, un secteur essentiel de l'efficacité énergétique pour lequel, en raison de la complexité des chaînes d'approvisionnement et des diverses contributions nécessaires pour créer un ensemble de données fiable, aucune approche de qualité n'existe encore pour estimer, à l'échelle nationale, la mesure dans laquelle il est « vert ». Dans ces cas, il serait imprudent de « forcer » une mesure de la performance au moyen d'un indice comme le GGEI, bien que nous espérions que ces limitations seront dépassées plus tard.

Estimation des données manquantes

Malgré tous les efforts déployés pour recenser les sources de données fournissant une couverture nationale adéquate, il est inévitable que certaines données ne soient pas disponibles. Dans le GGEI 2016, cette question s'est surtout posée pour la dimension Marchés et investissements, pour laquelle, en raison de la diversité des 80 profils pays, entre les économies plus avancées et les économies émergentes, il était parfois impossible de trouver des sources de données complètes pour les quatre sous-catégories.

S'agissant de cette dimension, notre approche de l'estimation des données manquantes a été de calculer des scores approximatifs pour les pays dans lesquels il manque des données en nous fondant sur la moyenne des scores des cinq pays les plus proches en termes de facteurs que nous pouvions déduire. À titre d'exemple, si un indicateur composite estimant l'attractivité d'un pays en matière d'investissement dans les énergies renouvelables n'indique qu'une partie des résultats d'un pays dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale, une valeur manquante sera estimée à partir des scores des cinq nations les plus proches du rapport *Doing Business*, puis en faisant la moyenne de leurs scores obtenus dans l'indicateur composite afin de

calculer les données manquantes pour le pays en question. Comme toute méthode d'estimation, celle-ci est imparfaite et se fonde sur certaines hypothèses sur la performance nationale d'un aspect de l'économie à partir des résultats d'un autre aspect connexe. Sur le plan des meilleures pratiques en matière de création d'indices et de consolidation de données, c'est une approche plus responsable que de laisser la valeur en blanc ou de donner arbitrairement une note moyenne à des pays pour lesquels les données sont manquantes.

Dans une moindre mesure, nous avons également été confrontés à cette question de données manquantes pour la dimension Environnement, mais pour des raisons différentes. Dans ces cas, les données manquantes s'expliquaient par les caractéristiques naturelles de chaque pays. Par exemple, il est impossible de générer une valeur pour Forêts si un pays n'en a pas ou pour Pêche et aquaculture si le pays est enclavé. Dans ces cas limités, les pays en question se voient attribuer le score le plus haut de la catégorie. Encore une fois, cette approche n'est pas parfaite, car elle donne de bons résultats à un pays dans une catégorie environnementale qui n'existe pas, les résultats d'ensemble pouvant être faussés en sa faveur. Toutefois, les solutions de rechange à l'approche que nous avons adoptée sont moins intéressantes et exposent les résultats du GGEI à un risque accru de déséquilibre. L'exclusion de ces catégories pour les pays en question donnerait plus de poids aux autres sous-catégories dans le résultat global et créerait une situation où les pondérations internes varieraient d'un pays à l'autre. Par ailleurs, laisser ces valeurs en blanc aurait pour effet de punir ces pays pour les caractéristiques naturelles de leur territoire qu'ils ne contrôlent pas.

Normalisation, pondération et agrégation

Nous avons appliqué une approche de normalisation cohérente en utilisant le PIB en PPA pour exprimer les valeurs présentant des déséquilibres inhérents sur la base de la taille de l'économie du pays. En nous fondant sur l'approche descendante de la sélection de données, nous avons généralement appliqué des pondérations identiques aux quatre dimensions et à leurs sous-catégories. Une exception à cette règle s'applique à la dimension Leadership et changement climatique, dans laquelle nous avons réduit la pondération pour les domaines Chef d'État et Couverture médiatique, ce qui donnait donc une pondération plus forte aux réunions d'instances internationales et à la performance en matière de changement climatique.

Il va sans dire que le GGEI s'appuie sur un large éventail d'ensembles de données sous-jacents, et qu'il est important d'adopter une méthode cohérente pour les agréger. Notre approche consistait à calculer la moyenne et l'écart-type pour chaque indicateur ou ensemble de données, ce qui permet de calculer un score z et le centile associé. Puis, les valeurs de ces centiles peuvent être agrégées de manière uniforme, produisant ainsi un score pour le pays exprimé sur une échelle de 0 à 100.

CRÉDITS PHOTOS

Photos de la couverture

Ours polaire, AdobeStock, Mario Hoppmann

Voiture électrique, AdobeStock, tongpatong

Travailleurs dans une plantation de thé, AdobeStock, atm2003

Drapeaux des nations à l'extérieur de l'ONU à New York, AdobeStock, Andrew Kazmierski

Introduction

p. VIII, KOSIN SUKHUM ; **p. 2**, Irena Štefanec ; **p. 6**, Gabrijel Vrebac

Afrique

p. 8-9, Adobe Stock, apinz ; **p. 15**, Adobe Stock, Samuel B. ; **p. 17**, Sapsiwai ; **p. 19**, Adobe Stock, cornfield ; **p. 21**, Adobe Stock, atm2003 ; **p. 23**, Adobe Stock, Mikael Damkier ; **p. 25**, Adobe Stock, gi0572 ; **p. 27**, Adobe Stock, milosk50 ; **p. 29**, Paragon Inc. ; **p. 31**, Adobe Stock, Bernardo Ertl ; **p. 33**, Adobe Stock, lanternworks ; **p. 35**, Adobe Stock, Fabian ; **p. 37**, Uryadnikov Sergey ; **p. 39**, Adobe Stock, lindahughes ; **p. 41**, Adobe Stock, SUTTIPONG ; **p. 43**, VUSunLimited ; **p. 45**, Adobe Stock, Uryadnikov Sergey ; **p. 47**, Adobe Stock, AntPun ; **p. 49**, PACO COMO ; **p. 51**, Adobe Stock, Denis Cordier ; **p. 53**, Yesmine z ; **p. 55**, Adobe Stock, alarico73 ; **p. 57**, Adobe Stock, apolfilm ; **p. 59**, Aghogho Otega ; **p. 61**, Adobe Stock, Igor ; **p. 63**, Zoika Naskova ; **p. 65**, Rafal Cichawa ; **p. 67**, Adobe Stock, caroline sellier ; **p. 69**, Adobe Stock, siempreverde22 ; **p. 71**, Adobe Stock, nyiragongo ; **p. 73**, Adobe Stock, siempreverde22 ; **p. 75**, Adobe Stock, Richard ; **p. 76**, Adobe Stock, DorSteffen ; **p. 77**, Adobe Stock, birtoiu

Europe

p. 78-79, Adobe Stock, haveseen ; **p. 83**, Stathis Floros ; **p. 85**, Adobe Stock, djama ; **p. 87**, Adobe Stock, smallredgirl ; **p. 89**, Adobe Stock, tichr ; **p. 91**, Adobe Stock, Boris Stroujko ; **p. 93**, Adobe Stock, Dmitry Rukhlenko ; **p. 95**, Stelios tsikas ; **p. 97**, Adobe Stock, eyetronic ; **p. 99**, Adobe Stock, Anibal Trejo ; **p. 101**, Adobe Stock, sforzza ; **p. 103**, Adobe Stock, Flaviu Boerescu ; **p. 105**, Adobe Stock, sergei_fish13 ; **p. 107**, Adobe Stock, irisphoto1 ; **p. 109**, Adobe Stock, Uroš Medved ; **p. 111**, Yasha Jakovsky ; **p. 113**, Adobe Stock, PHB.cz ; **p. 115**, Adobe Stock, Augustin Lazaroiu ; **p. 117**, Adobe Stock, Candy Rothkegel ; **p. 119**, Adobe Stock, Alex Tihonov ; **p. 121**, Adobe Stock, Igor Dmitriev ; **p. 123**, Adobe Stock, Freesurf ; **p. 125**, Adobe Stock, akoppo1 ; **p. 127**, Adobe Stock, Peto ; **p. 129**, Adobe Stock, neirfy ; **p. 131**, Adobe Stock, TravelPhotography ; **p. 133**, Adobe Stock, Emil ; **p. 135**, Adobe Stock, nedomacki ; **p. 137**, Adobe Stock, Calin Stan ; **p. 139**, Adobe Stock, Saida Shigapova ; **p. 141**, Adobe Stock, Noradoa ; **p. 142**, Adobe Stock, baptistebarbier ; **p. 143**, Adobe Stock, Brandon ; **p. 144**, Adobe Stock, Brilliant Eye ; **p. 145**, Adobe Stock, Elena Petrova

Amérique

p. 146-147, Adobe Stock, Brian Lasenby ; **p. 153**, Adobe Stock, F.C.G. ; **p. 155**, Viktor Birkus ; **p. 157**, Adobe Stock, Andre ; **p. 159**, Adobe Stock, skylarkstudio ; **p. 161**, Adobe Stock, ingalin ; **p. 163**, Adobe Stock, javarman ; **p. 165**, Adobe Stock, JuliaM ; **p. 167**, Adobe Stock, XtravaganT ; **p. 169**, Adobe Stock, Rafal Cichawa ; **p. 170**, Adobe Stock, Andreas Prott ; **p. 171**, Adobe Stock, elena_suvorova ; **p. 172**, Adobe Stock, rabbit75_fot ; **p. 173**, Adobe Stock, Kevin

Asie

p. 174-175, Adobe Stock, Peera ; **p. 179**, Adobe Stock, anekoho ; **p. 181**, Adobe Stock, Kamchai ; **p. 183**, Adobe Stock, Noppasinw ; **p. 185**, Adobe Stock, Andrey Popov ; **p. 187**, Adobe Stock, Loïc Bourgeois ; **p. 189**, Adobe Stock, Sasint ; **p. 191**, Adobe Stock, XtravaganT ; **p. 193**, Adobe Stock, worldwide_stock ; **p. 195**, Adobe Stock, Michaela ; **p. 197**, Adobe Stock, disq ; **p. 198**, Adobe Stock, Anthony

Conclusion

p. 199, Anthony Graizely ; **p. 201**, Adobe Stock, kriss75 ; **p. 202**, Mouenthias ; **p. 203**, Adobe Stock, Oulailux ; **p. 204**, Adobe Stock, Christian Lebon ; **p. 205**, Sbxray ; **p. 206**, Сергій Мірошник ; **p. 207**, Goytex ; **p. 208**, Yesmine z ; **p. 209**, Misha Reme ; **p. 210**, ZovkoM ; **p. 211**, Adobe Stock, atm2003

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble à ce jour 88 États et gouvernements dont 54 membres, 7 membres associés et 27 observateurs. Le Rapport sur la langue française dans le monde 2018 établit à 300 millions le nombre de locuteurs de français.

Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Madame Louise Mushikiwabo est la Secrétaire générale de la Francophonie depuis janvier 2019.

61 États et gouvernements membres

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • République démocratique du. Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Émirats arabes unis • Ex-République yougoslave de Macédoine • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Kosovo • Laos • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Nouvelle-Calédonie • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Serbie • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

27 observateurs

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada -Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • République dominicaine • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane (USA) • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • République tchèque • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE
19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00
www.francophonie.org

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
IFDD

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) est un organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et son siège est à Québec.

À l'origine dénommé *Institut de l'Énergie des Pays ayant en commun l'usage du Français (IEPF)*, l'IFDD est né en 1988 peu après le IIe Sommet de la Francophonie, tenu à Québec en 1987. Sa création faisait suite aux crises énergétiques mondiales et à la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de conduire une action concertée visant le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. En 1996, l'Institut inscrit les résolutions du Sommet de la Terre de Rio-1992 comme fil directeur de son action et devient *l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie*. Et en 2013, à la suite de la Conférence de Rio+20, il prend la dénomination *Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)*.

Sa mission est de contribuer :

- à la formation et au renforcement des capacités des différentes catégories d'acteurs de développement des pays de l'espace francophone dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable ;
- à l'accompagnement des acteurs de développement dans des initiatives relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de développement durable ;
- à la promotion de l'approche développement durable dans l'espace francophone ;
- au développement de partenariats dans les différents secteurs de développement économique et social, notamment l'environnement et l'énergie, pour le développement durable.

L'action de l'IFDD s'inscrit dans le Cadre stratégique de la Francophonie, au sein de la mission D « Développement durable, économie et solidarité » et de l'Objectif stratégique 7 « Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement à l'horizon 2030 et des Objectifs du développement durable ».

L'Institut est notamment chef de file des trois programmes suivants de la programmation 2019-2022 de l'OIF, mis en œuvre en partenariat avec d'autres unités de l'OIF :

- Accompagnement à la réalisation des Objectifs de développement durable
- Accès à l'énergie durable
- Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement

www.ifdd.francophonie.org

La MAVA est une Fondation philanthropique Suisse créée en 1994 par le **Dr Luc Hoffmann,** un naturaliste passionné du monde naturel et en particulier des oiseaux. Elle a pour mission de conserver la biodiversité au bénéfice de l'être humain et de la nature en finançant, en mobilisant et en renforçant ses partenaires et la communauté de la conservation. La MAVA cherche à offrir un futur durable à l'être humain et à la nature, en se focalisant sur l'eau douce et les écosystèmes côtiers, ainsi que les paysages culturels. La Fondation est basée à Gland en Suisse avec un bureau régional à Dakar pour le programme Afrique de l'Ouest.

L'intervention de la MAVA est actuellement articulée autour de 4 programmes : **Bassin méditerranéen, Zone Côtière de l'Afrique de l'Ouest, Suisse, Économie durable.** Ces dernières années, l'approche de la MAVA s'est élargie en plus de la conservation de la biodiversité pour inclure l'économie durable, le financement vert et l'utilisation responsable des ressources. Des plans d'actions spécifiques sont mis en œuvre et couvrent divers thèmes, notamment : l'eau douce et les écosystèmes côtiers ; les paysages culturels ; l'économie et la finance durables ; les espèces menacées ; la pêche et les aires marines protégées ; mais également les questions émergentes comme l'exploitation du pétrole ; l'impact et la durabilité des investissements et des partenaires de la MAVA. Toutes ces actions sont mises en œuvre par les nombreux partenaires dispersés dans les zones d'intervention et avec lesquels la fondation travaille étroitement.

Le cycle de vie de la fondation l'amène progressivement à mettre un terme à ses financements pour tous ses partenaires d'ici à 2022. Afin d'assurer des résultats sur le long terme, la fondation s'engage davantage dans le développement organisationnel de certains partenaires clés, afin qu'ils puissent continuer à assurer leur mission sans le soutien financier de la MAVA, après 2022.

Quelques chiffres clés :

4 programmes centraux :
- Bassin méditerranéen
- Afrique de l'Ouest
- Suisse
- Économie durable

Nombre de plans d'action : 24

Montant global financement en 2018 : 54 millions de francs suisses

Nombre de projets en 2018 : 73

MAVA, Fondation pour la Nature

Rue Mauverney, 28
1196 Gland
Suisse
Tél. : +41 (0)21 544 16 00
Email : info@fondationmava.org

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (IFDD)
56, RUE SAINT-PIERRE, 3e ÉTAGE, QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 4A1 CANADA
L'IFDD est un organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie.